

**DOSSIER DES ANNEXES DE L'EIES DU SOUS-PROJET DE  
REHABILITATION DU TRONÇON DES ROUTES KOLOKANI-  
DIDIENI (35 KM) ; DIDIENI-DIEMA (180 KM) ; DIEMA-SANDARE  
(135 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) D'UNE LONGUEUR TOTALE  
DE 446,5 KM DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD ET  
DES AMENAGEMENTS CONNEXES A LA ROUTE (POSTE DE  
PEAGE/PESAGE, PARKING POUR POIDS LOURDS, ET VOIRIES  
URBAINES)**

# Annexe 1 : Procès-verbaux, images et listes de présence des consultations publiques

## Annexe 1.1. Rencontres institutionnelles menées en octobre-novembre 2024

### ❖ Liste de présence

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES		SUNC		
<p>Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Scientifique et Plan de Gestion de Sécurité (ERS &amp; PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)</p> <p><b>LISTE DE PRÉSENCE DES PERSONNES RENCONTRÉES INSTITUTIONNELLES</b></p>						
N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse / Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
	Sida Joha SOUMBEINERA	F	D.G.R. ITE	Secr. Amélior. Études Transferts services évaluation	SOUNSY@jmail.com 66 797769	
	Bakary SANOGO	M	DER-DIT1	chef SE	76286996 ba.moussa.18@geroute.com	
	Ahmadou II DISS	M	Consultant Souv. Végétal R. et S.	Charge de PERS/PLANNING	70721997 ahhad@jps.fr	
	MAGASTINE NASSA	M	Consultant CAPS et P. et S.	chargé de l'opération de CAPS	75121818 magastine@jps.fr	
	H'ady KANE	M	Consultant CAPS et P. et S.	Charge d'Études	75121818 66210330	
	Madi Fofana	M	Mairie	Maire	73101034	
	Modibo Traore	M	1 <sup>er</sup> Adjoint	1 <sup>er</sup> Adjoint	7521 37 62	
	Lab. Mamadou Niamboko	M	DRPC-KKRO	Directeur Régional	76-464743	
	Naman Kite	M	CSPC-GRBR	CSPC	86808620	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES		SUNC		
N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse / Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
	Tiary Kane	M	Mairie	Comm. Hon.	75 30 05 82	
	Lalla Diane	F	"	"	75 21 33 88	
	Demba Traore	F	"	"	7321 02 27	
	Soubourama II	M	"	"	75 47 55 8	
	Wally Koukass	M	"	"	7321 71 04	
	Tressana Dama	M	"	"	73 35 13 08	
	Mamadou B. Oumar	M	"	"	73 12 25 29	
	Emmanuel Kone	M	"	Segol. G.	76 69 74 68	
	Patoumata Jangaly	F	"	Conseiller	73043570	
	Oumar Sanoko	M	BRACPN	chef Bureau C.S.C	76148646	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES		SUNC		
N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse / Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
	<sup>Doumbou</sup> Cne Bakaye	M	Service local des Eaux et Forêts	Chef de service	76.36.43.25	[Signature]
	Hamadou G. Diallo	M	Préfecture	Préf/Coord	76041507	[Signature]
	Karamoko Diallo	M	Service des Routes	chef SR- Niara	72673572	[Signature]
	<sup>TRAORE</sup> Mamadou Lamine	M	Direction Régionale des Routes Niara	DRR- Niara	70679666	[Signature]
	<sup>Traoré</sup> COULIBALY	M	DRACPN- Niara	Directeur	79054715	[Signature]
	CLM. Tahamond SANO GO	M	CSPC du GR Niara	Conseiller	66848503 74420445	[Signature]
	Aboumoussa Dicko	M	Niara	Président	66984671	[Signature]
	Sidy Koné	M	DREB- Niara	Directeur Régional	76025043 sidykon@yopmail.fr	[Signature]
	<sup>THARA</sup> Mariam Tare	F	Direction Régionale des Routes de Koulikoro	Directrice Régionale	70679666	[Signature]
	Bouyouba Traoré	M	DREB- Koro	Directeur	76815023	[Signature]
	Lamine Jaupéré	M	ARACPN- KK	Directeur	79172167	[Signature]
	Moussa SANO GO	M	DRACPN- KK	chef division Niara	79172167	[Signature]

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES		DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES		SUNC	
---	--	-------------------------------	--	------	--

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Groupe rencontré : ..... Date : .....

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse / Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
	Youssef Traoré	M	CMTTR	Président	76 33 2993	[Signature]
	Boulacar Kane	M	-	Secrétaire Général	75113517	[Signature]
	Lansana DIAROUTENE	M	FER-Mali	Directeur technique	66559717 lansana@fer.mali	[Signature]
	Blaise A Seng	M	ANASER	chef de département	76109214	[Signature]
	N'faly KONE	M	Consultant ERS PACRIR	Consultant	66810930 nfaly.kone@yopmail.fr	[Signature]

❖ Quelques images des rencontres institutionnelles



Entretien avec la DGR : Sous-Direction Etudes et Planification/Suivi et évaluation



Entretien avec l'ANASER : Chef de département Audit Règlementation Circulation Routière



Vue de l'entretien semi structuré à la préfecture de Kolokani en présence de l'UGP UNC, DRR, Subdivision des routes et le sous-préfet de Didiéni



Entretien avec le directeur de la DRR de Nioro



Entretien avec le directeur de la DRR de Kayes



Entretien avec le CMTR : Président et le Secrétaire Général



Vue de l'entretien avec le sous-préfet du cercle de Kayes.



Vue de l'entretien avec le préfet de Diéma

## Annexe 1.2. Consultations publiques (PV, liste de présence et images) menées en octobre-novembre 2024

### ▪ Tronçon Kolokani-Didiéni et voirie urbaine de Kolokani

- ✚ Procès-verbal et liste de présence de la consultation publique du cercle de Kolokani

①

Procès-verbal de la Consultation Publique de Kolokani

Le 29 Octobre 2024 à 15h s'est tenue dans la mairie de Kolokani, l'atelier de Consultation Publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment l'Etude d'impact environnemental et social (EIES), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), le Plan d'action et de réinstallation (PAR), l'Évaluation des risques sécuritaires (ERS) du PDCRIR.

- Étaient présents : Les autorités coutumières, Les conseillers communaux, La direction régionale des routes, La subdivision des routes, L'unité nationale de coordination, la jeunesse, l'association féminine, la CAFD.

Emmanuel Koné : Secrétaire général  
Bon après midi à toute. Je souhaite la bienvenue à toute et à tous.

Mady Fofana : le maire  
Je salue tout le monde, et remercie principalement les missionnaires d'avoir effectué ce déplacement dans le but de nous éclaircir sur le projet.  
Je tiens à souligner que le sujet qui fait l'objet de notre rencontre est une priorité absolue aux yeux de la communauté de Kolokani.  
Pour mieux appréhender le débat nous allons donner la parole aux missionnaires afin qu'il nous explique le projet.

(2)

- Aoumane Biarra : DRR

Je souhaite un bon après midi à tout le monde et principalement, monsieur le maire. Je suis un représentant de la DRR en collaboration avec l'UNC dans le cadre des travaux de la réhabilitation de la route RN3 tronçon Did Kolokani - Didieni, Didieni - Diema, Diema Sandaré.

En effet l'objectif de cette rencontre est de vous tenir informé sur le projet et de recueillir vos avis et recommandations conformément aux exigences de la Banque mondiale en matière d'étude environnementale. Il faudra noter que les activités qui sont prévues dans le cadre du projet auront sans doute des impacts positifs et négatifs sur l'environnement. Sur ce, je vous passe la parole au chef de mission.

- Sinsi Bagayoko : Consultant

Mes salutations à l'endroit de tout le monde, mon nom est Sinsi Bagayoko, spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale à l'unité nationale de coordination UNC. Je suis accompagné dans cette mission par madame Bagayoko Hadizatou Maiga et monsieur Amadou Koumaré.

En effet nous sommes là dans le cadre de la réalisation de certains instruments de sauvegarde environnementale et sociale conformément aux exigences de la Banque mondiale pour la réhabilitation de la RN3.

Dans la section Kolokani - Didieni les travaux de réhabilitation avaient déjà commencé et se sont arrêtés à mi-parcours soudainement par l'entreprise

(3)

SATOM: le Programme avait prévu de commencer directement les travaux à partir de Bidjéni mais, suites aux différents échanges, on a compris que l'état du tronçon Kolokoni - Bidjéni est très critique. Donc il a été jugé nécessaire de ne pas sauter sur Kolokoni et aller commencer à Bidjéni. Pour éclaircissement il faudra noter que tous les tronçons sont concernés par le programme. Sur ce, je vais passer la parole aux autres collègues pour des compléments.

- Hadizatou Maiga: consultante

je crois que M. Bagayoko a parfaitement résumé mais cependant, nous tenons à vous préciser qu'aucune date n'est encore prévue pour le démarrage des travaux. L'octroi du financement dépendra forcément de la réalisation des instruments évoqués ci-dessus, conformément aux exigences de la banque mondiale.

- D

- Ibrahim Doumbia: Enquêteur

je vais juste me focaliser sur le travail qui nous a été confié dans le cadre de l'exécution du programme. En effet il faudra retenir que la réalisation de ce projet a un impact positif sur l'économie de ce pays et va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées. Au delà de ces avantages, il y a aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de certains biens qui sont situés

④

dans l'emprise des travaux.

Dans cet intervalle, tous les biens (arbres, hangars, kiosques, équipements fixes) qui seront inventoriés sont considérés comme étant des biens affectés.

Comme mesure de mitigation, nous prévoyons le recensement des biens qui seront touchés et de proposer également des mesures de compensation conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la banque mondiale.

En complément, il faudra aussi en tenir compte des impacts négatifs liés à l'aspect VBG (violence basée sur le genre).

- Fousseyni Bathily : 3<sup>em</sup> Adjoint au maire,

Bon après midi à tous, je remercie M. le maire et les consultants ici présent.

J'exprime ma satisfaction quant à la mobilisation autour du projet.

Je souligne l'importance de commencer les travaux par les tronçons prioritaires, spécifiquement ceux menant directement aux zones nécessitant un meilleur accès comme l'orce Kolokani - Dioloni.

Je souhaite que les travaux ne devraient pas se limiter à la réalisation initiale, mais que des améliorations de suivi devraient être envisagées même après la fin du projet pour garantir la durabilité des infrastructures.

- Thioré Kamé : conseiller du maire

Il exprime ses préoccupations concernant l'impact

(5)

de la route sur la ville, en rappelant que la traversée d'une ville par une route peut avoir des effets négatifs, notamment les accidents routiers.

- Fatoumata Sogodogo : Présidente des femmes  
Nous voulons que la jeunesse soit davantage impliquée dans le projet, en considérant les retombées, dans ~~ce~~ cette dernière pourrait avoir <sup>des bénéfices</sup> sur l'emploi local et la formation des jeunes.  
Je souligne que l'implication de la jeunesse pourrait renforcer la communauté en contribuant au développement de compétences locales et en créant des opportunités économiques.

- Moussa Doucouré : Membre de jeunesse  
Ma question est de savoir : les précisions concernant les termes du contrat entre l'entreprise SATOM et l'Etat, en particulier sur les engagements précis en matière de réalisation et de maintien des infrastructures. Cette demande montre ~~un~~ intérêt pour la transparence et l'implication directe des jeunes dans le suivi et la compréhension des obligations contractuelles.

- Mohamed Cissé : Chef de subdivision des routes  
Pour répondre à la question de M. Doucouré, je tiens à dire que nous ne sommes pas du tout content concernant l'arrêt du projet de SATOM. SATOM est venu en 2029; de ma connaissance SATOM était en collaboration avec la mairie.

(6)

et la préfecture.

C'est toute ce que je peux me prononcer.  
Pour plus d'information je crois qu'il est préférable  
de chercher au niveau de la mairie et de la préfecture

- En Recommandation :

- Priorité aux infrastructures critiques :

Bacovi suggère de donner la priorité aux tronçons  
les plus dégradés :

- Transparence contractuelle : la demande du représentant  
de la jeunesse pour plus de transparence dans  
le contrat entre SATOM et l'Etat pourrait renforcer  
la confiance de la population envers le projet.

- Implication de la jeunesse et des femmes : l'implication  
des jeunes et des femmes pourrait stimuler l'emploi local  
et renforcer le sentiment d'appropriation du projet  
au sein de la communauté

- Mady Fofana : Le maire

je remercie tout le monde ici présent d'avoir effectué  
ce déplacement. Et nous prions pour la réalisation  
de ce programme.

Secrétaire de séance  
Emmanuel Koni  
76897468



Président de séance  
Mady Fofana  
10/10/24



MADY FOFANA



## Liste de présence de la consultation publique de Kolokani

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	<b>SUNC</b> COORDINATION
---	-------------------------------	-----------------------------

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

### LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES

Région : ...Koulikoro... Groupe rencontré : ...Consultation Publique de Kolokani... Date : ...22/01/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
1	Mady Popano	M	Mairie	Maire	79101094	
2	Foussyri Bahily	M	3 <sup>e</sup> Adjoint au Maire	3 <sup>e</sup> Adjoint	77596396	
3	Emmanuel Kone	M	Secrétaire Général	Maire	76697468	
4	Mamadou Diara	M	Mairie	Conseiller	73922529	
5	Souleymane Traoré	M	"	"	75474858	
6	Aramadane	M	chefferie	Conseiller	79134407	
7	Eliary Kari	M	Conseiller municipal	Conseiller	79266980	
8	Sadio Diarra	M	Maire	Conseiller	740809-95	
9	Tieoura Diarra	M	C		79350908	
10	Oumou Diarra	F	C		79926007	
11	Alexa Diarra	F	C	CD FO	75013599	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : consultation des bénéficiaires de Kolokani Date : 29/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Fatoumata Sogodogo	F	C.A.F.O	Présidente	79061570	[Signature]
13	Kamaba Coulibaly	F	C.A.F.O	Secrétaire	75-13-54-95	[Signature]
14	Mariam Coulibaly	F	C.A.F.O	Membre	70 5 8 13 39	[Signature]
15	Moussa Doucoure	M	Jeunesse	Membre	74 66 87 23	[Signature]
16	Younoussou Coulibaly	M	Jeunesse CVC	Membre	73878183	[Signature]
17	Samara Doucoure	M	Président Jeunesse	Président	90.15.25.45	[Signature]
18	Younoussou AG Ahmed	M	Jeunesse	Membre	82 22 30 40	[Signature]
19	Adama Traoré	M	chef de village	Conseiller Village	65 92 99 71	[Signature]
20	Adigebou H Maiga	F	UNC	SS Sociale	79066210	[Signature]
21	Amadou Koumare	M	UNC	SS Social	76395937	[Signature]
22	M <sup>lle</sup> Rokiatou Traoré	F	C.A.F.O	Membre	25211531	[Signature]

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : consultation des bénéficiaires de Kolokani Date : 29/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Mohamed CISSE	M	chef SR	chef SR	m.hamed.cisse@orange.ml	[Signature]
24	Ousmane DARRA	M	DGR	Chargé d'étude	diarraousmane@orange.ml	[Signature]
25	Simé BAGAYOTE	M	UNC	Spécialiste en sauvetage en mer	simbagayote@orange.ml	[Signature]
26	Abraham Doumbia	M	Enquêteur	Enquêteur	abraham.doumbia@orange.ml	[Signature]
27	Mariam Sogodogo	F	Enquêteur	Enquêteur	maria.sogodogo@orange.ml	[Signature]
28	Sobou Doucoure	M	Enquêteur	Enquêteur	71-33-90-49	[Signature]

🚧 Liste de présence des handicapés rencontrés à Kolokani

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... *Kouloukou* ..... Groupe rencontré : ..... *Handicapés de Kouloukou* ..... Date : ..... *06/11/2014* .....

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tcl, mail)	Signature ou emprunts
1	<i>Behamed Diarra</i>	<i>M</i>	<i>Kouloukou</i>	<i>Président des Handicapés</i>	<i>74060357</i>	<i>[Signature]</i>
2	<i>Nahar Diarra</i>	<i>M</i>	<i>Kouloukou</i>	<i>Association Handicapés</i>	<i>82882122</i>	<i>[Signature]</i>
3	<i>Aminata Diarra</i>	<i>F</i>	<i>Kouloukou</i>	<i>Handicapés</i>	<i>77100083</i>	<i>[Signature]</i>
4	<i>Hamidou Tall</i>	<i>M</i>	<i>Kouloukou</i>	<i>Handicapés</i>	<i>82575549</i>	<i>[Signature]</i>
5	<i>Barou Diarra</i>	<i>M</i>	<i>Kouloukou</i>	<i>Handicapés</i>	<i>74767761</i>	<i>[Signature]</i>
6	<i>Djéniba Traoré</i>	<i>F</i>	<i>Kouloukou</i>	<i>Handicapés</i>	<i>82845096</i>	<i>[Signature]</i>

(1)

Procès-verbal de la consultation publique de Gonikoro

le 01/Novembre 2024 à 14h, s'est tenue une consultation publique chez le chef de village de Gonikoro dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde, notamment l'étude d'impact environnemental et social (EIES), le plan d'action et de réinstallations (PAR), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACRIK.

L'objectif global de cette consultation publique est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins, avis, et recommandation sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents : les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, et un conseiller communal dans le village de Gonikoro, voir liste de présence en annexe.

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance, Dialla Coulibaly, chef de village par intérim de Gonikoro qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte.

De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie. À la suite de cela, la parole est donnée aux participants.

- Dialla Coulibaly, chef de village par intérim, se salue tout le monde présent, et souhaite la bienvenue à nos consultants.

②

L'élaboration de ce projet me va droit au cœur. De ma connaissance, ce n'est pas une nouvelle route, mais la finalisation de l'ancienne. Notre principale préoccupation concerne notre champ. Nous demandons que l'indemnisation soit réalisée avec soin et qualité, parce que le coût du marché est aujourd'hui plus élevé qu'hier. Nous demandons que l'indemnisation prenne en compte les prix actuels du marché.

- Kaouo Coulibaly : Nous souhaitons que les travaux soient réalisés de manière à préserver nos enfants, nous souhaitons également que les responsables veillent à la sensibilisation des femmes et des enfants par rapport aux impacts de ce projet.

- Bokon Coulibaly, notable - ce projet est une bénédiction, nous ne demandons que de réduire au maximum les impacts négatifs. Nous ne voulons pas que les travaux restent inachevés afin de garantir la sécurité routière, et faciliter aussi la libre circulation des activités économiques.

- Souané Keita, conseiller : Mes salutations vont à l'endroit de tout le monde. La réalisation de la route représente une véritable bénédiction pour l'ensemble de la communauté. Cette infrastructure apportera de nombreux avantages, notamment en terme de mobilité et de développement économique. Cependant j'insiste

(3)

sur un aspect crucial, le comportement des employés de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux. Je souhaite que ces derniers fassent preuve d'une grande moralité et adoptent un comportement exemplaire tout au long du projet afin de garantir un climat de respect et d'harmonie avec la population locale.

- Sabauténé Loulibaly présidente des femmes :  
Mes salutations à tous.

La construction de la route est une avancée pour la communauté, en facilitant les déplacements et en favorisant les échanges économiques et sociaux.

Cependant, je mets en avant la nécessité de préserver les éléments du patrimoine local, tels que les babab qui se trouvent dans l'emprise du projet. Il est essentiel que les mesures de protection soient prises pour préserver ces éléments lors de la mise en œuvre du projet.

J'insiste également sur la nécessité d'une sensibilisation accrue de la part des entreprises et des habitants.

En recommandation : Il a été demandé que des efforts soient faits pour réhabiliter certains sites ou espace dégradés ~~lors~~ <sup>à l'occasion</sup> des travaux.

L'installation de barrières supplémentaires le long de la route, afin de renforcer la sécurité et et d'assurer une gestion efficace des flux, notamment en cas d'intempéries ou de situations <sup>imprévues</sup>.

(4)

- Dialla Coulibaly, chef de village par intérim : je tiens à exprimer mes sincères remerciements à l'ensemble des habitants de Gonikoro, qui ont participé à cette consultation publique.

Votre engagement, vos idées, et votre volonté de contribuer au bien-être de notre communauté sont essentiels pour orienter nos décisions et faire avancer nos projets communs.

Au terme de l'atelier, les participants ont remercié l'équipe de consultant pour la qualité de la présentation.

L'atelier a pris fin après une formulation des bénédictions pour le programme et d'avantage de quietude.

Pour le Pays.

Secrétaire de séance  
Sekou Doucoure

Président de séance  
chef de village par  
intérim de Gonikoro  
Dialla Coulibaly



Liste de présence de la consultation publique de N'gonikoro

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	<b>SUNC</b> COORDINATION
--	-------------------------------	-----------------------------

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Autantés, Bouamane de N'gonikoro Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Saboulin Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	84115772	
02	Diama Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	79499843	
03	Diama Coulibaly	M	Agriculteur	conseiller villageois	74412111	
04	Dabo Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	76238164	
05	Halimata Coulibaly	M	Agriculteur	jeune coo	75667843	
06	Fatié Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	79040573	
07	Kassou Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	79088480	
08	Oude' Traoré	F	Ménagère	Représentante des femmes	79133547	
09	Souani Keita	F	Ménagère	Association femme	75115333	
10	Fatoumata Traoré	F	Ménagère	Association femme	75775520	
11	Djadian Coulibaly	F	Ménagère	-	93131492	

1

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	<b>SUNC</b> COORDINATION
--	-------------------------------	-----------------------------

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Autantés, Bouamane de N'gonikoro Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Awa Coulibaly	F	Etudiante	N'gonikoro	83189458	X
13	Mariam Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	74133512	
14	Mariam Segado	F	Enquêteur	Enquêteur	94070206	DS

1

▪ Tronçon Didiéni-Diéma, réhabilitation du poste et voirie urbaine

✚ Procès-verbal et liste de présence de la consultation publique de Didiéni

①

Procès-verbal de la consultation publique dans la commune rurale de Didiéni

le 01 Novembre 2024 à 9H s'est tenue dans la mairie de Didiéni l'atelier de consultation publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment l'Etude d'impact environnemental et social (EIE), le Plan d'action et de réinstallation (PAR), Plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'Evaluation des risques sécuritaire (ERS) du PACRIR.

Etaient présents : les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les conseillers communaux. L'objectif global de cette consultation publique d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leur besoins, avis et recommandation sur les question de sauvegardes du programme.

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance Dofing Coulibaly, maire de la commune rurale de Didiéni qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme. A la suite de cela la parole est donnée aux participants

(2)

- Ibrahim Doumbra Enqueteur =

Bonjour, nous sommes réunies ce matin dans le cadre du PACRIK. En effet, l'objectif de ce projet est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali.

Le PACRIK, comporte quatre composantes à savoir :

- Aménagement territorial intégré
- Aménagement résilient des corridors.
- Renforcement institutionnel au secteur routier et gestion de projet
- Composante d'intervention d'urgence contingente.

La mise en œuvre de ce projet aura un impact positif sur l'économie du pays et va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées.

Au-delà de ces avantages, il y'a aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de certains biens situés dans l'emprise des travaux (10m de part et d'autre de l'axe du goudron) lors des travaux. Dans cet intervalle, les espèces floristiques, hangars, kiosque, les parcelles agricole et les équipements fixe qui seront inventoriés vont être considérés comme étant des biens affectés par le projet.

- Adjiing Coulibaly le maire =

Je salue tout le monde et je remercie plus précisément les enquêteurs présents, je leur dis soyez les bienvenus

(3)

- Famagan Traoré Représentant du chef de village  
Je salue tout le monde de la part du chef de village.  
J'affirme l'intérêt de la communauté pour ce projet  
Nous souhaitons une réinstallation adéquate et de qualité si cela s'avère nécessaire dans le cadre du projet.
- Gronké Traoré conseiller : je salue tout le monde  
Nous sommes très contents pour la réalisation de ce projet parce que l'état de la route est terrifiant  
Nous voulons qu'après les travaux de réalisation les voies de revêtement soient mises en place.
- Gonse Traoré Notable  
Je salue tout le monde  
Cette séance n'est pas la première fois concernant le projet en question. Ce que le consultant a eu à dire était l'explication de ses prédécesseurs.  
Notre priorité après le projet c'est de faire l'aménagement des ponts et de faire les travaux aux bords des goudrons puisqu'il nous sommes confrontés à l'inondation.
- Amadi Sow Représentant de la chambre d'élevage :  
Bonjour à tous  
Je suis content d'entendre cette nouvelle et je prie pour la réalisation du projet



- Mousadji Songore : Notable  
Nous sommes contents pour la réalisation de ce projet. Nous demandons en tant que femmes de nous donner les travaux de réalisation restauration

- Madame Diarra Assou : Association féminine  
Je suis content de votre visite. Ce que je recommande c'est surtout la sensibilisation pour la population locale prenne conscience du danger que peut avoir les travaux.

- Samba Traoré : Notable  
C'est ma troisième fois d'assister à ce genre de séance mais je suis surtout content du fait qu'on ne touche pas au habitation dans l'empise des travaux lors de la réalisation de ce projet.  
Je souhaite que les travaux se réalise en bon et due forme  
Et je souhaite que la jeunesse puissent intégrer dans les main d'œuvre pour renforcer l'amélioration des conditions de vie de la Population.

Président de séance  
Dofing Coulibaly

79 05 16 76














## 📌 Liste de présence de la consultation publique de Didiéni

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES <small>COORDINATION</small>	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	 <small>COORDINATION</small>
--	-------------------------------	--

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

### LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES

Région : Koulikoro ..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Didiéni Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
12	Gouanigui Traoré	♂	Conseiller village	Didiéni	63333843	
13	Sialla Di	♂	Conseiller	N'gonikoro	74612114	
14	Sapa Bagayogo	♂	Conseiller à l'air	Didiéni	79252366	
15	Ntji Traoré	♂	Conseiller village	Didiéni	79197062	
16	Modibo Sow	♂	villager	Didiéni	76938509	
17	Samba Traoré	♂	Conseiller village	Didiéni	<del>68628455</del> 78266032	
18	Modibo Traoré	♂	villager	Didiéni	67666276	
19	Modou Traoré	♂	villager	Didiéni	70182097	
20	Youssef Daniko	♂	villager	Didiéni	90912878	
21	Yacouba Traoré	♂	villager	Didiéni	79363522	
22	Brissa Traoré	♂	villager	Didiéni	71683538	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES

Région : Koulikoro ..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Définition Date : 01/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
23	Sefing Traoré	M	Notable	si-dien	92638370	<i>[Signature]</i>
24	Souleymani Traoré	M	villager	si-dien	61651200	<i>[Signature]</i>
25	Moussa Samoua	M	villager	si-dien	63630422	<i>[Signature]</i>
26	Noriam Sogodogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070306	<i>[Signature]</i>

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Koulikoro LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Association des handicapés de Didiéni Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
1	Yané Niéni	M	Education	Directeur	91 86 10 38	
2	Boulilaly Sidy Hactar	M	Education	Directeur	78-11-14-02	
3	Barary Sylla	M	Dependence de handicapés	Didiéni	Didiéni	
4	Nangma Coulibaly	M	Ploymen	Didiéni	78541751	
5	Manga Fane	M	Taillleur Apprendi	Didiéni	91784362	
6	Soubmane Traoré	M	Dependence de Vols et Ploymen	Président de l'association	61654300	
7	Boubahanté Coulibaly	M	Coordonnateur	Didiéni	Didiéni	
8	Alva Diarra	F	Commerçante	Didiéni	79100813	

Procès-verbal de la consultation publique de Diatiguiougou

(2)

## Procès-verbal de la consultation publique dans le village Diatiguiougou

Le 06 Novembre 2024 à 09h s'est tenue une consultation publique chez le village chef de village de Diatiguiougou dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment l'Etude d'impact environnemental et social (EIES), le Plan d'action et de réinstallation (PAR), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'Evaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACIR. L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes, tout en prenant en compte leurs besoins, avis, et préoccupations.

Etaient présents : Les autorités coutumières, les femmes, les hommes, les notables, voir liste de présence en annexe pour le détail des participants.

L'ouverture a été marquée par le ~~chef~~ discours du président de la séance Gnana Diarra <sup>1<sup>er</sup></sup> conseiller de village de Diatiguiougou qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte.

De ce fait il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

A la suite de cela la parole est donnée aux participants

(2)

- Ibrahim Boumbria Enquêteur : Nous sommes ici ce matin pour vous présenter notre ~~travail~~ travail qui consiste à prendre vos avis et recommandations dans l'élaboration des instruments de sauvegarde environnementale et sociale du PAKIR.
- Gnana Diarra <sup>1<sup>er</sup></sup> Conseiller : Nos attentes pour ce projet est l'émergence de notre village, en ayant un meilleur accès à l'eau potable.
- Kissima Sissoko Notable : Nous apprécions votre visite, toutefois, la réalisation de ce projet pourrait avoir des impacts.  
Nous tenons à ce que la sécurité des propriétaires de bétails soit assurée.
- Sidé Konta Notable : Bonjour nous vous souhaitons la bienvenue.  
La mise en place de panneaux de signalisation demeure une de nos principales préoccupations surtout pour la sécurité le long des routes.
- Modibo Sackoné : Bonjour tout le monde.  
Je remercie les enquêteurs qui ont effectué ce déplacement, votre considération à notre égard est appréciée.  
Nos préoccupations sont surtout nos enfants, leurs protections dans le cadre de la réalisation de ce projet.

③

- Koumba Diarra femme du village

je salue tout le monde.

Nos objectifs sont similaires. Nous insistons sur l'importance des panneaux de signalisation pour la sécurité des biens et des personnes

- Aumou Traoré responsable des femmes - Bonjour à tous je tiens à vous remercier. L'aménagement d'espace de maraîchage et l'accès à l'eau potable sont nos attentes les plus importantes.

Au terme de l'atelier les participants ont remercié l'équipe de consultant pour la qualité de la présentation, et le président a remercié tous les participants pour leur engagement et assiduité.

L'atelier a pris fin après une formulation des bénédictions pour le programme et d'avantage de quiétude pour le pays.

Secrétaire de séance

Sekou Dialouré



Président de séance

Gnana Diarra



✚ Liste de présence de la consultation publique de Diatiguiougou

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autontés Communales de Diatigubougou Date : 04/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Niama Diarra	M	Agriculteur	Notable	78656285	
02	Sidi Kanta	M	Agriculteur	Notable	75560214	
03	Chissouma Sissoko	M	Agriculteur	Notable	91586649	
04	Mongono Sissoko	M	Agriculteur	Jeunesse	Diatigubougou	
05	Modibo Sakoné	M	Agriculteur	Jeunesse	83405338	
06	Sekou Sissoko	M	Agriculteur	Jeunesse	Diatigubougou	
07	Bob Diarra	M	Agriculteur	Jeunesse	99128540	
08	Madou Diarra	M	Agriculteur	Jeunesse	79152184	
09	Sachon Diarra	F	Menagère	Association femme	70338891	
10	Nabintou Traoré	F	Menagère	Association femme	Diatigubougou	
11	Madjou Traoré	F	Menagère	Association femme	Diatigubougou	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autontés Communales de Diatigubougou Date : 04/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Coumba Diarra	F	Menagère	Association femme	Diatigubougou	
13	Fadié Fane	F	Menagère	Association femme	Diatigubougou	
14	Kadiatou Sissoko	F	Menagère	Association femme	Diatigubougou	
15	Oumou Traoré	F	Menagère	Association femme	Diatigubougou	
16	Bintou Konaré	F	Menagère	Association femme	66438514	
17	Saïtama Bagayogo	F	Menagère	Association femme	Diatigubougou	
18	Bianiki Traoré	F	Menagère	Association femme	82155963	
19	Harimé Sogelogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070506	

1

## Procès-verbal de la consultation publique de Samakorola

(1)

### Procès-verbal de la consultation publique de Samakorola

Le 01 Novembre 2024 à 19H s'est tenue chez le chef de village de Samakorola, l'atelier de consultation publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment l'Etude d'impact environnemental et social (EIES), le plan d'action et de réinstallation (PAR), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACRIK.

Etait présents : Les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les notables ; voir liste de présence en annexe pour ~~les~~ détail liste des participants

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance Sombo Traore chef de village de Samakorola qui a prononcé des mots de bienvenu, et a déclaré la séance ouverte.

De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie. A la suite de cela, la parole est donnée au participants.

- Ibrahim Dumbia Enquêteur : Bonsoir à tous  
Mes remerciements vont à l'endroit des participants qui ont effectué des déplacements pour venir nous écouter. Nous sommes ici ce matin pour vous présenter le projet qui est la réhabilitation de la route RN3 du tronçon Kolo Kani - Biema.

Notre travail consiste à prendre vos avis et recommandations dans l'élaboration des instruments de sauvegarde environnemental et social du PACRIK.

(2)

- Bombo Trésoré : Chef de village :

Je salue tout le monde présent d'abord effectuer le déplacement.

La réalisation de ce projet n'est pas une tâche facile et elle comporte des défis, surtout pour les champs situés dans ~~des~~ l'emprise des travaux et je vous remercie pour cette bonne nouvelle.

Lors des travaux, nous voulons que les panneaux de signalisation <sup>soit réalisés</sup> pour indiquer le danger et la réalisation des ralentisseurs de vitesse après les travaux afin d'assurer la sécurité des riverains et la protection des troupeaux.

• Gaoussou Trésoré : Notable :

Bonsoir à tout le monde ici présent.

Comme le chef le chef de village l'a mentionné nous soutenons le projet. Cependant notre principale préoccupation c'est surtout l'indemnisation des biens qui seront affectés par le projet.

- Daffé Trésoré : conseiller : Bonsoir tout le monde

Nos remerciements pour cette rencontre est nécessaire. Aujourd'hui notre souhait, c'est d'assurer la sécurité de nos bétails, ainsi que la protection de nos enfants et nos biens matériels lors de la réalisation des travaux.

Recommandation 2

③

promouvoir la création d'emplois pour les jeunes dans la localité peut réduire le chômage, renforcer les compétences sectorielles.

En recrutant des jeunes, le projet leur offre une expérience professionnelle qui améliorera leur employabilité future et développera des compétences pratiques dans leur domaine d'activité.

Sombo Traoré chef du village - Mes sincères remerciements vont à l'endroit de tout le monde ici présent pour la participation de cette consultation. Et par les pouvoirs qui me sont conférés je déclare la fin de cette séance.

Secrétaire de séance  
Gekou Doucouré

Président de séance  
Sombo Traoré chef  
de village de Samakorola

my A



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités coutumières de Samakoro Date : 21/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Chécho Traoré	M	Cultivateur	chef de village	Samakoro	
02	Dangara Traoré	M	Cultivateur	notable	61 64 19 01	
03	Gaousou Traoré	M	Cultivateur	Villageois	74 98 5 380	
04	Danfè Traoré	M	Cultivateur	Villageois	75 21 20 99	
05	goboyin Traoré	M	Cultivateur	notable	Samakoro	
06	Kalifa Traoré	M	Cultivateur	Villageois	Samakoro	
07	Saban Traoré	M	Cultivateur	Villageois	Samakoro	
08	Musokou Traoré	F	Cultivateur	Association femme	71 63 83 61	
09	Bougoua Diarra	F	Cultivateur	Association femme	Samakoro	
10	Coumba Diallo	F	Cultivateur	Association femme	Samakoro	
11	Wankou Diarra	F	Cultivateur	Association femme	Samakoro	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités coutumières de Samakoro Date : 21/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Hassan Fane	F	menagère	Association	Samakoro	
13	ama Coulibaly	F	menagère	Association femme	Samakoro	
14	Tobou Coulibaly	F	menagère	-	Samakoro	
15	Aoussé Diarra	F	-	-	77 39 33 84	
16	Bougoua Diarra	F	-	-	Samakoro	
17	Frasou Coulibaly	F	-	-	-	
18	Yassan Traoré	F	-	-	-	
19	Soukroula Sanogo	F	-	-	-	
20	Naba Traoré	F	-	-	63 09 47 26	
21	Fouaba Traoré	F	-	-	-	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités Coutumières de Samakorola Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
22	Harissim Traoré	F	menagère	Association femme	83865490	
23	Fatoumata Traoré	F	menagère	Association femme	-	
24	Nassan Traoré	F	-  -	association femme	-	
25	Kadidia Traoré	F	-  -	-  -	74922433	
26	Bainin Traoré	F	-  -	-  -	-	
27	Doukha Coulibaly	F	-  -	-  -	-	
28	Harissim Coulibaly	F	-  -	-  -	-	
29	Damon Coulibaly	F	-  -	-  -	-	
30	Hal Traoré	F	-  -	-  -	-	
31	Yohan Traoré	F	-  -	-  -	-	
32	Kadiatou Sangho	F	-  -	-  -	-	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités Coutumières de Samakorola Date : 01/11/2023

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
33	Sané Traoré	F	menagère	Association femme	Samakorola	
34	N'Goyon Traoré	F	menagère	Association femme	Samakorola	
35	Fadié Traoré	F	menagère	Association femme	Samakorola	
36	Djouani Coulibaly	F	menagère	Association femme	Samakorola	
37	Awa Traoré	F	menagère	Association femme	Samakorola	
38	Fadié Demba	F	menagère	Association femme	Samakorola	
39	Wassa Traoré	F	menagère	Association femme	Samakorola	
40	Traoré Traoré	M	cultivateur	Jeunesse	72467535	
41	Tiéma Traoré	M	cultivateur	Jeunesse	93979896	
42	Awa Coulibaly	F	menagère	Association femme	Samakorola	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Autorités coutumières de Samankoro Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
43	Naoumoutji Fane	M	Cultivateur	Notable	91921542	
44	Kéfa Traoré	M	Cultivateur	Notable	90291680	
45	Diatigui Traoré	M	Cultivateur	Notable	75441341	
46	Bhali Traoré	M	Cultivateur	Notable	93535315	
47	Soumata Traoré	M	Cultivateur	Notable	76112852	
48	Siraman Traoré	M	Cultivateur	Notable	74448561	
49	Fabou Traoré	M	Cultivateur	Notable	72827310	
50	Gouantoufa Traoré	M	Cultivateur	Agriculteur	77780135	
51	Ticting Traoré	M	Cultivateur	Agriculteur	79451611	
52	Tiamba Traoré	M	Cultivateur	Agriculteur	77393384	
53	Kassoum Traoré	M	Cultivateur	Notable	73503094	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Autorités coutumières de Samankoro Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
54	Ibrahim Koumbra	M	Enquêteur	Enquêteur	71362779	
55	Sékou Doucoure	M	Enquêteur	Enquêteur	71339049	
56	Issiam Sogedogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070306	

(1)

## Procès verbal de la consultation publique de Hintimbourgou

Le 02 Novembre 2024 à 14h, s'est tenue une consultation publique chez le chef de village de Hintimbourgou dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment l'étude d'impact Environnemental et Social (EIES), le plan d'Action et de Réinstallation (PAR), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP) l'évaluation des Risques Pécuritaires (ER'S) du PACAIR.

Étaient présents : les autorités coutumières, les notables, les jeunes, les femmes, un conseiller communal. Voir liste de présence en annexe pour le détail des participants.

Après les salutations d'usage et les mots de bienvenue, la séance fut déclarée ouverte par le chef de village. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme.

A la suite de cela, la parole est donnée aux participants.

Enquêtes

Bonjour cher tous, nous sommes réunies ce matin dans le cadre du PACAIR. En effet, l'objectif de ce projet est d'améliorer la connectivité et la résilience d'un réseau routier prioritaire de Mali.

Le PACAIR, comporte quatre composantes à savoir :

(2)

- 1.) Aménagement Répétitif des Corridors;
  - 2.) Aménagement Territorial Intégré;
  - 3.) Renforcement Institutionnel au Secteur Routier et Gestion de Projet et
  - 4.) Composante d'intervention d'urgence contingente.
- En effet, il faudra noter que la réalisation de ce projet a un impact positif sur l'économie de ce pays et va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées. Au delà de ces avantages, il y a aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de certains biens qui sont situés dans l'emprise des travaux (tom de part et d'autre de l'axe du goudron). Dans cet intervalle, tous les biens (arbres, hangars, kiosques, équipements fixes) qui seront inventoriés, sont considérés comme étant des biens affectés par les travaux de réhabilitation de la route nationale N°3 (Mangon Kofokani-Sidiemi-Diéma-Sandara) à l'exception des habitations en bâtis.

Comme mesure de mitigation, nous prévoyons le recensement des biens qui seront touchés et de proposer également des mesures de compensation conformément à la réglementation Nationale et et suivant les exigences de la Banque Mondiale. Mais par contre, les spéculations et le prix des parcelles agricoles seront évalués suivant le prix du marché qui est plus favorable aux PAP, que celui de l'arrêté N° 2014-1979-MDR-SG du 23

(3)

Juillet 2014 fixant les tarifs de compensation des végétaux et plantes sur pied et parcelles de cultures sur l'étendue du territoire National.

Après cette présentation, je vais donner la parole aux participants pour les avis, perceptions, préoccupations et craintes sur le PACRIA. Aussi, je vous invite à poser des questions de compréhension et à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes.

Dienseng Dianna: Notable

Le projet est notre souhait et on est tous conscient que la route sera agrandie dans les jours à venir. De ce fait, il faut s'attendre des enjeux qui en contiennent des activités.

Meriba Traoré:

L'initiative est salutaire et j'ai vraiment apprécié votre démarche. Par rapport aux biens qui seront touchés, nous savons bien que cela est normal car il y a des champs qui sont situés dans l'empire des travaux.

Chackina Traoré: Imam

On avait été préalablement informé avant cette rencontre concernant ce projet de réhabilitation de route et nous vous remercions pour cela. L'agrandissement de la route nous est bénéfique et nous souhaitons que les travaux soient réalisés.

(4)

Tiongon Traoré: Conseiller du chef de village  
L'aménagement de la route est une bonne chose  
Nous avons reçu le communiqué à la radio pour  
nous informer de la présence des enquêteurs dans  
notre village. Cela nous a fait plaisir et nous  
considérons cela comme une bonne chose.  
On recommande de réaliser des  
ralentisseurs de vitesse et des panneaux de signa-  
lisation afin d'éviter les accidents.

Mari Traoré: Notable

Mes remerciements à tous et particulièrement aux  
enquêteurs. La réalisation de ce projet est notre  
pouhait et nous n'avons aucune objection par  
rapport au démarrage des travaux.

Mon champ est situé au bord du goudron et je ne  
reclame rien car il est question du développement.

Somba Traoré: Notable

La démarche adoptée par les enquêteurs est adaptée.  
Nous recommandons au projet la réalisation des  
ralentisseurs de vitesse conformément à la réglementation.

Awoni Traoré: Notable

Par rapport aux impacts négatifs, il faudra noter  
que notre localité possède beaucoup de bétail.

Mais il faudra tenir compte de la réalisation  
des ralentisseurs de vitesse et des panneaux de  
signalisation.

(5)

Alou Traoré: Président de la jeunesse.

Vous avez adopté une démarche qui consiste à informer la population sur le projet et de discuter sur les enjeux environnementaux et sociaux.

Il faut privilégier l'emploi des jeunes et de compenser les biens conformément à l'actif affecté.

Mes questions sont les suivantes:

→ Est-ce que le projet compte indemniser les PAPS?

Réponse: Ibrahim Daumbia (consultant assistant)  
Effectivement, les PAPS peuvent être récompensés conformément à la réglementation "Nationale" et celle de la "Banque Mondiale".

→ Est-ce que les jeunes seront recrutés dans des travaux?

Réponse: Ibrahim Daumbia (consultant assistant)  
Pour cela, vous pouvez formuler une recommandation en ce sens.

Sabane Traoré: Vice président de la jeunesse.  
Ma recommandation est de faire des ralentisseurs de vitesse et des panneaux de signalisation.


Daouda Traoré: Jeunesse (3<sup>e</sup> président)  
Je recommande également de faire des ralentisseurs.


Grandje Traoré: Représentante des femmes.  
Sensibiliser les employés de l'entreprise sur les bons comportements à adopter afin d'éviter des cas de VBG.

Keniba Traoré: Représentante des femmes

6

La réhabilitation d'une route est un développement pour la localité concernée et cela est une bonne chose. Nous recommandons des réseaux d'adduction d'eau et l'aménagement d'un périmètre marcher pour les femmes.

Secrétaire de séance  
Mariam Sogologo  


Président de séance  
Zangue Traoré  


Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Koulikoro Cercle : Kolokani Commune : Didiéni Localité : Mintimbougou Date : 02/11/24

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Mari Traoré	M	Notable	Agriculteur	7194 31 14	
02	Mariko Traoré	M	Notable	Agriculteur	7980 14 19	
03	Fatoma Traoré	F	Notable	Agriculteur	6239 3884	
04	Sory Traoré	M	Notable	Agriculteur	6973 6680	
05	Mahamé Traoré	M	Notable	Agriculteur	69 001057	
06	Abdoulaye Traoré	M	Notable	Agriculteur	7840 2573	
07	Ticsséré Traoré	M	Notable	Agriculteur	9319 1876	
08	Salif Traoré	M	Notable	Agriculteur	6706 5658	
09	Moumine Djoua	M	Notable	Commerçant	7808 9808	
10	Moussif Traoré	M	Notable	Agriculteur		

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Autorités Locales de Mintimbougou Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Maghi Traoré	M	Commerce	Notable	7472 3124	
12	Barro Traoré	M	Agriculteur	Notable	Mintimbougou	
13	Samba N'Golo Traoré	M	Agriculteur	Notable	Mintimbougou	
14	Soumaïla Diakité	M	Commerce	Notable	7548 0479	
15	Mari Traoré	M	Commerce	Conseiller	7194 31 14	
16	Cheikina Traoré	M	Agriculteur	Imam	Mintimbougou	
17	Alou Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	70 92 8640	
18	Sory Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	6973 6680	
19	Mouba Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	7562 9685	
20	Daoué Biorra	M	Agriculture	Conseiller	Mintimbougou	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités Communales de Nintinbouyou Date : 22/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Zonké Traoré	M	Chefferie	chef du village	Nintinbouyou	
22	Gouba Traoré	M	Notable	Notable	6715 3897	
23	Fatoma Traoré	M	Notable	Notable	62 39 3884	
24	Samba Traoré	M	Notable	Notable	66 37 7633	
25	Diawa Diarra	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
26	Sinè Diarra	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
27	Goundo Traoré	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
28	Flakoro Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
29	Sitan Diarra	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
30	Youssef Traoré	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités Communales de Nintinbouyou Date : 22/11/2024



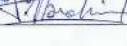
N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
31	Wariba Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
32	Koniba Traoré	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
33	Wansa Coulibaly	F	Menagère	Petit Commerce	Nintinbouyou	
34	Tièba Traoré	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
35	scidiè Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
36	Naima Kanié	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
37	Yaye Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
38	Tanfou Traoré	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
39	Souma Traoré	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	
40	Sitan Traoré	F	Menagère	Association femme	Nintinbouyou	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... *Koulikoro* ..... Groupe rencontré : *Autorités coutumières de Diintingbouyou* Date : *02/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
41	<i>Sofi Sitan Traoré</i>	F	<i>Domagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>Diintingbouyou</i>	
42	<i>Niamam Sogodogo</i>	F	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>94070306</i>	<i>HS</i>
43	<i>Schou boucoure</i>	M	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>71 88 9049</i>	
45	<i>Ibrahim Boubou</i>	M	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>71362779</i>	

Procès-verbal de la consultation publique de Niamou

①

## Procès verbal de la consultation Publique de Niamou

Le 02 novembre 2024 à 10h 20 mn, s'est tenue chez le chef du village de Niamou, l'atelier de consultation publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment l'Étude d'impact Environnemental et social (EIES), le plan d'Action et de Réinstallation (PAR), le plan de réhabilitation des parties prenantes (PRPP), l'Évaluation des Risques sécuritaires (ERS) du PACRI.

Étaient présents : les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les notables, voir la liste présente en annexe pour le détail des participants.

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance M. Nousséré Traoré, chef du village de Niamou qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

À la suite de cela, la parole est donnée aux participants. M. Nousséré Traoré : chef du village de Niamou des remerciements à tout le monde - Nous avons reçu ce matin cet équipe d'enquêteur pour discuter avec nous sur la réhabilitation de la route (R/S). Pour nous, c'est un projet de développement que nous attendons impatientement. Je vois que ce n'est pas la première fois de tenir des rencontres ici. Par rapport aux impacts négatifs (biens situés dans l'emprise), il ya pas de bâtis au bord du gouffron. Comme recommandations,

(2)

il faut faire des ralentisseurs -

Mougon Traoré : jeunesse

Le projet est vraiment ce que nous attendons. En recommandation, il faut faire des ralentisseurs et des panneaux de signalisation.

Mankam Traoré : conseiller de cercle

Nous avons eu beaucoup de difficulté par rapport à l'aménagement de la route. Il y a eu trop d'accident et on souhaite vraiment que l'Etat joue son rôle à travers la sensibilisation sur les codes de conduite. Réaménager les réseaux de drainages à la rentrée du village par les résidus de grains <sup>qui servent</sup> utilisés lors des travaux, compenser la banque de céréales communautaire au cas où elle serait affectée par les travaux et les personnes ayant des biens situés dans l'emprise.

Nedibe Sissoko : notable

Dans le cadre de la réalisation de ce genre de projet, il y a forcément des enjeux environnementaux et sociaux. Pour cela, nous demandons de veiller à la prise en compte des mesures environnementales et sociales.

Bouyou Traoré : Jeunesse

Comme vient de dire les anciens du village, c'est un bon projet qui nous permettra de développer. Comme recommandation, privilégier l'emploi des jeunes (ouvriers, chauffeur)

Sipa Coulibaly : Représentante des femmes.

Rien que des bénédictions pour le démarrage des travaux

Fadié Diarra : Association femme

L'arrivée des Enquêteurs a été annoncée à la radio et ce n'est pas la première fois de tenir une rencontre

(3)

dans le cadre de ce projet. A mon avis, il y aura forcément des impacts négatifs, mettre en place des mesures pour les réduire. Nous demandons de privilégier l'emploi de nos jeunes et impliquer les femmes lors des travaux en cas si il y aura la cuisine.

Saïba Traoré : Association femme  
Prendre des mesures afin de réduire les accidents de circulation sur la route. Cet aspect nous préoccupe beaucoup.

Goungan Traoré : Conseiller  
Avis très favorable et nous ne demandons rien que la réalisation des travaux.

Paul Traoré : Jeunesse  
Nous sommes très content de votre présence ici chez nous. L'annonce a été faite à la radio mais malheureusement, c'est notamment des récoltes qu'il y a eu beaucoup d'absence.

Olari Traoré : Notable  
Avis favorable au projet.

Président de séance  
Moussère Traoré  
Chef de village de  
Niamou



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités coutumières de Niamaou Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Samba Traoré	M	Agriculteur	Agriculteur	Niamaou	
02	Rougou Traoré	M	Agriculteur	Agriculteur	Niamaou	
03	Mouzon Traoré	M	Agriculteur	Agriculteur	Niamaou	
04	Pol Traoré	M	Agriculteur	Agriculteur	90544634	
05	Diango Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	
06	Soungalo Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	90181119	
07	Yalouba Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	70819415	
08	Bimsson Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	
09	Makhan Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	
10	Sigoumou Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités coutumières de Niamaou Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Mariko Traoré	M	conseiller	conseiller	Niamaou	
12	Kamesqué Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	
13	Mari Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	
14	Missa Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	
15	Botiam Traoré	M	Jeunesse	Agriculteur	Niamaou	
16	Ngoyou Traoré	M	Notable	Agriculteur	Niamaou	
17	MBein Traoré	M	chfferie	conseiller	Niamaou	
18	Ngouison Traoré	M	Chfferie	conseiller	Niamaou	
19	Modiko Cissé	M	Chfferie	conseiller	Niamaou	
20	Mari Traoré	M	Chfferie	conseiller	Niamaou	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Koulibakoro..... Groupe rencontré : Autorités Communales du Village de Niamaou Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Neinoura Diarra	F	Ménagère	Association femme	Niamaou	
22	Awa Diarra	F	Ménagère	Petit commerce	Niamaou	
23	Djaba Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	Niamaou	
24	Koumbi Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	Niamaou	
25	Kafoué Traoré	F	-/-	Commerçante	91111838	
26	Sabou Traoré	F	-/-	Association femme	Niamaou	
27	Fadié Diarra	F	-/-	Association femme	Niamaou	
28	Toungara Coulibaly	F	-/-	-/-	Niamaou	
29	Assatou Traoré	F	-/-	-/-	Niamaou	
30	Salimata Coulibaly	F	-/-	-/-	94253953	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Koulibakoro..... Groupe rencontré : Autorités Communales de Niamaou Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
31	Seiba Coulibaly	F	Ménagère	Petit commerce	Niamaou	
32	Couling Traoré	F	Ménagère	Association femme	Niamaou	
33	Kassaran Traoré	F	Ménagère	Association femme	Niamaou	
34	Abdou Traoré	F	Ménagère	Commerce	Niamaou	
35	Sina Coulibaly	F	Ménagère	Commerce	Niamaou	
36	Soub Coulibaly	F	Ménagère	Petit commerce	Niamaou	
37	Kongari Diarra	F	Ménagère	Association femme	93607006	
38	Awa Diarra	F	Ménagère	Association femme	Niamaou	
39	Oumou Diarra	F	Ménagère	Association femme	90190943	
40	Aïcha Traoré	F	Ménagère	Commerce	Niamaou	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRII)

**LISTE DE PRÉSENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Noukous*..... Groupe rencontré : *autorités coutumières du village de Niamou* Date : *02/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
41	<i>Oumou Traoré</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>Niamou</i>	
42	<i>Dianhé Traoré</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>Niamou</i>	
43	<i>Fati Fane</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>97532591</i>	
44	<i>Radie Traoré</i>	F	<i>-11-</i>	<i>-11-</i>	<i>Niamou</i>	
45	<i>Seïba Traoré</i>	F	<i>-11-</i>	<i>-11-</i>	<i>Niamou</i>	
46	<i>Sitan Traoré</i>	F	<i>-11-</i>	<i>-11-</i>	<i>Niamou</i>	
47	<i>Radie Diarra</i>	F	<i>-11-</i>	<i>-11-</i>	<i>Niamou</i>	
48	<i>Antini Coulibaly</i>	F	<i>Petit commerce</i>	<i>-11-</i>	<i>Niamou</i>	
49	<i>Dougoune Coulibaly</i>	F	<i>Commerçante</i>	<i>-11-</i>	<i>Niamou</i>	
50	<i>Ami Traoré</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>11-</i>	<i>Niamou</i>	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRII)

**LISTE DE PRÉSENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Noukous*..... Groupe rencontré : *autorités coutumières de Niamou* Date : *02/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
51	<i>Nassaran Diarra</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>Niamou</i>	
52	<i>Nassan Sogodogo</i>	F	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>84070306</i>	
53	<i>Ibrahim Boubou</i>	M	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>71 36 27 79</i>	
54	<i>Seïba Boubou</i>	M	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>71 33 90 49</i>	

1

Procès-verbal de la consultation publique de Kwala

(1)

Consultation Publique Relative à la mise en Oeuvre  
du Programme d'Amélioration de la connectivité et de la  
Résilience des Infrastructures Routière au Mali (PA-CRIR)  
PROCESS VERBAL

Le 03 novembre 2024 à 14 h 00 mn s'est tenue, sur le  
Hangar du chef de village de Kwala, l'atelier de  
consultation publique des parties prenantes directes  
dans le cadre de l'élaboration des instruments de  
sauvegarde notamment le cadre politique de  
reinstallation (CPR), le cadre de gestion Environne-  
mentale et social (CGES), l'évaluation des Risques  
securitaires (ERS) du PA-CRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et  
d'engager les parties prenantes dans toutes les phases  
du projet tout en prenant en compte leurs besoins (avis),  
Préoccupations et recommandations sur les questions de sau-  
vegarde du programme.

Étaient présents: l'autorités coutumières, les jeunes et les  
femmes et ainsi la conseillère communale.

Après les salutations d'usage, le président de séance,  
Mr. Bandjougo Coulibaly chef du village de Kwala a  
procédé à l'ouverture de la séance par un mot de  
bienvenu. La parole est donnée à l'équipe du consultant  
pour plus de détails sur le projet.

Ibrahim Doumbia: Enquêteur

L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet

(2)

d'amélioration de la connectivité et de la résilience du réseau routier prioritaire du Mali (PACRIR).

Le projet comporte quatre composante à savoir :  
1) l'aménagement résilient des corridors, 2) l'aménagement territorial intégré ; 3) Renforcement institutionnel du secteur routier et gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au delà de ces avantages, le projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (ro m de part et d'autre de l'axe) de comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectés que celui de l'arrêté de compensation du Mali. L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIR et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations.

Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Bandjougou Coulibaly : chef du Village

(5)

vous êtes la bienvenue dans le village de Kwala. L'initiative du message est saluante, surtout il s'agit de la réhabilitation du goudron, cette route est une source de richesse pour le pays. L'aménagement de la route sera profitable pour le monde, les transporteurs ainsi les gens qui voyagent à tout moment. Moi le chef recommande de au nom des habitants de Kwala, la réalisation des ralentisseurs sur le goudron pour réduire les accidents et sensibiliser les conducteurs de diminuer les vitesses.

- Modibo Coulibaly : 1<sup>er</sup> Conseiller villageois

Nos sincères salutations à tous pour vos déplacements. Le projet est favorable, et nous souhaitons la compensation des biens affectés ainsi réaliser les ralentisseurs sur le goudron. Nous souhaitons également le bon déroulement des travaux.

- Sidi Coulibaly : Notable

soyez la bienvenue chez nous ici à Kwala, l'aménagement du goudron est une bonne initiative. Il y aura bien et belle des impacts, donc nous demandons de mettre en place des mesures de précaution pour diminuer les dégâts <sup>qui seront</sup> causés par le projet. Faire les panneaux de signalisation pour faciliter le piste pastoral des animaux. Nous sommes très contents concernant ce projet.

- Yassan Coulibaly : Conseillère communale

Le projet est la bienvenue, nous sommes heureuses d'entendre cette nouvelle. Nous demandons de sensibiliser les employés venant pour les travaux de respecter nos règles et coutumes du village, rester en écart des femmes et les jeunes filles du village. Nous profitons de l'occasion

(7)

plu demander des appuis de périmètre maraichers bien équipés, des centres de formation pour les femmes et les jeunes filles, prioriser l'emploi de nos jeunes. Nous demandons également avoir accès à l'eau chez nous au village de Kwala. nous vous remercions.

Secrétaire de séance  
Marionne Sogodogo

Président de séance  
Bandyougou Koulibaly  
chef de village de  
Kwala



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRÉSENCE DES PERSONNES RENCONTRÉES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Associations locales de Kwala Date : 03/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Bandougou Coulibaly	M	Agriculteur	chef du village	53434032	
02	Ousmane Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	Kwala	
03	Modibo Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	78774189 66617961	
04	Sidi Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	83644996	
05	Assan Coulibaly	M	Ménagère	Présidente des femmes	83410351	
06	Boumbou Bati	M	Agriculteur	Notable	66743785	
07	Modibo Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	66617961	
08	Halamine Coulibaly	M	Agriculteur	Jeunesse	9429578	
09	API Veita	M	Agriculteur	Jeunesse	75369662	
10	Malamed Amine Sybi	M	Agriculteur	Notable	Kwala	
11	Satif Traoré	M	Agriculteur	Notable	Kwala	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRÉSENCE DES PERSONNES RENCONTRÉES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Association Publique Kwala Date : 13/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Alou Coulibaly	M	Commerce	Commerçant	77246760	
13	Mamadou Bissé	M	Jeunesse	membre de la jeunesse	94145080	
14	Daouda Dembele	M	Jeunesse	Commerçant	75899542	
15	Barnakan Sah	M	Jeunesse	Commerçant	70605687	
16	Bouar Biallo	M	Mécanique	Mécanicien	78496974	
17	Sekou Boucoure	M	Enquête	Enquêteur	71989049	
18	Ibrahim Boubina	M	Enquête	Enquêteur	71362779	
19	Bacari Traoré	M	Chauffeur	Chauffeur	78798448	
20	Yassan Coulibaly	F	Conseiller communal	Représentante des femmes	83410351	
21	Oumou Traoré	F	Ménagère	Association femme	75481784	
22	Yassan Traoré	F	Ménagère	Association femme	Kwala	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Koulikoro*..... Groupe rencontré : *Consultation Publique de Kwalala* Date : *03/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	<i>Mariam Coulibaly</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>73716732</i>	
24	<i>Roza Diarra</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>85113658</i>	
25	<i>Nahani Coulibaly</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>		
26	<i>Massara Diarra</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>		
27	<i>Oumou Koné</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>64698567</i>	
28	<i>Nahani Coulibaly</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>93175300</i>	
29	<i>Oumou Diarra</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>		
30	<i>Djénébou Diarra</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>75971860</i>	
31	<i>Masson Traoré</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>		
32	<i>Tani Coulibaly</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>79075896</i>	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Koulikoro*..... Groupe rencontré : *Consultation Publique de Kwalala* Date : *03/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
33	<i>Mina Konané</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>Kwala</i>	
34	<i>Oumou Traoré</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>Kwala</i>	
35	<i>Awa Cissé</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>72526074</i>	
36	<i>Oumou Coulibaly</i>	F	<i>Ménagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>90865144</i>	
37	<i>Mariam Sogodogo</i>	F	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>94070306</i>	
38	<i>Ibrahim Dombia</i>	M	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>71362779</i>	
39	<i>Sekou Doucoure</i>	M	<i>Enquêteur</i>	<i>Enquêteur</i>	<i>71339069</i>	

①

## Procès-verbal de la Consultation Publique de Ségué D1

Le 03 Novembre 2024 à 16h, s'est tenue une consultation Publique chez le chef de village de Ségué D1 dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment l'étude d'impact environnemental et social (EIES), le plan d'Action et de Réinstallation (PAR), le plan de Mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIA. Étaient présents : les autorités coutumières, les notables, les jeunes, les femmes, un conseiller communal; voir liste de présence en annexe pour le détail des participants. Après les salutations d'usage et les mots de bienvenue, la séance fut déclarée ouverte par le chef de village. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme. A la suite de cela, la parole est donnée aux participants.

Famoussa Traoré : Conseiller Communale

Je salue tout le monde. Ce n'est pas la première de tenir une rencontre dans le cadre de ce projet. Par rapport aux impacts négatifs, les travaux sont susceptibles de perturber certaines activités commerciales aux bords du gousson. Mais, il faut prévoir des mesures compensatoires pour les personnes qui seront affectées de manière juste et équitable. Aussi, sensibiliser les employés de l'entreprise qui sera chargée de réaliser les travaux sur la gestion rationnelle de l'eau et de privilégier l'emploi des jeunes lors des travaux.

(2)

Diatourou Coulibaly & Conseiller Villageois

Je crois que ce n'est pas un truc nouveau pour nous. Nous avons l'habitude de recevoir les entreprises de construction. Mais il faut reconnaître qu'elles ne respectent pas les mesures environnementales et sociales. Alors, nous tenons à mettre en garde l'entreprise qui sera chargée des travaux par rapports aux aspects liés à la préservation du cadre de vie et le respect des engagements qui seront tenu dans les jours à venir. Mon dernier mot est de songer à la mise en place d'un Comité de Gestion des plaintes pour une meilleure réussite du projet.

Tenny Coulibaly & Conseiller Villageois

Je ne demande que le respect des engagements qui seront pris par l'entreprise et le village et de compenser tous les biens qui seront touchés conformément à la réglementation.

Sita Traoré & Chef de Village

L'importance de la route est inestimable car elle a un effet positif sur la croissance économique et le développement sectoriel. Mais en revanche, il y a aussi des inconvénients en phase de construction qui par l'affectation des biens qui sont situés dans l'emprise et en phase d'exploitation par la multiplicité des accidents, le banditisme etc. Nous ne sommes pas contre pour le projet mais, on ne veut pas que vos carrières soient exploitées dans le Consentement du village, que ça soit clair.

(3)

Pour terminer, compenser tous les biens qui seront touchés.

Kiaka Coulibaly : Notable

Nos préoccupations majeures sont par rapport aux habitations qui sont dans l'emprise de la route et les plantations communautaires.

Dori Traoré : Notable

Mon inquiétude est par rapport à l'emprise de terrain de Part A d'autre de l'axe du goudron. La considération de cette emprise nécessitera l'affectation de certains batis.

Diamba Coulibaly : Notable

Je salue les enquêteurs et la méthode qu'ils ont employées pour la consultation et bonne. Il faut compenser les biens qui seront touchés.

Salé Traoré : Président des jeunes

Je suis très content de cette initiative. Faire des sensibilisation à adopter les bons comportement afin d'éviter tout incident lié au VBG.

Saungalo Traoré : Secrétaire de la jeunesse

Je crois que les anciens ont tout évoqué à ma compréhension. J'insiste sur la réalisation des ralentisseurs de vitesse à chaque entrée de village afin de réduire ou éviter les accidents de circulation. Aussi, recruter les jeunes de Segué dans des travaux.

(4)

NDomognéri Keita : Représentante des femmes  
Il faut prévoir les réseaux d'adduction d'eau spécifiquement pour les employés de l'entreprise de construction.

Mariam Traoré : 2<sup>ème</sup> représentante des femmes  
Rendre facile l'accessibilité de l'eau sans traverser la route.

Sita Traoré : Chef de village  
beaucoup de chose ont été dites et je pense que tout le monde est favorable au projet. Seulement, nous demandons la prise en compte des recommandations qui ont été formulées.

Président de séance  
Sita Traoré

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIK)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré Consultation Publique de Segué..... Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Soungalo Coulibaly	M	chiffonnie	Agriculteur	Segué	
02	Famoussa Traoré	M	chiffonnie	Conseiller	74748400	
03	Diemba Coulibaly	M	Notable	Agriculteur	Segué	
04	Katim Coulibaly	M	chiffonnie	Conseiller	89348777	
05	Diatouma Coulibaly	M	chiffonnie	Conseiller	94526658	
06	Teni Coulibaly	M	chiffonnie	Conseiller	70862042	
07	Sita Traoré	M	chiffonnie	chef du Village	66508841	
08	Doucou Traoré	M	Notable	agriculteur	Segué	
09	Siffé Traoré	M	Notable	forgeron	Segué	
10	Gankoro Coulibaly	M	Notable	agriculteur	74751661	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Kouloukara..... Groupe rencontré : Consultation Publique de...Segués Date : 03/11/2016

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Tien Coulibaly	M	Notable	Agriculteur	Segués	
12	Nani Traoré	M	Notable	Agriculteur	7555 8093	
13	Sali Traoré	M	jeunesse	Agriculteur	7470 2092	
14	Bandjaredou Traoré	M	Notable	Commerçant	30965359	
15	Soungalo Traoré	M	Secrétaire général de la jeunesse	Agriculteur	78352412	
16	Swa Traoré	M	Notable	Perceuseur	77895303	
17	Noumouyiri Soukhou	F	tenagère	représentante des femmes	95531280	
18	Niadé Coulibaly	F	tenagère	Association femme	Segués	
19	Diaba Traoré	F	tenagère	Association femme	Segués	
20	Mariam Traoré	F	tenagère	Association femme	71864504	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Kouloukara..... Groupe rencontré : Consultation de...Segués Date : 03/11/2016

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Minien Diarra	F	tenagère	Association femme	Segués	
22	Amato Coulibaly	F	tenagère	Association femme	Segués	
23	Niagan Traoré	F	tenagère	Association femme	Segués	
24	Djawané Diarra	F	tenagère	Association femme	92395323	
25	Mariam Sogodogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070306	
26	Sékou Boncouré	M	Enquêteur	Enquêteur	71339044	
27	Ibrahim Bamba	M	Enquêteur	Enquêteur	71362779	

1

(1)

## Procès-verbal de la consultation Publique de Sirado

Le 03 Novembre 2024 à 15h, s'est tenue une consultation publique chez le chef de village de Sirado dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment l'étude d'impact Environnemental et Social (EIES) et le plan d'Action et de Réinstallation (PAR) du PADER.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/Avis et recommandation sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents : les autorités coutumières, les notables, les jeunes et les femmes ; voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

L'ouverture a été marquée par le discours du chef de village qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du projet. A la suite de cela, la parole est donnée aux participants.

### Issa Inané Imam du village

Bonjour à tous ici présent. La réalisation de ce projet est très importante car il permettra l'accroissement du flux de trafic et du commerce régional, la réduction des dépenses des usagers de la route et le renforcement de l'économie du pays en général. Mais cependant, il y aura forcément des impacts négatifs lors des travaux. Pour minimiser ces effets négatifs,

nous vous suggérons de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de les réduire. En recommandation, prévoir des mesures de compensation juste et équitable pour les PAP, privilégier l'emploi des jeunes locaux et de prévoir les ralentisseurs de vitesse.

Sadio Traoré : fils du chef de village

Nous connaissons parfaitement les impacts négatifs qui en découlent des travaux d'aménagement de route. Il faut prévoir des ralentisseurs de vitesse à chaque traversée de villages afin d'éviter ou de réduire les accidents.

Hamadi Traoré : Notable

La réalisation <sup>du projet</sup> est notre souhait et nous sommes tous conscients qu'il rentre parfaitement dans le cadre de développement de notre pays. Comme recommandation, il faut tenir compte des biens qui sont situés dans l'emprise des 20m que vous venez de nous dire et aussi en demande le respect des engagements qui seront pris par l'entreprise de construction et le village.

Sambu Traoré : Notable

Je me focalise sur les aspects négatifs du projet. Il faut réaliser les panneaux de signalisation à chaque entrée de village et de faire beaucoup de sensibilisation par rapport aux respects du code de la route. Les ralentisseurs de vitesse existants ont été réalisés par le village. De ce fait, il faut les conserver.

(3)

### Sidi Traoré & Conseiller villageois

Nous avons beaucoup de difficultés par rapport à la sensibilisation des chauffeurs sur le respect du code de la route. Comme recommandations, aménager les aires de stationnement pour les véhicules et de songer à la mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes.

### Blangalama Diarra & Notable

Je recommande l'aménagement des aires de stationnement pour les véhicules dans chaque localité traversée.

### Toumani Diarra & Jeunesse

Il faut privilégier l'emploi local dans les travaux et de songer à la formation des jeunes dans différents domaines d'AGR. Aussi, prévoir des lampadaires dans les localités traversées.

### Mamadou Coulibaly & Conseiller communal

L'agrandissement de la RM3 est ce que nous demandons. De ce fait, je vais plus revenir sur ce que les prédécesseurs ont évoqué. Il faut prévoir des réseaux d'adduction d'eau spécifique pour les employés de l'entreprise de construction, tenir compte de l'appellation du village de Sirado au lieu de Siradou sur le panneau de signalisation et de réhabiliter les pompes à motricité humaine du village.

### Yaye Diarra & Représentante des femmes

Nous avons beaucoup de difficultés en matière d'accessibilité de l'eau. Alors, nous souhaitons un appui en ce sens.

(4)

Ndamba Traoré : Représentante des femmes  
Je salue tout le monde et particulièrement les enquêteurs  
qui ont effectués le déplacement chez nous ici. A mon  
avis, les impacts négatifs sont maîtrisables si toutefois  
les mesures environnementales et sociales ont été res-  
pectées. En guise de mesure de bonification, appuyer les  
femmes en matière d'eau pour le mariage.

Niama Traoré : Jeunesse  
Réaliser un château d'eau au bord du gouachon pour  
l'approvisionnement de l'entreprise de construction.

Sadio Traoré : Frère du chef de village  
Mes remerciements à tous. Je suis très satisfait et hono-  
ré de la disponibilité des uns et des autres pour la ren-  
contre. En effet, ce n'est pas la première fois de tenir  
une rencontre dans le cadre de ce projet et nous serons  
toujours disponibles car il est question de développement.

Président de séance



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : consultation publique à Siradou Date : 03/11/24

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
1	Fadio Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	93 47 96 74	
2	Harouma Diarra	M	Agriculture	Agriculteur	Siradou	
3	Ousmane Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	75 89 24 61	
4	Blankalana Diarra	M	Agriculture	Agriculteur	75 61 01 77	
5	Sieba Coulibaly	M	Agriculture	Agriculteur	90 58 20 52	
6	Samou Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	93 19 03 97	
7	Madou Coulibaly	M	Agriculture	Agriculteur	94 4 59 53	
8	Kouye Diarra	M	Agriculture	Agriculteur	79 69 41 49	
9	Modibo Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	74 89 21	
10	Toumani Diarra	M	Agriculture	Agriculteur	83 53 80 95	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : consultation publique à Siradou Date : 03/11/24

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
11	Diarra Ngonzon	M	Jumense	Agriculteur	91 40 47 11	
12	Samba Diarra	M	Jumense	Agriculteur	Siradou	
13	Issa Traoré	M	Chefferie	Imam	75 17 76 37	
14	Sadio Traoré	M	Chefferie	Conseiller	94 9 22 40	
15	Amadi Traoré	M	Commerce	Commerçant	75 14 47 52	
16	Moukoko Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	70 78 73 31	
17	Sidi Traoré	M	Chefferie	Conseiller	93 10 12 00	
18	Zoumana Bamgboye Coulibaly	M	Chefferie	Conseiller	90 65 69 39	
19	Sidi Coulibaly	M	Jumense	Agriculteur	Siradou	
20	Bongou Kamaré	M	Notable	Agriculteur	72 95 14 92	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Consultation Publique de Date : .....

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Bandjougou Coulibaly	M	Menuiserie	Menuisier	92 02 87 16	
22	Inaman Traoré	M	Jeunesse	Chauffeur	72 02 02 79	
23	Alpha Coulibaly	M	Agriculture	Cultivateur	72 90 14 43	
24	Abdoulaye Traoré	M	Jeunesse	Enseignant	76 20 74 62	
25	Bourouma Traoré	M	Freilberie	freilberie	70 75 36 88	
26	Mamadou Coulibaly	M	Agriculture	Cultivateur	72 46 22 40	
27	Sékou Magassa	M	Agriculture	Cultivateur	79 65 57 69	
28	Baba Diarra	M	Commerce	Commerçant	72 1109 02	
29	Solomane Traoré	M	Commerce	Commerçant	91 83 11 99	
30	Karoum Diarra	M	Chefferie	conseiller	70 48 29 98	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : consultation Publique de Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
31	Nankoré Diarra	F	tenagère	représentante des femmes	78 48 56 45	
32	Sékou Traoré	F	tenagère	Association femme	73 03 32 85	
33	Mamadou Coulibaly	F	tenagère	Association femme	77 83 00 04	
34	Oyéneté Coulibaly	F	tenagère	Association femme	79 17 93 21	
35	Dakou Traoré	F	tenagère	Association femme	Sinadou	
36	Faïma Traoré	F	tenagère	Association femme	Sinadou	
37	Robia Traoré	F	tenagère	Association femme	Sinadou	
38	Sira Traoré	F	tenagère	Association femme	Sinadou	
39	Banan Kou Diarra	F	tenagère	Association femme	Sinadou	
40	Lissi Diarra	F	tenagère	Association femme	Sinadou	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Koulkoro..... Groupe rencontré : Consultations Publiques à Sirodougou Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
41	Wané Traoré	F	Menagère	Association femme	71685486	
42	Rinta Diarra	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
43	Fatoumata Tima	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
44	Wandjion Traoré	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
45	Kamissa Kanié	F	Menagère	Association femme	70937199	
46	Sékoua Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
47	Kanié Diarra	F	Menagère	Association femme	77418451	
48	Kadjo Coulibaly	F	Menagère	Association femme	82665684	
49	Sali Diarra	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
50	Salimata Coulibaly	F	Menagère	Association femme	6777856	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Koulkoro..... Groupe rencontré : Consultations Publiques à Sirodougou Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
51	Djénéba Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
52	Fadjia Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
53	Fatoumata Coulibaly	F	Menagère	Association femme	Sirodougou	
54	Hatouma Coulibaly	F	Menagère	Association femme	93479674	
55	Fatoumata Traoré	F	Menagère	Association femme	77098616	
56	Nariam Sojodogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070306	
57	Sekou Bourcouré	M	Enquêteur	Enquêteur	71362779	
58	Ibrahim Doumbia	M	Enquêteur	Enquêteur	71362779	

1

(1)

## Procès-verbal de la consultation publique de wolo koro

le 30 octobre 2024 à 15h s'est tenue chez le chef de village de wolo koro, l'atelier de consultation publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment l'Etude d'impact environnemental et social (EIES), le plan d'action et de réinstallation (PAR), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'Evaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACRIK.

Etaient présents : Les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les notables, voir liste de présence en annexe pour le détail des participants.

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance Blankoro Coulibaly, chef de village de wolo koro qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte.

De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

A la suite de cela, la parole est donnée aux participants

### • Ibrahim Doumbia Enquêteur -

Bon après midi à tous !

Je remercie tout le monde d'avoir effectué le déplacement pour venir nous écouter.

Nous sommes ici ce matin pour vous présenter le programme qui est la réhabilitation de la route RN3 du

(2)

Tronçon : Kolo-Kani - Diema.

Notre travail consiste à prendre vos avis et recommandations dans l'élaboration des instruments de sauvegarde environnementale et social du PACRIER.

- Blonkoro Coulibaly Chef de village :

Bonsoir à toute et à tous

Nous vous remercions pour votre déplacement. La réalisation de ce programme est une bonne chose mais pas sans conséquence.

Nous ne cherchons pas autre chose que de renforcer la sécurité de nos biens et la protection de nos enfants en réalisant les ralentisseurs de vitesse et les Panneaux de Signalisation, je vous laisse la parole.

- Nama Coulibaly Conseiller : Bonsoir à tous !

J'ai écouté des différents propos concernant la réhabilitation de cette route RN3.

Notre préoccupation est surtout nos champs qui sont dans l'emprise de ces travaux.

Et nous demandons d'être indemnisés par rapport aux biens perdus dans la réalisation du projet.

Nous souhaitons que les préoccupations soient prises en compte.

- Bah Diarra Notable :

Bonsoir tout le monde. Je suis de même avis que le chef du village, c'est surtout la question de sécurité qui nous préoccupe.

(3)

- Seri Coulibaly Notable :

Le programme que le consultant venait d'exposer est une bonne nouvelle car il assure les échanges marchands et renforce l'économie des différentes localités tout au long de la route.

Néanmoins nous demandons la mise en place des ralentisseurs de vitesse après la réalisation du projet

- Doflo Coulibaly Conseiller :

Bonsoir à tous

Nous sommes tous de même avis sur le projet ce que je souhaite ajouter c'est l'employabilité de nos jeunes gens lors de la réalisation du projet et la création des structures de maraîchages pour les femmes de la localité

- Blankoro Coulibaly Chef de village

Je remercie chacun pour son déplacement et l'engagement pour cette rencontre.

L'at

L'atelier a prit fin après la formulation des benedictions pour le programme et d'avantage de quiétude pour le pays.

Secrétaire de séance

Sekou Doucoure

→

Président de séance

Blankoro Coulibaly

Chef de village de

Oulokoro

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Koulikoro..... Groupe rencontré : consultation Publique de...Wolohoro Date : 24/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	<u>Bekehou Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>chef du village</u>	<u>wolohoro</u>	
02	<u>Diama Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>notable</u>	<u>wolohoro</u>	
03	<u>Bakary Diarra</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>jeunesse</u>	<u>76807558</u>	
04	<u>Yesso Koussé</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>jeunesse</u>	<u>wolohoro</u>	
05	<u>Trouya Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>notable</u>	<u>wolohoro</u>	
06	<u>Namari Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>notable</u>	<u>78735330</u>	
07	<u>Son Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>jeunesse</u>	<u>wolohoro</u>	
08	<u>goutigi Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>jeunesse</u>	<u>wolohoro</u>	
09	<u>Soungaro Diarra</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>conseiller</u>	<u>wolohoro</u>	
10	<u>Rah Diarra</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>conseiller</u>	<u>79541870</u>	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Koulikoro..... Groupe rencontré : consultation Publique de...Wolohoro Date : 24/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
11	<u>Dofon Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>conseiller</u>	<u>wolohoro</u>	
12	<u>Kelédjan Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>notable</u>	<u>74749078</u>	
13	<u>Salim Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>notable</u>	<u>wolohoro</u>	
14	<u>Nama Kou Koulibaly</u>	<u>M</u>	<u>Agriculteur</u>	<u>notable</u>	<u>72350036</u>	
15	<u>Dougoukoro Diarra</u>	<u>F</u>	<u>Ménagère</u>	<u>Association femme</u>	<u>73621048</u>	
16	<u>Doussouba Keita</u>	<u>F</u>	<u>Ménagère</u>	<u>Association femme</u>	<u>wolohoro</u>	
17	<u>Doussouba Koussé</u>	<u>F</u>	<u>Ménagère</u>	<u>Association femme</u>	<u>wolohoro</u>	
18	<u>Djama Koulibaly</u>	<u>F</u>	<u>Ménagère</u>	<u>Association femme</u>	<u>74087895</u>	
19	<u>Mamoussou Diarra</u>	<u>F</u>	<u>Ménagère</u>	<u>Association femme</u>	<u>82840555</u>	
20	<u>Oumou Keita</u>	<u>F</u>	<u>Ménage</u>	<u>Association femme</u>	<u>wolohoro</u>	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ... Koulikoro ..... Groupe rencontré : ... consultation publique de Wolo Koro ..... Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Sadio Keito	F	Menagère	Association femme	73016572	
22	Kon' Nakasso	F	Menagère	Association femme	wolo koro	
23	Siga Konané	F	Menagère	Association femme	wolo koro	
24	N'gnéba Kanté	F	Menagère	Association	wolo koro	
25	Tatié Loulibaly	F	Menagère	Association	wolo koro	
26	Soyali Traoré	F	Menagère	Association	wolo koro	
27	Naïmouna Traoré	F	Menagère	Association	wolo koro	
28	Nama Traoré	F	Menagère	Association	wolo koro	
29	Dianian Konané	F	Menagère	Association	wolo koro	
30	Babou Loulibaly	F	Menagère	Association	wolo koro	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ... Koulikoro ..... Groupe rencontré : ... consultation publique de Wolo Koro ..... Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
41	Doucoumé Sèkou	M	Enquêteur	Enquêteur	71 33 90 49	
42	Ibrahim Bourmba	M	Enquêteur	Enquêteur	7136 27 79	
43	Mariam Sogodogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070506	

1

(1)

## Procès-verbal de la consultation Publique de Makombougou

Le 14 Novembre 2024 à 10h s'est tenue chez le chef du village de Makombougou, l'atelier de consultation publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment l'étude d'impact environnemental et social (EIES), le plan d'Action et de réinstallation (PAR), le Plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des risques sécuritaire (ERS) du PACRIK.

Étaient présents les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les notables. Voir liste de présence en annexe pour le détail des participants.

L'ouverture a été marquée par le président de la séance M. Mady aisé chef de village de Makombougou qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie. A la suite de cela, la parole est donnée aux participants.

- Jamsella Kanté: Conseiller. Mes salutations à tous je suis très content pour ce programme d'amélioration des routes. Je trouve qu'il est essentiel de discuter de la question des ralentisseurs dans nos villages, car cela pourrait aider à réduire le nombre d'accident de la route.

(2)

- Soumassa Traoré Notable : Je salue tout le monde. Bien que nous soyons en faveur du projet nous aimerions également avoir accès à l'eau potable et proposer l'installation des ralentisseurs à l'entrée de la ville.
- Madibo Konaré Notable : Soyez les bienvenues. Notre préoccupation majeure concerne la sécurité routière. Comment pouvons-nous éviter les accidents et protéger nos enfants? De plus l'employabilité de nos jeunes dans la ~~mise~~ réalisation de ce projet est une question importante, ainsi que celles des places de stationnement le long de la route.
- Djéma Diarra conseillère : Il est également crucial de créer des infrastructures de santé.
- Doussou Traoré Femme du village : Nous souffrons de manque de ressources et d'un accès limité à l'eau potable.
- Fatoumata Coulibaly Notable : L'un de nos besoins primordial concerne principalement l'accès à l'eau potable.
- Gnana Koro Kanté Notable : Nous souhaitons que les jeunes de notre village soient employés dans le cadre de ce projet.
- Koni Traoré Notable : Nous manquons d'auto-financement pour nos initiatives alimentaires.

③

- Soungalo Coulibaly Notable - Nous désirons avoir des centres de santé ainsi qu'une formation adéquate dans le domaine sanitaire.
- Baba Biarra Conseiller - Les infrastructures éducatives font défaut, et il est crucial de mettre en place des volontaires de santé pour préserver la vie de la population locale.
- Garba Kanté - j'ai bien compris que les demandes sont similaires à celles exprimées ailleurs, notamment en ce qui concerne les infrastructures sanitaires, les établissements scolaires et l'accès à l'eau potable.

Recommandation : Promouvoir l'emploi des jeunes dans les projets locaux pour lutter contre la pauvreté.

Secrétaire de séance  
Doucoure Sekou

Président de séance  
Mady Cissé Chef de  
village de Makanbougou

→

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Niara*..... Groupe rencontré : *consultation Publique de Nakambougou* Date : *05/11/2014*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
1	Marian Kante	M	Agriculteur	chef du village	71741553	
2	Modibo Cissé	M	Agriculteur	Imam	82714734	
3	Ismatou Kante	M	Agriculteur	conseiller	71741553	
4	Baba Diarra	M	Agriculteur	Cultivateur	79466118	
5	Sidlem Diarra	M	Agriculteur	Cultivateur	93979985	
6	Alou Diarra	M	Agriculteur	Cultivateur	76666118	
7	Bouyou Traoré	M	Agriculteur	Cultivateur	90605280	
8	Témou Traoré	M	Agriculteur	Cultivateur	73775756	
9	Noussa Sissoko	M	Agriculteur	Cultivateur	79490251	
10	Amadou Keita	M	Agriculteur	Cultivateur	73700084	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Niara*..... Groupe rencontré : *consultation Publique de Nakambougou* Date : *05/11/2014*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Modibo Konaré	M	Agriculteur	Cultivateur	71032295	
12	Wali Diarra	M	Agriculteur	Cultivateur	83861259	
13	Garba Kante	M	Agriculteur	Cultivateur	Nakambougou	
14	Niamkoro Kante	M	Agriculteur	chauffeur	90360486	
15	Somassa Traoré	M	Agriculteur	Cultivateur	75284050	
16	Doucou Traoré	F	Ménagère	Représentante des femmes	Nakambougou	
17	Difa Traoré	F	Ménagère	Association femmes	79824879	
18	Salimata Diarra	F	Ménagère	Association femmes	79568137	
19	Fatoumata Diarra	F	Ménagère	Association	78341120	
20	chauffeur Coulibaly	F	Ménagère	Association	73747929	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...*Niaguis*..... Groupe rencontré : *Niakanbougou*..... Date : *05/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
81	Naman Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	70809397	<i>NI</i>
82	Djièmana Diarra	F	Ménagère	Association femme	Niakanbougou	<i>Je</i>
83	Koum Traoré	F	Ménagère	Association femme	Niakanbougou	<i>ou</i>
84	Fatoumata Coulibaly	F	Ménagère	Association	Niakanbougou	<i>o</i>
85	Loumba Sangaré	F	Ménagère	Association	Niakanbougou	<i>?</i>
86	Aïcha Diarra	F	Ménagère	Association	Niakanbougou	<i>X</i>
87	Niamata Traoré	F	Ménagère	Association	72935528	<i>#</i>
88	Naman Coulibaly	F	Ménagère	Association	70809397	<i>X</i>
89	Difa Coulibaly	F	Ménagère	Association	Niakanbougou	<i>✓</i>
90	Naman Diarra	F	Ménagère	Association	Niakanbougou	<i>in</i>

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...*Niaguis*..... Groupe rencontré : *Consultation Publique de Niakanbougou*..... Date : *05/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
31	Nab Sangaré	F	Ménagère	Association	Niakanbougou	77329555 <i>✓</i>
32	Aïcha Diarra	F	Ménagère	Association femme	77329555	<i>o</i>
33	Souhouya Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	90387756	<i>unr</i>
34	Tété Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	74546271	<i>AT</i>
35	Hatouma Coulibaly	F	Ménagère	Association	74066769	<i>o</i>
36	Oumou Traoré	F	Ménagère	Association	94610571	<i>X</i>
37	Karoua Diarra	F	Ménagère	Association	Niakanbougou	<i>run</i>
38	Diéméni Diarra	F	Ménagère	Association	71708467	<i>o</i>
38	Sékou Boucouré	M	Enquêteur	Enquêteur	71339049	<i>✗</i>
40	Ibrahim Doumbia	M	Enquêteur	Enquêteur	71362779	<i>✗</i>

## Procès-verbal de la consultation Publique de Sébabougou <sup>①</sup>

Le 05 Novembre 2024 à 10h, s'est tenue une consultation publique chez le chef de village de Sébabougou dans le cadre de l'élaboration des instruments de Sauvegardes notamment l'étude d'impact Environnemental et Social (EIES), le Plan d'Action et de Réinstallation, le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), l'Évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR. L'objectif global de cette consultation publique est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

Étaient présents : Les autorités coutumières, les jeunes, les femmes et un conseiller communal à la mairie de Gomittra ; voir liste de présence en annexe.

L'ouverture a été marquée par les discours du président de la séance M<sup>lle</sup> Coulibaly, chef de village de Sébabougou qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme. A la suite de cela, la parole est donnée aux participants.

M<sup>lle</sup> Coulibaly : chef de village

Mes salutations à tous, l'ordre du jour de ce matin est relatif à l'élaboration de certains instruments de sauvegardes notamment l'EIES et le PAR du PACRIR. En effet, nous avons déjà reçu une équipe au sujet de réaménagement de cette voie (RM3). Il s'agit pour les uns et les autres de se prononcer sur les impacts positifs

(2)

et négatifs du projet en phase de construction et d'exploitation. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je donne d'abord la parole à l'équipe de consultant.

### Ibrahim Doumbia : Enquêteur

Bonjour, nous sommes réunies ce matin dans le cadre du PACRIR. En effet, l'objectif de ce projet est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. Le PACRIR, comporte quatre composantes à savoir : 1) Aménagement résilient des Corridors; 2) Aménagement territorial intégré; 3) Renforcement institutionnel au secteur routier et gestion de projet et 4) Composante d'intervention d'urgence contingente. La mise en œuvre de ce projet aura un impact positif sur l'économie du pays et va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées. Au-delà de ces avantages, il y a aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de certains biens situés dans l'emprise des travaux (rem. de part et d'autres de l'axe du goudron) lors des travaux. Dans cet intervalle, les espèces floristiques, hangars, kiosques, les parcelles agricoles et les équipements fixes qui seront inventoriés, vont être considérés comme étant des biens affectés par le projet.

Comme mesure de mitigation, nous prévoyons le recensement des biens situés dans l'emprise et de ~~faire~~ la compensation (le calcul) conformément à la réglementation nationale et suivant les exigences de la Banque Mondiale. Mais par contre, les spéculations et la prise des parcelles agricoles seront évaluées suivant le prix du marché qui

(3)

plus favorable aux PAP que celui de l'arrêté N° 2014-1979-MOR-SG du 23 juillet 2014 fixant les tarifs de Compensation des végétaux, produits végétaux et plantes sur pied et parcelles de cultures sur l'étendue du territoire National.

Après ma présentation, je vais donner la parole aux participants pour avis et craintes sur le PACRIR. Aussi, je vous invite à poser des questions et à faire des propositions sur le mode gestion des plaintes.

Koliba Koné 1<sup>er</sup> Conseiller du chef de village

L'initiative du programme est vraiment salubre et je tiens à remercier l'équipe de consultant pour l'adoption de cette démarche de consultation. A Sébambangou ici, la RN3 était très éloignée. C'est des gens qui se sont rapprochés. Nous avons effectué beaucoup de sensibilisation sur les conséquences qui peuvent découler mais sans succès. Ce que je demande est qu'il y ait des espaces de stationnement et que le goudron continue jusqu'à la foire du village.

Sagaba Inoné 2<sup>e</sup> conseillère

Une équipe nous avait rapproché en un moment donné pour recueillir nos avis par rapport à cette voie. Au moment de la réalisation <sup>(de la RN3)</sup>, il n'y avait aucune construction mais les gens se sont rapprochés aux mépris des conséquences. Bien que nous ayons donné des conseils, on n'a pas été compris. On souhaite que la RN3 soit beaucoup plus spacieuse.

Dossoume Konaré 3<sup>e</sup> Conseiller

Par rapport aux impacts négatifs, je crois que tout a été dit à ceux qui occupent la voie. Malgré cela,

(4)

il faut prévoir des mesures de compensation.

Hamedé Traoré : Conseiller

C'était notre devoir de sensibiliser les gens sur les conséquences de l'occupation de la voie (RN3). Les bornes existent d'ailleurs de part et d'autre de la voie mais nous n'en tenons pas compte. Il faut protéger les gens avec les ralentisseurs qui sont entrainés de disparaître.

Mohamed Coulibaly : Notable

Les gens sont déjà avertis. Toutes les constructions qui sont dans l'emprise de la RN3 peuvent être démolies qu'ils sachent bien cela. Il faut des espaces de stationnement et il faut continuer le goudron jusqu'à la foire du village.

Tenimba Konaré : Représentante des Femmes

Le pays en question dépend de cette RN3. Alors, il faut accélérer le processus et de prévoir les mesures de compensation pour les personnes qui seront touchées.

Boye Coulibaly : Représentante des Femmes

Je serais très contente si le goudron arrive au marché du village.

Fali Konaré : Président des Jeunes Conseiller Communal

L'importance de la route est déjà connue. Dans le passé, on avait beaucoup de difficultés à atteindre Kayes à cause de la mauvaise état de la route.

(5)

Après l'aménagement de la RN3, beaucoup de personnes ont été soulagées. Comme recommandations, il faut réaliser les ralentisseurs de vitesse, sensibiliser les riverains de la RN3 de ne pas construire sur la voie etc. En outre, je pense bien que la loi a définie les emprises pour les routes nationales et secondaires en République du Mali. Donc, des sensibilisations ont été faites et rien ne nous surprendra lors des travaux.

Mi'pè Coulibaly: chef de village

Je remercie les enquêteurs et nous avons vraiment apprécié cette démarche de consultation. Tout le village s'y attende de la démolition des bâtis qui sont dans l'emprise de la route car les sensibilisations ont été faites en ce sens, que ça soit clair.

Comme recommandations, il faut réaliser des parkings aux bords du goudron (air de stationnement) afin d'éviter l'encombrement de la voie, faire les ralentisseurs de vitesse, aménager les caniveaux aux bords des deux côtés du goudron et de faire beaucoup de sensibilisation aux conducteurs sur le respect du code de la route afin de réduire les accidents.

Secrétaire de séance

~~Fal Koro~~

Fal Koro  
Président jeunesse  
de Sébabougou

Président de séance

Mi'pè Coulibaly  
Chef de village de Sébabougou

aw

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Niassa ..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Sebougou Date : 05/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Kuleba Kame'	M	chefferie	Agriculteur	65758211	~
02	Sagaba Traoré	M	chefferie	Agriculteur	60464981	✓
03	Sama ballo	M	chefferie	Agriculteur	98270712	~
04	Késima Sargoré	M	chefferie	Agriculteur	64767096	+
05	Kassim Semou	M	chefferie	Agriculteur	Sebougou	~
06	Sidi Bouyé Diarra	M	chefferie	Agriculteur	63448163	~
07	baba Konaré	M	chefferie	Agriculteur	78177996	~
08	Diassoune Konari	M	chefferie	Agriculteur	65660745	~
09	Douga Traoré	M	chefferie	Agriculteur	Sebougou	+
10	Tédiane Doucoure	M	chefferie	Agriculteur	Sebougou	~

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Niassa ..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Sebougou Date : 05/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Mohamed Fall Dioko	M	chefferie	Agriculteur	78625638	~
12	Diarra Coulibaly	M	chefferie	Agriculteur	72904195	~
13	Nouba Tine Diarra	M	chefferie	Agriculteur	67341902	~
14	Sofaré Traoré	M	chefferie	Agriculteur	65736206	~
15	Saké Galadje Coulibaly	M	chefferie	Agriculteur	Sebougou	~
16	Ousmane Traoré	M	chefferie	Agriculteur	93829845	~
17	Soungalo Coulibaly	M	chefferie	Agriculteur	69534402	~
18	Sidi Diapressa	M	chefferie	Agriculteur	92567593	~
19	Tiane Kante'	M	chefferie	Agriculteur	89683308	~
20	Sadiou Diello	M	chefferie	Agriculteur	75533826	~

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : .....Niassa..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Sébougou Date : 05/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Souleymane Coulibaly	M	chefferie	Agriculteur	61983182	
22	Améti Traoré	M	chefferie	Agriculteur	77885520	
23	Moukoko Diarra	M	chefferie	Agriculteur	65899199	
24	Fah Konaré	M	chefferie	Agriculteur	76464827	
25	Maye Coulibaly	M	chefferie	chef du village Sébougou	72660260	
26	Abdoulaye Sy	M	chefferie	Agriculteur	71447205	
27	Amadou Bah	M	chefferie	Agriculteur	76660361	
28	Teninba Konaré	F	Menagère	Représentante des femmes Sébougou		
29	Kouyo Coulibaly	F	Menagère	Association femme	82170416	
30	Victor Traoré	F	Menagère	Association femme Sébougou		

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : .....Niassa..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Sébougou Date : 05/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
31	Kankou Makossa	F	Menagère	Association femme Sébougou		
32	Coumba Coulibaly	F	Menagère	Association femme Sébougou		
33	Sadio Diarra	F	Menagère	Association femme	72151134	
34	Mariam Sogadogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070306	
35	Sekou Boucouré	M	Enquêteur	Enquêteur	71333049	
36	Ibrahim Bouramba	M	Enquêteur	Enquêteur	71362779	

1

①

Publique

## Procès-Verbal de la consultation<sup>v</sup> de Kouloudjégué

Le 06 Novembre 2024 à 14h s'est tenue chez le chef de village de Kouloudjégué, l'atelier de consultation Publique dans le cadre de l'élaboration des instruments sauvegardes, notamment l'étude d'impact environnemental (EIA) Social (EIES), le plan d'action et de réinstallation (PAR), le Plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACRI.

Étaient présents : des autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les notables ; Voir liste de présence en annexe pour le détail des participants.

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance Falé Trésoré Chef du village de Kouloudjégué qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

À la suite de cela, la parole est donnée aux participants

- Falé Trésoré Chef du village :

Je salue tout le monde présent, et surtout les consultants qui ont effectué des déplacements pour la réalisation de cette consultation. Je suis très content pour l'idée même du projet. Je souhaite aussi la réhabilitation des routes secondaires

- Djatou Trésoré :

Je salue tout le monde.

Nous avons tous presque les mêmes objectifs concernant la

(2)

réalisation de ce projet. Nous voulons que les responsables du projet pensent surtout à la satisfaction des femmes et des enfants

- Djonké Traoré : Nous vous souhaitons la bienvenue. Nous sommes très content pour ce projet, mais notre préoccupation concerne la sécurité routière pour la réduction des accidents. Des projets similaires ont été déjà réalisés, mais il y a eu des accidents à cause de l'absence des ralentisseurs de vitesse. Cela représente notre demande prioritaire. Nous sommes ravis pour le projet, mais nous serons encore plus satisfaits si les impacts négatifs seront réduits au minimum.
- Falén Traoré Notable : la réalisation de ce projet entraîne forcément des conséquences. Ce que nous souhaitons, comme l'ont mentionné les aînés, c'est de minimiser les impacts négatifs
- Madi Traoré conseiller : l'importance et les conséquences de ce projet sont liées. Nous demandons la protection des habitants près des routes, en installant des ralentisseurs
- Mory Traoré Notable : Soyez les bienvenus. Nous comprenons que la réalisation de ce projet prendra du temps. Nous souhaitons l'intégration de nos jeunes gens dans les travaux de réalisation du projet

③

- Gnina Traoré: Notable je salue tout le monde  
Ce projet augmente la croissance économique  
dans notre localité, et nous sollicitons des protections  
notamment des panneaux de signalisation et des  
ralentisseurs. Nous souhaitons aussi la réhabilitation  
des puits, la création d'emplois pour des jeunes et  
le soutien aux structures de maraîchage.

- Faté Traoré: chef du village = Je remercie  
tous ici présents pour la participation à la  
consultation publique de notre village.  
J'espère que nos recommandations seront prises  
en compte.

Comme recommandation il faut réaliser des parkings  
aux bords du goudron (ou de stationnement) afin  
d'éviter l'encombrement de la voie,  
faire des ralentisseurs de vitesse.

Sécretaire de séance  
Sékou Doucouré



Président de séance

Faté Traoré chef du  
village de Kouloudjégé



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : .....Niako..... Groupe rencontré : Consultation Publiques de Kouleudiengue Date : 04.11.2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Falé Traoré	M	Cultivateur	Chef du Village de Kouleudiengue	76295642	
02	Sidiha Traoré	M	Cultivateur	Notable	83119122	
03	Diombé Traoré	M	Cultivateur	Conseiller	84471130	
04	Youssef Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	Kouleudiengue	
05	Chérifine Coulibaly	M	Cultivateur	Notable	Kouleudiengue	
06	Diakou Traoré	M	Cultivateur	Notable	72092934	
07	Falé Traoré	M	Cultivateur	Imam	72818896	
08	Abou Traoré	M	Cultivateur	Jeunesse	78060070	
09	Tichoua Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	Kouleudiengue	
10	Koussa Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	Kouleudiengue	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : .....Niako..... Groupe rencontré : Consultation Publiques de Kouleudiengue Date : 04.11.2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Madou Traoré	M	Cultivateur	Notable	75921648	
12	Hamadou Traoré	M	Cultivateur	Notable	72094488	
13	Tremoko Traoré	M	Cultivateur	Notable	92040184	
14	Manzon Traoré	M	Mairie	Maire Comité	90711116	
15	Nakounté Konané	M	Cultivateur	Conseiller	79771076	
16	Nady Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	71201854	
17	Maliba Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	Kouleudiengue	
18	Chérif Coulibaly	M	Cultivateur	Notable	93978892	
19	Toniké Diarra	M	Cultivateur	Notable	70022346	
20	Bah Traoré	M	Hand. apté physique	Handicapé physique	95676611	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Niono ..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Kouloudiengue Date : 04/11/2016

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Baye Traoré	M	Handicapés à Mobilité réduite	Mobilité réduite	63136837	
22	Tièssala Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	Kouloudiengue	
23	Masita Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	Kouloudiengue	
24	Difa Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	Kouloudiengue	
25	Madile Traoré	M	Cultivateur	Cultivateur	95652369	
26	Sidi Traoré	M	Cultivateur	Jeunesse	92504595	
27	Teneman Kisse	M	Cultivateur	Jeunesse	92504434	
28	Sidi Traoré	M	Cultivateur	Jeunesse	Kouloudiengue	
29	Fana Diarra	M	Cultivateur	Jeunesse	Kouloudiengue	
30	Meyi Traoré	M	Cultivateur	Jeunesse	74064532	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Niono ..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Kouloudiengue Date : 04/11/2016

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
31	Nia Traoré	M	Cultivateur	Jeunesse	Kouloudiengue	
32	Abou Traoré	M	Cultivateur	Notable	71740297	
33	Daouda Kisse	M	Cultivateur	Notable	73567050	
34	Goinghe Coulibaly	M	Cultivateur	Notable	75223493	
35	Babou Diabaté	M	Cultivateur	Notable	91817435	
36	Mou Kisse	M	Cultivateur	Notable	88841423	
37	N'Yine Dembélé	F	Ménagère	Ménagère	71032307	
38	Sadio Traoré	F	Ménagère	Représentante des femmes	Kouloudiengue	
39	Kounadi Traoré	F	Ménagère	Ménagère	Kouloudiengue	
40	Sata Dembélé	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Niapa* ..... Groupe rencontré : *consultation Publique de Kouloudiengue* Date : *04/11/2016*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
41	Oumou Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
42	Nana Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
43	Marissa Diembélé	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
44	Douah Diarra	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
45	Doukhou Traoré	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
46	Anèni Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
47	Famina Diarra	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
48	Aïntou Traoré	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
49	Hatouma Diarra	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
50	Bintou Diarra	F	Ménagère	Association femme	70770354	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Niapa* ..... Groupe rencontré : *consultation Publique de Kouloudiengue* Date : *04/11/2016*







N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
51	Hatouma Traoré	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
52	Dougoufama Diarra	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
53	Riti Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	72528896	
54	Seïba Traoré	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
55	Sarata Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
56	M'Yini Traoré	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
57	Zé Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	73397014	
58	Sollé Traoré	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
59	Doh Diarra	F	Ménagère	Association femme	Kouloudiengue	
60	Baron Diarra	F	Ménagère	Association femme	73397014	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ....Niakha..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Niakha Date : 04/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
61	Nana Diama	F	Menagère	Association femme	75695186	
62	Nana Coulibaly	F	Menagère	Association femme	79960866	
63	Konba Traoré	F	Menagère	Association femme	78845723	
64	Mariam Sogodogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94070506	
65	Sékou Doucoure	M	Enquêteur	Enquêteur	71389049	
66	Ibrahim Doumbia	M	Enquêteur	Enquêteur	71362779	

 Procès-verbal de la consultation publique de Monzona

①

## Procès verbal de la consultation Publique de Nonzona

Le 31 octobre 2024 à 11h00 mn, s'est tenue chez le chef du village de Nonzona, l'atelier de consultation Publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment l'étude d'Impact Environnemental et social (EIES), le plan d'action et de réinstallation (PAR), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIK.

Étaient présents : les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les notables ; voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance M. Famoussa Koulibaly représentant du chef de village de Nonzona qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

À la suite de cela, la parole est donnée aux participants

Dipa Traoré : Notable

Nous saluons tous, dans notre localité ici, il n'y a pas de chômage dans l'emprise du goudron. Notre avis concernant le projet est sa concrétisation car il s'agit d'une question de développement, comme recommandations, nous demandons de privilégier l'emploi des jeunes locaux lors des travaux.

Famoussa Koulibaly : Notable et représentant du chef de village

(2)

Nos dernières salutations et remerciement à tous. L'importance de la route est inestimable. Il permet de faciliter la fluidité et à promouvoir un développement durable. Nous demandons de mettre en place des panneaux de signalisation et des ralentisseurs pour diminuer les vitesses.

Tenintoua Coulibaly - Représentante des femmes.  
La réalisation de ce projet est notre souhait, il est vraiment favorable, nous demandons d'appuyer les femmes dans la maraîchage bien équipé. Impliquer les femmes en cas de cuisine pour les employés.

Nama Traoré - Association femme.  
Nous saluons tous, concernant le projet nous sommes favorables, car c'est vraiment salubre; nous souhaitons avoir accès à l'eau dans notre village. Nous avons besoins des périmètres maraichers chez nous ici. Nous souhaitons également le bon déroulement des travaux.

président de séance  
Famoussa Coulibaly



Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Koulikoro Cercle : Kolokani Commune : Didiéni Localité : Hameau de Monzonna Date : 31.10.2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	Dofing Coulibaly	M	Agriculteur	Notable	69796768	
02	Mong Kané	M	Agriculteur	Notable		
03	Modibo Kané	M	Agriculteur	Notable	60165055	
04	Doni Diarra	M	Agriculteur	Notable	63170781	

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : autorités coutumières de l'arrondissement Date : 21/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
1	Sabaté Traoré	M	Agriculture	jeunesse	91974412	
2	Tiéssi Traoré	M	Elevage	jeunesse	93191876	
3	Mohamed Traoré	M	Elevage	jeunesse	69001057	
4	Fatigi Traoré	M	commerce	jeunesse	94443304	
5	Modibo Traoré	M	commerce	jeunesse	70108541	
6	Diemba Traoré	M	Agriculture	chef du village	75277011	
7	Zohé Traoré	M	Agriculture	chef du village	96108747	
8	Tichon Traoré	M	Agriculture	conseiller	63811677	
9	Abdoulaye Traoré	M	Agriculture	notable	78409573	
10	Daouda Traoré	M	Agriculture	jeunesse	78710931	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Autorités coutumières de Mintimbougou Date : 07/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
11	Matié Traoré	M	Commerce	Notable	7479 3184	
12	Koulo Traoré	M	Agriculteur	Notable	Mintimbougou	
13	Samba N'Galou Traoré	M	Agriculteur	Notable	Mintimbougou	
14	Soumaïla Dianko	M	Commerce	Notable	75480479	
15	Mari Traoré	M	Commerce	Conseiller	71943114	
16	Cheikini Traoré	M	Agriculteur	Imam	Mintimbougou	
17	Abou Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	70 92 8640	
18	Sory Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	69 73 6630	
19	Mouba Traoré	M	Agriculture	Agriculteur	7562 9685	
20	Daoué Diarra	M	Agriculture	Conseiller	Mintimbougou	

Procès-verbal de la consultation publique de N'galafouga

## Procès-verbal de la consultation Publique de N'Galafougou

Le 30 octobre 2024 à 15h s'est tenu chez le chef de village N'Galafougou l'atelier de consultation publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment l'Étude d'Impact environnemental et social (EIES), le plan d'action de réinstallation (PARI), le (PMP) (ERS) du PACRIR.

Étaient présent - les autorités coutumières, les jeunes, les femmes, les notables, voir liste de présence dans l'annexe pour le détail des participants. L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance M. Modibo Diarra représentant du chef de village qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe à l'équipe de consultant.

### Ibrahim Doumbia : Enquêteur

Bonjour Nous sommes réunies ce matin dans le cadre du PACRIR. En effet l'objectif de ce projet est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. La mise en œuvre de ce projet aura un impact économique sur l'économie du pays et va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées.

Au-delà des avantages il y'a aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de certains lieux situés dans l'emprise des travaux (10 m de part et d'autre de l'axe du goudron)

- Madou Traoré : Chefferie

Je salue tout le monde et remercie les enquêteurs présents, qui ont effectué des déplacements. Nous adhérons à ce projet, car il renforce l'économie de la localité.

la réalisation des ralentisseurs de vitesse après les travaux afin d'assurer la sécurité des riverains et la protection des troupeaux.

- Dipa Diarra : Chefferie

Mes salutations à tout le monde

la réhabilitation d'une route est un développement pour des localités traversées. Nous recommandons des réseaux d'adduction d'eau et l'aménagement d'un périmètre maraîchage pour les femmes.

- Madou Koulibaly : Jeunesse

Bonsoir à tous. La Réalisation de ce projet est vraiment une bonne initiative.

Nous demandons l'implication de nos jeunes gens dans les travaux de réalisation.

- Awa Koulibaly : Association des femmes

Je salue tout le monde. Nous demandons la formation des jeune filles; la réalisation des panneaux de signalisation le long du goudron

- Ioutou Traoré: Association des femmes

Mes salutations vont à l'endroit de tout le monde  
et mes remerciements aux enquêteurs qui ont  
effectué des déplacements.

Nous demandons l'indemnisation des personnes  
affectées par le projet

Président de séance

Modibo Traoré

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Conduite, organisation des travaux de maintenance de la route..... Date : 30/10/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Madou Coulibaly	♂	Jeunesse	jeunesse	79683872	
02	Noussou Diarra	♂	chefferie	chauffeur	73616041	
03	Issouf Diarra	♂	chefferie	cultivateur	72534515	
04	Modibo Diarra	♂	chefferie	cultivateur	74625373	
05	Gagni Coulibaly	♂	chefferie	cultivateur	85186683	
06	Salif Coulibaly	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
07	Madou Traoré	♂	chefferie	cultivateur	61124899	
08	Koniba Traoré	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
09	Mankoro Coulibaly	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
10	N'Gala Diarra	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro..... Groupe rencontré : Conduite, organisation des travaux de maintenance de la route..... Date : 30/10/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Kadi Diarra	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
12	Tissouma Coulibaly	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
13	Mankoro Diarra	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
14	Bah Diarra	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
15	Bakary Diarra	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
16	Zan Diarra	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
17	Dipa Diarra	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	
18	Katai Koussou Coulibaly	♂	chefferie	cultivateur	94057559	
19	Salif Diarra	♂	chefferie	cultivateur	79900280	
20	Madou Traoré	♂	chefferie	cultivateur	N'Gala Fouga	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ...Koulikoro... Groupe rencontré : Consultation Publique de la route de Gomitra Date : ...2016/2016

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Loutou Traoré	F	Menagère	Association femme	82 30 97 20	
22	awa Coulibaly	F	Menagère	Association femme	n° balisage	
23	Hissin Diarra	F	Menagère	Association femme	n° balisage	
24	Araba Diarra	F	Menagère	Association femme	n° balisage	
25	Nin Coulibaly	F	Menagère	Association femme	n° balisage	
26	Mariam Segodogo	F	Enquêteur	Enquêteur	94 07 65 06	
27	Ibrahim Doumbia	M	Enquêteur	Enquêteur	71 36 27 79	
28	Sekou Doucouré	M	Enquêteur	Enquêteur	71 33 90 49	

**Procès-verbal de la consultation publique de Gomitra**

## Procès verbal de la consultation publique de Gomitna

Le 04 Novembre 2024 à 10h, s'est tenue une consultation publique chez le chef de village de Gomitna dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes, notamment l'étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), le plan d'Action et de Réinstallation (PAR), le plan de Mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des Risques Pécuritaires (ERS) du PACRI R.

Étaient présents: les autorités coutumières, les notables, les jeunes, les femmes, un conseiller communal, voir liste de présence en annexe pour le détail des participants.

Après les salutations d'usage et les mots de bienvenue, la séance fut déclarée ouverte par le chef de village. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme.

À la suite de cela, la parole est donnée aux participants.

Intervenant: Ibrahim Doumbia

Bonjour chers tous, nous sommes réunies ce matin dans le cadre du PACRI R. En effet, l'objectif de ce projet est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali.

Le PACRI R, comporte quatre composantes à savoir:

- 1.) Aménagement Aérien des corridors;
- 2.) Aménagement Territorial Intégré;
- 3.) Renforcement Institutionnel au Secteur Routier et Gestion de Projet et

4.) Composante d'intervention d'urgence contingente.  
En effet, il faudra retenir que la réalisation de ce projet a un impact positif sur l'économie de ce pays et va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées.  
Au delà des avantages, il y a aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de certains biens qui sont situés dans l'emprise des travaux (10m de part et d'autre de l'axe du goudron).  
Dans cet intervalle, tous les biens (arbres, haubans, kiosques, équipements fixes) qui seront inventoriés sont considérés comme étant des biens affectés par les travaux de réhabilitation de la route nationale N°3 (Trongon Kolo Kani - Dididi - Diéma - Sandaré) à l'exception des habitations ou bâtis.

Comme mesure de mitigation, nous prévoyons le recensement des biens qui seront touchés et de proposer également des mesures de compensation conformément à la réglementation Malienne et suivant les exigences des exigences de la Banque Mondiale.  
Mais par contre, les spéculations et le prix des parcelles agricoles seront évalués suivant le prix du marché qui est plus favorable aux PAPs que celui de l'arrêté N° 2014-1979-MDR-SG du 23 juillet 2014 fixant les tarifs de compensation des végétaux et plantes aux pieds et parcelles de cultures sur l'étendue du Territoire National.

Après cette présentation, je vais donner la parole

(2)

aux participants pour les avis, perceptions préoccupations et craintes sur le PACRER. Aussi, je vous invite à poser des questions de compréhension et à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes.

Diarra Traoré: chef de village.

On est ravi de l'initiative du projet malgré que nous sommes conscients des impacts qui peuvent en découler.

Bonata Traoré: conseiller.

On veut que la route soit élargie mais il ne faut pas oublier la mise en place des panneaux de signalisation pour prévenir les accidents.

Modibo Traoré: Notable

On est content du projet mais il n'y a pas d'eau chez nous. On veut qu'il y ait des forages pour l'approvisionnement du village.

Kelekié Coulibaly: Notable

Notre soucis est aussi la construction des ralentisseurs de route.

Joman Coulibaly: Association de jeunesse

La jeunesse est contente de votre projet et on s'y attendait.

Modibo Coulibaly: Notable

Il y aura énormément d'impact car la considération

d'une emprise de 10m sur chaque côté de la route sera exécutée.

Komké Coulibaly: Notable  
Indemniser les PAP.

Temincoua Snaoré: présidente des femmes  
Les femmes demandent un financement concernant les AGR (activités génératrices de revenus)

Oumoudianna: Notable  
Nous demandons un financement pour développer nos cultures maraîchères.

Konimba Coulibaly: Notable  
L'impiété par la mise en place des panneaux de signalisation et des ralentisseurs pour sauver les vies humaines et celles des animaux.

N'Thossama Snaoré: Président du GTS  
Mettre en place des ralentisseurs car c'est une route qui traverse le village et ceci sauvera la vie des enfants.

(4)

d'une emprise de 10m sur chaque côté de la route sera faite.

Koméko Coulibaly:

Indemniser les PAPP.

Temincoua Traoré

Les femmes demandent un financement concernant les NGR (activités génératrices de revenus).

Oumou Diarra: Notable

Je vous demande un financement pour développer mes cultures maraîchères.

Konimba Coulibaly: Notable

J'insiste sur la mise en place des panneaux de signalisation et des ralentisseurs pour sauver les vies humaines et celles des animaux.

N'Thossawa Traoré: Président du CGS

Mettre en place des ralentisseurs car c'est une route qui sépare le village et ceci sauvera la vie des enfants.

Recommandations: d'une manière globale, ils ont dit de faire des panneaux de signalisation, des ralentisseurs sur la route, de donner des points d'eau au village et d'aider les femmes pour les NGR.

Secrétaire de séance

Sontagui Coulibaly



Président de séance

Mangou Traoré

Régisseur à la Mairie  
de Comitradougou

(5)



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : .....Niamey..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Gomitra Date : 04/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
1	Sontégui Coulibaly	M	Mairie	Régisseur	76 1990 19	[Signature]
2	Téoman Coulibaly	M	Mairie	Conseiller communal	94 490931	[Signature]
3	Dianha Traoré	M	chef du village	chef du village	733 76904	[Signature]
4	Modibo Traoré	M	Notable	Notable	90 38 8884	[Signature]
5	Kelike Coulibaly	M	Notable	Cultivateur	9050 4210	[Signature]
6	Nama Coulibaly	M	Notable	Cultivateur	74 02 3902	[Signature]
7	Noussa Diakité	M	Notable	Cultivateur	72454765	[Signature]
8	Modibo Coulibaly	M	Notable	Notable	Gomitra	[Signature]
9	Djamaoua Kante	M	Notable	Notable	8310 5968	[Signature]
10	Sama Coulibaly	M	Notable	Notable	85 97 9091	[Signature]
11	Modibo Traoré	M	Notable	Cultivateur	Gomitra	[Signature]

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : .....Niamey..... Groupe rencontré : Consultation Publique de Gomitra Date : 04/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Djoman Coulibaly	M	Jeunesse	Cultivateur	77324285	[Signature]
13	Samba Traoré	M	Jeunesse	Cultivateur	79767394	[Signature]
14	Badi Coulibaly	M	Jeunesse	Cultivateur	90913007	[Signature]
15	Amadi Bah	M	Jeunesse	Cultivateur	92602135	[Signature]
16	Bouata Traoré	M	Notable	Cultivateur	82145286	[Signature]
17	Salité Traoré	M	Jeunesse	Cultivateur	77741103	[Signature]
18	Sékou Traoré	M	Jeunesse	Cultivateur	78961711	[Signature]
19	Lamine Traoré	M	Notable	Cultivateur	82137469	[Signature]
20	Konégué Coulibaly	F	Conseiller communal	Gomitradogon	91625772	[Signature]
21	Oumou Traoré	F	Menagère	Association femme Gomitradogon		[Signature]

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Niara* ..... Groupe rencontré : *Consultation Publique de Gomitra* Date : *06/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
22	Ténincouma Traoré	F	Ménagère	Association femme	95477006	<i>W</i>
23	Diawé Nabassa	F	Ménagère	Association femme	72599999	<i>Z</i>
24	Bondjon Traoré	F	Ménagère	Association femme	78885800	<i>W</i>
25	Amou Diarra	F	Ménagère	Association	gomitra	<i>W</i>
26	Nassoum Traoré	F	Ménagère	Association	82629667	<i>L</i>
27	Koussa Diakité	F	Ménagère	Association	gomitra	<i>#</i>
28	Kani Coulibaly	F	Ménagère	Association	82333760	<i>=</i>
29	Aïma Coulibaly	F	Ménagère	Association	70960784	<i>I</i>
30	Alva Traoré	F	Ménagère	Association	92537472	<i>X</i>
31	Assan Traoré	F	Ménagère	Association	72886186	<i>Z</i>

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : *Niara* ..... Groupe rencontré : *Consultation Publique de Gomitra* Date : *06/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
32	Wassa Nakason	F	Ménagère	Association femme	84947079	<i>X</i>
33	Fadié Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	77164480	<i>#</i>
34	Blady Coulibaly	F	Ménagère	Association femme	gomitradegon	<i>L</i>
35	Wane' Komaré	F	Ménagère	Association femme	74244803	<i>W</i>
36	Tata Traoré	F	Ménagère	Association femme	gomitra	<i>W</i>
37	Aminata Coulibaly	F	Ménagère	Association	90913680	<i>#</i>
38	Kafoussi Diallo	F	Ménagère	Association	gomitra	<i>W</i>
39	Alva Traoré	F	Ménagère	Association	gomitra	<i>Q</i>
40	Fataumata Traoré	F	Ménagère	Association	gomitra	<i>Z</i>
41	Duro Traoré	F	Ménagère	Association	91191084	<i>W</i>

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Niakhar ..... Groupe rencontré : *consultant, République de Gomitia* Date : *..06/11/2024*

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
42	<i>Namissa Traoré</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>7075427</i>	<i>[Signature]</i>
43	<i>Yah Traoré</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>gomitia</i>	<i>[Signature]</i>
44	<i>Aumou Traoré</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>70 97 4883</i>	<i>[Signature]</i>
45	<i>Sadio Traoré</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>gomitia dougou</i>	<i>[Signature]</i>
46	<i>Tamina Koulibaly</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association femme</i>	<i>gomitia</i>	<i>[Signature]</i>
47	<i>Fatoumata Koulibaly</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association</i>	<i>gomitia</i>	<i>[Signature]</i>
48	<i>Dicko Koulibaly</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association</i>	<i>gomitia</i>	<i>[Signature]</i>
49	<i>Aicha Koulibaly</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association</i>	<i>gomitia</i>	<i>[Signature]</i>
50	<i>Aumou Koulibaly</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association</i>	<i>gomitia</i>	<i>[Signature]</i>
51	<i>Doukha Nanté</i>	F	<i>Menagère</i>	<i>Association</i>	<i>gomitia</i>	<i>[Signature]</i>

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Groupe rencontré : ..... Date : .....

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
52	<i>Ibrahim Dumbia</i>	M	<i>Enqueteur</i>	<i>Enqueteur</i>	<i>71 36 27 79</i>	<i>[Signature]</i>
53	<i>Sekou Boucoure</i>	M	<i>Enqueteur</i>	<i>Enqueteur</i>	<i>7133 9049</i>	<i>[Signature]</i>
54	<i>Maniam Soyodogo</i>	F	<i>Enqueteur</i>	<i>Enqueteur</i>	<i>94070306</i>	<i>[Signature]</i>

(1)

Consultation Publique Relative à la mise en Oeuvre  
du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la  
Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)  
PROCES VERBAL DE TORODO

Le 06 novembre 2024 à 12h 05 mn s'est tenue dans la  
cour du chef de village de Torodo, l'atelier de consultation  
publique des parties prenantes directes dans le cadre de  
l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment  
le Cadre Politique de Réinstallation (CPR), le Cadre de  
Gestion Environnementale et Social (CGES), l'Évaluation  
des Risques Sociétaux (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et  
d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet  
tout en prenant en compte leurs besoins/avis, préoccupations  
et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents : l'Autorité Centumière, la CADO, l'Association  
des personnes vivant avec un handicap, les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance M. Traoré  
Baba, Chef de village a procédé à l'ouverture de la séance  
par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du  
consultant pour plus de détails sur le projet.

M. Colobile Sawogo, enquêteur/consultant Assistant  
L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet  
d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau  
routier prioritaire du Mali (PACRIR)

Le projet comporte quatre composantes à savoir :

(2)

Le projet comporte quatre composantes à savoir :

1) l'Amenagement résilient des corridors; 2) l'Amenagement territorial intégré; 3) Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au-delà de ses avantages, le projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (10 m de part et d'autre de l'axe).

Comme mesures de mitigations, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du chef.

L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PHCRIR et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations.

Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Youssef Ouattara : Sous Préfet

Vous êtes la bienvenue dans la commune de Diourouma.

Nous sommes très content pour le message, surtout la réhabilitation de la route. La route étant le pilier du développement d'un pays. La réhabilitation sera profitable pour tout le monde, surtout les transporteurs, le temps de voyage

3

de l'éducation, de santé. Sans oublier les mains d'études locales, nous avons des jeunes, qui travaillent et pas. Ce qui concerne la perte des biens, s'il y a des mesures pour les compenser, qu'il soit ainsi.

Je demande des ralentisseurs au niveau du village pour éviter les vitesses à l'intérieur. Pour la gestion de plaintes je demande l'implication de toutes les couches sociales.

Salia Traore: Notable

Bonjour, on les avantages et l'importance de la route sur le territoire surtout les riverains, et pour le Mali. Les conséquences d'une route dégradée sont énormes. Ce projet va soulager tout le monde et sauver beaucoup de vie.

Je prie Dieu pour que, les travaux ne prennent plus de temps.

Ljine Koro Liama: Notable

Je aimerais savoir, si la route c'est en deux fois deux (2x2) voie, ou une voie unique.

En réponse, la réhabilitation concerne l'ancienne chaussée. Ce que je recommande de suivre les entreprises de près pour que, la nouvelle route puisse répondre aux critères, normes d'une route.

Wassa Traore: Présidente de l'Association des Femmes

Nous sommes très contente, c'est une bonne information que vous venez de dire. Les femmes sont les premières bénéficiaires de cette projet. Au nom de toutes les femmes, nous prions le démarrage des travaux dans un plus bref délai. Avec la réhabilitation de la route, ça nous permet de faire de petites commerces au bord du goule. Nous demandons l'aide de

(4)

projet dans le domaine du jardinage en aménageant un  
périmètre pour les femmes du village; l'élevage et des petites  
commerces.

Nous voulons un centre de formation professionnelle, un plate-  
forme multifonctionnelle.

Pour les cas de VBL, nous pouvons noter des cas de tortures,  
des mariages précoces.

Le Président de séance  
M<sup>r</sup> Baba Tracie  
Chef de Villa de Torodo.

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Chargé du Sahel Groupe rencontré : Mairie de Diourouma Date : 06/11/2021

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	Mochibo KEITA	M	Mairie	Maire Adjoint	6671750	[Signature]
02	Allassane Coulibaly	M	Mairie	Regisseur	7302 6564	[Signature]
03	Youssouf Oublat	M	sous préfecture	Sous-Préfet	7236 9103	[Signature]
04	Fodé Traoré	M	Mairie	Maire	79-17-00 99	[Signature]
05	Hien Sissoko	M	Chef de village	Représentant chef de village	79-43 70 18	[Signature]
06	Gounolo Keita	F	Diourouma	CA Fo	7516 64 75	[Signature]
07	Oumou Traoré	F	Diourouma	Représentante des Femmes	7536 91 09	[Signature]
08	Dipa Cissé	F	Diourouma	Association féminine	-	[Signature]
09	Sounkoura Coulibaly	F	Diourouma	''	-	[Signature]
10	Astani Sacko	F	Diourouma	''	7486 5739	[Signature]
11	Mochibo Traoré	M	Notable	Diourouma	74712780	[Signature]

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niara Groupe rencontré : Diourouma Date : 06/11/2021

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
12	Abokem Fofana	M	Jeunesse	Jeunesse Communale	7945 8669	[Signature]
13	Houssa Coulibaly	M	Diourouma	Notable Agriculteur	79 2346 25	[Signature]
14	Samine Sissoko	M	Diourouma	Agriculteur	7632 0841	[Signature]
15	Bassi Baba Diarra	M	Mairie	Elu Communal	79 1717 40	[Signature]
16	Saïba Diarra	F	Association des Femmes	Ménagère	-	[Signature]
17	Wanda Samoura	M	Jeunesse	Elu Communal	79 2152 04	[Signature]
18	N'golobilo Saroge	M	Equipe du Consultant	Enquêteur	76 4986 88	[Signature]
19	Fatoumata Traoré	F	Association des Femmes	Ménagère	-	[Signature]

1

✚ Quelques images illustratives



Vue de la consultation publique à Kolokani



Vue de la consultation publique à Didiéni



Vue de la consultation publique du village de Niamou



Vue de la consultation publique de Gomitra



Focus groupe avec les femmes de Wolokoro

## ▪ Tronçon Diéma-Sandare, Parking et voirie urbaine

### ✚ Procès-verbal du village de Diéma

①

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)

**PROCES VERBAL DE DIEMA**

Le 31 octobre 2024 à 9h30mn s'est tenue dans les salles de réunion de la mairie de Diéma, l'atelier de consultation publique des parties prenantes, dirigé dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le cadre politique de réinstallation (CPR), le cadre de gestion environnementale et social (CGES), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs besoins, avis, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents: l'autorité municipale, l'autorité coutumière, la CAFD, l'Association des personnes vivant avec un handicap, La séance a été présidée par les femmes et les jeunes

Après les salutations d'usage, le président de séance M. Nankounto Sissoko a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

N'golobilé Sangozo: Enquêteur

L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire de Mali (PACRIR).

Le projet comporte quatre composantes à savoir: 1) l'aménagement résilient des corridors; 2) l'aménagement territorial intégré; 3) Renforcement

institutionnel du secteur routier et gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays.

Au delà de ces avantages, le projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent ~~par~~ par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (som de part et d'autres de l'axe)

Comme mesures de mitigation, nous privilégions le recensement de tous les biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant les prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali.

L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIR et ses composantes afin de recueillir vos avis, préoccupations et recommandations.

Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Foussygni Sissoko: Chef de village de Diéma

C'est une joie totale pour tous les riverains et les usagers qui tirent les conséquences de cette route nuit et jour.

Je ne pourrais manifester ma joie que lorsque ce projet sera réalisé et surtout les environs à Diéma.

Ce corridor est le plus fréquenté par les gros porteurs et c'est le corridor le plus dégradé au Mali. Je demande aux entes prises de bien vouloir privilégier l'emploi local à Diéma.

(3)

Amadou Konaté: Conseiller villageois

Des salutations et remerciements les plus sincères à l'endroit de l'Etat et ses partenaires. Le désenclavement de Diéma à travers l'état délabré de cette route a soufflé notre économie.

Cette nouvelle est très agréable et nos bénédictions accompagnent le projet. Je demande de compenser tous les rectifs qui seront touchés par les travaux.

Assana Soukouna: Conseiller villageois.

Ce projet est au cœur de mes priorités. Nous l'accueillons favorablement avec beaucoup d'impatience.

Stéphanie Kouté Fanta Djaiga: présidente CAFO

Ce projet s'inscrit dans les priorités de toutes les femmes du Cercle de Diéma et le cercle en entier.

Nous souhaitons la mise en œuvre dans un bref délai.

Au niveau du Centre de Santé de référence, nous avons l'ONG One Stop Center qui prend en charge les victimes de VBG.

Amadou Traoré: président des personnes vivant avec un handicap

La nouvelle est agréable. Mais je veux la concrétisation car beaucoup de projet se limite qu'aux études.

Je demande d'accompagner le projet de voiries avec un réseau et assainissement.

Ce projet de voiries va soulager les personnes vivant avec un handicap surtout ceux qui ont des tricycles.

Boubacar Diombana: Jeunesse communal

Nous sommes heureux de la participation à cette rencontre et nous souhaitons être impliqués davantage. L'initiative est salutaire.

Je demande à privilégier l'emploi des jeunes pendant les travaux et dans une collaboration avec l'autorité municipale.  
pour plus de transparence dans la gestion des plaintes, je demande l'implication de la communauté, du chef de village, les CAFO et les jeunes sans oublier les leaders religieux.

Mme Sissoko Adam Camara: CAFO  
L'aménagement de cette route est beaucoup attendu par la population riveraine. Nous voulons que ce projet se réalise car nous avons la mauvaise expérience de avoir beaucoup de projet qui font les études et fini par abandonner.  
Les impacts de ce projet sont plutôt positifs que négatifs.

M. Amara Sidibe: Conseiller communal  
J'ai quitté Kayes il y a de cela une semaine et je sens encore les séquelles de la route.  
Le second aspect est le désespoir. Nous avons participé à plusieurs rencontres pour l'aménagement de cette route et sans suite. Nous demandons au projet PACRIR de ne pas rester dans la même assiette.  
Les 5 km de voiries donneront une belle image à la ville de Diéma et je souhaite un réseau d'assainissement pour les risques d'inondations et la pérennité des voiries.

Mme Hanté Fanta Djeiga: présidente CAFO  
Je profite pour demander au projet d'aider les femmes à aménager l'arrière de la cour du jardin d'enfants avec des parois. En plus, les femmes de Diéma possèdent une parcelle de 30/30m au quartier Keulouba. Nous demandons un appui pour une savonnerie au profit de toutes les femmes de Diéma.

Kama Kan Seydou Sissoko: Jeunesse  
Nous avons la mauvaise expérience avec les entreprises dans le cadre des

(5)

grossesses non désirées des jeunes filles par les employés. Le plus souvent ils ne reconnaissent même pas la paternité.  
Je demande si prendre des mesures à cet égard.

Nakounté Sissoko : 2<sup>em</sup> Adjt au Maire  
A travers l'intervention du consultant, je vois que le Comité de gestion des plaintes serait utile pendant ce projet. A cet effet, l'implication de tous les acteurs est nécessaire (autorités municipales et académiques, la CAFU, la jeunesse et le syndicat des transporteurs).  
Tous les occupants des entreprises des travaux n'ont que des titres temporaires. Ils sont appelés à libérer les entreprises après les indemnités.  
Par rapport à l'emploi des jeunes locaux, nous souhaitons que cela se fait dans un cadre de concertation avec la mairie et l'association des jeunes.  
L'autorité municipale reste disponible pour accompagner le projet.  
La séance est levée à 12h30mn.

Le président de séance

Nakounté Sissoko  
2<sup>em</sup> Adjt au Maire de Diéma



NAKOUNTE SISSOKO  
2<sup>e</sup> Adjoint au Maire

🚦 Liste de présence de la consultation publique de Diéma

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	<b>SUNC</b> COORDINATION
---	-------------------------------	-----------------------------

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Niéro LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES Date : 31/10/24  
Groupe rencontré : Consultation Publique / Diéma

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntes
01	N'golobile' Sanogo	M	Equipe/ Consultant	Enquêteur	76438688	
02	Louka Konté	M	Association des Handicapés	Secrétaire d'information	79295140	
03	Chamater Traoré	M	"	Président	79318976	
04	Sory Tomé	M	"	1 <sup>er</sup> Adjoint	79172380	
05	Adama Sidibé	M	Hairée	Conseiller	75240889	
06	Aboubacar Drambana	M	C.C.J	Président	76668686	
07	Soukani Sissoko	M	Village	chef	79315477	
08	Hama Konaté	M	Village	Conseiller	79041636	
09	Assima Sokona	M	"	"	76133234	
10	Seydou Sissoko	M	C.C.J	Secrétaire	73143760	
11	Amimata Cissé	F	C.C.J	Charge des sports et cultures	75742322	

1

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	<b>SUNC</b> COORDINATION
---	-------------------------------	-----------------------------

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)











Région : Niéro LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES Date : 31/10/24  
Groupe rencontré : Consultation Publique / Diéma

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntes
12	Boune Sissoko	F	Groupe Bekala	Présidente	73892329	
13	Mariam Magassa	F	Groupe Danaya	Présidente	93388049	
14	Ejemina Cissé	F	Groupe Seko	Présidente	76667120	
15	Youma Magassa	F	Groupe Djanyikita	"	53723838	
16	Rosé Quana	F	Kato	"	93749870	
17	Douma Coulibaly	F	Kato	Membre	51235533 9123 519567 9567	
18	Assa Fotana	F	Yiriwasso	Membre	79275829	
19	Kadia Traoré	F	Danaya	1 <sup>re</sup> Adjointe	76895513	
20	Adan Barata	F	Djiguiya	"	92822254	
21	Amimata Cissé	F	Djama Djigui	Troisième	72618837	
22	Hawa Sissoko	F	Djakafo N°2	Présidente	72735204	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Noro du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Consultation Publique / Diana Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Mariam Diawara	F	Siguindala Kamm	Présidente	78507681	
24	Fanta Ouaga	F	Kafo	Organisation	76581955	
25	Dipa Boulibaly	F	Kafo	Membre	71938073	
26	Sadio Boulibaly	F	Kafo	Secrétaire Administratif	79483305	
27	Koua Konate	F	Kafo/Troure	Présidente	72631566	
28	Fily Bipi	F	Troure	Adjointe	83730854	
29	Hinda Sissoko	F	Soutouma	secrétaire	51963284	
30	Kachatou Diallo	F	Equipe/consultant	Enqueteur	76-14-95-59	
31	Sidi Liarra	M	Equipe/consultant	Enqueteur	76645319	
32	Nyelabile Sanago	M	Equipe/consultant	Enqueteur	76-49-86-88	

①

## Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)

### PROCES VERBAL DE NAFADJI

Le 31 octobre 2021 à 12h30mn a eu lieu dans la cour du chef de village de Nafadji une consultation publique relative à l'élaboration des instruments de sauvegarde environnemental notamment le cadre politique de réinstallation (CPR), le cadre de Gestion environnementale et social (GES), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'Évaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objet de cette rencontre est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs soucis, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde environnemental du programme.

Cette rencontre a été mobilisée toutes les couches sociales du village dont l'autorité municipale, coutumière, les femmes, les jeunes, les personnes vivants avec un handicap et les leaders religieux.

Après le mot de bienvenu du chef de village, la parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le programme.

N'golobé Sango: Assistant du Consultant / Enquêteur

Mes remerciements à tous présent pour l'importance accordée à notre invitation. L'ordre du jour est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali (PACRIR).

Le projet comporte quatre composantes à savoir: 1) l'aménagement résilient des corridors; 2) l'aménagement territorial intégré; 3) le renforcement institutionnel du secteur routier et gestion de projet; 4) l'intervention d'urgence contingente.

Ce projet va contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie nationale.

Au delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients ou impacts négatifs qui sont maîtrisables avec l'application des mesures correctives (poussière, ambiance sonore, accidents, pertes de biens) etc.

pour terminer j'invite tout le monde à discuter sur le mécanisme de gestion des plaintes ; sa composition et ses avantages dans le cadre de ce projet.

Sambou Coulibaly : Conseiller villageois

Cette route a la même valeur qu'un port pour nous. Le mauvais état de cette route accentue la pauvreté de tous les riverains et provoque beaucoup de pertes à nos opérateurs économiques chaque jour. Nous sommes impatient du démarrage des travaux.

Je demande de restaurer les zones d'emprunt car un de nos enfants s'est moyé cette année dans une ancienne zone d'emprunt.

Niangamou Kebe : Conseiller villageois vivant avec Handicap

La présence de la Dairie avec les consultants nous rassure du projet. Il y a beaucoup de projet qui viennent nous souffler sans concret.

Je demande à tous de faire des prières pour que ce projet se réalise.

Cheickina Dabo : président du CGS premier cycle.

Je suis content pour cette démarche participative et nous souhaitons toujours être impliqués dans les autres phases.

Quelle est la date de démarrage des travaux ?

Je profite de l'occasion pour demander d'appui pour la clôture de l'école 1er cycle.

Il faut impliquer le chef de village, la jeunesse et les femmes dans le comité de gestion des plaintes.

(3)

Niagamou Dabo: Conseiller villageois / vivant avec handicap.  
je suis victime de la lèpre et je disais que c'est la volonté de Dieu.  
Notre association ne peut que soutenir le projet moralement car nous  
n'avons pas de conditions physiques.  
Je demande au projet de nous appuyer au tant que possible pour l'améliora-  
tion de nos conditions de vie.

Richata Gissi: Représentante des femme  
je dis merci à la délégation pour la maudelle. Cette route a fait beaucoup  
de victimes et continue à le faire à travers son état actuel (fausse couche,  
accident mortel ou survivants avec handicap.  
Nous sommes pressés de voir les entreprises sur place.  
je demande à prendre des mesures pour mettre fin aux grossesses indesi-  
rées de nos filles pendant les travaux.  
je demande à renforcer la capacité de l'état de Nafandji et l'alimenta-  
tion en eau potable.

Abady Soulibaly: Chef de Village  
L'importance de cette route s'étend hors de nos frontières. je demande aux  
entreprises de faire des ouvrages de qualité sur les cours d'eau.

N'golobile Semogo:  
En réponse à la question posée, le démarrage des travaux est  
conditionné à tout un processus qui est en cours. Vous serez informés au  
moment opportun dès que le processus abouti auprès des bailleurs.



NAKOUNTE SISSOKO  
2<sup>e</sup> Adjoint au Maire

Le président de séance

Nakounte Sissoko  
2<sup>em</sup> Adjt au Maire

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Noro du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : consultation Publique Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntes
01	Caroum Dabo	M	Notable	Nafady		
02	Solin Dabo	M	Village/Nafady	1 <sup>er</sup> conseiller	72337631	
03	Maso Traoré	M	CCJS	Organisation	75007913	
04	Solin Sirako	M	CC-J	Commission	70747139	
05	Bakary Traore	M	C.C.J	Organisation	78069310	
06	Abdoulaye Touré	M	Village/Nafady	Notable	76476410	
07	Amadou Traoré	M	"	Notable	70935227	
08	Lassana Konaté	M	CC-J	Organisation	79377155	
09	Ladyi Sylla	M	CC-J	"	76903989	LA
10	Sekou Sylla	M	CC-J	"	73087396	
11	Bakary Sylla	M	CC-J	"	71593877	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Noro du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : consultation Publique Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntes
12	Waly Traoré	M	CC-J	Organisation	74147563	
13	Lamine Touré	"	"	"	75742376	
14	Amadou Koulibaly	"	Village/Nafady	Notable	94057044	
15	Bonana Traoré	"	C.C.J	Organisation	76928108	
16	Sékou Koulibaly	"	Village/Nafady	Conseiller	79169837	
17	Samba Kouta	"	Village/Nafady	Conseiller		
18	Jeda Dicko	"	CC-J	1 <sup>er</sup> Adjoint	83543714	
19	Lassana Konaté	"	CC-J	Président	75491178	
20	Madikondé Tombador	"	CC-J	Organisation		
21	Dionanda Sidibé	"	CCS	Organisation	78640860	
22	Souabou Samaké	"	CC-J	Organisation	78053542	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Niono du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Consultation Publique Nafardji Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
23	Stamakan Djanta Sisako	M	Village Nafardji	Notable	71543313	
24	Abdoulaye Samaké	M	CCJ	Organisation	90301606	AB
25	Chakamou Dabo	M	Village <sup>Handouga</sup> Nafardji	Conseiller	71099177	
26	Bombé Magassouba	M	"	"	75180199	
27	Manadan Traoré	M	CCJ	Organisation	74455828	
28	Manadan Diana	M	Village Nafardji	Notable	71986041	
29	Daouda Dabo	"	CCJ	Organisation	73034584	DA
30	Manadan Samaké	"	CCJ	"	75429600	
31	Bakore Coulibaly	"	Village Nafardji	Notable	74516618	
32	Abada Dicko	"	"	"		
33	Wélé Haoulé Sisako	M	"	Conseiller	74445313	HA

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Niono du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Consultation Publique Nafardji Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
34	Modi Coulibaly	M	Village	Chef	77346135	
35	Issa Diakité	M	CCJ	Organisation	85175542	
36	Abdoulaye Tamboura	M	CCJ	"	78583883	
37	Harouna Dabo	M	"	"	70840122	HD
38	Chaïna Dabo	"	"	Président	90215610	
39	Amita Nié	F	CCS	Présidente	76852386	
40	Kamissa Sidibe	"	Ban Kasidi	Membre	71398664	
41	Aba Traoré	"	"	Membre	74263292	
42	Dala Diana	"	"	"	70240414	
43	Binta Dabo	"	Village	Magasin	84956828	
44	Manadan Magassouba	"	"	"	72325623	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niame du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique Hajodji Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
56	Ban a Zabo	M	Village	Notable	70245622	
57	Comaba Toukian	F	Village	Manager	82296495	
58	Sory Ibrahim Siroka	M	CCJ	Organisat <sup>n</sup>	77405830	
59	Cube Zabo	F	Village	Manager	70790842	
60	Oulénata Samaké	F	"	"	83148701	
61	Hatorma Traoré	F	"	"	-	
62	Adama Sidikié	M	Mairie	Conseiller	75240199	
63	M'Badobilé Sanogo	M	Equipe/consultant	Enquêteur	76498688	
64	Kadiatou Diallo	F	Equipe/consultant	Enquêteur	76445559	
65	Sidi Diarra	M	Equipe/consultant	Enquêteur	76645319	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Nioro du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique Habitué Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
44	Hatouma Coulibaly	F	Village	Managère	73702778	
45	Tata Sankho	F	"	"	70236609	
46	Aïssa Dianzira	F	Village	Notable	-	
47	Bana Dabo	M	"	"	99172523	
48	Bemba Dabo	M	CCJ	Organisat°	75598092	
49	Maka Hogue	M	Village	Notable	73776206	
50	Fousseni Dabo	M	CCJ	Organisation	92018139	
51	Djambie Dabo	M	"	"	92047864	
52	Moussa Sissako	M	"	"	78985889	
53	Younis Sabaga	F	Village	Managère	70985711	
54	Demon Dromé	F	"	"	93980188	

① Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)

PROCES VERBAL DE GUEMOU

Le 31 octobre 2024 à 16h30min dans la cour du chef de village M<sup>r</sup> Modibo Diarra s'est tenue la consultation publique dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde environnementale et sociale notamment le cadre politique de réinstallation (CPR), le cadre de gestion environnemental et social (CGES), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des Risques sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objet de cette rencontre est d'informer et d'engager l'ensemble des parties prenantes dans toutes les phases du programme tout en prenant en compte leurs avis, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde environnemental du projet.

Cette consultation qui a mobilisé l'ensemble des couches sociales du village de Guemou s'est placée sous la responsabilité de M<sup>r</sup> Nankounté Sissoko, 2<sup>em</sup> Adjt au Maire.

Étaient présent : le chef de village et ses conseillers, les notables, les femmes, les jeunes et les représentants des personnes vivant avec handicap.

Après le mot de bienvenue du chef de village et la présentation de l'équipe du consultant, la séance est déclarée ouverte.

N'golobilé Senogo : Assistant du consultant / Enquêteur

Mes remerciements à tous présent pour l'importance accordée à notre invitation. L'ordre du jour est relatif au programme d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. Ce programme comporte quatre composantes : 1) l'aménagement résilient des corridors, 2) l'aménagement territorial intégré, 3) le renforcement institutionnel du secteur routier, 4) l'intervention d'urgence contingente.

② Ce projet présente des impacts positifs (amélioration du cadre de vie des riverains, la réliance économique nationale et internationale, la réduction du chômage, l'accessibilité), mais aussi des impacts négatifs (maladies respiratoires, les cas de VBG, pertes de biens dans l'emprise) etc.

Les impacts négatifs sont maîtrisables avec l'application des mesures correctives (compensation des biens touchés)

Pour terminer, j'invite tout les participants à discuter aussi de l'importance, la nécessité et la composition d'un comité de mécanisme de gestion des plaintes.

Samba Diarra : Conseiller villageois

L'impact positif de ce projet est international. C'est la route la plus fréquentée par les camions vers Dakar et la Mauritanie. Aujourd'hui, c'est la route la plus dégradée.

L'initiative est salubre. Mais je demande à construire des ponts de qualité avec de grandes ouvertures pour éviter les inondations dans mes villages. C'est sa ma préoccupation.

Dièkoro Diarra : jeunesse

Nous sommes ravis d'être impliqués dans cette phase du projet. Je demande à faire des ralentisseurs à l'entrée et la sortie de Guomou pour réduire les accidents. Les chauffeurs roulent avec excès de vitesse. Il faut également privilégier l'emploi des jeunes locaux pendant les travaux. Cela pourra réduire l'excès de.

Soukhalo Diarra : Notable

Je remercie l'état et ses partenaires. Ma préoccupation se situe à la qualité des ouvrages d'art. Nous sommes victimes d'inondation chaque année à cause du pont existant qui se transforme en retenue d'eau pendant la période de crue.

Stahamadou Diarra : cultivateur (PAP)

Ce projet est très avantageux pour tous. Il va favoriser l'évacuation des produits agricoles périssables vers ~~des~~ divers horizons.

Je demande à compenser tous les biens touchés à hauteur de souffrance.

Araba Traoré : Représentante des femmes. (3)

L'implication des femmes dans cette prise de décision nous reconfirme. Nous accompagnons favorablement ce projet. Une fois réalisé, il y'aura une réduction du banditisme, des accidents routiers, des fauves couchés des femmes et facilitera l'évacuation des cas urgents vers le centre de santé de référence de Diéma.

Je profite pour demander l'aménagement équipé du périmètre marchés des femmes. Nous souhaitons aussi être représentées dans le comité de gestion des plaintes.

Quant aux violences basées sur le genre, ma crainte se situe au niveau des employés à l'endroit de mes filles.

Modibo Diarra : Chef de village

Nous avons bénéficié des avantages pendant la dernière réhabilitation de cette route avec les entreprises en charge (ferage équipé et retenu d'eau). Nous nous ferons que souhaiter la bienvenue à ce projet.

Quant aux impacts négatifs, je dirais que l'intérêt public est aux dessus. Je ne vois aucun handicap pour la réussite de ce projet.

Le président de séance

M<sup>r</sup> NAKOUNTE SISSOKO

2<sup>em</sup> Adjt au Maire



NAKOUNTE SISSOKO  
2° Adjoint au Maire

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Nord du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES Date : 31/10/2024  
Groupe rencontré : Consultation Publique / Guemou

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Samba Diana	M	Village/Guemou	Conseiller	/	
02	Amadou Diarra	M	"	Notable	75238927	M
03	Tickona Diarra	M	"	Notable	70540223	
04	Djekoro Diana	M	CCJ	2 <sup>ème</sup> Adjoint	72490934	
05	Zidia Diana	M	"	Organisation	74770355	
06	Mady Diana	M	"	"	83120110	
07	Sidi Touré	M	"	"	70835091	X
08	Nama Traoré	M	Village	Notable	72943763	
09	Sidi Diana	M	"	Conseiller	82492146	
10	Adama Diana	M	CCJ	Organisation	90770727	
11	Soukalo Diana	M	Village	Notable	77394329	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Nord du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES Date : 31/10/2024  
Groupe rencontré : Consultation Publique / Guemou

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Medibo Diana	M	"	1 <sup>er</sup> Adjoint	84635098	
13	Kolin Diana	M	Village	Notable	83431213	
14	Bandjoukou Diana	M	"	Conseiller	77394329	
15	N'dji Boulibaly	M	"	Conseiller	74935686	
16	Moussa Diana	M	"	Notable	70831802	
17	Koroche Diana	M	"	"	74932636	
18	Medibo Diarra	M	"	Chef	76966975	
19	Soukalo Diana	M	"	Notable	83387667	
20	Fousseni Diana	M	"	Organisation	75617096	
21	Baba Traoré	M	"	Notable	79881766	
22	Moussa Traoré	M	"	"	78349344	

1

Procès-verbal du village de Madina Camara

(1)

Consultation Publique Relative à la mise en Oeuvre  
du Programme d'Amélioration de la Connectivité et  
de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali  
PACRIK

### PROCES VERBAL DE MADINA CAMARA

Le 01 Novembre 2024 à 15h 20 mn est tenue dans la cour  
du chef de village de Madina Camara, l'atelier de  
consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre  
de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le  
cadre politique de réinstallation (CPR), le cadre de Gestion  
Environnementale et Social (GES), l'évaluation des Risques  
Securitaires (ERS) du PACRIK.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et  
d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet  
tout en prenant en compte leurs besoins, avis, préoccupations et  
recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Etait présents : l'autorité coutumière, la CAFD, l'Association  
des personnes vivant avec un handicap, les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance M. Maoude  
Camara, chef de village a procédé à l'ouverture de la  
séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à  
l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

M. Odobilé Sanogo : Enquêteur

L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration  
de la connectivité et la résilience du réseau routier  
prioritaire du Mali (PACRIK).

Le projet comporte quatre composante à savoir :

(2)

1) L'Aménagement résilient des corridors; 2) L'Aménagement territorial intégré; 3) Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin la Composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au-delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (10m de part et d'autre de l'axe). Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale.

- Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali.

L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRI et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations. Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Koko Couara: Conseiller Villageois

Je suis très content de l'initiative, c'est une idée à saluer, mais notre inquiétude après la construction (Rehabilitation) de cette route, c'est la vitesse des véhicules. Nous sommes conscients des impacts sur nos biens. Mais cela n'empêche la réalisation, les victimes vont devoir accepter. Nous prions dieu pour le démarrage des travaux dans un

(3)

plus bref délai, que ça soit pas des paroles unites.

Sate Camara: Conseiller Villageois

Vous êtes la bienvenue au village, nous sommes très content de votre message. La route étant un facteur de développement. La première inquiétude, c'est d'effectuer des réalisations au niveau du village. Car nos femmes, enfants peinent de l'eau derrière le grandiose. Il y a aussi nos animaux.

Concernant les impacts du projet sur les biens, s'il y a une compensation, nous sommes content aussi au cas contraire l'intérêt collectives primes et tout appartient à l'Etat.

Siawaye Camara: Conseiller Villageois

Bonjour à tous, votre souhait était la réhabilitation de cette route depuis longtemps. Avec cette message l'espoir renaît, nous sommes très content et nous prions Dieu pour le démarrage des travaux dans un plus bref délai.

Et concernant les champs qui seront impactés, c'est une question de chance.

Alou Diakité: Conseiller Villageois

L'initiative est salutaire et nous sommes content d'être impliqués. Toute le monde bénéficie la réalisation de cette route. Je demande aux autorités de prendre des mesures contre les intenses. Et s'il exige une compensation des victimes du projet.

Boucarly Camara: Jeunesse

Je demande le bitumage de l'ancienne route qui traverse le village. Nous avons un problème d'eau, un centre de santé.

(4)

Vous voulons la réhabilitation des zones d'emprunt en abreuvoir.

Mady Dambélé : Notable

L'entretien l'ancienne route qui traverse le village en deux et notre fait, qui se trouve au bord du Goudron.

Mameu Tangara : Représentante des Femmes

Nous sommes très contente pour la réhabilitation de la route ça facilite la libre circulation et nous permet de faire des petites commerces au bord du goudron.

Nous sollicitons beaucoup le projet pour nous appuyer dans le domaine du jardinage, l'élevage, commerce...

Nous voulons un centre de formation professionnelle sur : la savonnerie, transformation des aliments.

Nous voulons aussi des formations, sensibilisation sur l'assainissement du village.

Le Président de séance

Mr Maoundé Camara

Chef de Village de Madina Camara

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Noro-Ouest Groupe rencontré : Consultation Publique de Madina Camara Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	Macoundé Camara	M	Madina Camara	Chief du village	77-15-86-94	
02	Mahadi Sembélé	M	Madina Camara	Notable	75-74-01-19	
03	Koko Camara	M	Madina Camara	Notable	—	
04	Sato Camara	M	Madina Camara	Notable	—	
05	Alex Diakité	M	Madina Camara	Notable	93-43-35-03	
06	Boulay Camara	M	Madina Camara	Securite	83-80-05-79	
07	Diawoye Camara	M	Madina Camara	Notable	—	
08	Mimata Camara	F	Madina Camara	Menagère	—	
09	Mariam Sidi'be	F	Madina Camara	Menagère	—	
10	Maman Camara	F	Madina Camara	U = U	—	
11	Hatoumata Camara	F	Madina Camara	U = U	—	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Noro-Ouest Groupe rencontré : Consultation Publique de Madina Camara Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
19	Gueando Traoré	F	Madina Camara	Menagère	—	
13	Tata Camara	F	Madina Camara	Ménagère	—	
14	Hatoumata Siki	F	Madina Camara	U = U	—	
15	Nyama Sako	F	Madina Camara	U = U	—	
16	Hawa Diarra	F	Madina Camara	U = U	—	
17	Luly Camara	F	Madina Camara	U = U	—	
18	Samba Sidi'be	F	Madina Camara	U = U	—	
19	Kadiatou Diallo	F	—	Assistant consultant Enqueteur	77-78-30-75	
20	Sidi Diarra	M	—	Assistant consultant Enqueteur	76-64-53-19	
21	N'globille Samogo	M	—	Assistant consultant Enqueteur	76-49-86-88	

1

(1)

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du  
Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la  
Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)  
**PROCES VERBAL DIANGOUNTÉ**

Le 01 novembre 2024 à 14h 20 mn s'est tenue dans la salle  
de réunion de la mairie de Diangounté (amara), l'atelier  
de consultation publique des parties prenantes directes dans le  
cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde  
notamment le cadre politique de réinstallation (CPR), le cadre  
de gestion Environnementale et social (CGES), le plan de  
mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des  
Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et  
d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet  
tout en prenant en compte leurs besoins/avis, préoccupations et  
recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents: l'autorité municipale, l'autorité coutumière,  
la CAFU, l'Association des personnes vivant avec un handicap,  
les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance Mr. Chédi  
Camara 3<sup>ème</sup> Adjoint au Maire a procédé à l'ouverture de la  
séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à  
l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

M. Colobilé Sanogo, Enquêteur/Assistant du Consultant  
L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet  
d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau

(2)

### Route prioritaire du Mali (PACRIR)

Le projet comporte quatre composantes à savoir :

1) l'Aménagement résilient des corridors ; 2) l'Aménagement territorial intégré ; 3) Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à noter que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays.

Au delà de ses avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (10m de part et d'autre de l'axe).

Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali.

L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIR et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations.

Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Banta Lamara : Kafe

Je vous remercie, nous sommes très contente pour la réhabilitation de la route, quand on parle de développement il y a la route. Le projet va sauver des vies surtout les

(3)

femmes enceintes, la réduction des accidents. Nous l'accueillons à bras ouverts.

Par rapport à la mécanisme de gestion des plaintes, je souhaite l'implication de la CAFD, après l'autorité municipale, coutumière sans oublier, le premier responsable du cercle qui est le préfet. Nous souhaitons bénéficier l'appui du projet avec des forages pour l'accessibilité à l'eau potable, un centre de santé, et un centre de valorisation des produits locaux.

Bandjougou Liakite : Président de l'Association des personnes vivants avec un handicap.

Je suis très content pour la considération que le projet a apporté aux personnes vivant avec un handicap. La route est un facteur de développement économique et social d'un pays. Nous les handicapés, nous avons besoins des formations professionnelles pour ne pas vivre de la mendicité. Nous avons besoins de l'eau et d'un centre de santé.

Dyibil Traore : Handicapé

Je remercie le projet de l'importance qu'il nous ont accordés. C'est la première fois que nous soyons invité à une réunion. Nous demandons toujours l'appui du projet avec des activités génératrices de revenu (périmètre maraîcher, forage avec des bornes fontaines et l'éducation de nos enfants.

Modibo Coulibaly : Conseiller communal

L'initiative est salutaire. En plus des travaux de la corridor, nous souhaitons bénéficier aussi des voiries à Diangounté. Nous demandons aussi des ralentisseurs à l'entrée et à la

(5)

Le tronçon Bamako - Ziguinchor est devenu un calvaire. Nous sommes impatient car c'est une perte énorme pour le pays et la commune en particulier. Mais, nous perdons des partenaires financiers à cause de l'état de la route. Nous souhaitons bénéficier des infrastructures hydraulique, d'un parking pour les poids lourds, mais aussi un regard vers les personnes vivant avec un handicap.

Le mécanisme de gestion des plaintes doit prendre en compte toutes les couches sociales (Autorités, municipales, coutumières, la Kafé, le syndicat des transporteurs, les femmes, les jeunes, et les personnes vivant avec un handicap.

Le Président de Séance

Mr. Mady Camara  
3<sup>ème</sup> Adjoint au Maire



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niara Groupe rencontré : Consultation Publique de Diangante Date : 01/11/24

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Boucarly Camara	M	Diangante Camara	Chel du village	70-89-15-13	
02	Mady Hawa Thiamagan	M	Diangante Camara	conseil communal	79-98-37-99	
03	Bandiougou Diakité	M	Diangante	President Indicap	76 83 99 21	
04	Lamine Camara	M	Diangante	conseil communal	76 35 38 64	
05	Namadou camara	M	Diangante	Imame	79 04 26 52	
05	Bakary Camara	M	Diangante	jeunesse	78 72 39 45	
06	Modibo Coulibaly	M	Diangante	conseil communal	90 14 55 00	
07	Sybil Traoré	M	Diangante	Membre Indicap	-	
08	FAPA M Camara	M	Diangante	Membre jeunesse	78 64 35 63	
09	Tina Camara	F	Diangante	Kafo Femme	74 81 18 01	
10	Yakare Camara	F	Diangante	Kafo Femme	71 54 29 92	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niara Groupe rencontré : Consultation Publique de Diangante Date : 01/11/24

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Banta Camara	F	Diangante	President Kafo		
12	Niamé's Camara	F	Diangante	Membre Kafo		
13	Bassa Sissato	F	Diangante	Membre Kafo		
14	Henda Diarra	F	Diangante	Membre Indicap		
15	Mameou Camara	F	Diangante	Membre Kafo		
16	Aïsse Cissé	F	Diangante	President Kékélihé		
17	Hatouma Dancara	F	Diangante	Membre Indicap		
18	Coumba Traoré	F	Diangante	Membre Kafo		
19	Nadi Camara	M	Diangante Camara	3749 Fauvrière	71 32 17 24	
20	Mahamed Sanogo	M	Diangante Camara	Se gal Harie	76 45 70 63	
21	Kadiatou Diallo	F	Diangante Camara	President conseil local	79 78 30 25	

1

(1)

Consultation Publique Relative à la mise en Oeuvre du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières du Mali (PACRIR)  
PROCES VERBAL DE Wataga

Le 01 Novembre 2024 à 9h 30 mn s'est tenue dans la cour du Chef de village de Wataga, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le Cadre Politique de Reinstallation (CPR), le Cadre de Gestion Environnementale et social (CGES), l'Évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs besoins, leurs préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents: l'autorité coutumière, la CAFD, l'Association des personnes vivant avec un handicap, les femmes et les jeunes.

Après les salutations et usages, le président de séance M. Bandy Kou Traoré, chef de village a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

M. Galobile Sanogo: Enquêteur.

L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali (PACRIR).

Le projet comporte quatre composante à savoir:

(2)

1) l'Amenagement résilient des corridors; 2) l'Amenagement territorial intégré; 3) Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin la composante d'interaction d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au-delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation des biens situés dans l'emprise du projet (10 m de part et d'autre de l'axe). Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale. Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali.

L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIR et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations. Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Madoufina Sissako: 5<sup>ème</sup> Conseiller villageois

Je vous remercie, nous avons entendu vos propos. Ce projet a plus d'avantages que de pertes. Il facilite l'accessibilité, réduit les accidents. Vu l'importance du message, nous sommes très contents. Nous vous demandons de remonter l'information concernant la réhabilitation de nos écoles, l'éducation de nos enfants, un terrain de sport pour la

(3)

jeunesse et les élaies du village. Sur la loi qui concerne 80 m peut nous coute très cher, vu les occupations au bord du goudron. Nous allons tenir en compte la loi pour les futurs réalisations.

N' Golebali Samago: Enqueteur

Concernant la loi sur les 80 m conservé pour la route. Nous avons passé le message tout au long de la route de Kati à Biboli en 2017. Mais cette fois-ci les normes ne seront pas respecté grace au coût élevée de compensation. Mais n'oublie pas de respecter la loi dans vos futures réalisations.

Moussa Sissako: Notable

Nous vous remercions pour votre visite. Nous sommes très content sur cette initiative de réhabilitation. Nous avons compris le message, mais prendre 80 m pour la route le degat sera enorme. En tout cas, nous prenons acte. Nous ne pouvons pas refuse tous appartient à l'état et c'est pour le biens communs. Nous demandons la réalisation des travaux dans un plus bref délai et dans la facilité.

Amadou Traoré: Imam

Soyez les bienvenus, vu l'importance de message nous sommes très content. Le projet a un avantage économique pour tout le Mali. Nous accompagnons favorablement le projet. Ma préoccupation est la perte des biens dans l'empise du projet. Je demande à compenser toutes les biens perdus.

Kande Cissé: Notable

Nous vous remercions, soyez la bienvenue. Cette goudron

(4)

de très longtemps, ça fait un moment que je voyage pas.  
Mais auparavant, je partais à Bamako et revenais au  
même jour, mais l'état actuel du goudron, c'est impossible.  
Concernant la loi sur les 80 km, s'est une mise en garde même  
si ce n'est pas pour aujourd'hui un jour, ils vont le faire.  
Nous voulons des ralentisseurs parce que il ya certains  
conducteurs qui conduisent mal.

Bandjoukou Traore : Chef de Village

Je vous remercie de votre venue, concernant les ralentisseurs  
nous voulons le faire. Nous avons un problème d'accès,  
problème d'enseignement. Nous avons un enseignant qui est  
pris en charge par la jeunesse. Nous avons besoin d'un  
centre de santé. Concernant la loi sur les 80 km, l'application  
aura des coûts énormes. Nous sommes très content de la  
réhabilitation de la route. Je vous remercie

Le Président de séance  
Mr Bandjoukou Traore  
Chef de Village de Wataga.



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niono ..... Groupe rencontré : consultation villageoise Wataga ..... Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Bandjouga Traore'	M	Wataga	chef de village	74-82-3761	
02	Kandi' Cissé	M	Wataga	notable	77-37-07-64	
03	Kandi' Camara	M	Wataga	Notable	-	
04	Mamadou Traore'	M	Wataga	Notable	71-06-29-32	
05	Moussa Cissé	M	Wataga	Notable	71-80-36-38	
06	Makan Sissoko	M	Wataga	Notable	91-06-92-84	
07	Lacina Traore'	M	Wataga	Notable	75-40-93-98	
08	Koko Sissoko	M	Wataga	Notable	-	
09	Boukary Sissoko	M	Wataga	Notable	73-33-95-67	
10	Mahadi Traore'	M	Wataga	Notable	72-67-83-84	
11	Mahamadou Sissoko	M	Wataga'	Sourd et muet		

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**








Région : Niono ..... Groupe rencontré : consultation villageoise Wataga ..... Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
19	Mamadou Sissoko	M	Wataga	Notable	78-30-59-68	
13	Madioualy Sissoko	M	Wataga	Notable	74-87-58-77	
14	Sékou Sissoko	M	Wataga	Notable	75-96-92-63	
15	Gangra Traore'	M	Wataga	Notable	72-81-85-61	
16	Madioualy Sissoko	M	Wataga	Notable	92-47-68-99	
17	Madioualy Sissoko	M	Wataga	Notable	77-95-89-94	
18	Silamagan Traore'	M	Wataga	Notable	-	
19	Amadi Traore'	M	Wataga	Notable	79-95-70-40	
20	Mamadou Sissoko	M	Wataga	Notable	74-87-57-16	
21	Bandjouga Traore'	M	Wataga	Notable	78-87-63-75	
22	Hawa Fofana	F	Wataga	Messagère	-	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Mimo ..... Groupe rencontré : consultation Publique Wataga ..... Date : 01/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Aichata Keita	F	Wataga	Ménagère	74-30-29-19	
24	Heta Cisse'	F	Wataga	Ménagère	89-66-34-90	
25	Adnan Koulibaly	F	Wataga	Ménagère	79-35-11-42	
26	Séde' Baradié	F	Wataga	Ménagère	-	
27	Bladiatou Diallo	F	-	Enquêteur	72-78-32-75	
28	Sidi Quarta	M	-	Enquêteur	76645319	
29	N'Gadobilé Samogo	M	-	Enquêteur	76498688	

①

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du Programme d'Amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures Routières au Mali (PACRIP)

PROCÈS VERBAL DE Bouyanga

Le 02 novembre 2024 à 08h30mn s'est tenue dans la Cour de chef de village de Bouyanga, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le cadre politique de réhabilitation (CPR), le Cadre de Gestion Environnementale et Social (GES), l'évaluation des risques Sécuritaires (ERS) du PACRIP.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs besoins, avis, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde de programme.

Étaient présents: l'autorité coutumière, la jeunesse, les représentants des femmes.

Après les salutations d'usage, le président de séance Mr Lamba Kaminoko chef de village a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

Kadiatou Dialls : Enquêteur/Assistante Consultant  
Teneur du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali (PACRIP).

Ce projet compose quatre composantes à savoir :

1) l'aménagement rénové des corridors, 2) l'aménagement terrain.

total intègre; 3) renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et en fin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet sans doute contribuera à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées, et à l'augmentation de l'économie du projet pays.

Au delà de ses avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (toit de part et d'autre de l'axe).

Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali. L'objectif de cette recensement est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIP et ses composantes afin de recueillir, vos avis, propositions, des propositions sur le et recommandation. Pour finir je vous invite aussi à faire des propositions le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Faoué KAMINOKO : Jeuneur

Ma préoccupation est la perte de bien (hangar et perte de parcelles agricoles). Pour cela, nous souhaitons une compensation de tous les biens.

Ce projet a plus d'avantages que de perte. Il va favoriser l'accessibilité, réduire les accidents et améliorer les avantages des commerçants. Mais nous voulons que le travail soit bien fait.

Kalilou Sissako : CV

Nous sommes impatient du ~~demarrage~~ démarrage de la route. Mais nous avons eu un mauvais souvenir de cette route à travers les accidents de circulation au niveau du village. Je tiens à rappeler aussi que le projet précédent nous a aussi coûté beaucoup de désagrément à travers les zones d'emprunt non réhabilitées. A cet égard, nous demandons aussi la réhabilitation des futures zones d'emprunt. Il faut également impliquer les autorités communales dans toutes les phases du projet. Nous souhaitons avoir un point d'eau potable. Même nos amis locaux sont tous des transporteurs à chaque fois.

Lamana Sissoko : Président des jeunes.

Les accidents au niveau du village est ma préoccupation. Nous avons subi 2 morts dans ces dernières années. Pour cela, je demande de ralentir nous à l'entrée du village et à la sortie. Il faut aussi faire la réhabilitation progressive des zones d'emprunt dans nos champs. Il faut également privilégier l'emploi des jeunes.

Poussy Sissako : Jeunesse

Ce projet a un avantage économique pour tout le Mali. Je dirais que c'est la route la plus fréquentée par les camions. Nous accompagnons favorablement le projet.

Siga Kamissoko : Incidente de femme.

Ce projet est au cœur des préoccupations des femmes. Nous sommes distants des centres de santé et l'accès est très difficile pour nous. Ce projet va soulager tout le monde et sauver beaucoup de vie. Je demande au projet des nous appuyer avec un centre de transformation des produits locaux, un point d'eau potable et un périmètre

(4)  
marché équipé pour l'association des femmes de Bouyanga.

Assan Sissoko : Association des femmes

Nous accueillons favorablement le projet. Je demande d'arrêter régulièrement la route pendant les travaux pour éviter les maladies respiratoires.

Je demande au projet d'appuyer un point d'eau potable et un périmètre marché.

Broulaye Sissoko : Mairie

L'initiative est encourageante et mérite implication dans le projet nous le soutenons. Ma préoccupation est la perte de biens dans l'emprise du projet. Je demande à compenser toutes les pertes et à réhabiliter les zones d'emprunt.

Il faut également aménager la route d'accès aux zones d'emprunt car nous profitons également de ces routes.

Lamba Kamissoko : chef de village

L'état de la brousse de la route a causé beaucoup de désagrément au riverain et au usagers. ce projet sera un ballon d'oxygène pour tout le monde. ce corridor est un réservoir pour le poisson du Mali. Je demande à restaurer ou aménager les zones d'emprunt en abreuvoir pour les animaux.

Nos bénédictions accompagnent le projet.

Le présent de la séance

Mr Lambou Kamissoko  
chef de village.

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niogo du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Bouyanga Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Lamba Kamissoko	M	Bouyanga	chef de village	99392798	
02	Mamadou Sissako	M	Village / Bouyanga	Conseiller Villageois	76223904	
03	Amadou Kamissoko	M	Village / Bouyanga	Conseiller Villageois	74441939	
04	Kaba Sissako	M	Village / Bouyanga	Conseiller Villageois	75342823	
05	Boulaye Sissako	M	Village / Bouyanga			
06	Louana Sissako	M	CCJ / Bouyanga	Transition	76350356	
07	Houé Kamissoko	M	CCJ / Bouyanga	Organisateur	90052880	
08	Fousseni Sissako	M	CCJ / Bouyanga	Organisateur	92197821	
08	Binta Wague	F	Asako / Bouyanga	chambre		
08	Yakare Camara	F	Asako / Bouyanga	chambre		
10	Ada Sissako	F	Benkadi / Bouyanga	Tresoriere		

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niogo du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Bouyanga Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
11	Aouata Tabidou	F	Asako / Bouyanga	Tresoriere		
12	Haboumata Camara	F	Benkadi / Bouyanga			
13	Hawa Fofana	F	Asako / Bouyanga	1 <sup>er</sup> Adjointe		
14	Sékou Magarouba	F	Asako / Bouyanga			
15	Yakali Sissako	F	Asako / Bouyanga			
16	Makamouma Coulibaly	F	Asako / Bouyanga			
17	Ami Sissako	F	Benkadi / Bouyanga			
18	Hawa Kamissoko	F	Benkadi / Bouyanga	1 <sup>er</sup> Adjointe		
19	Baye Sissako	F	Benkadi / Bouyanga	chambre		
20	Siga Kamissoko	F	Village / Bouyanga	Président des Femmes/Asak	94763869	
22	Badiou Diallo	F				
23	N'golobile Sarogo	M		Enquêteur	76498688	
24	Sidi Diarra	M		Enquêteur	76645319	

①

consultation Publique Relative à la mise en œuvre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIP)

### PROCES VERBAL DE DALIBERA

Le 09 novembre 2024, à 19 h 05 min s'est tenue dans la cour du chef de village de Dalibera, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le Cadre Stratégique de Réinstallation (CSR), le Cadre de Gestion Environnementale et Social (CGES), le plan de Mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'Évaluation des Risques résiduels (ERRS) du PACRIP.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs besoins, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents: l'autorité coutumière, la jeunesse, et les représentants des femmes.

Après les salutations d'usage, le Président de séance Mr Machi Boucar Sissokou chef de village a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

Machinon Ziallo: Enquêteur / Assistant du Consultant  
L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali (PACRIP).  
Ce projet comporte quatre (4) composantes d'intervention:

1) l'aménagement territorial des corridors, 2) l'aménagement territorial intégré; 3) Renforcement institutionnel des acteurs locaux et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va contribuer à l'amélioration de ce projet (caché de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays.

Au delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation des biens situés dans l'emprise du projet (10m de part et d'autre de l'axe).

Comme mesure de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous les biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali.

L'objectif de cette recensement est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACPI et ses composantes

afin de recueillir vos avis, préoccupations et recommandations. Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre du projet.

Moy SIMONE : CV

Il ya 5 ans que cette route est dégradé et faisant beaucoup de pertes économiques. L'initiative est salubre et nous sommes content d'être impliqués. Je demande à sensibiliser les chauffeurs pour le respect du code de la route notamment la limitation de vitesse.

③

Je demande d'appuyer le village avec un centre de santé et un point d'eau potable.

Silamakan Sissoko : CV

Je suis content de la nouvelle. Je demande aussi à l'état et ses partenaires de sensibiliser les transporteurs pour le respect de la piste carter qui passe par Dialbera. Nous avons subi beaucoup de pertes de bétail.

Nous demandons aussi de nous construire un marché.

Demba Sissoko : cultivateur

Nous accompagnons favorablement le projet. Dans le cadre de la composante deux (2) du projet, je demande au projet de nous appuyer avec un centre de santé. Nous amenons nos malades dans un autre village pour les soigner, il n'y a pas de route, surtout pour transporter certains c'est un problème d'autre ne tiennent même pas le coup.

Je demande aux entreprises de réhabiliter les zones d'emprunt en abrégeant. Je remercie l'état et ses partenaires et nous souhaitons la concrétisation dans un bref délai.

Koliba Sissoko : Serrurier

Les ponts existants sur l'ancienne chaussée sont trop petits et provoquent des inondations pendant l'hivernage. C'est la préoccupation que j'ai soulignée par que le projet prend ça en compte. Les inondations ont fait déplacer 5 familles cette année à cause du mauvais état de passage.

Bandjargou Steida : notaire

Nous souhaitons la bienvenue au projet. Je demande à compen

compenser toutes les pertes occasionnées conformément à la réglementation. C'est un projet de grande importance que nous apprécions car tous les villages riverains sont endeuillés. Il faut également privilégier l'emploi des jeunes. Il insiste encore sur la qualité de l'ouvrage, d'art et surtout à l'entrée Est du village de Dalibera.

Maimona Diarra: Présidente Association Benkadi

Ce projet est initié en profit de toutes les femmes riveraines. Il a un intérêt économique et social. Au nom de toutes les femmes nous prions le projet de venir au secours des femmes de Dalibera en aménageant un périmètre maraîcher équipé. Notre participation à cette rencontre est beaucoup souhaitée. En dehors du périmètre, nous souhaitons autant que possible l'appui du projet dans le cadre des activités génératrices de revenus. Nous avons aucune attente à faire pendant la saison sèche pour subvenir aux besoins de nos enfants.

Sina Soukko: Association des femmes.

Mes bénédictions accompagnent le projet. Mais je veux que nos enfants soient recrutés pour la main d'œuvre locale.

Matti Bou Curi Sissoko: chef de village.

La nouvelle est très agréable. Ce projet est une chance pour tous les riverains. Nous ne ferons que vous accompagner autant que possible.

Je demande à impliquer d'avantage tous les riverains en leur fournissant l'information et la sensibilisation avant le démarrage des travaux.

Mais je demande au projet de faire des rendements à

5

Dalibera pour sauver la vie des élèves qui traversent le pont.  
Je veux l'implication de tous les acteurs dans le mécanisme  
de gestion des plaintes qui est un outil important.  
Je demande aussi l'eau potable au projet.  
Faire ~~des~~ un barrage à Dalibera qui va beaucoup nous  
aider.  
Je vous remercie et que les travaux commencent très tôt.

Le président de séance

Mr Machi Boucar Sissoko  
Chef de village.



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niara du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique Dalibera Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Bankary Sissoko	M	Village / Dalibera	Chef de Village	75337074	
02	Marié Sissoko	M	Village / Dalibera	Conseiller / Villageois	75233219	
03	Karouka Sissoko	M	Village / Dalibera	Notable	-	
04	Koliba Sissoko	M	Village / Dalibera	Joueur / organisat	76468749	
05	Bandjerson Diana	M	Village / Dalibera		-	
06	Cogny Sissoko	M	Village / Dalibera	Joueur / 2 <sup>e</sup> Adjoint	74550280	
07	Bah Konate	M	Village / Dalibera	Notable	70905327	
08	Adama Traoré	M	Village / Dalibera	Notable	92735544	
09	Bankary Sissoko	M	Village / Dalibera	Notable / Imam	79182677	
10	Marié Sissoko	M	Village / Dalibera	Notable	75104694	
11	Sino Soucko	F	Bankandi / Dalibera	Organisation	-	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niara du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Dalibera Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Koufey Soucko	F	Bankandi / Dalibera	Membre	-	
13	Magnouma Traoré	F	Bankandi / Dalibera	Membre	-	
14	Hawa Soucko	F	Bankandi / Dalibera	Membre		
15	Aissata Diawara	F	Bankandi / Dalibera	Membre		
16	Carla Diawara	F	Bankandi / Dalibera	Organisatrice		
17	Mouso Soucko	F	Bankandi / Dalibera	1 <sup>er</sup> Adjointe		
18	Tata Diawara	F	Bankandi / Dalibera	Organisatrice		
19	Hatouna Soucko	F	Bankandi / Dalibera	2 <sup>e</sup> Adjointe		
20	Hatounata Diawara	F	Bankandi / Dalibera	Membre		
21	Maimouna Traoré	F	Bankandi / Dalibera	Facilitat / Fac	78666637	
22	Maman Soucko	F	Bankandi / Dalibera	Membre		

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niéro du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Dalibera Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Djiré Soucko	F	Benkadi/Dalibera	—	93136895	
24	Tanpa Soucko	F	Benkadi/Dalibera	—	—	
26	Bitia Damba	F	Benkadi/Dalibera	—	—	
26	Maria Soucko	F	Benkadi/Dalibera	—	—	
27	Man soucko	F	Benkadi/Dalibera	—	—	
28	Hefa soucko	F	Benkadi/Dalibera	—	—	
29	Silamka Sissoko	M	Village/Dalibera	Conseiller/Villageois	72155143	
30	Dawda Sissoko	M	Dalibera/Jeunesse	Organisation	74084144	
31	Niakalé Kita	F	Benkadi/Dalibera	—	78225963	
32	Hatouma Sissoko	F	Benkadi/Dalibera	—	75472741	
33	Ma Kou Sissoko	M	Village/Dalibera	Notable	92620135	
34	Madiata Ziarra	F	—	Enqueteur	76143559	
35	Siti Ziarra	M	—	Enqueteur	76645319	

①

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du Programme d'Amélioration de la connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)

### PROCES VERBAL DE TASSARA

Le 02 Octobre 2024 à 15 h 20 mn s'est tenue dans la cour du chef de village de Tassara, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le cadre politique de consultation (CPI), le cadre de gestion Environnementale et Social (CGES), le plan de Mobilisation des parties prenantes (PMP), l'évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs besoins, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents : l'autorité communale, les représentants des femmes, la jeunesse et les représentants des PAPS.

Après les salutations d'usage, le président de séance Mr Boko Fofana chef de village a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

Kadiata Diallo: Enquêteur / Assistante Consultant  
L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali (PACRIR)

(2)

Ce projet comporte quatre (4) composante à savoir :

- 1) l'Aménagement de l'enclavement des villages ;
- 2) l'Aménagement territorial intégré ;
- 3) Bien-être institutionnel du secteur santé et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à noter que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays.

Au-delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation des biens situés dans l'emprise du projet (10 m de fait et d'autres de droit).

Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous les biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali. L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRISA et ses composantes afin de recueillir vos avis, préoccupations et recommandations.

En fin je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Bachima Fofana : Notable

Mon souci c'est d'avoir une route praticable qui pourra répondre <sup>à</sup> ~~des~~ <sup>des</sup> besoins. Le village de Tassara bénéficie beaucoup de ces avantages. A cet effet, je ne vois aucun handicap pour la mise en œuvre du projet.

(3)

Bourmana Fofana : conseil villageois.

Mes remerciements à l'endroit de tous. Ce projet présente plus d'avantage que de perte. Il y a des champs de soya dans l'emprise. Mais c'est exploitant en fait en près au bout le monde connaît la limite de la route.

Nous accompagnons le projet à bras ouvert.

Bakary Sacko : chef des chasseurs.

Je prie Dieu pour la concrétisation de ce projet car l'état de la route constitue un frein pour l'économie du pays et le village de Tarkara en particulier.

Les pertes de biens ne sera pas un handicap.

Katia Fofana : conseil villageois.

La route est un poste bonheur et une pièce maîtresse de tout développement. C'est un bon projet que nous accompagnons. Je demande des ralentisseurs à l'entrée et sortie du village pour éviter des accidents. Sans avoir accès à l'école et au jardin maraîcher des femmes, il faut traverser la route. De ce fait ma préoccupation est l'accident route.

Yamadou Fofana : président des jeunes.

Nous sommes content de la démarche participative de ce projet. Mais je tiens à signaler que les ponts existants ne répondent pas à nos attentes. Ils provoquent des inondations et même des déplacements physiques. Je demande aussi des ralentisseurs au milieu des villages. Je demande à ce que les travaux se déroulent après les récoltes.

(4)

Bakary Fofana : 1er conseil villageois.

Je ne fais que des bénédictions pour accompagner le projet.

Assiatou Fofana : Présidente des femmes.

Je remercie l'état et les partenaires. C'est un projet d'avenir pour tout le pays. Je demande au projet de recueillir nos enfants dans la main d'œuvre. Nous avons un Perimètre maraîcher qui demande une réhabilitation avec des équipements adéquats.

Nous souhaitons aussi que les membres de l'association des femmes de Tassara soient formés dans le domaine de la souveraineté.

Takine Diaby : Association des femmes

Je demande à sensibiliser les entreprises et tout les employeurs dans le cadre des violences basées sur le genre.

L'eau potable est source de vie. Nous demandons au projet de nous appuyer avec un forage.

Président du conseil

Mr Bakary Fofana  
Chef de village de Tassara



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niess du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Tassara Date : 09/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	Bakary Fofana	M	Village/Tassara	Chef de Village	34081012	
02	Kaka Fofana	M	Village/Tassara	1 <sup>er</sup> Conseiller	79323349	KCAK
03	Boumama Fofana	M	Village/Tassara	2 <sup>em</sup> Conseiller	79181282	FOF
04	Bakary Sacko	M	Village/Tassara	Chef des chefferies	76658228	
05	Lamine Konaté	M	Village/Tassara	Notable	75909351	
06	Brakia Fofana	M	Village/Tassara	Notable	74591041	RF
07	lassana Diaby	M	Village/Tassara	Notable	79034072	
08	Bakary Konaté	M	Village/Tassara	Notable	73473096	
09	Amadi Fofana	M	Village/Tassara	Notable	79147504	
10	Assétou Fofana	F	Benkadi/Tassara	Présidente des Femmes	79146439	
11	Tahiné Diaby	F	Benkadi/Tassara	Membre	78653570	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niess du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Tassara Date : 09/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
12	Binta Tambandou	F	Benkadi/Tassara	Membre	70810226	
13	Assétou Fofana	F	Benkadi/Tassara	Membre	75282377	
14	Kandia Magassouba	F	Benkadi/Tassara	Membre	78767040	
15	Amadou Fofana	M	Joussou/Tassara	Président	70807475	FOFA
16	Dala Amara Fofana	M	Joussou/Tassara	Membre	79426237	
17	Makana Magassouba	M	Village/Tassara	Notable	-	
18	N'Golobilé Sanogo	M		Enquêteur	76498688	
19	Khadistou Diallo	F		Enquêteur	76145559	
20	Sidi Diarra	M		Enquêteur	76645319	
21	N'golobilé Sanogo	M		Enquêteur	76498688	

1

(1)

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre de Programme d'amélioration de la connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)

### PROCES VERBAL DE Bougoutintin

Le 05 novembre 2024 à 10h 35.mn s'est tenue dans la Cour du chef de village de Bougoutintin, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le Cadre Politique de Reinstallation (CPR), le Cadre de Gestion Environnementale et sociale (CGES), l'Évaluation des Risques Sociétaux (ERS) du (PACRIR)

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet, tout en prenant en compte leurs besoins, avis, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents - l'autorité coutumière, la CATO, l'Association des personnes vivant avec un handicap, les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance Mr Demba Diallo, chef de village a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

M<sup>r</sup> Gédéon Samogo : Enquêteur /

L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire au Mali (PACRIR)

2

Le projet comporte quatre composante à savoir :

1) l'Amenagement résilient des corridors; 2) l'Amenagement territorial intégré; 3) Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'amélioration de l'économie du pays. Au côté de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (10 m de part et d'autre de l'axe). Comme mesures de mitigations, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale. Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali. L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIR et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations. Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Samba Diakité : Notable

La réhabilitation de la route est une très bonne initiative, car la route est un pilier de développement économique et social. Je suis très content, je demande au projet d'informer et sensibiliser tout au long de la route avant le démarrage des travaux; Je demande au projet de tenir en compte l'emploi local.

(3)

Makan Coulibaly : Conseiller villageois

Je vous remercie de votre arrivée. Nous accompagnons favorablement le projet d'initiative est salutaire et nous sommes content d'être impliqués. Nous aimons travailler, mais nous avons un sérieux problème d'eau, nous pratiquons le maraîchage. Avec l'appui du projet, nous voulons un périmètre maraîcher bien équipé, aménagé avec des systèmes de stockage d'eau. Cela évitera l'exode rural.

Amara Tofana : Jeunesse

Je vous remercie, nous aimerions un aménagement de notre bas-fond, qui s'étend sur plus de 10 km. Avec cette bas-fond, nous avons la possibilité de faire la culture du riz et la pisciculture. La réhabilitation de cette route est salutaire, nous sommes impatient du démarrage des travaux.

Ibrahima Camara : Imam

Nous vous remercions pour votre déplacement. L'état actuel de la route est déplorable avec trop de dégât surtout matériel. Nous sommes très content, mais nous avons besoins de l'eau surtout à la mosquée. Nous avons besoins d'un terrain de sport pour la jeunesse.

Taka Camara : <sup>seu</sup> Adjointe de l'Association Bekodi

L'état actuel de la route, nous inquiète beaucoup. La route est impraticable. Nous les femme, nous avons un sérieux problème d'eau au village. Nous avons un périmètre maraîcher d'un hectare environ, qui date longtemps et la superficie est très peu, vu l'augmentation du nombre de femme dans le village. Nous sollicitons un appui du projet.

(4)

dans le semaine.

Nemou Koulibaly

Nous avons besoins des moulins, un centre de plate-forme multifonctionnelle.

Tanta Diallo : Trésorière

Après la récolte des produits maraîché, nous avons un problème de conservation (Oignon, Pomme de terre, Cayenne...) Nous voulons un moto-tricycle, et nous appuyer dans l'éducation de nos enfants.

Demba Diallo : Chef de Village

Je vous remercie de votre venue dans le village. Avec l'arrivée des entreprises pour la construction, j'aimerais une réhabilitation de l'ancienne tronçon qui traverse le village. Je demande une construction des salles de classes dans le village, et un centre de santé équipés et sans oublier l'eau. En plus mettre des ralentisseurs au niveau des village pour éviter des accidents.

Le Président de séance

Mr Demba Diallo  
Chef de Village de Bougoutintin



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Ville du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Consultation Publique de Bongoutinti Date : 05/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Zemba Diallo	M	Bongoutinti	chef de village	79177036	
02	Baly Kansile	M	Bongoutinti/jeunes	membre	75194105	
03	Massi Traoré	M	Bongoutinti	conseiller villageois	70175482	
04	Tiefing Dembale	M	jeunesse	Président	93698619	
05	Amara Fofana	M	jeunesse/Bongoutinti	Organisation	79521920	
06	Ibrahimou Lamara	M	jeunesse/Bongoutinti	Imam	75252921	
07	Bocou Sissoko	M	Bongoutinti/jeunes	membre	91211970	
08	Mamadou Lamara	M	Bongoutinti	établi	72953878	M
09	Eusmane Diallo	M	jeunesse/Bongoutinti	Trésorier	79387931	u
10	Makou Coulibaly	M	Bongoutinti	conseiller villageois	75750135	M
11	Cheikine Diallo	M	jeunesse/Bongoutinti	Membre	79249090	+

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Ville du Sahel LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Consultation Publique Bongoutinti Date : 05/11/2024


N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Founeke Diallo	M	Bongoutinti	conseiller villageois	75970368	
13	Samba Diakité	M	Bongoutinti	établi	73034338	
14	Moussa Traoré	M	jeunesse/Bongoutinti	membre	72100763	+
15	Tako Lamara	F	Benkadi/Bongoutinti	1 <sup>ère</sup> Adjointe	94620587	CA
16	Enako Cissé	F	Benkadi/Bongoutinti	Présidente	-	X
17	Fanta Diallo	F	Benkadi/Bongoutinti	Trésorière Adjointe	70840587	F
18	Yekoro Fanta Diallo	F	Benkadi/Bongoutinti	Membre	-	+
19	Awa Kante	F	Ben Kadi/Bongoutinti	Organisation	-	
20	Aissata Cissoko	F	Benkadi/Bongoutinti	Organisation	-	
21	Kadiatou Diallo	F	Benkadi/Bongoutinti	membre	92582070	+
22	Namoun Coulibaly	F	Benkadi/Bongoutinti	membre	-	+

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région Noro-Ouest Groupe rencontré Consultation Publique de Bengoulé Date : 05/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse / Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Kadiatou Camara	F	Benkadi	Membre	-	/
24	Mamou Tofana	F	B		71284042	+
25	Koudeinja Coulibaly	F	Benkadi	Membre	75080591	+
26	Maka Traore	M	Jeunesse	Membre	-	
27	Bintou Nisso Ko	F	Benkadi Association	Membre	74341502	0
28	Fanta Diallo	F	Benkadi Association	Membre	70865121	+
29	Batou Traore	F	Benkadi Association	Membre		-
30	Bre Ziana	F	Benkadi Association	Membre	84402229	BK
31	Mihata Camara	F	Benkadi Association	Membre	82830788	AC
32	Toumani Danbali	M	Jeunesse	Membre	76550865	M
33	Maka Camara	M	Bengou	Notable	78132680	+
34	Sidia Ziana	M	-	Enquêteur	76645319	

(1)

## Consultation publique relative à la mise en œuvre du programme d'Amélioration de la connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRI)

### PROCES VERBAL DE LAKAMANE

Le 05 Novembre à 16h00 s'est tenue dans la salle de réunion de la mairie de Lakamané, l'atelier de consultation publique des parties prenantes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le Cadre politique de Réinstallation (CPR), le Cadre de gestion environnemental et social (CGES), le plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP) et l'Évaluation des Risques sécuritaires (ERS) du PACRI.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet en prenant en compte leurs besoins, avis, les préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présent : l'autorité municipale, l'autorité coutumière, les femmes, les jeunes sans oublier les personnes vivant avec un handicap.

Cette consultation publique était placée sous la présidence de M. Soukhouatoun Dembélé Dembélé, 2<sup>em</sup> Adjt, au Maire de Lakamané.

Après les salutations d'usage, la séance est déclarée ouverte.

M. Ngolobile Sanogo, Enquêteur / assistant du Consultant Bolejour à tous, l'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience des infrastructures routières au Mali notamment le Corridor Bamako - Dabou.

9

Le projet comporte quatre composantes: 1) l'aménagement résilient des corridors, 2) l'aménagement territorial intégré, 3) le renforcement institutionnel du secteur routier et gestion de projet, et enfin la composante d'intervention et d'urgence contingente.

Il est à noter que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations vulnérables et l'augmentation de l'économie du pays.

Au delà de ses avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation des terres agricoles, des installations commerciales ou tout autre biens dans l'emprise du projet. (non départ et d'autres)

Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement et la compensation de tous les biens conformément à la réglementation malienne et aux exigences de la Banque Mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant les prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées.

L'objet de la consultation est de vous donner le maximum d'information sur le projet et ses composantes, afin de recueillir vos avis, préoccupations et recommandations.

Je reste disponible pour vos questions de compréhension et vous suis ouvert à vos propositions sur le mécanisme de gestion des plaintes.

Ilo Diabla: Regisseur de la route

Nous sommes favorables au projet. La route réhabilitée va relever l'économie nationale et internationale. Je demande également à prendre en compte les Lokomane dans le programme des voiries et des parking.

Houssa Bakajing Konate : 2<sup>em</sup> Adjoint au Maire  
 Je rejoint les idées du regisseur.

Je demande à prendre des mesures contre les grossesses  
 indésirées des jeunes filles par les employés. Nous avons le  
 mauvais pouvoir avec d'autres entreprises.

Je profite pour demander la construction d'un hôtel de ville  
 pour faciliter l'hébergement des étrangers.

Le mécanisme de gestion des plaintes doit comporter toutes  
 les couches sociales avec un budget de fonctionnement.

Idrissa Diakho : Représentant des personnes vivant avec un handicap  
 Je remercie la délégation pour la nouvelle agréable.

Notre handicap est notre sort que Dieu nous a réservé.

Je suis très heureux de la considération apportée à notre  
 regard et cela nous reconforte.

Je demande si nous appuyer avec un centre équipé d'outil  
 de transformation avec des minis bus qui pourraient nous  
 procurer de la fortune. Je parle au nom de toutes les  
 personnes vivant avec un handicap.

Aminata Zombé : CAFE

Le projet est très avantageux pour tous les maliens, l'impact  
 économique et social est démesurable. Nous connaissons tous  
 les avantages de ce corridor. Je demande à prendre des  
 mesures contre les femmes de VBG et les employés pendant  
 les travaux.

Je profite pour demander un périmètre maraîcher équipé.

(4)

Sounkoutoun Dambelè: 3<sup>em</sup> Adjt. au Maire  
je remercie l'Etat et ses partenaires pour l'initiative. Votre  
accompagnement ne fera pas défaut.

je profite pour demander la clôture des écoles des villages  
ruraux de la commune, un local pour les enfants comme  
jeu, renforcer la capacité d'adduction de l'eau potable  
de la ville de Lakamane.

Il faut également prévoir un centre d'accueil avec un restaurant  
vu la position géographique de Lakamane.

Stahamadou Sissoko: Secrétaire Général de la Commune.

Je demande à électrifier la ville de Lakamane comme mesure  
sécuritaire face à la situation actuelle du village et  
du pays. Il faut renforcer l'adduction d'eau potable de Lakamane  
tout en prévoyant des branchements dans les écoles.

Je demande à privilégier l'emploi des jeunes locaux.  
Avant le démarrage des travaux, nous voulons également  
des campagnes de sensibilisation et d'information.

Le président de séance

Sounkoutoun Dambelè  
3<sup>em</sup> Adjt. au Maire



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niagara du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Lakamane Date : 5/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntes
1	Sounkoutoun Sembélé	M	Mairie	3 <sup>e</sup> Adjoint au maire	79 17 26 88	[Signature]
2	Moussamatah Sangha	M	Mairie	2 <sup>e</sup> me Adjoint au maire	9601 81 83	[Signature]
3	Mohamadou Simbo	M	Mairie	Secrétaire générale	9601 16 91	[Signature]
4	Aminata Sembélé	F	Café	Représentante de la présidente	74 58 93 74	[Signature]
5	Ibissa Diallo	M	chiffreuse	conseiller chef de village	75 21 23 03	[Signature]
6	Ilo Diallo	M	Finance. de la Mairie	Responsable de recettes	7332 41 14	[Signature]
7	Mariam Kanoute	F	généraliste	Secrétaire développement	73 70 12 95	[Signature]
8	M'golebilé Sarago	M	-	Enquêteur	76 43 86 88	[Signature]
9	Kadiatou Diallo	F	-	Enquêteur	76 14 95 59	[Signature]
10	Goussou Sou	M	jeunesse	Commerçant	7402 15 50	[Signature]
11	Bidia Kenate	M	jeunesse	Cultivateur	7553 26 36	[Signature]

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niagara Groupe rencontré : Consultation Publique Lakamane Date : 05/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntes
12	Baili Diallo	M	Jeunesse Gm	Eleveur/Agri	-	[Signature]
13	Abouham Kanoute	F	Jeunesse	Eleve	7370 12 25	[Signature]
14	Sounkoutani Diallo	F	Association Femine	denagère	7662 41 93	[Signature]
15	Diouka Samba	F	7413 46 54	Association des femmes	denagère	[Signature]
16	Aminata Sembélé	F	Association des Femmes	denagère	7158 93 74	[Signature]
17	Nana Yaffa	F	''	denagère	92 88 95 18	[Signature]
18	Fily Soukho	F	''	denagère	7332 21 14	[Signature]
19	Diallo Hawa	F	''	denagère	8458 55 71	[Signature]

Procès-verbal du village de Kaniara

(1)

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)  
PROCÈS VERBAL DE KANIARA

Le 03 novembre 2024 à 09h 35 mn s'est tenue dans la Cour du chef de village de Kaniara, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment le Cadre politique de réinstallation (CPR), le Cadre de Gestion Environnementale et Social (CGES), l'Évaluation des Risques Secondaires (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs besoins, préoccupations et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

Étaient présents : l'autorité coutumière, la (ATF), l'Association des personnes vivant avec un handicap, les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance Mr Moussa Diallo chef de village a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe du consultant pour plus de détails sur le projet.

M. Adobilé Sanogo : Enquêteur / Consultant Assistant  
L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet

(2)

amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali (PACRIR)

Ce projet comporte quatre composantes à savoir :

1) l'Aménagement résilient des corridors, 2) l'Aménagement territorial intégré, 3) Renforcement institutionnel des acteurs routiers et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au-delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (som de pont et d'autres de l'axe).

Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale. Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali. L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIR et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations. Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Moussa Diallo : Chef de village

Je vous remercions de votre bienvenue au projet. Je demande à aménager

me sure de stationnement pour les gros porteurs afin d'éviter les accidents. Je profite pour demander un point d'eau potable en terme d'appui.

Sory Konaté : Conseiller Villageois

Je suis content de notre implication dans cette phase du projet. L'état actuel de la route est une honte pour ce pays. Cependant, son impact économique s'étend en dehors de nos frontières. Je profite pour demander de recruter la main d'œuvre locale à Kaniana.

Yeli Diarra : Conseiller Villageois

Cette route a des impacts positifs, mais également négatifs. Nos bétails sont tués à la longueur de la journée par les Camions. Pour cela, il faut prévoir des mesures sécuritaires.

Quand à la perte des biens, je demande à compenser tous les biens affectés. Je demande aussi à renforcer la capacité de notre école avec la prise en charge des enseignants et à rénover notre centre de santé.

Lamina Diallo : Notable

L'initiative est maladroite et mérite d'être accompagnée par tous. Mais, je demande à prévoir des ralentisseurs dans le village de Kaniana pour réduire les accidents.

À mon avis, le mécanisme de gestion des plaintes doit regrouper, les chefs de riveains, les leaders religieux, les femmes, les jeunes et l'autorité communale, son importance est capitale.

Madi Niakate : Notable

(4)

Maitre Niskanté Notable

L'économie du pays repose en partie sur la libre circulation des personnes et leurs biens (le résenclavon out). Nous sommes impatientes de démarrage des travaux. Il n'ya aucun patrimoine dans l'emprise du projet.

Aminata Coulibaly : Représentante des femmes.

Nous applaudissons la bienvenu de ce projet. Si la route est bien aménagée, elle va sauver beaucoup de vie surtout les femmes enceintes.

A cet effet, nous remercions l'Etat et ses partenaires.

Cependant, je tiens à signaler que les femmes du village de Kaniara souffrent de certaines difficultés: le manque d'enseignant pour l'éducation de nos enfants, le manque d'eau potable, le manque d'activités génératrices de revenu. Dans le cadre de la violence basée sur le genre, je peux signaler la non scolarisation des filles, le mariage précoce et les cas de tortures.

Le Président de séance

M. Moussa Diallo  
Chef de Village de Kaniara



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niono Groupe rencontré : Consultation Publique de Kamiana Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	Moussa Diallo	M	Kamiana	chef du village	70-30-30-35	
02	Louana Diallo	M	Kamiana	Notable	78-80-41-96	
03	Soray Sankate	M	Kamiana	Conseiller villageois	77-67-04-31	
04	Yeli Diarra	M	Kamiana	Conseiller villageois	73-13-47-52	
05	Mady Niakate	M	Kamiana	Notable	79-47-97-40	
06	Oumane Diakité	M	Kamiana	jeuneuse	72-36-88-85	
07	Ibrahima Diallo	M	Kamiana	-	78-82-22-81	
08	Sega Diallo	M	Kamiana	ambassadeur physique	71-04-35-22	
09	Sina Niakate	F	Kamiana	Menagere	95-19-61-04	
10	Aminata Diallo	F	Kamiana	Menagere	76-09-18-64	
11	Aminata Coulibaly	F	Kamiana	Menagere	90-03-82-66	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niono Groupe rencontré : consultation Publique Kamiana Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
12	Aché Diallo	F	Kamiana	Menagere	83-74-08-44	
13	Fanta Diarra	F	Kamiana	Menagere	90-51-63-81	
14	Nylole biki sanogo	M	-	Enqueteur	76-49-86-88	
15	Si'di Diarra	M	-	Enqueteur	76-64-53-19	
16	Kachiatou Diallo	F	-	Enqueteur	79-78-30-25	

①

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)

### PROCES VERBAL DE DIABÉ

Le 03 novembre 2024 à 11h40 min est tenue dans la cour du chef de village de Diabé, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de suivi et de contrôle notamment le cadre Politique de Remise à Jour (CPR), le Cadre de Gestion Environnementale et Social (CGES), l'évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en prenant en compte leurs besoins, préoccupations et recommandations sur les questions de suivi et de contrôle du programme.

Étaient présents: l'autorité coutumière, la CAFO, l'Association des personnes vivant avec un handicap, les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance M<sup>r</sup> O'Golo Traoré, Chef de village a procédé à l'ouverture de la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe de consultant pour plus de détails sur le projet.

M<sup>r</sup> O'Goble Samago: Enquêteur

L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire au Mali (PACRIR).

Le projet comporte quatre composantes à savoir:

1<sup>o</sup>) l'Aménagement résilient des corridors; 2<sup>o</sup>) l'Aménagement

territorial intégré ; 3/ Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention et urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au delà de ces avantages, le projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (som de part et d'autre de l'axe). Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoire conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque mondiale. Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché, qui est plus favorable pour les personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali. L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACR et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupations et recommandations. Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Mamadou Traoré : Syndical des transporteurs de Diabé  
Soyez les bienvenus à Diabé, l'initiative de réhabiliter la route est la bienvenue et notre politicien ne fera pas défaut. Nous sommes les bénéficiaires des retombes de cette route. Il faut suivre les entreprises, lors de la réalisation des travaux, et tenir en compte l'entretien des routes après la réhabilitation.

Soukha Traoré : Jeunesse  
La nouvelle est agréable. Mais je demande à se ménager

3

une déviation pour faciliter la circulation des usagers en parallèle avec les travaux. Nous avons besoin d'un parking pour les poids lourds à Diabé.

Le projet a plus d'avantages que de pertes. Réduction des accidents, le temps de voyage... je demande des subventions à l'entrée du village et à la sortie. J'exige aussi la réhabilitation des zones d'emprunt.

Assita Sy : Présidente des Femmes.

Nous faisons le maraîchage, mais nous avons des difficultés pour commercialiser nos produits. Nous demandons l'aménagement d'un marché et un centre multifonctionnel pour toutes les femmes de Diabé.

Je demande un projet d'appui avec un centre de santé, un puits d'eau potable. Notre participation à cette rencontre est beaucoup plus salitaire.

Nana Coulibaly : Membre de l'association des femmes.

La réhabilitation de cette route sera profitable pour tout le monde. Il va favoriser le développement économique, l'accessibilité et une réduction des coûts de transports. Nous souhaitons également avoir un centre de transformation des produits locaux. Nous produisons l'ignon, le gombo, le fonio plus les produits de cueillette comme le baobab.

Le Casque aussi est cultivé chez nous, si cet effet nous souhaitons l'appui du projet pour la transformation.

Le Résident de Soance

M. N'Golo Traore  
Chef de Village de Diabé

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Diéma Groupe rencontré : Consultation Village Diabe Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	M'gèlo Traoré	M	Diabe	chef de village	79-88-66-98	
02	Dana Coulibaly	M	Diabe	—	73-17-01-67	
03	Komiba Traoré	M	Diabe	Notable	71-96-90-73	
04	Hadi Coulibaly	M	Diabe	Notable	73-19-14-69	
05	Sheino Coulibaly	M	Diabe	Conseiller villageois	91-19-49-38	
06	Chaka Traoré	M	Diabe	jeune fille	76-65-61-89	
07	Mamadou Traoré	M	Diabe	Secrétaire	75-42-45-40	
08	Mamadou Konate	M	Diabe	Conseiller villageois	79-23-96-71	
09	Diataro Coulibaly	M	Diabe	Notable	92-92-57-00	
10	Mamadou Traoré	M	Diabe	Notable	72-35-75-92	
11	Nana Coulibaly	F	Diabe	Menagère	76-73-45-09	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Diéma Groupe rencontré : Consultation Village Diabe Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Pokar Sidibe	F	Diabe	Menagère	—	
13	Habi babou Sidibe	F	Diabe	Menagère	—	
14	Mamadou Traoré	M	Diabe	—	72-67-00-48	
15	Djibril Coulibaly	M	Diabe	—	76-01-51-06	
16	Astéran Sy	F	Diabe	Menagère	74-14-78-94	
17	Dama Simstis	M	Diabe	—	73-21-60-95	
18	Sadio Traoré	F	Diabe	—	—	
19	Kadia Traoré	F	Diabe	Menagère	—	
20	N'gèlani Sanogo	M	—	Enquêteur	76-49-86-88	
21	Kadiatou Diallo	F	—	Enquêteur	76-14-95-59	
22	Sidi Diama	M	—	Enquêteur	76-64-53-49	

1

Procès-verbal du village de Allahine

①

Consultation Publique Relative à la mise en route du  
Programme d'Amélioration de la connectivité et de la  
Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)  
PROCES VERBAL DE Allahine

Le 03 novembre 2024 à 14h 20 mn s'est tenue dans la cour  
du chef de village de Allahine, l'atelier de consultation  
publique des parties prenantes directes dans le cadre de  
l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment  
le Cadre Politique de Réinstallation (CPR), le Cadre de  
Gestion Environnementale et social (CGES), l'évaluation des  
Risques sécuritaires (ERS) du PACRIR.

L'objectif global de cette consultation est d'informer et d'engager  
les parties prenantes dans toutes les phases du projet tout en  
prenant en compte leurs besoins, avis, préoccupations et  
recommandations sur les questions de sauvegarde du  
programme.

Étaient présents: l'autorité Communale, la CAFO, l'Association  
des personnes vivant avec un handicap, les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance M<sup>r</sup> Tiemba  
Goulibaly, chef de village a procédé à l'ouverture de la séance  
par un mot de bienvenue. La parole est donnée à l'équipe de  
consultant pour plus de détails sur le projet.

M<sup>r</sup> Godolilé Sanago: Enquêteur.

L'ordre du jour de cette séance est relatif au projet  
d'amélioration de la connectivité et de la résilience du réseau  
routier prioritaire de Mali (PACRIR)

Le projet comporte quatre composante à savoir:

(2)

1°) L'Aménagement résiduel des corridors; 2°) L'Aménagement territorial intégré; 3°) Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin la composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au-delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (10m de part et d'autre de l'axe). Comme mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évaluées suivant le prix du marché, qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'annuité de compensation du Mali.

L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PAC RIR et ses composantes afin de recueillir vos avis, préoccupations et recommandations.

Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

Sadio Coulibaly : Jeunesse

Nous sommes très content du projet. C'est un projet de grande envergure que nous apprécions, car tous les villages riverains sont éclairés. Il faut préciser l'emploi des jeunes.

Je demande d'affecter des relais sociaux à l'entrée et à la sortie du village. Et sans oublier, nos pistes pastorales.

Tiecouma Coulibaly : Chef de Village

Nous sommes très heureux de la nouvelle, la route est un moyen de développement économique et social.

(3)

Notre souhait est d'élargir la chaussée, contrôler les travailleurs des entreprises. Parce qu'il y a peut-être quelques choses de risqué, surtout avec les poids lourds.  
Je demande l'implication de tout le chacun pour la réussite du projet.

Bally Bah : Conseiller Villageois.

Je suis très content de l'information, c'est une très bonne initiative. L'état actuel de la route est déplorable, qui gêne pour le prix des transports, l'état des véhicules sont dégradés, le temps de voyage.

Sidi Yaya Coulibaly : Jeunesse

Je vous salue et vous remercie de votre présence. Nous sommes très content du message. En ce qui nous concerne, c'est main d'œuvre local, nous sommes en chômage. Nous sommes prêt à accueillir le projet à bras ouvert.

Arouna Diarra

Nous les femmes, nous sommes très contente de la réhabilitation de la route, après la route, nous avons un problème d'eau et un plate-forme multifonctionnelles. Nous étant au bord du goncion, nous n'avons pas d'activité, nous avons besoins d'un périmètre marché. L'éducation de nos enfants nous préoccupe, par manque d'école au sein du village. Au village, nous avons besoins d'un centre de santé.

Toucoure Coulibaly : Chef de Village

Par rapport au mécanisme de gestion des plaintes. Je demande d'impliquer l'autorité coutumière, la jeunesse, les femmes et l'autorité municipale. Je demande de compenser les biens

(4)

perdu. Ils demandent à respecter les us et coutumes.  
Nous souhaitons si possible bénéficier un parking au niveau  
du village.

Le Président de Seance

Mr Tiacoura Coulibaly  
Chef de village de Allahine

🇳🇬 Liste de présence de la consultation publique de Allahine

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niess du Sahel Groupe rencontré : Communauté Rurale de Alahine Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
12	Mamadou Bah	M	Alahine	-	91-90-92-50	[Signature]
13	Youssef Barry	M	Alahine	-	-	[Signature]
14	BÈ Diakité	M	Alahine	-	-	[Signature]
15	Djehna sinayoko	F	Alahine	Menagère	77-76-89-50	[Signature]
16	Sichiyaya Coulibaly	M	Alahine	-	78-15-94-79	[Signature]
17	Sambati Coulibaly	M	Alahine	-	73-61-76-35	[Signature]
18	Mamadou Coulibaly	M	Alahine	-	77-73-45-46	[Signature]
19	Moussa Diabé	M	Alahine	-	77-73-39-06	[Signature]
20	Sadio Coulibaly	F	Alahine	Menagère	89-70-87-39	[Signature]
21	Comba Dabs	F	Alahine	Menagère	-	[Signature]
22	Harouma Diarra	F	Alahine	Menagère	90-79-81-51	[Signature]

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niess du Sahel Groupe rencontré : Communauté Rurale de Alahine Date : 03/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	Tékouma Coulibaly	M	Alahine Bengali	chef du village	72-13-11-28	[Signature]
02	Sadio Traoré	M	Alahine Bengali	Président de l'association	79-17-00-59	[Signature]
03	Bouma Coulibaly	M	Alahine Bengali	conseiller villageois	71-03-64-00	[Signature]
04	Madou Koita	M	Alahine	-	-	[Signature]
05	Baran Coulibaly	M	Alahine	membre de la jeunesse	70-84-90-69	[Signature]
06	Sony Coulibaly	M	Alahine	=	79-70-15-69	[Signature]
07	Daba sinoko	F	Alahine	Menagère	90-29-94-56	[Signature]
08	Assan Sidibé	F	Alahine	Menagère	78-15-94-79	[Signature]
09	Mariama Komara	F	Alahine	Menagère	-	[Signature]
10	Bacoto soukha	F	Alahine	Menagère	71-03-64-49	[Signature]
11	Sadio Coulibaly	M	Alahine	<del>Menagère</del>	74-76-53-06	[Signature]
37	Sidi Bah	M	Alahine	-	75-84-37-04	[Signature]

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niamey du Sahel Groupe rencontré : Consultation Ballique de Alahiné Date : 03/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Minata Coulibaly	F	Alahiné	Menagère	—	
24	Baly Bah	M	Alahiné	conseiller	23-03-99-47	
25	Marième Coulibaly	M	Alahiné	—	83-09-7377	
26	Saliou Coulibaly	M	Alahiné	—	79-19-83-19	
27	Lamane Coulibaly	M	Alahiné	—	74-69-36-68	
28	Mamadou Diallo	M	Alahiné	—	84-45-85-79	
29	Moussa Toukara	M	Alahiné	—	70-99-05-63	
30	Lamane Coulibaly	M	Alahiné	—	<del>94-74-13-95</del>	
31	Madou Coulibaly	M	Alahiné	—	74-89-90-71	
32	Archipax Bah	M	Alahiné	—	29-05-04-97	
33	Maticaba Coulibaly	F	Alahiné	Menagère	—	
34	Sidi Diarra	M	—	Enqueteur	76-64-53-19	
35	N'golobé Sanogo	M	—	Enqueteur	76-49-86-88	
36	Isaïe Diallo	F	—	Enqueteur	76-14-35-59	

Consultation Publique Relative à la mise en œuvre du  
Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la  
Résilience des Infrastructures Routières au Mali (PACRIR)  
PROCES VERBAL DE SANDARE

Le 04 Novembre 2024 à 10h30 mn s'est tenue dans la  
salle de réunion de la mairie de Sandaré, l'atelier de  
consultation publique des parties prenantes directes dans le  
cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde  
notamment le cadre politique de réinstallation (CPR), le  
cadre de Gestion Environnementale et social (CGES),  
l'évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR

L'objectif global de cette consultation est d'informer et  
d'engager les parties prenantes dans toutes les phases du  
projet tout en prenant en compte leurs besoins, avis,  
préoccupations et recommandations sur les questions de  
sauvegarde du programme

Étaient présents : l'autorité municipale, l'autorité coutumière,  
la CAFD, l'Association des personnes vivant avec un handicap,  
les femmes et les jeunes.

Après les salutations d'usage, le président de séance M. Oumar  
Konate, 2<sup>nd</sup> Adjoint au Maire a procédé à l'ouverture de  
la séance par un mot de bienvenue. La parole est donnée  
à l'équipe de consultant pour plus de détails sur le projet

M. G. Adobile Sango, Enquêteur / Assistant du consultant  
L'ordre du jour de cette rencontre est relatif au projet  
d'amélioration de la connectivité et la résilience du réseau

Route prioritaire du Mali (PACRIK)

Ce projet comporte quatre composante à savoir :

- 1) L'Aménagement résilient des corridors;
- 2) L'Aménagement territorial intégré;
- 3) Renforcement institutionnel du secteur routier et Gestion de projet et enfin les composante d'intervention d'urgence contingente.

Il est à retenir que la réalisation de ce projet va sans doute contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations des communes traversées et à l'augmentation de l'économie du pays. Au delà de ces avantages, ce projet présente aussi des inconvénients qui se traduisent par l'affectation de biens situés dans l'emprise du projet (10 m des part et d'autres de l'axe).

Comme mesures de mitigation, nous prévoyons le recensement de tous ces biens qui seront touchés et par suite proposer des mesures compensatoires conformément à la réglementation malienne et suivant les exigences de la Banque Mondiale.

Par contre, les parcelles agricoles et les spéculations seront évalués suivant le prix du marché qui est plus favorable aux personnes affectées que celui de l'arrêté de compensation du Mali.

L'objectif de cette rencontre est de vous donner le maximum d'information sur le projet PACRIK et ses composantes afin de recueillir, vos avis, préoccupation et recommandation.

Pour finir, je vous invite aussi à faire des propositions sur le mode de gestion des plaintes dans le cadre de ce projet.

- Abdou Kha : Syndicat des transporteurs

Vous sommes ravi de votre message. La loi sur les 80 m au bord du goudron me préoccupe, vu l'occupation anarchique par des constructions. Le dégâts sera énormes. Le délai d'exécution du projet m'inquiète, vu le temps

(3)

de réalisation du tronçon Sandaré à Kayes. Suite les entreprises lors des travaux. Je recommande une épaisseur de 17 cm, vu la charge des gros porteurs.

- Koufane Coulibaly : CATO

Je vous remercie, la réhabilitation de cette route a beaucoup d'avantage, l'accessibilité, temps de voyage. Nous possédons un site déjà construit, mais par manque de matériels le centre n'est pas fonctionnelle. Les matériels de transformation des produits locaux.

Nous voulons aussi un centre de formation professionnelle pour les femmes.

- Seydou Traoré : Société Civile.

Ma préoccupation, c'est les hangars qui se trouve au niveau de la route numéro 1 de la voirie, quelles dispositions pour ces hangars. J'aimerais savoir si toute fois, il y aura des fosses au bord du goudron de la voirie.

- N'Golebile Sanogo : Enquêteur / Assistant du Consultant

Qui concernait les biens impactés, la Banque mondiale a pris des dispositions. Ils seront récompense. Qui les fosses sont prévu.

- Quina Konaté : 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire

Concernant le mécanisme de gestion des plaintes.

Je pense que toutes les couches sociales peuvent être impliquées comme : CATO, Autorité coutumière, Syndicat des transporteurs, Société civile, Jeunesse, Autorité municipale.

- Seydou Traoré : Société Civile

J'aimerais, qu'ils mettent une base à Sandaré ici

au lieu de Diama. Quand nous aurons une base ça  
facilite l'intégration des jeunes.

- Mamadou Tefana : Chef de village  
Vous êtes la bienvenue à Sandaré, surtout vu l'importance  
de votre message. Nous sommes très content  
Nous voulons, lors de la réalisation des travaux, de tenir  
en compte les mains et cœurs locaux.  
Faire le recrutement en collaboration avec les autorités  
coutumières, les jeunes, la mairie...

Président du Secours  
Mr. Oumar Kenate  
2<sup>ème</sup> Adjoint au chaire



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niono du Sahel Groupe rencontré : Consultation Publique de Sandare Date : 04/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Mamadi Fofana	M	Sandare	chef de village	79-15-56-89	
02	Oumar Konate	M	Sandare	2 <sup>ème</sup> Adjoint au Maire	75162940	
03	Wally Diariso	M	Sandare	Rep. jeunesse	76 98 5665	
04	Luydon Gwani	M	Sandare	secrète civile	79 04 7699	
05	Sega Coulibaly	M	Sandare	président syndicat	79 40 1609	
06	Kafoume Coulibaly	F	Sandare	CAFO	77 79 8847	
07	Esmanaly Simbe	F	Sandare	CAFO	76 13 4022	
08	Abdoull Kiba	M	Syndicat de Transport	Syndicat Trans	76 06 8580	
09	Oumar Siba	M	Sandare	Syndicat Trans	75 03 2426	
10	Koki Traore	M	Sandare	Rep. Commerce	79 11 0049	
11	Harouna Traore	F	Sandare	information	79 37 5686	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Niono du Sahel Groupe rencontré : consultation Publique Sandare Date : 04/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Mohamed Konari	M	Sandare	chef village	75 09 17 20	
13	Oumar Essama	M	Sandare	Rep. jeunesse	76 63 8199	
14	Nyoko Bile Sanogo	M	-	Enquêteur	76 49-86-88	
15	Kadiabou Diallo	F	-	Enquêteur	76-14-85-53	
16	Sidi Diarra	M	-	Enquêteur	76-64-53-19	

Quelques images illustratives



Vue de la consultation publique dans la mairie de la commune de Diéma.



Vue de la consultation publique dans de la commune de Sandaré.



Vue de la consultation publique dans la mairie de la commune de Diangounté Camara.



Vue de la consultation publique dans la commune de Lakamané village de kaniara.



Vue du focus group avec les personnes en situation d'handicap de la commune de Diéma, village de Guemou.



Vue du focus group avec les personnes en situation d'handicap de la commune de Diéma.



Vue du focus group avec les personnes en situation de handicap dans la commune de la mairie de Diangounté Camara.



Vue du focus group avec les personnes affectées par le projet (PAPs).

▪ Tronçon Kayes-Diboli

✚ Procès-verbal de la commune de Liberté Dembaya

Procès-verbal de la Consultation publique du village de Siyalla, Commune rurale de Liberté Dembaya.

Le 30 octobre 2024, s'est tenu dans la salle de réunion de la mairie de Liberté Dembaya, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes, notamment : 1) le Cadre Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Plan de Mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIR. L'atelier a débuté à 16 heures.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

Introduction.  
Présentation des participants,  
Présentation du PACRIR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegardes  
Échanges (question / débats) autour des items clés de sauvegardes.  
Synthèse des points soulevés et décisions prises  
Clôture

Étaient présents : les représentants des services techniques, les collectivités territoriales, les représentants de la société civile et les associations. voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction :

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance Monsieur le maire qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

### Présentation du PACRII, du Contexte de l'atelier et des instruments de sauvegarde :

L'objectif du PACRII est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. Le PACRII, comportera quatre composantes mentionnées comme suit :

- \* Composante 1 : Aménagement Résilient des Corridors
- \* Composante 2 : Aménagement Territorial Intégré
- \* Composante 3 : Renforcement Institutionnel au secteur routier et Gestion de projet
- \* Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence Contingente.

L'emprise définie est de 20 mètres dont 10 mètres de part et d'autre à partir de l'axe principal.

L'objectif de cette rencontre est de présenter le projet avec ses avantages et inconvénients afin de prévoir les mesures pour atténuer les impacts négatifs sur la

population et l'environnement.

Echanges / question / débats / autour des items clés de sauvegarde  
cette partie introduite par le consultant Mr DEAKINE  
varou et a permis de débattre sur les points clés  
ci-dessous :

Perception générale et appréciation sur le programme.

Attentes / opportunités sur le projet spécifiquement sur la  
bonne implémentation / mise en œuvre ;

Craintes et préoccupations.

Esquisse des enjeux, des risques et impacts environnementaux  
et sociaux du programme.

Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde enviro-  
nnementale et sociale.

Besoin en renforcement de capacités et formation ;

Mobilisation des parties prenantes ;

Gestion de plaintes / conflits liés au programme.

Meilleure intégration du genre dans la mise en œuvre du  
programme ;

Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la mis-  
en œuvre du programme ;

Gestion de la main d'œuvre.

Gestion des risques de santé et sécurité au travail ;

Gestion sécuritaire pour limiter le déroulé du programme  
la thématique sur les VBG EAS/HS en lien avec les  
activités du programme ;

Le déroulé et donné ce - après :

Seppa Keita : Vendeur de Carburant  
Je salue l'initiative de la réhabilitation de ces routes. Je voudrais savoir si toute fois après réhabilitation par rapport à la limite des 10 mètres de part et d'autre est-ce que nous perons toujours dans l'emprise.

Tassiri Diakité :  
Par rapport à l'emprise, les textes ont prévus 80 mètres c'est-à-dire 40 mètres de part et d'autre.

Yacouba Berthé : réparateur  
Bonsoir tout le monde. Nous reconnaissons la pertinence de la réhabilitation de cette route et nous prions pour la bonne exécution des travaux.

Noumou Dioube : Notable  
Bonsoir à tous, nous saluons l'initiative. Au delà de ça, nous souhaiterions la prise en compte de l'emploi des jeunes locaux. J'ai deux questions à vous soumettre.

1<sup>ère</sup> question :  
Comment se fait la compensation ?  
Pour ce qui est de la gestion des conflits, nous souhaiterions passer à l'amiable.

Tassiri Diakité :  
Selon les textes, les modalités de compensation dépendent des personnes affectées. La compensation se fait soit en nature ou pécuniaire selon le choix de la personne affectée.

Seydou Samake : Soudeur  
Pensoir tout le monde, je salue l'initiative.  
J'aimerais qu'on prévise de passage après  
construction des caniveaux.

Moumou Sedibe : Notable  
Nous recommandons de réaliser des ralentisseurs  
à l'entrée et sortie pour limiter les accidents.

Seydou Samake : Soudeur  
Nous souhaiterions aussi de tenir compte de la  
sécurité des transporteurs surtout dans la région  
de Hayes. A Hayes, après panne ou accident,  
des gros ponteurs, nous ne disposons pas de grue  
qu'il faut pour délester les gros ponteurs.

Moumou Sedidi : Notable  
Nous disposons cinq hectare réservé pour la  
gare routière non construite actuellement. Pour  
cela nous sollicitons la construction de cette  
gare routière pour limiter les accidents.

Mahamadou Danou : Commerçant  
Nous saluons l'initiative. Nous souhaiterions que  
la compensation soit faite selon les textes sans les  
voies.

Demba Sinayogo : Mécanicien  
Pour nous les ouvriers, nous sollicitons la  
construction d'un lieu pour les ouvriers de  
la région afin de disposer d'un lieu permanent.

① Assane Kante :

Nous saluons l'initiative. Je vous souhaite une très bonne mission.

Neelé Coulibaly :

Nous saluons l'initiative. Par ailleurs, nous voudrions avoir des éclaircissements par rapport à la réinstallation après déplacement.

Fassou Diakite :

Nous vous rassurons que la compensation serait faite comme il se doit selon les textes. Les modalités de compensation des personnes affectées sont faites par nature ou en espèce selon le choix de la personne.

Youmou Sidibé : notable

Nous saluons aussi la construction d'école dans le village de Hamankoli notamment des seconds cycles et aussi dans le village de Songourou.

Seba Sidibé : Commerçant

Nous saluons l'initiative. Nous voulons la compensation après rétablissement le plus vite possible selon les textes.

Fassou Diakite :

Pour répondre aux préoccupations concernant la compensation, nous vous rassurons que toute

les dispositions sont prises pour compenser à qui de droit comme il le faut.

Souleymane Diallo: Maire  
Pour finir, je vous rassure que la compensation sera faite comme il faut. Nous souhaiterions que les travaux soient diligents.

Synthèse des points soulevés et décisions prises  
tous les acteurs ont encouragé le programme à continuer avec les consultations en veu qu'ils soient continuellement informés.

Clôture  
Au terme de l'atelier, les participants ont remercié l'équipe de consultants pour la qualité de la présentation et le président a remercié tous les participants pour leur engagement et assiduité.

L'atelier a pris fin à 17h45 minutes après formulation de bénédictions pour le programme et davantage de quiétude pour le pays.

Secrétaire de séance



Soumaila Cissé

Président de séance



Souleymane Diallo  
Maire de Liberté Dembaya

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Vahy / Libéré / Ségou <sup>Commune</sup> Groupe rencontré : Consultation publique Date : 30/10/2024

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
1	Souleymane Diallo	M	Maire	Maire	66999620	<i>ND</i>
2	Drissa Sacko	M	Commerçant	Commerçant	71138078	<i>louis H</i>
3	Hamidou Traoré	M		Mécanicien	76.45.19.14	<i>[Signature]</i>
4	Seydou Samaké	M		Soudeur	76.10.91	<i>SAB</i>
5	Sékou Marié Ko	M		Mécanicien	76.55.38.73	<i>[Signature]</i>
6	Saïba Keita	M		Vendeur	77.48.06.20	<i>[Signature]</i>
7	Salie Samogo	M		Mécanicien	67.13.52.02	<i>[Signature]</i>
8	Hamma Barrou	M		Commerçant	71.50.52.02	<i>[Signature]</i>
9	Amara M. Diarra	M		Soudeur	32.20.52.12	<i>Salif</i>
10	Haré Camara	M		Rapporteur	97755188	<i>[Signature]</i>
11	Siaka Sidibé	M		Commerçant	93.30.66.47	<i>[Signature]</i>

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Vahy / Libéré / Ségou Groupe rencontré : Consultation publique Date : 30/10/2024

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Amara Traoré	M		Mécanicien	79339860	<i>[Signature]</i>
13	Modibo Diarra	M		Vendeur	76.78.44.41	<i>[Signature]</i>
14	Bouaïkoro Koulibaly	M		Vendeur	6104.67.39	<i>[Signature]</i>
15	Daouda Songoré	M		Commerçant	76.87.08.87	<i>[Signature]</i>
16	Adama Nara	M		Mécanicien	76.26.00.88	<i>[Signature]</i>
17	Sidi M. Koulibaly	M		Mécanicien	71493291	<i>[Signature]</i>
18	Soungalo Koulibaly	M		Mécanicien	63.5956.89	<i>[Signature]</i>
19	Daoudi Koulibaly	F		Commerçante		<i>[Signature]</i>
20	Kadia Bathily	F		Commerçante		<i>[Signature]</i>
21	Batoma Djiré	F		Vendeuse	6982651	<i>[Signature]</i>
22	Souleymane Kante	M		Mécanicien	99656302	<i>[Signature]</i>

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Consultation publique Date : 20/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Niélé Coulibaly	M		Vendeuse		
24	Adama Traoré	M		Gardienn	61-47-31-23	
25	Adama Djiré	M		Vendeur	76933764	
26	Sikou Sangaré	M		Commisagent	96458441	
27	Ipcouba Boubie	M		Reparateur	76276085	
28	Makani Kéita	M		Mansour	76606500	
29	Moussa Sidibé	M		Marché	76478594	
30	Marie Koussoko	M		Commisagent	7644-0779	
31	Mamadou Dramié	M		Commisagent	7662-73-24	
32	Dianka Traoré	M		Vendeur	7621-6678	
33	Domba Symayoko	M		Mécanicien	76.03.10.91	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Koulikoro Groupe rencontré : Consultation publique Date : 20/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
34	Barbara Diabaké	M		Vulgarisateur	94-53-87-22	
35	Daouda Diakité	M		Parleur	78-56-4055	
36	Yacfa Cissé	M		Mécanicien	76-13-64-56	
37	Fofama Koussoko	M		Vendeur	78-56-76-47	
38	Mamadou Traoré	M		Soudeur	76-18-74-40	
39	Kadia Kanté	F		Vendeuse	77-23-88-07	
40	Adama Coulibaly	M		Vendeur	79-17-22-39	
41	Sonita Mady Koussoko	M		Vulgarisateur	79-33-73-87	
42	Fassini Diakité	M	Consultant	consultant	964618655	
43	Boumaila Cissé	M	Consultant	Consultant	7972008-1	
44	Bakary Coulibaly	M	Consultant	Consultant	89046295	

Procès-verbal de la Consultation publique du village de Narsalam, Commune rurale de Samé Diougoma.

Le 31 octobre 2024, s'est tenu dans la salle de réunion de la mairie de Samé Diougoma, l'atelier de consultation publique des parties directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment : // le Cadre Politique de Réinstallation des Populations (CPR), le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), l'évaluation des Risque Sécuritaires (ERS) du PACRR. L'atelier a débuté à 9h.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

Introduction ;  
Présentation des participants  
Présentation du PACRR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegardes  
Échanges (questions/débat) autour des items clés de sauvegardes ;  
Synthèse des points soulevés et décisions prises  
Clôture

Étaient présents : les représentants des services, le

Collectivités territoriales, les représentants de la société civile et les associations ; voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction :

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance, monsieur le maire Boubacar Dialité qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de conseil tant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

### Présentation du PACRR, du contexte de l'atelier et des instruments de suivi :

L'objectif du PACRR est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. Le PACRR, comporte quatre (4) composantes mentionner comme suit :

- \* Composante 1 : Aménagement Résilient des Corridors
- \* Composante 2 : Aménagement territorial Intégré
- \* Composante 3 : Renforcement institutionnel au secteur routier et gestion de projet
- \* Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence Contingente

L'analyse définie est de vingt (20) mètres dont dix (10) de part et d'autre à partir de l'axe principale. L'objectif de cette rencontre est de présenter le projet avec ses avantages et inconvénients afin de prévoir les mesures pour atténuer les impacts négatifs sur la population et l'environnement.

Echanges / questions / débats / autour des items clés sus-  
regardés :

Cette parties introduite par le Consultant monsieur  
Pavoni DEARITE a permis de débattre sur les points  
cités ci-dessous :

Perception générale et appréciation pour le programme ;

Attentes / opportunités sur le projet spécifiquement sur la  
bonne implémentation / mise en œuvre ;

Craintes et préoccupations ;

Esquisse des enjeux, des risques et impacts environnementaux  
et sociaux du programme ;

Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde en-  
vironnementale et sociale ;

Besoin en renforcement de capacités et formation ;

Mobilisation des parties prenantes ;

Gestion des plaintes / conflits liés au programme ;

Meilleure intégration du genre dans la mise en œuvre  
du programme ;

Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la  
mise en œuvre du programme ;

Gestion de la main d'œuvre ;

Gestion des risques de santé et sécurité au travail ;

Gestion sécuritaire pour limiter le déroulé du programme ;

Gestion des affectations des terres, biens / moyens de subsistance par le programme ;

La thématique sur les VBG EAS/HS en lien avec les acti-  
vités du programme ;

Le débat est donné ci-après :

Boubacar Dialla : Maire  
Bonjour à toute la salle. Je vous souhaite la bienvenue à la réunion. Comme exposé par le consultant, cette mission est la matière dans le cadre du projet de réhabilitation de la route et des infrastructures. Donc est de reconnaître que dans le développement de tout pays commente par les infrastructures cela est l'objectif de la mission. Je accueille vos avis, préoccupations et recommandations.

Mamadou Fofana : Conseil Communal  
Mes salutations à tous, nous sommes d'avis favorable. Mettre les personnes affectées dans leur plan doit Obb-à-dire faire la compensation comme il faut. Je veux savoir à quel nombre de les PAs ?

Allanane Diawara : Citoyen  
Mes salutations à l'audience. Nous reconnaissons la pertinence du projet. Nous souhaitons la prise en compte de l'emploi des jeunes.

Mamadou Diawara :  
Faire la compensation comme il faut.

Maimouna Diarra : Femmes du village  
Je souhaiterais revenir sur les dires de mes prélocuteurs, par rapport à la compensation effective des personnes affectées par le projet. J'insiste à assurer de bien faire la compensation.

Maimouna Dumbia : Femmes

Très belle initiative à saluer. L'emprise des dix mètres de gab et d'autre est bien.

Faséri Diakité ; Consultant  
Pour répondre à la question du nombre de personnes affectées au recensement est en cours depuis le point de départ et rassurez vous que toute les personnes impactées seront recensées.

Boubacar Diakité ; Maire  
S'attire votre attention aussi sur la compensation compte tenu de la répétition de la question de compensation. elle sera faite comme il se doit.

Mamadou Jofana ; Conseiller communal  
Nos recommandations sont comme suit ;  
- Aménager des zone maraichères  
- Cloturer l'école  
- Aménager un terrain de foot pour les jeunes

Driena Coulibaly ; Jeunesse  
Prendre en compte nos recommandations. Impliquez toute les parties prenante sans exception.

Synthèse des points soulevés et décisions prises  
Tous les acteurs ont encouragé le programme à continuer avec les consultations en vue qu'ils soient continuellement informés.

Cloture.

Au terme de l'atelier, les participants ont remercié l'équipe de consultants pour la qualité de la présentation et le président a remercié tous les participants pour leur engagement et assiduité.

L'atelier a pris fin à 15h

Secrétaire de séance



Soumaila Ouse



Président de séance



Diaba Cou Laya Dialité

Maire de la Commune de  
Diourouba

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Kayes, Samé Diongoma Groupe rencontré : Castel... village de Samé Date : 27/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Dorinda Issa Keita	M		Cultivateur	65.67.79.76	[Signature]
02	Abdoulaye Diallo	M		Mercantien	70147212	[Signature]
03	Moussa Camara	M		Mercantien		[Signature]
04	Niama Kanté	M				
05	oumou Traoré	F		Vendeuse	75.65.19.02	[Signature]
06	Oumar Camara	F		Vendeuse	78.61.26.06	[Signature]
07	Maman Ouara	F				
08	Tiéméba Diakité	F		Vendeuse	76.02.99.78	[Signature]
09	Djénéba Diarra	F		Vendeuse		[Signature]
10	Sira Traoré	F		Vendeuse		[Signature]
11	Hawa S Traoré	F		Vendeuse	73.75.93.52	[Signature]

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Kayes, Samé Diongoma Groupe rencontré : Consultation publique du village de Samé Date : 27/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Aichala Maïga	F		Animatrice	76.868.84	[Signature]
13	Modiba Diabéri	M		Cultivateur	76.20.02.73	[Signature]
14	Mamadou Cissé	M		Enseignant	74.56.23.50	[Signature]
15	Kaba Kanté	M		Cultivateur	75.61.85.71	[Signature]
16	Moussa Kamissoko	M	Journa	Korfon	79.222.31	[Signature]
17	Moussa B Sidato	M		Enseignant	76040086	[Signature]
18	Mamadou S Diallo	M		D'élève	7676.5131	[Signature]
19	Kouidié Sissoko	M		Mémoire	7690.0675	[Signature]
20	Mariam Diallo	F		Enseignante	7145.3663	[Signature]
21	Fassini Sefoufou	M	Consultant	Consultant	76418655	[Signature]
22	Bakary Coulibaly	M	Consultation	Consultant	82040295	[Signature]
23	Soumaila Cissé	M	Consultant	Consultant	79720082	[Signature]

Procès-verbal de la consultation publique du village de Samé Doulof, commune rurale de Samé Diougoma

Le 31 octobre 2021, s'est tenu dans la salle de réunion de la mairie de Samé Diougoma, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde, notamment : // le Cadre Stratégique de Réinstallation des Populations (CPRP), le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du SACRIP (CGES), le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), l'Évaluation des Risques Séquentaires (ERS) du SACRIP. L'atelier a débuté à 13h.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins et recommandations sur les questions de sauvegarde du programme.

L'ordre du jour a porté sur les questions suivantes :

Introduction

Présentation des participants

Présentation du SACRIP, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegarde

Échanges (questions/débats) autour des items clés de sauvegarde

Synthèse des points soulevés et décisions prises

Clôture

Étaient présents : les représentants des services techniques, les collectivités territoriales, les représentants de la

société civile et les associations, voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance, monsieur le maire Boukari Diakité qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme général que la méthodologie.

Présentation du PACRR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegarde :

L'objectif du PACRR est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier propriétaire de Mali.

Le PACRR, comportera quatre (4) composantes, non tenues comme suit :

- \* Composante 1: Aménagement résilient des corridors
- \* Composante 2: Aménagement Territorial Intégré
- \* Composante 3: renforcement institutionnel au secteur routier et Gestion de projet
- \* Composante 4: Composante d'intervention d'urgence Contingente.

L'emprise définie est de vingt (20) mètres dont dix (10) mètres de part et d'autre à partir de l'axe principale. L'objectif de cette rencontre est de présenter le projet avec ses avantages et inconvénients afin de prévoir les mesures pour atténuer les impacts négatifs sur la population et l'environnement.

Echanges (questions/débats) autour des items clés de sauvegardes :

Cette partie introduite par le consultant monsieur Fasiri Dialité a permis de débattre sur les points cités ci-dessous :  
Perception générale et appréciation sur le programme.

Attentes/opportunités pour le projet spécifiquement sur la bonne implémentation (mise en oeuvre)

Craintes et préoccupation ;

Esquisse des enjeux, des risques et impacts environnementaux et sociaux du programme ;

Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde environnementale et sociale ;

Besoin en renforcement de capacités et formation ;

Mobilisation des parties prenantes ;

Gestion plaintes/conflits liés au programme ;

Meilleure intégration du genre dans la mise en oeuvre du programme ;

Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la mise en oeuvre du programme ;

Gestion de la main d'oeuvre ;

Gestion des risques de santé et sécurité au travail ;

Gestion de courtoisie pour limiter le déroulé du programme ;

Gestion des affectations des terres, biens/moyens de subsistance par le programme ;

La thématique sur les VBG EAS/HS en lien avec les activités du programme ;

Le déroulé du débat est donné ci-après :

Boubacar Diallo : Maire

Je vous souhaite à tous la bienvenue. Nous avons cette mission dans le cadre de la réhabilitation de la route Kayes Bamako et Kayes Sibeli. L'infrastructure va de pair avec le développement sans aucun doute. On ne pouvons que saluer l'initiative

Abdoulaye Fall :

Nous saluons l'initiative. Nous recommandons un accompagnement dans le cadre du plan de réinstallation. Par rapport à la qualité des travaux, il est très important de solliciter des entreprises qui il faut. Prendre en compte l'emploi des jeunes locaux

Opibril Diallo : Chef de village  
Bonjour à tous et à tous. Je salue l'initiative du projet. J'attire l'attention des consultants sur la compensation effective.

Ousmane Guissé : Recontrade

Bonjour à tous, l'urgence de cette voie nécessite réellement la réhabilitation le plus tôt possible compte tenu de l'apport dans le développement du pays. Développer les activités génératrices de revenus aussi (AGR)

Adama Jéa : Villageois  
Nous saluons l'initiative. Le projet est très porteur  
Toutes mes bénédictions

Samba Traoné : villageois  
Nous souhaitons la diligence des travaux pour mettre  
au terme auquel la population fait face. Construire  
des caniveaux pour faciliter l'écoulement  
des eaux

Abrahima N'Diaye : villageois/jeunes  
Des biens seront touchés notamment le terrain  
de football et le cimetière. Clôturer le  
terrain de football et rapprocher la population  
pour des réalisations à faire dans le cimetière

Ranata N'Diaye : Femme du village  
Construire la route en qualité. Compenser les  
personnes affectées par le projet. Construire un  
marché pour le village.

Mamadou Coulibaly : Commerçant  
Nous souhaiterions des éclaircissements par rapport  
à l'emprise des travaux dans les textes. Réhabiliter  
le chemin de fer de la zone aussi. Quels sont  
les mesures prises par rapport aux biens touchés ?

Sira Traoné : Femme du village  
Réhabiliter le chemin de fer et aussi très porteur  
dans le développement.

<sup>1.</sup>  
Boubacar Diakité : Maire de la commune de Diengon  
prendre en compte l'aspect santé sécurité pendant  
les travaux.

Boubacar Diakité  
Pour l'emprise, les terres sont de 20 mètres dont  
10 mètres de part et d'autre pour ce qui est de  
ce projet, l'emprise est de 10 mètres de part  
et d'autre. Tous les biens touchés seront  
compensés sans exception.

Synthèse des points soulevés et décisions prises  
Tous les acteurs ont encouragé le programme à  
continuer avec les consultations en vue qu'ils soient  
continuellement informés.

Clôture  
Au terme de l'atelier, les participants ont remercié  
l'équipe pour la qualité de la ~~très~~ présentation  
et le président a remercié tous les participants  
pour leur engagement et assiduité.  
L'atelier a pris fin à 15 heures après une formule  
de bénédiction pour le programme et  
d'ailleurs de quiétude pour le pays.

Secrétaire de séance



Soumaila ASSE



Président de séance



Boubacar Leye Diakité

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Kayes/Samé Diangoma Groupe rencontré : Consultation publique du village de Samé oulof Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Boubacar Diakité	M	Jeune femme Samé Diangoma	Maire	76226649	
02	Issa Kono	M		2 <sup>e</sup> Adjoint	7615654	
03	Kaustapha Sy	M	Jeune femme Samé Diangoma	3 <sup>e</sup> Adjoint	79294582	
04	Djibril Diallo	M	chef de village	chef de village	76297734	
05	Haramba Touré	M	Conseil villageois	Conseiller	70-79-90-99	
06	Abdoulaye Sall	M	Pdt Société Civil		76.07.92.96	
07	Balla Diallo	M	Adj Maire	Adj Maire	76.04.00.88	
08	Adama pléa	M	membre sociétéal		76-16-78-73	
09	Samba N'Diaye	M	jeunesse		7086-48-38	
10	Falou Ndié	F	jeunesse	Étudiante	89 8 8 394	
11	Demba Sangaré	M	jeunem		68-67-88-06	

1

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région Kayes/Samé Diangoma Groupe rencontré : Consultation publique de Samé oulof Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Aissata Kacalan	F	pdte Ass. Féminin	pdte Ass. Fémi	79.76.64.17	
13	Adama Guisse	M	Recotrade	Recotrade	66.28.46.38	
14	Rokia Coulibaly	F	Ass. Féminine	Vivante	76.04.70.39	
15	Aminata Kanié	F	Ass. des femmes	"		
16	Kamata Diarra	F	Ass. des femmes	"		
17	Mariam Diarra	F	Ass. des femmes	"	62512573	
18	Samé Traoré	M	Recotrade	Recotrade		13
19	Mamadou H Coulibaly	M	op. économ		83352455	
20	Mamadou Diallo	M	jeunesse			
21	Fostini Coulibaly	F	Consultant	Consultant	76478655	
22	Bakary Coulibaly	M	Consultant	Consultant	87026295	
23	Soumaily Goro	M	Consultant	Consultant	7978082	

1

Procès-verbal de la consultation publique du village de Samé Agucala, Commune rurale de Samé Diongoma.

Le 31 octobre 2024, s'est tenu dans la salle de réunion de la mairie de Samé Diongoma, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment : 1) le Cadre politique de Réinstallation des Populations (CPRP), le Cadre de Gestion Environnementale (CGEG), le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), l'Évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRIK. L'atelier a débuté à 16 heures.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

Introduction.

Présentation des participants.

Présentation du PACRIK, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegardes.

Échanges / questions / débats / autour des items clés de sauvegardes.

Synthèse des points soulevés et de décision prises.

Clôture.

Étaient présents : Les représentants des services techniques.

ques, les collectivités territoriales, les représentants de la société civile et les associations, voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction :

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance monsieur le maire Boubacar Diakité qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

Présentation du PACRIR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegarde :

L'objectif du PACRIR est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. Le PACRIR, comportera quatre (4) composantes mentionnées comme suit :

- Composante 1 : Aménagement résilient des conceptions
- Composante 2 : Aménagement territorial intégré
- Composante 3 : Renforcement institutionnel au secteur routier et gestion de projet
- Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence contingente.

L'emprise définie est de vingt (20) mètres dont dix (10) mètres de part et d'autre à partir de l'axe principale.

L'objectif de cette rencontre est de présenter le projet avec ses avantages et inconvénients afin de prévoir avec les mesures pour atténuer les impacts négatifs sur la paysa

## lation et l'environnement.

Echanges/questions/débats/autour des items clés de sauvegarde  
celle partie par le consultant monsieur Favri Diakité  
et a permis de débattre sur les points cités ci-dessous :

- Perception générale et appréciation sur le programme ;
- Attentes/opportunités sur le projet spécifiquement sur la bonne  
implémentation (mise en oeuvre) ;
- Craintes et préoccupations ;
- Esquisse des enjeux, des risques et impact environnementaux  
et sociaux du programme ;
- Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde environ-  
nementale et sociale ;
- Besoin en renforcement de capacités et formation ;
- Mobilisation des parties prenantes ;
- Gestion plaintes/conflits liés au programme ;
- Meilleure intégration du genre dans la mise en oeuvre du  
programme ;
- Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la mise  
en oeuvre du programme ;
- Gestion de la main d'oeuvre ;
- Gestion des risques de santé et sécurité au travail ;
- Gestion sécuritaire pour limiter le déroulé du programme ;
- Gestion des affectations des terres, biens/moyens de subsis-  
tance par le programme ;
- la thématique sur les VBG 2AS/HS en lien avec les  
activités du programme ;
- le déroulé du débat et donné ci-après :

Boubacar Diakité : Maire

Bonjour tout le monde. Je souhaite la bienvenue à toute la salle. Je souhaite une bonne réunion à nous tous. Comme exposé, c'est dans le cadre de la réhabilitation de la route.

Fata Kanté :

Bonjour à tous. Nous saluons l'initiative de la réhabilitation. Nous sommes d'avis très favorable

Moussa Bakou Sissoko : Conseiller

Primalement dans le cadre de la construction de ce triangle, nous soulignons que aucune compensation n'a été faite selon les textes. Nous reconnaitrons que les infrastructures et le développement vont de pair mais faire la route comme il faut dans le cadre de la réalisation. Faire suivre les bonnes paroles aux actions.

Tenema Diakité : Femme

Nous saluons l'initiative. Nous vous informons que des travaux précédents effectués dans le temps par des entreprises aucune personne affectée n'a bénéficié de compensation. Assurez vous de la compensation effective. Faire le suivi et contrôle des travaux pour un meilleur résultat. Privilégier l'emploi des jeunes locaux

Abdoulaye Diallo : Conseiller du village

Faire la clôture de l'école du village. Com-  
mencer avant le début de travaux.

Boubacar Cissé : Jeunesse  
Nous saluons l'initiative. Je souhaite adresser  
quelques questions.

- Est-ce qu'on peut mettre à votre disposition  
une copie des ~~documents~~ du procès-verbal ?

Moussa Kamissoko : Jeunesse  
Bonjour tout le monde. Aucun projet ne se réalise  
sans pour autant impliquer la jeunesse. Préférez  
l'emploi des jeunes la cause.

Mamadou Cissé :  
En plus de la réhabilitation de la route, nous const-  
ruire un marché pour exercer nos activités et  
celles des femmes du village.

Fasiré Diakité :  
Pour répondre à la question de mettre à disposition  
d'une copie du rapport ou procès-verbal. Nous  
vous rassurons que tout au long des études jusqu'à  
l'obtention du permis environnemental, tous nos  
et texts seront respectés comme il faut. Nous  
mettrons à votre disposition une copie des procès-  
verbal.

Mariam Diallo : Femme  
Ma question est quelle est la déviation pendant les

travaux.

Fasiri Drakité! Consultant  
pendant la réalisation des travaux cette informa-  
tion vous serait parvenue.

Synthèse des points soulevés et de décision prises  
tous les acteurs ont encouragé le programme à  
continuer avec les consultations en vue qu'ils  
soient continuellement informés.

Clôture

Au terme de l'atelier, les participants ont remercié  
l'équipe de consultants pour la qualité de la présen-  
tation et le président a remercié tous participants  
pour leur engagement et assiduité.

L'atelier a pris fin à 17h30 après une formation des  
bénédictions pour le programme et davantage de  
quiétude pour le pays.

Secrétaire de séance



Soumaila Assé

Président de séance



Boubacar Laya Drakité

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Kayes/Sans-Sangha Groupe rencontré : Consultation... publique du village de Samé plantation Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Bombacar Kouate	M	Yamena	Cultivateur	88.13.3002	[Signature]
02	Soumaila Sawadogo	M		Cultivateur	76.88.64.48	[Signature]
03	Issama Diawara	M				
04	Issama Traoré	M		Mécanicien	82.39.99.60	[Signature]
05	Mamadou Fofana	M		Enseignant	42.01.00.86	[Signature]
06	Badra Solibe	M		Cultivateur	750303.93	[Signature]
07	oumou Coulibaly	F		Vendeuse	23.66.90.93	[Signature]
08	Famisy Coulibaly	M				
09	Aminata Diawara	F		Vendeuse	73.82.74.42	[Signature]
10	Mainoussa Touré	F		Ménagère	92.83.74.88	[Signature]
11	Madjigué Traoré	F		Vendeuse		[Signature]

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Kayes/Sans-Sangha Groupe rencontré : Consultation... publique du village de Samé plantation Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Kamodou Diawara	M		Cultivateur	63449716	[Signature]
13	Birama Diarra	M		ouvrier	72.90.86.88	[Signature]
14	Maimouma Diarra	F		Cultivatrice		[Signature]
15	Mama Keita			Vendeuse	90.52.6544	[Signature]
16	Doussou Demba	M		Cultivatrice		[Signature]
17	Diissa Traoré	M		Enseignant	7701.58.98	[Signature]
18	Hammidou Touré	M		Représentant de zone	75.01.4638	[Signature]
19	Sekou Coulibaly	M				
20	Kaïmou Koumba	F		Cultivatrice	9075.7851	[Signature]
21	Fasini Goukoko	M	Consultant	Consultant	76.418655	[Signature]
22	Iskary Coulibaly	M	Consultant	Consultant	88046295	[Signature]
23	Soumaila Cissé	M	Consultant	Consultant	7972081	[Signature]

Procès-verbal de la consultation publique du village de Ambidédi, commune de Keméné Tambo

Processus-verbal de la consultation publique du village de Ambidédi, Commune rurale de Kéméné Tambo.

Le 01 novembre 2024, s'est tenu dans la salle de réunion de la mairie de Kéméné Tambo, l'atelier de Consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegarde notamment: 1) le cadre politique de l'installation des populations (CPIP), le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Plan de Mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des Risques Sécuritaire (ERS) du PACRIA. L'atelier a débuté à 9 heures.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

Introduction ;

Présentation du PACRIA, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegardes

Echanges/questions/débats autour des items clés de sauvegardes ;

Synthèse des points soulevés et décisions prises

Closure

Étaient présents : les représentants des services techniques, les collectivités territoriales, les représentants

de la société civile et les associations. voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction :

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance monsieur Tchissa Diallo qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

### Présentation du PAC RIR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegarde :

L'objectif du PAC RIR est d'améliorer la connectivité et la réalisation du réseau routier prioritaire du Mali. Le PAC RIR, comportera quatre composantes mentionnées comme suit :

- Composante 1 : Aménagement résilient des corridors
- Composante 2 : Aménagement territorial intégré
- Composante 3 : Renforcement institutionnel du secteur routier et gestion de projet
- Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence contingente.

L'emprise définie est de 20 mètre côté 10 mètre de part et d'autre à partir de l'axe principale. L'objectif de cette rencontre est de présenter le projet avec ses avantages et inconvénients afin de prévoir les mesures pour atténuer les impacts négatifs sur la population et l'environnement.

Echanges / questions / débats / autour des items clés de sauvegardes :

Cette partie introduite par le consultant Fassin Diakité et a permis de débattre sur les points cités ci-dessous :

Perception générale et appréciation sur le programme ;  
Attentes / opportunités sur le projet spécifiquement sur la bonne implémentation (mise en œuvre) ;  
Crantés et préoccupations ;  
Esquisse des enjeux, des risques et impacts environnementaux et sociaux du programme ;  
Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde environnementale et sociale ;  
Besoin en renforcement de capacités et formation ;  
Mobilisation des parties prenantes ;  
Gestion des plaintes / conflits liés au programme ;  
Meilleure intégration du genre dans la mise en œuvre du programme ;  
Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la mise en œuvre du programme ;  
Gestion de la main d'œuvre ;  
Gestion des risques de santé et sécurité au travail ;  
Gestion sécuritaire pour limiter le dévaloir du programme ;  
Gestion des affectations des terres, biens / moyens de subsistance par le programme ;  
La thématique sur les VBG/BS/HS en lien avec les activités du programme ;  
Le déroulé du débat est donné ci-après :

Boubacar Sima : Représentant du chef de village  
Bonjour à tous, je félicite au nom du village l'inté-  
tère. Au début le village était installé au bord de la  
mer, mais par la suite d'un projet de l'OMVS, le village  
s'est déplacé pour s'installer près de la route. Nous  
reconnaissons la pertinence du projet compte tenu  
de l'impact sur l'économie du Mali. Nous n'avons  
aucun problème par rapport au projet. Au delà de  
ça, nous avons quelques inquiétudes qui sont :

- Veillez à la sécurité des populations notamment  
mettre des panneaux de sécurité et des ralentis-  
seurs.
- Prendre en compte l'emploi des jeunes locaux.

Soukougou Sidibé : Représentante des femmes  
Mes salutations à tous. C'est un très bon projet  
pour l'état et la population. Comme l'a dit mon père  
seigneur, nous avons quitté près du fleuve pour  
nous approcher de la route. Au jour où nous  
sommes, les cas d'accidents sont trop élevés compte  
tenu de l'intensité du trafic et de la dimension de  
la route. Comme recommandation nous souhaitons :

- Veillez à la sécurité notamment les ralentisseurs,  
les panneaux de signalisation
- Construire un château d'eau pour les femmes
- Faire des périmètres maraichers pour les femmes.

Boubacar Sima : Représentant du chef de village  
Je réitère mes préoccupations, veillez à la sécurité

sur la route. Pour ce qui est de la compensation, nous souhaitons une compensation avant le début des travaux.

Edouard Diallo : Maire

Je reçois mes prédécesseurs par rapport à la sécurité de la route notamment aux ralentisseurs, aux panneaux de sécurité en raison des cas d'accident sur la voie.

Soungou Sidibe, Femmes

Prendre en compte l'emploi des jeunes locaux.

Synthèse des points soulevés et décisions prises  
Tous les acteurs ont encouragé le programme à continuer avec les consultations en vue qu'il soient continuellement informés.

Clôture

Au terme de l'atelier, les participants ont remercié l'équipe de consultants pour la qualité de la présentation et le président a remercié tous les participants pour leur engagement et assiduité.

L'atelier a pris fin à 12 heures après une formulation de bénédictions pour le programme et davantage de qualité de vie pour le pays.

Secrétaire de séance



Soumaïla Aïssé



Président de séance

  
Edouard Diallo  
Maire de Kénié Tambou

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : <sup>Jambo</sup> ~~Noyes~~ ~~Koulikoro~~ ~~...~~ ~~Groupes rencontrés~~ ~~Consultation publique~~ ~~...~~ ~~Ambede di~~ Date : 02/10/2024

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tél, mail)	Signature ou empreintes
01	Saoukou Sidibe	F.	CSCOT	Aide Médical	70618983	
02	Maminain Bathily	F.		Ménagère	83636348	
03	Kakou Nordess	M.	Mairie	Maire	46467289	
04	Tchoua Diallo	M.	Mairie	Maire	49119293	
05	Nandoum Bouray	M.	chef de village	fonctionnaire à la retraite	76922064	
06	Syma Ladji	M.	chef de	Commerçant	94528838	
07	Sima Bouracou	M.	représentant de la commune	employé de commerce	76463249	
08	Drissa Widiaye	M.	jeune homme	Commerçant	92164134	
09	Awa N'Diaye	F.		ménagère	76927064	
10	Modi Kanouté	M.		agriculteur	70976971	
11	Falye Keita	M.		cultivateur	79296088	

## Processus - verbal de la Consultation publique du village de Koulounigoto, Commune rurale de Kéméné Tambo.

Le 02 novembre 2024, s'est tenu dans la salle de réunion de la mairie de Kéméné Tambo, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes notamment : 1) le Cadre Politique et Régulation des populations (CPRP), le Cadre de Gestion Environnementale et sociale (CGES), le Plan de Mobilisation des parties prenantes (PMPP), l'évaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACRIR. L'atelier a débuté à 13 heures.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- Introduction ;
- Présentation des participants ;
- Présentation du PACRIR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegardes
- Echanges (questions/débats) autour des items clés de sauvegardes ;
- Synthèse des points soulevés et décision prises
- Clôture .

Étaient présents : les représentants des services techniques, les collectivités territoriales, les représentants de la société civile et les associations. Voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance, monsieur le maire Idriss Diallo qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultants pour la présentation du programme ainsi que la méthode de travail.

Présentation du PAC RIR, du contexte de l'atelier et des instruments de suivi :

L'objectif du PAC RIR est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. Le PAC RIR, comportera quatre (4) composantes mentionnées comme suit :

- \* Composante 1 : Aménagement résilient des corridors
- \* Composante 2 : Aménagement territorial intégré
- \* Composante 3 : Renforcement institutionnel du secteur routier et gestion de projet
- \* Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence contingente.

L'emprise définie est de 20 mètres dont 10 mètres de part et d'autre à partir de l'axe principal et l'objectif de cette rencontre est de présenter le projet avec

des avantages et inconvénients afin de prévoir les mesures pour atténuer les impacts négatifs sur la population et l'environnement.

Échanges (questions/débats) autour des items clés de sauvegarde de cette partie introduite par le consultant Patrick Diabité et a permis de débattre sur les points cités ci-dessous :

- Perception générale et appréciation par le programme ;
- Attentes/opportunités sur le projet spécifiquement sur la bonne implémentation (mise en œuvre) ;
- Craintes et préoccupations ;
- Esquisse des enjeux, des risques et impacts environnementaux et sociaux du programme ;
- Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde environnementale et sociale ;
- Besoin en renforcement de capacités et formation ;
- Mobilisation des parties prenantes ;
- Gestion des plaintes/conflits liés au programme ;
- Meilleure intégration du genre dans la mise en œuvre du programme ;
- Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la mise en œuvre du programme ;
- Gestion de la main d'œuvre ;
- Gestion des risques de santé et sécurité au travail ;
- Gestion sécuritaire pour limiter le déroulé du programme ;
- Gestion des affectations terres, biens/moyens de subsistance par le programme ;
- La thématique sur les VBG/EAS/HS en lien avec les activités du programme ;
- Le déroulé du débat est donné ci-après :

Mony Kanoute ; Chef de village

Mes salutations à l'endroit de tous. Mes préoccupations tournent autour des cas d'accident sur cette voie. Prendre toutes les mesures de sécurité qu'il faut pour éviter les cas d'accident. Nous recommandons de réaliser des ralentisseurs et des panneaux de sécurité. Nous ne bécotons d'aucun projet de développement dans notre localité. Nous construisons des châteaux d'eau, développer des activités génératrices de revenus.

Nouahom Barry ; Chef de village Kouleugote

Mes salutations à tous. Moi comme chef de village ma propre maison est impactée. Par rapport à la compensation, compenser les personnes affectées avant les travaux. Faire des ralentisseurs et des panneaux de sécurité. Construire des châteaux d'eau pour toute la population.

Donna N'Draye ; Jeunesse

Bonjour à tous, nous saluons l'initiative du projet. Nous recommandons de tenir compte des ralentisseurs et des panneaux de sécurité. Prendre en compte l'emploi des jeunes locaux.

Hawa N'Draye ; Présidente des femmes

au nom de toutes les femmes, nous remercions le projet. Comme recommandation : Réhabiliter et construire des châteaux d'eau pour la population et développer des activités génératrices de revenus.

## Makan Derdese : Conseiller Communal

Toutes mes salutations et bénédictions pour les missionnaires et le Propet. Comme recommandations :

- Faire le recensement de toute les personnes affectés
- Construire des chateaux d'eau dans tous les villages traversés de la Commune.
- Faire une réalisation de qualité avec une entreprise sérieuse et expert en la matière.
- Tenir compte des ralentisseurs sur toute la route
- Construire des postes de contrôle de sécurité sur le long de la route selon les textes du pays.
- Surtout développer les activités génératrices de revenus pour les femmes de village.

Synthèse des points soulevés et décisions prises  
Tous les acteurs ont encouragé le programme à continuer avec les consultations en ve que'ils soient continuellement informés.

### Clôture

Au terme de l'atelier, les participants ont remercié l'équipe de consultants pour la qualité de la présentation et le président a remercié tous les participants pour leur engagement et assiduité.

L'atelier a pris fin 16h30 après une formulation des bénédictions pour le programme et avantage de qu'importe.

Secrétaire de séance



Soumaila Cissé



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Kayes/Keméné Tambo **LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**  
Groupe rencontré : consultation publique... Gouloumbo Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Awa N'Diaye	F	Représentante des Femmes	Cultivatrice	76927066	
02	Madi Kamouté	M	chef de village	Cheminier à la retraite	70876477	
03	Makan Dardess	M	Maire	Maire délégué	76467283	
04	Isabissa Diallo	M	Maire	Maire	79119299	
05	Mouhoun Barry	M	cf	Fonctionnaire à la retraite	76927066	
06	Syima Ladiji	M	M	Cultivateur	94528838	
07	Sima Babacar	M	M	Commerçant	76463949	
08	Drissa Ndiaye	M	M	cultivateur	92162134	
09	Soumailou Sidibe	F	M	ménagère	70618983	
10	Kamirai Bathily	F	M	ménagère	83636368	
11	Bakary Coublaly	M	Consultant	consultant	82046295	
12	Kassiré Diakité	M	consultant	consultant	76418655	
13	Soumaila Cissé	M	consultant	consultant	79720082	

Procès-verbal de la consultation publique du village de Gouloumbo, commune de Keméné Tambo.

## Process-verbal de la consultation publique du village de Kouloumba, Commune rural de Keiméné Tambo

Le 01/11/2024, s'est tenu dans la salle de réunion l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes métamont;

il s'agit du cadre politique de réinstallation des populations (CPRP), le cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), le plan de mobilisation des parties (PMPP), l'évaluation des risques sécuritaires (ERS) du PACRI. L'atelier a débilité à 18h.

L'objectif global de la consultation est d'informer et d'engager les parties prenantes en prenant en compte leurs besoins, avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants:

- Introduction;
- Présentation du PACRI du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegardes;
- Echanges (questions/débats) autour des items clés de sauvegarde;
- Synthèse des points saillants et décision prises;
- Clôture.

Etaiéent présents: Les représentants des Services Techniques, les Collectifs des Territoriales, les représentants de la Société Civile.

et les ONG/associations; voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction;

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance M. Diello qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte.

De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultants pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

Présentation du PACRIR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegarde.

L'objectif du PACRIR est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali. Le PACRIR, comporte quatre composantes mentionnées comme suit:

- Composante 1: Aménagement résilient des conditions
  - Composante 2: Aménagement territorial intégré
  - Composante 3: Renforcement institutionnel du secteur routier et gestion de projet.
  - Composante 4: Composante d'intervention d'urgence contingente.
- L'imprévu défini est de 20 mètres dont 10 mètres de part et d'autre à partir de l'axe principale.

L'objectif de cette rencontre est de présenter le projet avec ses avantages et inconvénients afin de prévoir les mesures pour atténuer les impacts négatifs sur la population et l'environnement.

Echanges (Questions/débats) autour des items clés de sauvegarde

cette partie introduite par les consultants et a permis de débattre sur les points cités ci-dessous :

Perception générale et appréciation sur le programme :

Attentes/opportunités sur le projet spécifiquement sur la bonne implémentation (mise en œuvre) ;

Crainites et préoccupations :

- Esquisse des enjeux, des risques et impacts environnementaux et sociaux du programme ;
- Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde, environnementale et sociale ;
- Besoin en renforcement de capacités et formation ;
- Mobilisation des parties prenantes ;
- Gestion plaintes / conflits liés au programme ;
- Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la mise en œuvre du programme ;
- Meilleure intégration des genre dans la mise en œuvre du programme ;
- Gestion de la main d'œuvre ;
- Gestion des risques de Santé et sécurité au travail ;
- Gestion des affectations des terres, biens, moyens de subsistance par le programme ;
- La Thématique sur les VBC EAS/HS en lien avec les activités du programme ;
- Le déroulé du débat est donné ci-après :

Moy Kwanite : chef de village :

Mes salutations à l'endroit de tous, nos préoccupations nous

autour des cas d'accident sur cette voie, prendre toute les mesures de sécurité qu'il faut pour éviter les cas d'accident.  
Nous recommandons de réaliser des ralentisseurs de des panneaux de sécurité.  
Nous ne bénéficions d'aucun projet de développement dans notre localité.  
Nous construire des châteaux d'eau, développer des activités génératrice de revenus.

### Makam Dordjse : Conseil Communal

Toutes mes salutations et bienvenue pour les participants et le projet.

Comme recommandations :

- Faire une le recensement de toute les personnes affectés
- Entreprise qui construire des châteaux d'eau dans tous les village Marvensés de la commune.
- Faire une réalisation de qualité avec une entreprise sérieuse et experte en la matière.
- Tenir compte des postes de contrôle de sécurité sur le long de la route selon les normes du pays.
- Surtout les femmes de leur développement et leur activité génératrice de revenus pour les femmes de village.

Synthèse des points sur les décisions prise :

Tous les acteurs ont encouragé le programme à continuer avec les contacts en veur qu'ils soient continuellement informés.

Clôture :

Au terme de l'atelier, les participants ont remercié l'équipe de consultants pour la qualité de la présentation et le président a remercié les participants pour leur engagement et assiduité.

L'atelier a pris fin à 18h après une formulation de bénédiction pour le programme et davantage de progrès pour le pays.

Secrétaire de séance



Bakary Coulibaly

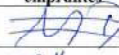










Président de séance



Idrissa Diallo

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Kayes Région Tando **LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**  
 Groupe rencontré : Consultation publique Gouloumba Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Moham Berdes	M	Mairie	Maire délégué	76 46 72 89	
02	Idrissa Diatta	M	Mairie	Maire	79 44 92 99	
03	Nouhoum Barry	M	Prof de village	Fonctionnaire de village	76 92 70 64	
04	Syma Ladjé	M	chirurgie	Commerçant	94 52 88 38	
05	Sima Boubacar	M	Représentant de la jeunesse	Employé dienn	76 46 32 49	
06	Souda N'diaye	M	jeunesse	commerçant	92 16 21 49	
07	Awa N'diaye	F		mercenaire	76 92 70 64	
08	Madi Kamouké	M		nettoyé	70 27 67 71	
09	Soumoukou Sidié	F		mercenaire	70 61 69 83	
10	Mamoussi Bathily	F		mercenaire	83 63 03 62	
11	Fanta Koni	F		Vendeuse	70 24 91 04	

Procès-verbal de la consultation publique du village de Diboli, commune de Falémé

## Procès-verbal de la Consultation publique du village de Dibole, Commune de Falémé

Le 02 novembre 2024, s'est tenu dans la salle de réunion de la mairie de Dibole, l'atelier de consultation publique des parties prenantes directes dans le cadre de l'élaboration des instruments de sauvegardes, notamment : // le Cadre Politique de Réinstallation des populations (CPRP), le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Plan de Mobilisation des Populations ~~(CPRP)~~ parties prenantes (PMPP), l'Évaluation des Risques Sécuritaires (ERS) du PACRI. L'atelier a débuté à 10 heures.

L'objectif global de la consultation est d'informer les parties prenantes tout en prenant en compte leurs besoins/avis et recommandations sur les questions de sauvegardes du programme.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- Introduction des participants ;
- Présentation du PACRI, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegardes
- Échanges (questions/débat) autour des items de sauvegardes ;
- Synthèse des points soulevés et décisions prises
- Clôture

Étaient présent : Les collectivités territoriales, les représentants de la société civile et les associations

Voir la liste de présence en annexe pour le détail des participants.

### Introduction :

L'ouverture a été marquée par le discours du président de la séance, monsieur Sékou Soumaré 1<sup>er</sup> Adjoint qui a prononcé les mots de bienvenue et a déclaré la séance ouverte. De ce fait, il a donné la parole à l'équipe de consultant pour la présentation du programme ainsi que la méthodologie.

Présentation du PACRR, du contexte de l'atelier et des instruments de sauvegarde :

L'objectif des PACRR est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier routier national du Mali. Le PACRR, comportera quatre (4) Composantes mentionner comme suit :

- \* Composante 1 : Aménagement résilient des corridors
- \* Composante 2 : Aménagement territorial intégré
- \* Composante 3 : Renforcement institutionnel au secteur routier et gestion de projet
- \* Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence contingente.

L'emprise définie est de 20 mètres dont 10 mètres de part et d'autre à partir de l'axe principale. L'objectif de cette reconnaissance est de vous présenter le projet avec ses avantages et inconvénients afin de prévoir les mesures pour atténuer les impacts sur la population et l'environnement.

Echanges / questions / débats / autour des items clés de sauvegardes.  
Celle partie introduite par le consultant, monsieur Fassin  
DIAKITE et a permis de débattre sur les points cités ci-  
dessous :

- Perception générale et appréciation sur le programme.
  - Attentes / opportunités sur le projet, spécifiquement pour la bonne  
implémentation / mise en œuvre ;
  - Contraintes et préoccupations ;
  - Esquisse des enjeux, des risques et impacts environnementaux  
et sociaux du programme ;
  - Esquisse des mesures à prendre pour la sauvegarde  
environnementale et sociale ;
  - Besoin en renforcement de capacités et formation ;
  - Mobilisation des parties prenantes ;
  - Gestion des plaintes / conflits liés au programme ;
  - Meilleure intégration du genre dans la mise en œuvre  
du programme ;
  - Meilleure intégration des personnes vulnérables dans la  
mise en œuvre du programme ;
  - Gestion de la main d'œuvre ;
  - Gestion des risques de santé et sécurité au travail ;
  - Gestion sécuritaire pour limiter le déroulé du pro-  
gramme ;
  - Gestion des affectations des terres, biens / moyens de sub-  
sistance par le programme
  - La thématique sur les VBG EAS / HS en lien avec les  
activités du programme.
- Le déroulé du débat est donné ci-après :

Sékou Soumare : 1<sup>er</sup> Adjoint au maire  
Mes salutations à tous, je remercie toute la salle et  
souhaite la bienvenue à tous.

Farkiri Diakité : Consultant en planification  
Comme mentionner ci-dessus, l'objectif du projet PAC RIR  
est la réhabilitation de la route et des infrastructures  
tout au long du tronçon. Nous n'étos pas sans le savoir  
selon les lois et textes du pays, aucune réalisation d'un  
projet n'est faite sans impliquer toutes les parties pre  
nantes notamment, les autorités communale à présent,  
la société, la jeunesse, l'association des femmes amoi  
de suite. Pour cela, la prise en compte de l'avis,  
préoccupations et suggestion est condition sine qua  
non pour une bonne réalisation. Au delà, pendant  
la réalisation du projet, les conflits existent toujours  
par conséquent, la population est sollicitée pour  
proposer un mécanisme de gestion voulue selon les  
coutumes de la réalité de la localité. Pour ce qui est  
de la compensation, les personnes affectées recommandent  
et suggère une modalité de compensation par  
nature ou espèce. Nous recommandons aux personnes  
affectées par le projet de se présenter aussi à la mairie  
dans où nous avons omi une personne.

Souel Rakabolo : Bureau national  
Je puis avec mes collègues notamment, la direction géni  
rale des routes et les bureaux régionaux. Trois équipes  
sont mobilisées pour la réalisation de cette évaluation  
tout au long de la saison.

Nous sommes tous conscients de la nécessité et de l'impact de la route sur l'économie du pays. L'emprise pour cette réalisation est comprise dans les dix mètres de part et d'autre par contre dans les textes et décrets du pays de 2015 stipule que l'emprise est comprise dans les 10 mètres de part et d'autre.

Ousmane Diarra : Direction des routes  
Je rejoins mes prédécesseurs sur la réalisation. L'objectif de cette rencontre n'est pas seulement la réalisation de seulement de cette route mais aussi la prise en compte des inquiétudes de la population.

Philip Dacou : Transitaire  
Une initiative à saluer. Ma question est comment se fait la compensation, est-elle faite en fonction du bien touché à sa juste valeur.

Fasou Diakité :  
Pour la compensation, chaque personne affectée est compensée à sa juste valeur.

Abdoulaye Soumaré : Représentant chef de village  
Mes salutations à tous. Pour ceux qui est de la compensation, je voudrais qu'elle se fait comme il faut à sa juste valeur.

Alakale Touré : Membre de la jeunesse  
Très belle initiative et c'est à saluer. Nous ne sommes pas contre cette réalisation sans aucun doute mais plutôt faire la

la compensation comme il faut. Prévoir aussi des caniveaux pour l'acheminement de l'eau tout au long de la route et dans la ville pour le développement de la ville.

Tahirou Diallo : Commerçant, Président jeunes et avis très favorable pour cette réalisation. S'informe les municipalités / consultants / que des consultants ont passé par là pour un recensement, est-ce la même équipe?

Fasou Diakité :  
Pour mentionner plus haut, cette évaluation est une actualisation des données et recenser toutes les personnes affectées.

Sinè Bagayoko :  
Pour répondre le consultant, cette évaluation est une actualisation.

Ma Calou Keita : Jeunesse Paléno  
C'est une très bonne nouvelle. Au delà de cette réalisation nous vous recommandons de construire aussi des routes dans la ville et des parkings pour la localité. Diligenter les travaux. Nos recommandations sont :

- Construire une maison de jeunes pour la jeunesse
- Aménager le terrain de football des jeunes de la localité.
- Trouver une aire de parking pour gros porteurs afin qu'elles ne stationnent pas sur la route.
- Réhabiliter les voiries à l'intérieur du village.

Sin Bagayo :

Plusieurs composantes constituent le projet mentionner en haut.

Djibi Sidiki : Mable

Mes salutations à tous. Nous suggérons et recommandons de faire, d'aménager un parking. Surtout je réitère cette demande de la part de tout le village d'aménager un parking sinon la réalisation seulement de cette route ne va pas alléger le calvaire du village.

Nous recommandons :

- Aménager une aire de parking
- Réhabiliter les routes notamment celles menant au CSCOM, mairie, poste de police.

Hawa Coulibaly : Commerçante

Nous souhaitons la diligence du projet. Impliquer la population et tenir compte l'emploi des jeunes et des dames du village.

Macalou Keita : Jeunesse

Je reviens sur les recommandations.

- Prendre en compte l'emploi des jeunes locaux du village.

Yassiri Diakité : Consultant

Pour ceux qui ont de l'emploi des jeunes, tenir compte de la moralité et du comportement des jeunes avant recrutement.

Macalou Keita : Jeunesse

Pour la gestion des conflits, nous souhaitons une mise en compte d'un comité de gestion composé de :

- Jeunesse
- Chefferie
- Femmes
- Police

Sékou Soumare : 1<sup>er</sup> Adjoint au maire  
Pour finir, je réitere les recommandation et suggestion  
de la population. Tenir compte de l'emploi des jeunes  
locaux, aménager une aire de parking, réhabiliter  
les routes dans le village. Compenser les personnes  
affectées comme il faut et à juste valeur. Toutes  
mes bénédictions pour la bonne réalisation du  
projet. Et aménager un marché pour le village

Synthese des points soulevés et décision prises  
tous les acteurs ont encouragé le programme à continuer  
avec les consultations en vue qu'il soient continuellement  
informés.

Clôture

Au terme de l'atelier, les participants ont remercié l'équipe de  
consultants pour pour la présentation et le président a  
remercié tous les participants pour leur engagement et  
assiduité.

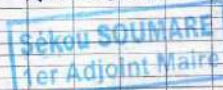
L'atelier a pris fin à 12 heures après une formulation des  
bénédictions pour le programme et davantage de quêtes  
pour le pays.

Secrétaire de séance



Soumaila Cissé

Président de séance



Sékou Soumare  
1<sup>er</sup> Adjoint au maire





Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Kayes / Dikali LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Consultation publique Dikali Date : 02/11/2014

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
01	Toussaint Diatta	M		Commerçant	70 63 24 56	
02	Mamadou Sow	M		Commerçant	78.545836	
03	Sekou Soumaré	M	Hydrocarie	Maître	77.14.67.04	
04	Douda Soumaré	M	journal	Électicien	75 02 38 87	
05	Cherif O Sissoko	M	journal	Déclarant Bouisme	76 32 67 81	
06	Djama Alhamadou	M		Ordo	70 84 09 55	
07	Hédoulay Soumaré	M	chef de	Cultivateur	77 87 86 93	
08	Philippe Dou	M		Déclarant Bouisme	70 75 18 75	
09	Diana Bah	F		Enseignante	91 70 45 40	
10	Awa Coulibaly	F		Vendeuse		
11	Awa Konaté	F		Remarque	70.02.8592	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : ..... LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : ..... Date : .....

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
12	Foussy Ni Lambiga	M		Façonneur	71 09 18 46	F
13	Alibaly Touré	M		Électicien	95 54 65 85	
14	Haby Sidibe	F		Commerçante	75 07 59 97	
15	Yaya Sagorou	M		Gardienn	77 59 59 70	
16	Djeliba Kouyaté	M		Commerçant	74 66 35 45	
17	Djibril Sidibe	M		Chauffeur	76 55 79 55	
18	Ousmane Kaloga	M	chef service des routes de Kayes	Direction Régionale des routes	76 08 70 94	
19	Ousmane Diarra	M	DGR	Charge d'étude	83.108785	
20	Sinde Bagayoko	M	UNC	Enseignant Tahiste	78 67 05 77	
21	Amadou Koumou	M	UNC	Maître d'œuvre	76 39 53 97	
22	Adyptou M Diarra	F	UNC	ss social	79 06 6 210	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Evaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Koulikoro / Dielak LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES

Groupe rencontré : Installation publique Dielak

Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
23	Mamadou Keita	M	CNJ Communal Président	Président	76-26-93-19	[Signature]
24	Tahamadou Wang	M	CNJ Ref. Ad. P con	Secrétaire	70605834	[Signature]
25	Prissa Niare	M	Restaurateur	Restaurateur	47695767	[Signature]
26	Alfousseyni Camara	M	Commissionnaire de Dielak	chef D.J	66860039	[Signature]
27	Sory I Sissoko	M	Commissionnaire de Dielak	V.P	91-06-32-99	[Signature]
28	Diaby A Bagayoko	M	Commissionnaire de Dielak	Bligade de Recherche	79-22-17-59	[Signature]
29	Nohé Diallo	F		Commerçante	90-51-56-91	[Signature]
30	Trade Kouma	M		Commerçant	70-02-31-68	[Signature]
31	Duval Moussa	M	Station Radio	animateur Radio	76-12-55-51	[Signature]
32	Moussa FOFANA	M	Mairie	Segal	78838482	[Signature]
33	Fahri Diakité	M	Consultant	environnementaliste	76618655	[Signature]
34	Kakay Coulibaly	M	Consultant	environnementaliste	82016895	[Signature]
35	Soumaila Cissé	M	Consultant	environnementaliste	79780082	[Signature]

Liste de présence des services techniques rencontrés

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

Région : Kayes LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Services Techniques Date : 09/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
01	Alania Zango Traoré	M	Refectoire	M/Adjoint P&T Kayes	76430283	
02	Mamadou Koudou	U	DRAC-PN	C.D.E	7044-5583	
03	Boubacar Sidiqou Bè	M	Eaux et Forêts	Directeur Régional	77389877	
04	Jessica O. MAIGA	M	Eaux et Forêts	chef local	761753421	
05	Lamine KRNATE	M	D.R.A	chef BSSEC	73.06.1988	
06	Mustapha Sissoko	M	DR.Routes	Directeur	79233464	
07	Amadou B. Coulibaly	M	DRPIA-KAYES	CHEF ELPIA	7640-20-13	
08	HMADOU BOGOUTI	M	DRBSES	Directeur Régional	76177151	
09	Lt-Col Moussa BOLT	M	DRPC-Kayes	Directeur Régional	79436642	
			30/10/2024			
10	Bakary Koite	M	DRUH-Kayes	Directeur	76-13-35-55	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)


Région : Kayes LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES  
 Groupe rencontré : Services Techniques Date : 09/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
11	Maliki Sene	M	DRAC-Kayes	chef Division	7536-36-05	
12	TRAORE Adama	M	Orange Mali	chef service P&T Kayes	76299167	
13	KEITA Daouda	M	SOTELMA	chef centre de Recherche	66702056	
14	Souleymane Diello	M	Mairie de Kayes	Maire	66729680	
			27/10/2024			
15	Boubacar Deye Diakite	M	Mairie de Kayes	Maire	76226649	
16	Moustapha Sy	M	-	3e Adjoint	79234582	
17	Issa Kone	M	-	2e Adjoint	76155654	
18	Layana TRAORE	M	DRBSES	chef DPO	76089480	
19	Jessica		01/11/2024			
19	Jessica Diello	M	Mairie	Maire	79119299	

Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : ..... Groupe rencontré : ..... Date : .....

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empreintes
20	Amadou B. GUSSE		Administrative	Adjoint Tract	801 9436	









📄 Liste de présence des personnes affectées par le projet (PAPs)

1

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
 Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes ..... Cercle : Kayes ..... Commune : Liberte de Dajon Localité : Kamanhole Date : 30/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
1	Mallé Kadedie	F	—	Commerçante	75157381	
2	Kané Penda	F	—	Commerçante	79490176	
3	Maone Patumata <sup>Diéma</sup>	F	—	Commerçante	76274204	
4	Maone Astou	F	—	Commerçante	83442471	
5	Macalou Abdoukarame	H	—	Commerçant	76360473	
6	Mariam Diallo	F	31/10/2024			
7	Sehou Sangaré	H	—	Commerçant	94756742	
8	Bouye Dranga	H	—	Commerçant	74143647	
9	Bouba Car Sedibe	H	—	lavage	73948514	
10						










Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

2

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
 Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes ..... Cercle : Kayes ..... Commune : Liberte de Dajon Localité : Dajon Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
10	Mohamed Samaké	M	11	Mécanicien	94745788	
11	Sidi Sadio Ko	M	11	vendeur de médicament	79595924	
12	Zoumana Diarra	M	11	lavage	63140873	
13	Mariam Diallo	F	11	Commerçante	82336947	
14			village de Djalla			
15						
16	Segdou Diakité	M		Mécanicien	9004992	
17	Mamadou Bah	M		Commerçant	70783867	
18	Mamadou Gassy	M		Station	70073732	
19	Moussa Siiso ko	M		Géant Nation	77345023	
20	Mamadou Kandiouga			lavage	93110169	







Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

3

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
 Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes Cercle : Kayes Commune : Liberte Dioulo Localité : Djalla Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
21	Moussa Niagadou	M		Station SM.N	66781919/9300037	
22	Kara Damaga	M		Lavage	94 887771	
23	Issouf Jeff	M		Station Corridon	76162929	
24						
25						
26						
27	Mamadou Diallo	M		Station Group oil	93885930	
28	Yacouba Coulibaly	M		Station	79150010	
29	Borana Diarra	M		Station	69149664	
30						
31						

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

4

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
 Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes Cercle : Kayes Commune : Liberte Dioulo Localité : Sana Dioulo Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
32	Mamadou Cissé	M		Personnel de nettoyage	64450919	
33	Abdoulaye Coulibaly	M		Enseignant	66318705	
34	Kassara Konate	M		Commerçant	66638082	
35	Penda Dia	F		Commerçante	76661384	
36	Yamba Konate	M		Commerçant	91810114	
37	Mamadou Coulibaly	M		Commerçant	83352155	
38	Aboumoukai Diarra	M		Commerçant	79503338	
39	Mamadou Keita	M		Soudeur	93519631	
40	Miatou Yattara	F		Commerçante	78975611	
41	Bouboulgar Toure	M		Chef dequipe	71954559	
42	Madou Cisse	M		Cultivateur	83410023	

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

5

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
 Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes ..... Cercle : Kayes ..... Commune : Sans Diangana Localité : Sans Agricole Suite Date : 01/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntés
43	Satuf Diakhaté	M		Mécanique auto	74171860	
44	Seydou Siguè	M		Chauffeur	78196815	
45	Saydou Traoré	M		Commerçant	90406372	
46	Aliou Diarra	M		Commerçant	76276325	
47	Djibril Diop	M		Commerçant	74765005	
48	Aliou Traoré	M		Agent de santé	76012654	
49	Moussa B. Sissoko	M		Enseignant retraite	66725600/84183078	
50	Djibi Haidera	M		Station bp, ou	76656720	
51	Mamadou Sanogo	M		Boulangère	90320941	X
52	Sine Sy	M		Agriculteur retraite	94474606	
53	Aliou Traoré	M		Commerçant	76770988	

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

6

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
 Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes ..... Cercle : Ambedji ..... Commune : Falakié Localité : Dalolo Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou empruntés
54	Namoudou Kanté	M		Commerçant	70643661	
55	Selifou Diarra	M		Commerçant	84196427	
56	Alpha Djigande	M		Commerçant	76739396	
57	Abdoulaye Sylla	M		Transporteur	90377871	
58	Anada Dioko	M		Commerçant	79534468	
59	Madou Coulibaly	M		Commerçant	77394350	
60	Hama Dolo	M		Commerçant	72811895	
61	Abdoulaye Touré	M		Commerçant	76069616	
62	Kaoude Salicidjo	M		Commerçant	98592921	
63	Samir Maïga	M		Commerçant	70594360	
64	Abdoulaye Dembélé	M		Commerçant	77393463	

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

7

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	<b>SUNC</b> COORDINATION
---	-------------------------------	-----------------------------

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes..... Cercle : Abidédi..... Commune : Falabé..... Localité : Dahé..... Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
65	Solo Keita	M		Commerçant	92715430 <del>70555</del> 62793059	
66	Moustapha Djire	M		Commerçant	73508067	
67	Yacouba Engaïba	M		Commerçant	77358642	
68	Mandjou Toumé	M		Commerçant	6416638	
69	Eligare Ongoïba	M		Commerçant	71898588	
70	Eusmane Tambora	M		Commerçant	79181267	
71	Bandougou	M		Commerçant	76275823	
72	Moctar Sofana	M		Commerçant	77643875	
73	Kadi Sofana	M		Commerçant	9055905	
74	Mamadou Sou	M		Maison Apprenti/Commerçant	78515836	
75	Mama Sire	M		Commerçant	76065468	

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence

8

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	DIRECTION GENERALE DES ROUTES	<b>SUNC</b> COORDINATION
---	-------------------------------	-----------------------------

Actualisation du Plan d'Action de Réinstallation de la route Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandaré ; Voiries Urbaines Kolokani, Diéma, Sandaré  
Construction d'un parking à Sandaré et la réhabilitation du péage de Diéma.

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET (PAP)**

Région : Kayes..... Cercle : Abidédi..... Commune : Falabé..... Localité : Dahé..... Date : 02/11/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse /Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
76	Ousmane Seck	M		Commerçant	77405593	
77	Abdoulaye Diarra	M		Commerçant	79870213	
78	Doua Bagayoko	M		Commerçant	78426786 66615865	
79	Founehé Keita	M		Commerçant	90001600	
80	Seahq Seavia	M		Coiffeur	82030073	
81	Bocar Kouate	M		Travailleur	92006036	
82	Daouda Bagayoko	M		Mécanicien	79507925	
83	Soumaila Diarra	M		Mécanicien	76554348	
84	Amadou Diallo	F		Commerçante	93288410	
85	Daou da Dembélé	M		Commerçant	74656264	
86	Seydou Toumé	M		Commerçant	92530884	

Consultation spécifique des PAP - Liste de présence



Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP), du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) de l'Évaluation des Risques Sécuritaire et Plan de Gestion de Sécurité (ERS & PGS) et la Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO) dans le cadre du programme d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières au MALI (PACRIR)

**LISTE DE PRESENCE DES PERSONNES RENCONTREES**

Région : Kayes ..... Groupe rencontré : Le SAVANS en situation de handicap Date : 31/10/2024

N°	Nom et Prénom	Sexe	Structure ou organisation	Titre ou fonction ou poste	Adresse / Contacts (Tel, mail)	Signature ou emprunts
1	Gotoho Salif	M	APK Commune de Samé Diougona	Président	74742261	<i>[Signature]</i>
2	Traoré Baba	M	APK Commune de Samé Diougona	Vice-président	79385724	<i>[Signature]</i>
3	Konari Samba	M	APK Commune de Samé Diougona	Secrétaire	-	<i>[Signature]</i>
4	Traoré Patoumata	F	APK Commune de Samé Diougona	organisatrice	83018635	<i>[Signature]</i>
5	Ousmane Ougouraga	M	Association	"	"	<i>[Signature]</i>
6	Keita Falaya	M	APK Commune de Kemein-Tanbo	Président	79296098	<i>[Signature]</i>
7	Kané Fanta	F	APK Commune de Kemein-Tanbo	Vice-présidente	70142106	<i>[Signature]</i>

▪ **Quelques images illustratives des rencontres et assemblées générales**



Vue de la consultation publique dans la mairie de la commune de Liberté Dembaya.



Vue de la consultation publique dans la mairie de la commune de Samé Diongoma.



de la commune de Keméné Tambo.



de Diboli, commune de Falémé.



Vue du focus group avec les personnes en situation d'handicap de la commune de Samé Diongoma.



Vue du focus group avec les personnes en situation d'handicap de la commune de Keméné Tambo.



Consultation publique de Niamou



Focus groupe avec l'association des personnes en situation de handicap de Kolokani



Vue de la consultation publique dans la commune de Diema



Focus group avec les PAPs de Kamankolé, commune de Liberté Dembaya.



Vue de la consultation publique dans de la commune de Wolokoro



Focus groupe avec les femmes de Wolokoro



Focus group avec les personnes en situation de handicap de Diema.

### Annexe 1.3. Consultations (Liste de présence et PV) menées en 2022

**TRAVAUX DE REHABILITATION DIDIENI-DIEMA-SANDARE (313 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD**

**ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

**CONSULTATION PUBLIQUE**

Localité : Kolokani  
 Commune : Kolokani  
 Cercle : Kolokani  
 Région : Koulikoro

**Liste de présence**

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
1	Fousseyni Bathily	Mairie	77546396	
2	Yaya KONATE	SS C / Kolokani	91.85.60.54	
3	Sékou Diarra	DNBEPN	764405 28	
4	Yalouba Guelba	DNBEPN	66804397	
5	Ousmane DIARRA	DGR	83108785	
6	Adama Cissé	Conseil de Ferké	79417254	
7	Raphaël Martial Kamaté	DNPC	79378149	
8	Tessoura Diarra	Con Mairie	79356908	
9	Fataumata Sogodjo	CAFO	79041570	
10	Hawa Samaké	CAFO	79484273	
11	Badia Diagne	CAFO	79942072	
12	Che Fessine Diame	DGPC	66713123	
13	Che Gamba Goutra	DNF/BV	76288001	

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord



P V

①

de rencontre de la consultation publique de la  
rehabilitation du tronçon Didiemi - Diema-Sanda  
re jusqu'à Ditola.

Etait présent: Voir liste de presence.

Al'ouverture le representant du chef de village a souhaité  
la bienvenue à tous les participants.

Quant au representant du village, il a aussi formulé  
ses vœux de bienvenue à tous les representants.

Et le discours d'ouverture a été tenu par le secretaire  
General de la prefecture, representant le prefet du Cercle  
de Kédougou.

La presentation des objectifs de la mission  
M. Sekou Diana DNR PV:

La visite a pour but de recueillir les attentes des differents  
cercles sur les eventualités de la population, sur les  
impacts environnementaux et sociaux.

- La phase un tour de table a permis aux participants de  
se connaître.

(2)

Le représentant du Bureau d'étude environnemental.

Notre Bureau est recruté pour le tronçon Diédine-Diéman  
Sondaré d'un longueur de <sup>313</sup> 330 Km environ,  
dans le tronçon la ville de Kds Kam n'est pas concerner  
mais il ya 6 km de cordons pour la voirie urbaine.  
cette étude à pour but de est de recueillir les attentes des  
couches sociales pour les avantages et les inconvénients  
de la réhabilitation de la route.

- les avantages sont:

- se diminuer les accident de circulation

- Réaliser les éclairages publics

- réaliser les caniveaux sur la route.

les inconvénients

- les dérives peut

- L'extraction des carrières pour le déblai de la piste.

- l'insécurité sur tout le tronçon

Le budget est de 218 472 706 189 Francs CFA entièrement  
pris par le budget National.

- le délai est de réalisation et de les études est de 6 mois

- la longueur de la route est de 313 Km

- l'épave au futur est

(3)

les interventions des participants:

Fasseym Bathily 3<sup>ou</sup> - Didiem au Maire:

- Solliciter la préférence local pour les travaux de manœuvres <sup>de la</sup> jeunesse. il ya aussi des techniciens qualifiés dans le cercle.

Moussa Traore: conseiller C Village:

Notre inquiétude à est que lors de la réhabilitation du tronçon Kati-Didiem nous avons rassuré la jeunesse pour les emplois en différents poste de manœuvres. mais rien n'a été fait dans ce sens.

secondaire le site rencontre du village n'est pas aménagé et les écoles sont pratiquement au bord de la route.

- la clôture des écoles au bord de la route.
- le surcreusement de la mare de Kolokoni "Blami"
- Alfasseym Traore CS ~~NA~~ CPN:

- la réhabilitation de la digue de ceinture du village pour l'évacuation des eaux de ruissellement.  
Donc faire une collecte est mieux.

Soubymane Traore: conseiller communal:

comme ~~le~~ Moussa Traore à dit. la fois dernière même les garçons sont venu de Bamako alors qu'il ya des mains d'œuvre qualifiés ici;

(4)  
La réalisation des caniveaux dans les artères de la ville de Kolokani.

Le représentant de la Direction Général des routes a rassuré les participants de la préférence local dans les travaux de manœuvres et techniques de la jeunesse de Kolokani.

Adama Coux Service des Eau et Forêt.

Le même service n'a pas été impliqué dans le reboisement des plantations au bord de la route.

- les moyens matériels ont pas été donnés pour le suivi des plantations.

- les services techniques sur place n'ont <sup>pas</sup> accès aux rapport final des travaux de réhabilitation.

Ils demande leur implication dans les suivi de proximité des travaux.

Jerome Ouana: DGPC:

La réalisation des rencontres - Gendarmerie Céréales est fait par demande de la population.

Fatonmata Sogodogo CAFD:

Nous avons jamais été invité pour cette rencontre.

yeux ou Samake jeunesse:

(5)

je vous remercie tous, tous les participants ont parlé sur l'impact des jeunes.

les participants ont rassuré les visiteurs du règlement à l'arrivée des difficultés qui peuvent être cause de la non réalisation de la route urbaine,

- la sensibilisation sera le meilleur moyen pour faciliter les travaux, inspire à tant les autorités pour qu'elles puissent prendre les dispositions nécessaires

- Faire la sensibilisation <sup>de la population</sup> pour le paiement des taxes et impôts pour permettre à l'Etat de réaliser ses projets.

les travaux ont pris fin par le remerciement des participants ils ont donné leur accord pour les travaux qui sont en vue pour le développement de la ville.

le représentant du Maire a souhaité à tous les participants un bon retour dans leur famille.

Kolokani est une localité d'hospitalité

Président  
  
MATHILY FOUSSENY

Fait à Kolokani le 05/05/2022  
Secrétaire Général  
Amadou Kané  


TRAVAUX DE REHABILITATION DIDIENI-DIEMA-SANDARE (313 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

CONSULTATION PUBLIQUE

Localité	:	Didiéni
Commune	:	Didiéni
Cercle	:	Kolokani
Région	:	Koulikoro

Liste de présence

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
01	Dofing Boulbaly	Maire	73 05 16 76	
02	Mamy Keita	CAFO	73 97 55 24	
03	Wassa Traoré	CAFO	73 08 25 30	
04	Mamadou Traoré	Eau et Forêt	76 23 81 85	
05	Adam Traoré	CAFO	75 19 53 42	
06	Ousmane Traoré	La Communauté	70 50 08 05	
07	Marika G Traoré	Conseiller chef village	73 01 08 99	
08	Tji Traoré	Conseiller chef village	73 19 70 42	
09	Guarzi Traoré	Conseiller Maire	73 79 49 04	
10	Saga Bagayoko	Conseiller Maire	69 25 23 64	
11	Dabou Dembélé	Secrétaire Général	79 44 09 10	
12	Alhousseini Toure	chef SACPN	79 03 36 28	
13	Ousmane DIARRA	DGR	83 10 87 85	

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord



# Commune rurale de Didiéni

## Procès-Verbal de Consultation publique

Le an deux mil vingt-deux et le cinq Mai à seize heures (13h) la salle de délibération de la mairie de Didiéni a abrité la rencontre de consultation publique sur le projet de réhabilitation de la route nationale de Kayes RN3 M'ongon Didiéni - Sankar.

La rencontre était présidée sous la présidence de Monsieur le Maire de la Commune de Didiéni Djing Coulibaly.

Le secrétariat était assuré par le secrétaire général de la mairie.

Elle a enregistré la présence des représentants des services et organismes suivants :

- les élus communaux;
- la chefferie de Didiéni;
- la coordination des jeunes;
- la CAFU;
- les services techniques.

Il y avait aussi les représentants des départements et directions suivants :

- la DNACPN, la DNEF, la DNPC
- le Bureau d'étude BETRAP.

La Vain liste de présence en annexe

I/ La cérémonie d'ouverture : elle a été présidée par les interventions du chef de village et du Maire

1- le message de bienvenue du représentant du chef de village Hauko Teare.

Celui-ci a souhaité la bienvenue aux patrons du projet et à tous les participants.

2- l'allocution d'ouverture du Maire, Djefins Coulibaly. Celui-ci a souligné la nécessité de la réhabilitation de la route. C'est-à-dire de son mauvais état actuel.

Selon lui, cette route joue un grand rôle dans le développement de sa commune et du Mali en général. Il a souhaité la bienvenue au projet et a déclaré ouvert la rencontre.

II. Les interventions

Les interventions des structures suivantes ont suivi les cérémonies d'ouverture. Il s'agit de la DNRCPN, la DNRFP, la DNRPC, la Direction générale de l'environnement et les représentants du Bureau d'étude BETRAP. Chacun de ces services a expliqué aux populations le rôle de son service et de son département dans tout le processus de réalisation du projet.

La présentation du projet selon le BETRAP. Le projet porte sur deux axes.

1- l'axe Diakéni - Sankharé 313km.

2- l'axe Sankharé - Kaya - Dibolly 96,5km.

Financement Budget d'Etat.

Les études seront assurées par le Bureau d'Etude BETRAP sur une période de

Le financement autres que pour remplacer les arbres qui seront coupés sera assuré par l'entreprise chargée de la réalisation du projet.

## C° Les interventions des populations

2  
D

Mr Mouko Traoré: ce lui a évoqué plusieurs cas de projet dont la présentation a été faite, mais n'ont jamais été réalisés, il prie le gouvernement de réaliser ce projet fortement attendu par les maliens.

Adama Traoré: a ajouté dans le même sens  
Gouonzye Traoré: demande que les propriétaires des terres qui seront touchés soit indemnisés.

Quarra Diarra de la CAPS, Djing Coulibaly ont tous ajouté dans le même sens que Adama Traoré  
Thany Keita. a souhaité que le projet soit réalisé dès cette année.

Acceptation du projet: tous les représentants des communes et structures présents ont déclaré que le projet est accepté de toute la population de Didiéni, elle souhaite que le projet soit réalisé au plus vite possible.

Les participants expriment leurs satisfactions; du fait que le projet sera réalisé et financé par le budget national.

### III<sup>o</sup> Les préoccupations des populations de Didiéni

- 1 - L'aménagement de la route de Balla longue de 5 Km
- 2 - L'aménagement de la route de Sebeens? 3 Km
- 3 - L'aménagement de l'espace public de Didiéni
- 4 - La réalisation de retenue d'eau à Didiéni et N'Gankara
- 5 - L'aménagement de (11) onze rues dans la ville de Didiéni
- 6 - Aménagement des grands collecteurs
- 7 - La réalisation de caniveaux à Didiéni
- 8 - la plantation d'arbres le long de la route
- 9 - le recrutement de la main d'œuvre locale à Didiéni
- 10 - la réalisation de ronds-points devant l'école A de Didiéni
- 11 - La réalisation parking automobile à Didiéni
- 12 - L'aménagement de la devanture de la Maison des jeunes

### IV<sup>o</sup> Clôture de la rencontre

Une intervention ont manqué la clôture de la rencontre

- Le message de remerciement et de prière pour la réussite du projet ainsi que pour la paix au Mali du chef de village de Didiéni

- L'allocation de clôture du dossier de Didiéni; <sup>31</sup> selon  
le projet est accepté et souhaite que les  
préoccupations des populations soient satisfaites  
à 100%; et a aussi souhaité bon retour aux  
contenus du projet dans leurs feux respectifs.  
et déclare clos les travaux.

Fait à Didiéni, le jour, mois et  
année ci-dessus

Le Secrétaire de Service.  
Dabou Dambou



Le président de Service



TRAVAUX DE REHABILITATION DIDIENI-DIEMA-SANDARE (313 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

CONSULTATION PUBLIQUE

Localité	:	Diéma
Commune	:	Diéma
Cercle	:	Diéma
Région	:	Kayes

Liste de présence

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
01	Abdoulaye Limoko	Maire	73 03 4686	
02	Thoustra A. Traoré	SIGMA	76 20 8081	
03	Ousmane DIARRA	DGR	83 10 87 85	
04	Ibrahima Koué	SACPV	90-60-66-98	
05	Adama Sidiké	conseiller communal	7524 0199	
06	Karamoko Diallo	chef SR-D	72 673572	
07	Che Féroune Diarra	DGPC	65713123	
08	Ayba Niabato	chef P-C	75092627	
09	Samba GOTTA	DNEF	76288031	
10	Raphaël Moutien Kamate	DNPC	79 37 81 69	
11	Ami Magassa	CAFO	78 49 73 78	
12	Mariam Soukho	CAFO	90 76 87 00	
13	Gabou Dabo	conseiller communal	75430233	

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diéma-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
14	Gasling Keita	Commissariat Eaux et Forêts	76 58 14 33	
15	Moussa Diop Daba Coulibaly	CHAFO	79 16 98 19	
16	Tinkou Nagassa	Conseil	79 78 50 52	
17	Houmane Sessako	chef de village	75 06 93 10	
18	Abaka Biarra	maître	76 04 34 09	
19	Sékou Cissoko	chef village	91 07 39 68	
20	Diékino Babo	CLJ	90 21 56 40	
21	Bachary Koukara	CCJ	79 28 93 84	
22	Hamadou T TRAORE	BETRAP	77 58 88 98	
23	Abdoulaye Keita	secrétaire	97 66 37 67	
24	Isaka Cissé	conseiller chef de village	78-10-52-48	
25	Yacouba Coulibaly	DNACPN	66 80 43 97	
26	Sekou Sowara	DNACPN	76 44 09 68	

BETRAP SARL  
 Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diéma-Sandaré (313 km) et  
 Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord

Région de Kayes  
Cercle de Diéma  
Commune Rurale de Diéma

République du Mali  
Un Peuple - Un But - Une Foi

Procès-Verbal de la Consultation publique sur travaux de réhabilitation Didiémi-Diéma-Sandara (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord.

L'an deux mille vingt-deux et le six mai, s'est réuni dans la salle de conférence de la préfecture du cercle de Diéma, la Consultation publique sur les Travaux de réhabilitation de la route Didiémi-Diéma-Sandara (313 km). Les Travaux étaient présidés par le Maire de la Commune de Diéma. Etaient présents (voir liste de présence).

Le représentant du chef de village de Diéma monsieur Houmama SISSAKO, Conseiller de village à saluer l'assistance et souhaiter la Bienvenue à tous.

Le Maire de la Commune monsieur Abdoulaye SISSAKO, a rappelé l'objet de la présente rencontre et a remercié les uns et les autres d'avoir répondu à l'appel. Il a ensuite déclaré la séance ouverte.

Monsieur Sekou DIRRA DNACPN: je suis ravi d'être parmi vous ce matin une concertation et consultation pour le projet de réhabilitation de la route Didiémi-Diéma-Sandara.

L'objectif est de venir expliquer, s'enquérir de vos impressions sur les travaux de réhabilitation et les cinq kilomètres de route communale retenue pour la ville de Diéma pour une meilleure étude d'impact environnemental. Pour ce faire la mission de ce matin est composée de certains services techniques de l'Etat et le Bureau d'étude rétros.

Monsieur Raphael N KONATE, Service patrimoine Culturel: Bonjour la salle, notre mission ce matin est de venir expliquer notre rôle au nom de ma Direction Nationale. En effet, les Travaux de construction d'une route ne peuvent se faire

Sans pour autant faire attention aux lieux de culte, aux champs, cimetières etc. ....

Samba GOITA, Direction Nationale des Eaux et Forêts: Bonjour à tous, notre mission est d'être témoins de cette rencontre avec la population. En faisant une route, obligatoirement, il faut couper des arbres. Notre Service est impliqué dans ce sens où il va veiller à ce que les arbres coupés soient compensés.

Jérôme DIARRA, Direction Générale Protection Civile: Notre Service est concerné puis que nous veillons à ce que les normes de sécurité soient respectées. Une route bien faite est une très bonne chose. Elle peut être aussi très dangereuse quand on ne respecte pas les règles de la circulation, je veut dire ici la route elle même et les personnes qui circulent sur cette route.

Ousmane DIARRA, Direction Générale des routes: les travaux de réhabilitation de la route Didiéni-Diéma-Sondaré de 313km dont fait l'objet d'étude d'impact environnementale est entièrement financé par le budget de l'Etat Malien pour une prévision de 218 472 706 189 Francs CFA. Le bureau BETRAP est retenu pour les études d'impact environnemental. La situation exceptionnelle du Mali fait que des retards peuvent survenir.

Ya Couba COULIBALY, DNACPN: nous remercions l'ensemble des Services et tous les Couches sociaux professionnelles ici présents. Le projet a été largement expliqué. Tous les Services pouvant intervenir sur ce projet ont expliqué pourquoi. Comment ils sont impliqués pour ce projet soit l'aspiration de tous. Nous allons à présent demander à la population de Diéma leur aspiration et éventuellement s'il y a des questions.

Le Maire de la Commune de Diéma - je tiens à remercier le Gouvernement Italien. J'aimerais dire à l'assistance que les études sont en cours depuis Décembre. Nous avons déjà reçu plusieurs fois en mission le bureau BTRAP avec bien sur le Service de la route. Ensemble nous avons déterminé certains axes dans la ville de Diéma pour la réalisation des cinq kilomètres prévus.

Gadi KEITA: Bonjour tout le monde. C'est un gros investissement que l'Etat Italien fait en ce moment difficile. J'aimerais demander si la route va être faite en deux voies allées et retour et son épaisseur. Est les mêmes dimensions pour les cinq kilomètres à l'intérieur de la ville.

Daka COULIBALY: représente CAFO Diéma: nous souhaitons voir des bons caniveaux pour drainer l'eau de pluie. Pendant l'hivernage les eaux de pluies cause beaucoup maladie.

Ami MAGASSA Conseillère municipale: l'ancien quartier m'étant pas concerné si les études pouvant prendre en compte des caniveaux pour évacuer les eaux pluie.

Temineu MAGASSA. Conseiller municipal: les constructions pouvant faire objet de démolition m'inquiète beaucoup. J'aimerais connaître les mesures prises en ce sens.

Mariam SOUKO CAFO: Demandons aux études de ne pas oublier les femmes.

Bakary TOUNKARA Jeunesse Communale: bonjour à tous. J'aimerais connaître la durée de vie de l'ouvrage. Nous souhaitons que la main d'œuvre locale soit priorisée. Nous souhaitons que les informations par rapport au recrutement

par les entreprises soient diffusés localement aussi.

Houmama SISSAKO Représentant chef de village: Les champs au bord de la route nous inquiète. Nous voulons savoir quand les travaux vont commencer.

BABA FARADJI N'DIAYE (BETRA): merci d'avoir répondu et ça montre combien votre attachement à ce projet. Nous remercions une fois de plus le gouvernement Maliem à travers la Direction Générale des routes qui a placé en nous sa confiance pour exécuter les travaux d'études environnementales. Le délai des études est pour six mois. Le résultat définitif des études de terminerons combien de temps va prendre les travaux. Il est nécessaire de rappeler aux uns et autres que tous est financé par le budget nationale. Les biens immeubles, les arbres seront recensés. Le réboisement compensatoire sera bien organisé avec les Services des Eaux et Forêts. Les propriétaires des biens seront mis dans leurs droits conformément aux textes en vigueur.

Ousmane DIARRA Direction Générale des routes: la durée de vie est prévisionnelle de vingt (20) ans. Pour atteindre les vingt ans il faut que les usagers aussi prennent soin des routes (ne pas creuser des trous et réparer les véhicules sur la route). En ce qui concerne l'interdiction de la culture des champs aux abords de route feront l'objet d'information au moment venu.

Le Maire de la Commune de Diéma : nous sommes au terme de la rencontre et la consultation publique sur les travaux de réhabilitation de la route Didiémi-Diéma-Somdaré (3137km) >>. Je suis très ravi des interventions des services techniques et tous autres participants ont été fructueux. Nous espérons que le bureau BETRAP continuera à travailler avec les populations et les services techniques locaux. Je déclare clos les travaux de la journée. Je vous remercie.

Diéma, le 06/05/2022

Secrétaire de Séances  
  
Ncessa Ambroise Traoré

de Maire  
  
Abdoulaye SASSAKO

**TRAVAUX DE REHABILITATION DIDIENI-DIEMA-SANDARE (313 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD**

**ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

**CONSULTATION PUBLIQUE**

Localité : Kayes  
 Commune : Kayes  
 Cercle : Kayes  
 Région : Kayes

**Liste de présence**

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
01	Kouyate Oumar	Président du Réseau	66 86 38 76 76 07 26 30	[Signature]
02	Schissa O. MAÏGA	chef canton Eaux et Forêts	76 17 53 49 65 92 58 72	[Signature]
03	Ousmane DIARRA	DGR	83 10 87 85	[Signature]
04	Samba GOTA	DNF	76 28 80 31	[Signature]
05	One Féline Diarra	DGPC	76 71 31 23	[Signature]
06	Raphaël Kouban Kamate	DNPC	79 37 81 49	[Signature]
07	Ya Coubar Coulibaly	DNACPN	66 80 43 97	[Signature]
08	Mamadou T. TRDRE	BEPRAP	77 58 88 98	[Signature]
09	Moujira I Cisse	Mairie de Kayes ou Mairie	76 13 35 60	[Signature]
10	Bakissa Zembilé	SLPIA-K	77-85-19-81	[Signature]
11	COULIBALY Mamadou	Société civile Président	76 46 77 09	[Signature]
12	Youssef KEITA	SR.	76 32 72 19	[Signature]
13	Kassoum Bagayoko	Représentant chef de quartier plateau	66.89-73-86	[Signature]

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
14	Abdoulaye Traoré	Représentant de la faune	73.11.83.02	
15	Salahina Guindo Liberte		70173130	
16	Souleymane Bamba	COA	79424308	
17	Seydou Traoré	Secteur Agri	78328687	
18	Amadou B. Diaw	SLACPN	74.74.2405	
19	Sekou Diarra	DNACPN	76440958	
20	Hadji Sow	Chef. quai Kouyate	76161734	
21	Mamadou Diarra	R-chef. LS	76011226	
22	Te Traoré Koumou	chef de quartier khasso	76361243	
23	Moussa D. Diallo	khasso	7501.54.90	

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord

[ Procès-verbal de consultation publique de Kayes

L'an deux mille vingt deux et le sept mai s'est tenue dans la salle de réunion de la mairie de la commune urbaine de Kayes la consultation publique dans le cadre des travaux de réhabilitation de la route Diédiéni - Diéma - Sandaré et Kayes - Diboli présidée par le 2<sup>e</sup> Adjoint au maire de la commune urbaine de Kayes.

Étaient présents :

- les chefs des quartiers
- les chefs coutumiers
- la société civile
- la CAFD
- les représentants de la jeunesse
- les représentants des services techniques
- les conseillers communaux
- l'équipe de la mission.

Après les mots de bienvenue des représentants des chefs de village, le 2<sup>e</sup> Adjoint au maire a fait l'ouverture de la dite réunion, ensuite le modérateur a demandé de faire le tour de la table qui a permis à tout le monde de se présenter. Ainsi, la parole fut donnée au bureau d'étude de faire une brève présentation du projet qui part du rond-point de Dyalla jusqu'à Diboli distant de 96,5 km.

Les doléances faites par les participants sont entre autres :

- l'aménagement de 5 km de voies dans la ville de Kayes,
- l'emploi de la main d'œuvre locale ;
- le reboisement compensatoire et le suivi des arbres plantés.
- l'implication de la société civile dans le suivi des différentes activités du présent projet.

De même, quelques questions de compréhension ont été posées sur les dimensions du goudron et la qualité du goudron.

A ces questions, le bureau et la Direction générale des routes (DGR) ont donné des réponses satisfaisantes à ces questions. Comme recommandation, la société civile a demandé de faire une restitution par les consultants avant la validation du rapport d'EIES.

Ainsi, la séance fut levée après la clôture du 2<sup>e</sup> Adjoint du maire dans les conditions les plus satisfaisantes.

Kayes, le 07/05/2022

Secrétaire de séance  
Hamastou TRAORE



Président de séance  
Hayéa I CISSE  
2<sup>e</sup> Adjt au Maire



TRAVAUX DE REHABILITATION DIDIENI-DIEMA-SANDARE (313 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

CONSULTATION PUBLIQUE

Localité Diboli  
 Commune Falemé  
 Cercle Kayes  
 Région Kayes

Liste de présence

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
01	Daouda Sine	Maire	79139617	
02	Lekou Soumare	Adjoint Maire	77146704	
03	Abdoulaye Diawara	Adjoint Maire	73-86-2652	
04	Kalidou Diarra	SARL	66.616595	
05	Amadou B. Diaw	SLAEPON	74.74.2425	
06	Faouké Keita	société civile	90 22 16 22	
07	Fadyou Kanté	Directeur d'étude	79-73-72-83	
08	FANE Siriman	Police	7647508	
09	Troré Wouhou	Agent CTR	77406388	
10	Raphael Moutou Kamate	DNA	79378119	
11	Milia Sungara	EMASE	76449007	
12	Abraham Diaby	Gendarmerie	79088259	
13	Ge Ferone Diarra	DGPC	76713123	

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
14	Abouba car Niallo	BOUAKES	76-36-5552	
15	Ousmane DIARRA	DGR	8310885	
16	Mamadou T. TRIORE	BETRAP	66517306	
17	Baba Faradj N'DIAYE	BETRAP	76460983	
18	Samba GOTIA	DNEF	76280831	
19	Yacouba Gullibaly	DNACPN	66804397	
20	Sekou Diarra	DNACPN	76440368	
21	Boubacary Kanate	C.A. D. Falem	72.00.6373	B K
22	Douma Soumaré	CAFD	66617290	
23	Haly Soumaré	Présidente des femmes	93927715	
24	Kadiatou Soumaré	Présidente djehap	84246959	
25	Souleymane	Keita	77289745	
26	Boulyouga	Keita	94099782	
27	Amagna Sy	Diofère Sandame	90451623	
28	Brahima Keita	DE des cycle	66039275	
29	Sapeur Hamadou H	protection civil	73578903	
30	Takoua Niallo	conseiller	76442456	
31	Abdoulaye soumaré	conseiller CV	77-11-86-93	
32	Mamadou Keita	Président jeunesse	76-26-93-12	
33	Ladji Soumaré	Représentant chef de Village	66-61-64-33	

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord



Commune de Falémé  
Mairie de Diboli

Consultation Publique République du Mali /  
Un pays - Un But - Une Foi

(I)

- P.V. rencontre - délégation nationale  
route et la population de la Falémé  
elut

Prenant la parole, le Maire a salué toutes les personnes présentes.  
Le Maire s'est dit heureux de recevoir cette haute délégation.  
Le Modérateur prend la parole pour situer l'importance des enjeux.  
Il s'agit de reprendre la route Kayes - Diboli surtout les impacts  
des travaux positifs et négatifs sur la vie des populations.  
Il y a des localités qui seront traversées par la route. C'est pourquoi  
tous les aspects de la question doivent être pris en considération.  
- la route a des impacts - il sera question de voir tous les contours  
de la question - les travaux auront des impacts.

Assainissement - Protection civile tous à tour ont pris la parole pour  
dire pourquoi, ils sont là.

Les travaux proprement dit : de travaux publics on est avec la direction  
des routes - la route doit satisfaire les besoins des populations.  
On doit reprendre la route avec tous les aspects positifs envisageables.  
Ce doit être une route répondant à tous les aspects positifs.

Mandat - Tracé : Bureau d'étude pour voir la route et à produire  
le rapport qu'il faut.

Souhaits : ceux et ceux : le travail de route ne va pas sans impact -  
les arbres seront touchés. C'est un rapport qui sera produit.  
Avec la route, les arbres seront touchés - comment faire pour le  
reboisement compensatoire des arbres - C'est un travail à la  
charge de l'entreprise. Ce rapport doit tout produire. On est là.

Yaamba loubaly : On est de la direction du DRACON -  
 On doit voir tous les contours de la réalisation de la route -  
 - Diourc : On travaille au même niveau. On veille à la  
 protection des personnes et des biens. On veille sur la nuisance  
 surtout - On a notre service → Kayes  
Diourc On reprend les mêmes propos de nos partenaires.  
 On a les mêmes ambitions → veiller sur la vie des populations  
 il y'a eu un tour de table pour présenter et se faire connaître  
Baba : Bureau d'études. axe : Diadieni - Sédigne - Kayes - Dibieli  
 le travail est total de Kati → Dibieli. Mais il y'a une répartition  
 des travaux entre les bureaux d'étude - Dibieli a un problème -  
 la route → Dibieli est très mauvaise → Dibieli - A Dibieli, il faut  
 OZvoies - la réalisation a des impacts à Dibieli - la réalisation touche  
 beaucoup de choses. Avec la réalisation il y'a des captures. C'est  
 pourquoi, on doit y veiller très sérieusement - -  
Un autre intervenant : Traore : la route → Dibieli touchera des gens  
 Dibieli aura le gros des travaux. Beaucoup de travaux sont faits  
 → Dibieli - Avec les travaux, il y'a la nuisance - Au moment de la  
 réalisation beaucoup d'études seront faites - Avec les travaux, la main  
 d'œuvre sera recrutée et en emploi par la jeunesse - Ce sont ces  
 aspects que je n'ai pas pu voir -  
Diourc : Tous les contours ont été dégagés - Il faut de poser des questions  
 Une liste de 05 personnes est dégagée d'abord  
Foumké Keita : il y'aura des cases mais la répartition ne doit pas  
 tomber -  
Sékou Soumaré : adjoint local : ambiance de nettes de part et d'autre part -  
 Ambiance idem pour les personnes touchées  
Jeune Dibieli : On doit penser à la jeunesse - Au moment des travaux  
 on doit éviter nos jeunes

### III

Tahion Diallo : les travailleurs touchés que faire pendant ce temps et les commerçants déjeunis - Que faire -

le Bureau d'étude. tous les aspects seront pris en compte - le mécanisme de gère les plaintes. Tous les aspects seront pris en compte - Il y aura un recensement exhaustif des lieux. On verra qui il y a et un consensus -

- L'entreprise de la route est prise en compte - À l'axe, il faut un espace de 400m - Pour Diboli, tout est particulier - Diboli est à la frontière son impact sera grand -

- Diamou : il y aura une suspension des travaux - Mais pendant la réalisation il y aura des mésaventures - On y verra très sérieusement - On mettra au pied un mécanisme de la gestion des plaintes pendant la réalisation des travaux - la compensation sera bien faite et de façon équitable -

Eaux et Forêts : les arbres touchés seront remplacés - C'est le rôle du Service des Eaux et Forêts. L'entreprise sera tenue de faire ce travail de remplacement - le rôle est entre les mains de la main x la main d'œuvre locale sera forcément utilisée : la j'aime locale sera prise en compte -

Diamou : Tous les recensements seront faits en présence des populations locales

Le Mali : Diboli est derrière l'Etat. On doit s'efforcer à encourager l'Etat il faut respecter les exigences de l'Etat.

La Police : l'Etat doit être respecté - Qu'est ce qui est prévu par la police - Au cours des travaux - l'aspect technique doit être pris en compte -

Moulaye Soumaré conseiller chef de village : Toutes les exigences sont respectées - On y verra beaucoup

Tahion Diallo : est le pont de Diboli Kidiro

Pour le pont léviat sera pris en compte -  
Bureau d'étude : Tous les aspects de rénovation seront pris en compte  
le Maire : Diboli est particulier - On doit songer à cela -  
Pour le lycée - la commune n'y tient beaucoup -  
Diboli doit être mieux considéré

Dumou Kalo : Avec l'ONRS on a bénéficié que de deux  
projets - On doit encourager les femmes de la commune -  
Pendant les travaux on y verra beaucoup au côté de la réhabilitation de certains aspects au cours des travaux  
le Maire : On exige sur certaines choses - la réputation de Diboli est  
environnement - le Maire : je suis content et dans l'attente de voir  
l'échafaudage On remercie et félicite Diboli. On est content de trop  
On a été bien reçu - On demande vos bénédictions  
le Maire : Merci je vous remercie

Diboli, le 08/05/2022

le Maire

Damola Akié

*[Signature]*



TRAVAUX DE REHABILITATION DIDIENI-DIEMA-SANDARE (313 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

CONSULTATION PUBLIQUE

Localité : *Diyalla*  
 Commune : *Liberté Dombaya*  
 Cercle : *Kayes*  
 Région : *Kayes*

Liste de présence

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
1	<i>Souleymane Diallo</i>	<i>Naucé</i>	<i>66729620</i>	<i>[Signature]</i>
2	<i>Amedy Diallo</i>	<i>Conseiller</i>	<i>66720762</i>	<i>[Signature]</i>
3	<i>Issa O. MAIGA</i>	<i>chef canton Eaux et Forêts</i>	<i>65325892</i>	<i>[Signature]</i>
4	<i>Noumou Sidihe</i>	<i>société civil</i>	<i>76472594</i>	<i>[Signature]</i>
5	<i>Toumany Sidihe</i>	<i>GAC</i>	<i>76060180</i>	<i>[Signature]</i>
06	<i>Asselou Konate</i>	<i>Assoc. Fam.</i>	<i>75072569</i>	<i>[Signature]</i>
07	<i>Solimata Traoré</i>	<i>Repr. Femines</i>	<i>79206506</i>	<i>[Signature]</i>
08	<i>Tiguide Sidihe</i>	<i>Prés. cant. C.</i>		<i>[Signature]</i>
09	<i>Hawa Tandjigoro</i>	<i>commerçante</i>	<i>75090273</i>	<i>[Signature]</i>
10	<i>Hamadou T. TRKORE</i>	<i>BETRAP</i>	<i>77588898</i>	<i>[Signature]</i>
11	<i>Seydou Traoré</i>	<i>Agriculteur</i>	<i>78328687</i>	<i>[Signature]</i>
12	<i>Amadou B. Siant</i>	<i>SLA PPM</i>	<i>7474.2425</i>	<i>[Signature]</i>
13	<i>Raphaël Mouton Konate</i>	<i>DNPC</i>	<i>79378169</i>	<i>[Signature]</i>






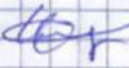

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
14	Samba GOWA	DNEF	76288091	
15	Che Féroné Diarra	DGPC	76713123	
16	Ousmane DIARRA	DGR	83108785	
17	Baba Farady N° DIAYE	BETRAP	76460983	
18	Yacouba Coulibaly	DNA/CPM	66804397	
19	Sekou Diarra	DNA/CPM	66460368	
20	Amara Biello	dir Village	71038660	
21	Namadou Camara	Recrutement		
22	Namadou Biama	conseiller v.a.	78976978	
23	Namadou Camara	conseiller	76369769	
24	Nourou Sirokio	conseiller v.a.	79401513	
25	Seïba Biello	biyola	71222277	
26	Nariam Sidiibi	AS. Femine	51626057	
27	Nou' Senkama	commentaire	51958670	
28	Hawa Sidiibi	Djiguisebi	79317649	
29	Safia/ou Diarra	Djiguisebi	79317649	
30	Namadou Konaté	Jeunesse	69639404	
31	Bombou Biello	conseiller	61743093	
32	Nourou Sembouren	C.F.O. Biyola	65579606	
33	Bethia Sirokio	Rep jeunesse	76-9423-94	

BETRAP SARL

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord

No	Nom et Prénom	Statut	Contacts		Signature
		Fonction	Tel	Email	
34	Sidy Sissoko	commerçant	66 99 3787		
35	Bakary Traoré	conseiller	76 81 08 69		
36	Aly Traoré	commerçant	64 47 09 76		
37	Amidou DIAKITE	Conseiller	76 36 74 83		
38	Mamadou Niambélé	entrepreneur	79 63 96 54		
39	Nouma Sissoko	Cofoprice	76 45 15 98		
40	Mallé Sanon	Kaman Kélé près du marché	70.81.12.22		

## Consultation Publique.

De la Nainio de liberté Doukaya dans  
la Commune Rurale de liberté Doukaya.

(1)

Objet: Réhabilitation de la Route  
Ardiani - Drom - Sandro Kayes-Diboli  
à partir de la route Kayes-Diboli.

Président de séance - Nainio de la Commune.

Présents (voir liste de présence), et certaines Services  
de la Commune.

Au regard de l'histoire locale: nous sommes la en un  
endroit pour nous réformer et solliciter nos avis sur  
la reprise de la route Kayes-Diboli, c'est l'objet  
de la Consultation publique.

Il y a cinq services qui se  
patrimoine culturelle: On fait une route pour cause  
cause des désagréments sur la sauvegarde du patrimoine  
local.

Raphaël Antoin Koutou - DMC = sauvegarde  
du patrimoine culturel comme il a dit précédemment  
Sauvegarde : Service des eaux et forêts: Sauvegarde  
sauvegarde de la forêt et des arbres. On fait  
une route, il faut sauvegarder les arbres et  
cela donne à faire dans les normes strictes. faire  
un répertoire des arbres à coupé et en faire un  
document, pour le réajustement futur.

- Capitaine Jérôme Biang BGC = Chef pour assurer la protection de la route d'aujourd'hui, le développement humain & progressif. Notre rôle est d'assurer la protection.

vous ne Biang BGR, qui hérit des travaux publics la route est totalement dégradée, et il faut donc faire les pavés avec des béton bitumineux, contrairement à l'ancien pavé. Mais pour la durée de la route il faut du béton bitumineux  
Yacine Coulibaly DNASsainement = notre travail est de passer par les structures existantes.

Sékou Biang = Directeur Assainissement.

Il y a la présence du bureau d'étude dont

1- Baba Fandi N'Biang = BDRP. pi & BDRP horizontal.

2- Mamadou Tiécoré Traoré BDRP. Sociologue  
Présentation du projet.

Baba F. N'Biang. BDRP. = nous sommes là pour faire les études de faisabilité et de production en durcissement.

Il s'agit de faire une route de Kati à Diaké.

1<sup>er</sup> Axe - Kati - Kélikoni.

2<sup>ème</sup> Axe - Djidiou - Diéma - Soudou

3<sup>ème</sup> Axe - Kayes - Diaké.

C'est le 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Axe qui nous a été confié.

Il s'agit de reprendre la route totalement pour faire une nouvelle route. Je suis venu pour causer avec vous, pour comprendre vos besoins et vos soucis.

Duvallet I. D. 2001 : Nous avons occupé deux axes  
il faut faire des diétièmes pour les véhicules, cela  
peut provoquer des désagréments sur la route et le  
patrimoine culturel de la cité. C'est pour ça, il  
faudrait prendre toutes les sites possibles autour  
en même temps les occupants de la rue publique  
aux abords de la route. Faire une évaluation de  
des infrastructures et en faire un document. Malgré  
tout pas de désagréments, une bonne route et plus  
durable en terme de temps.

③ Quelques participants

M. Suppa Biella Dyelo. Je veux savoir si la route  
devra grandir ou élargir.

Je sais que c'est correct, mais ce que nous avons  
constaté, à chaque fois que la feu, les victimes ne  
font pas pousser rentrer dans leur rue, côté  
des femmes qui on devra leur payer.

Par rapport à l'impact sur le patrimoine, il y a  
lieu de prendre contact avec des vieilles personnes  
pour déterminer les lieux. L'évaluation est déterminé

Dario : A ma connaissance par rapport au pont  
toutes les victimes ont été dédommages. Aussi  
de par la présence des autorités, l'information  
devra être donnée en temps utiles et relayé l'in-  
formation.

ou même no bierra : La L'évaluation devra être  
2x3, 10.

Noumou Salibo = une seule inquiétude c'est pour rapport à l'indemnisation des impacts de la route. La procédure d'indemnisation est trop lourde. Donc et déjà, il ya lieu de trouver une solution pour faciliter le processus d'indemnisation, en choisissant un organe chargé de l'organisation des personnes impactées.

(4)

Nano - Il n'y a pas lieu de faire de plus en les personnes par Bamako. ~~Les~~ les services rattachés existent à Kayes. Les maintenant il ya lieu de trouver la solution pour que les impacts, puissent être indemnisés, à Kayes.

Toumani Sidibé = Il ya lieu de faire le suivi de la construction de la route.

Est l'occasion de promouvoir l'emploi des jeunes lors de la mise en service de la réhabilitation de la route.

Safietaou Diarra : je voudrais savoir si la construction de la route aura un impact sur ~~la~~ l'activité du marché.

Narissou Salibo - impact sur les boutiques en bordure de route,

Noussa Soumbourou = Il ya lieu de faire le suivi de la route, et au fêchez d'utiliser la route avant la fin des travaux.

Aboumarham Niquebelle = J'ai une conteste en bord de la route. Quelles dispositions peuvent prises pour moi.

Boris F. N'Diaye = bureau d'étude.

Il y aura une reconnaissance et une optimisation de la valeur des infrastructures compactées.

Amandine Diaw - Je voudrais voir il y a un aménagement pour l'accès des villages au bordure des routes.

Naimou-Sindibo - fait en 2011 des ralentisseurs pour traverser la route, et il y a lieu de déplacer le scanner de la Douane à l'avis de stationnement de la Douane à Akhine.

Jerome Diaw - les ralentisseurs sont faisables pour passer d'une demande auprès du Nauti, avant la fin des travaux. Tous les panneaux seront installés.



Yacoubou Coulibaly - l'employabilité des jeunes est priorisée par rapport à tous les travaux sur les localités.

Belis Sissoko = recombinaison = il faudra aller au delà de manœuvres, il faut aussi chercher la technique.

Le Secrétaire,  
Fouad

Fait à Kayes, le 05/2022  
Le Président



M

Amadou Diaw

**TRAVAUX DE REHABILITATION DIDIENI-DIEMA-SANDARE (313 KM) ET KAYES-DIBOLI (96,5 KM) DU CORRIDOR BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD**

**ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

**CONSULTATION PUBLIQUE**

Localité	: SADARE
Commune	: SANDARE
Cercle	: NIOW
Région	: Kayes

**Liste de présence**

N°	Nom et prénoms	Structure / Fonction	Contacts Tel / Email	Signature
01	Coulibaly Ibrahim	chef SACPN	79 054 715 ibrahima.coulibaly@sn	
02	Ousmane DIARRA	DGR	83108785	
03	Hamadou TANGRA	Elu conseil	78144750	
04	Che Jérome Niama	DGPC	76713123	
05	Che Samba GOITA	DNEF	76288031	
06	Hamady FOFANA	chef de village	79155899	
07	Hayetouma TOBO	SECUR	79169953	
08	Boubacar Barry	saucet Forêts	703922111	
09	Raphaël Moutian Kamaté	DNPC	79372149	
10	Mohamed Konaré	conseiller du village	75091720	
11	Wally Diarissa	Rep. jeunesse	76885665	
12	Ousmane SARRA	Rep. jeunesse	76993725	
13	Abdoulaye Coulibaly	" "	72-72-4522	

BETRAP SARI

Etude d'impact environnemental et social des travaux de réhabilitation Didiéni-Diema-Sandaré (313 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord



REGION DE NIORO 1°) République du Mali  
CERCLE DE NIORO Un Peuple. Un But. Une Foi  
COMMUNE RURALE  
DE SANJARE

Procès-Verbal de la Consultation  
Publique en matière d'Impact  
Environnemental et Social  
Relative au projet de réhabilitation  
Didiemi-Diema-Sandare 313km  
et Kayes-Diboli (96,5km) du  
Corridor Bamako par le Nord.

L'an Deux mille vingt et deux et le huit mai à  
15h 00 s'est tenue dans la salle de délibération de  
la Mairie, la consultation publique en matière  
d'impact environnemental et social relative au  
Projet de réhabilitation Didiemi-Diema-Sandare  
313km et Kayes-Diboli 96,5km du Corridor Bamako  
Ilakar par le Nord. Présidé par Monsieur OUMAR KONATE  
L'adjoint au maire assisté par Monsieur Mayetouma  
Diao Secrétaire général de la Commune. La  
consultation a regroupé entre les représentants  
de la société et ses collaborateurs dont le consultant  
Baba Faradji N'Diaye, Mamadou Tiecoura Traoré  
Sekou Diarra le Directeur National de l'assainissement  
du Contrôle des pollutions et des nuisances, le  
représentant des Eaux et Forêts niveau National et  
celui du Chef de Poste Forestier de Sandare RAFAEL KAMATE

(Ministère de la Jeunesse et de la Culture) les représentants du Chef de Villages de Sandané, des Jeunes de la CAV et les Conseillers municipaux en présence du Sous-Prefet. Le Secrétaire général de la Mairie dans son rôle de maître de Cérémonie a fait lecture du déroulement de la Consultation Publique. Le Maire a salué et remercié tous les participants pour avoir répondu à l'appel montrant du coup l'intérêt qu'ils attachent à cette Consultation. Prenant la Parole, monsieur le Maire au delà de son impact positif sur la Population, on ne doit pas non plus minimiser ses conséquences néfastes. La présence des autorités prouve à Suffisance que l'Etat est imprégné de leur présence dans la Commune.

**SEKOU DIARRA (INACPN)** : en qualité de Chef de mission, je suis accompagné par les représentants de services techniques concernés qui vont intervenir bientôt. L'entreprise doit satisfaire obligatoirement certaines conditions de la Population à savoir :

- 1°) Etudes d'Impact environnemental
- 2°) Elaborer un plan de développement communautaire
- 3°) Mettre en relief les impacts négatifs et positifs.

**DUSMANE DIARRA (IGR)** : nous sommes ici cet après-midi pour vous édifier davantage sur les travaux en vue. Il s'agit de la réhabilitation du tronçon Tidioni-Diema-Sandané la route a déjà 20 ans d'existence donc mérite d'être

réhabilité. Elle sera faite en béton bitumé.

IBRAHIM COULIBALY (Assainissement Nioro) : L'impact des travaux est énorme donc vos points de vue sont importants. Les difficultés qui seront rencontrées vos besoins à prendre en charge au moment de l'exécution des travaux.

CAPITAINE GEROME DIARRA (Protection Civile) notre mission première c'est la protection des personnes et leurs biens. Auparavant il y avait pas assez de monde, mais aujourd'hui c'est le contraire ce qui agit beaucoup sur la durée de vie de la route SAMBA GOÏTA (Eau et Forêts) : pendant l'exécution des travaux les arbres seront emportés, il faut nécessairement les remplacer. Soit le reboisement tout au long de la route ou bien reboiser un espace au sein du village choisi par les villageois.

RAFAEL KAMATE (Ministère de la Jeunesse et de la Culture) au moment des travaux les dévotions peuvent aboutir sur les bois sacrés ou sur les lieux de culte ou cimetières. Dans ce cas il faut obligatoirement obtenir le point de vue des habitants du village.

YACOUBA COULIBALY (Consultant) : L'étude d'impact environnemental et le procès verbal de la consultation publique seront examinés (sauvegarde de l'environnement, estimations des coûts de préjudices, poussières etc...) par notre département pour être validés après.

BOUBACAR BARRY (Eaux et forêts): L'implication de la population, vos suggestions seront les bienvenus.

SEKOU JIARRA (JNACP): le bureau doit tenir compte de tous les préjudices qui seront causés (coupe d'arbres, démolition des maisons, des équipements marchands).

BABA FARAJI N'JIAYE (Consultant) les travaux de réhabilitation concerneront trois axes:

Bamako. Kolokani déjà commencé, le tronçon Jidieni, Niema. Sandaré qui nous concerne et Kayes. Jiboli.

les différentes études seront faites, on va tenir compte de tous les impacts et aussi de toutes les victimes. Dans le projet il y aura la réalisation de 5km de route bitumée à l'intérieur du village de Sandaré.

MAMA LOU TIECOURA TRAORE (Consultant) la route réalisée en 2001 a souffert déjà il va avoir des difficultés au moment des travaux: les poussières surtout les dérives qui peuvent aboutir sur les lieux sacrés les activités génératrices de revenus seront développées, le brassage des populations qui auront des impacts sur nos us et coutumes.

SEKOU JIARRA (JNACP): après les différentes présentations la parole aux bénéficiaires.

MAMA LOU TRAORE (Elu communal): Je voulais savoir si la route allait augmenter de largeur cela n'est pas sans conséquence.

AÏCHE JIOUNE: c'est une nouvelle route ou l'ancienne qui sera réalisée?

DUMAR KONATE (2<sup>e</sup> adjoint au Maire): Je souhaite connaître la largeur du goudron sachant bien que la route commence à partir de Diabe. Comment les victimes seront recensées, les 5Km de route à l'intérieur qui seront réalisés, Je veux connaître la largeur et comment indemniser les victimes.

DUSMANE DIARRA (DGR): la largeur de la route en brousse c'est 2x3,5m, 1,5 pour les pietons et 1m de caniveaux de part et d'autre et en ville 2x2,5m, 1,5 pour les pietons et 80 cm de caniveaux de part et d'autre c'est l'ancienne route qui sera faite.

JACOUBA COULIBALY: Quant aux derivations, il faut attendre les travaux commencent.

DUMAR KONATE (2<sup>e</sup> adjoint au Maire) les emprises conventionnelles 40 m de part et d'autre en brousse et 20m de part et d'autre en ville cela à partir du milieu de la route ne vont pas affecter les réalisations existantes (maison par exemple).

JACOUBA COULIBALY: avec les études tout ce qui peut être entre le sera.

MAMA JY. FOFANA (chef de village) Je veux savoir la durée et le coût des travaux.

BABA FARAJI N'DIAYE (élu communal): le budget prévisionnel est de 218472706189 F CFA les études détermineront la durée.

SULEYMANE DIARRA (élu communal) Je veux connaître l'épaisseur et la durée de vie de la route.



OUSMANE JIARRA (JGR) : l'épaisseur doit être de 5 cm  
mais les études diront mieux

OUSMANE TRAORE (Jeunesse) : notre souhait c'est  
l'emploi des Jeunes qualifié et non qualifié

OUMAR KONATE (2<sup>e</sup> adjoint au Maire) : les arbres qui  
seront coupés le nombre d'hectare en Compensation :

SAMBA GOÏTA (Eaux et Forêts) : le reboisement  
compensatoire sera défini par les études soit en  
ligne ou en bosquet lieu défini par les villageois.  
c'est l'entreprise qui doit prendre le reboisement  
mais suivi par le service des eaux et forêts.

YACOUBA COULIBALY (Consultant) : un comité de gestion des  
plaintes sera mis en place.

BOUBACAR BARRY (Eaux et Forêts) : Je demande aux autorités  
locales de chercher le rapport des études

OUMAR KONATE (2<sup>e</sup> adjoint au Maire) : Je remercie les  
représentants de différentes structures pour leur  
déplacement, les différents participants pour leur  
contribution dans les débats menés en formule de vœux  
pour la réalisation du projet dans l'intérêt général de  
toutes les populations du pays en général et en particulier  
celles de la Commune de Gandare.

La réunion a pris fin à 17h.00 la liste des participants  
est jointe en annexe.

LE SECRÉTAIRE DE SEANCE

MAYE



LE PRÉSIDENT DE SEANCE

OUMAR KONATE



**Annexe 2 : Analyse des autres textes relatifs au cadre légal y compris le code de travail et de prévoyance sociale**

Références		Exigences
<b>LOIS</b>		
La loi n°2022-034 relative à la protection et à la promotion du patrimoine culturel national.	Art 1	La protection et la sauvegarde du patrimoine culturel sont assurées par l'Etat, les collectivités territoriales et les communautés.
La loi N ° 2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances	Déchets solides (section 1)	Interdit de détenir ou abandonner des déchets domestiques solides dans des conditions favorisant le développement d'organismes nuisibles, d'insectes ou autres vecteurs de maladies
	Art.10	Toute personne détenant des déchets domestiques est tenue d'en assurer l'élimination ou le recyclage.
	Art.13	Il est interdit de déverser dans les cours d'eau, dans les caniveaux ou autres lieux publics ou privés les déchets domestiques fluides non conformes aux normes de rejets.
	Art 17 et 19	Il est interdit de détenir ou d'abandonner des déchets biomédicaux
	Art 27	Les immeubles.....à éviter la pollution de l'atmosphère
	Art 29	Est interdit tout bruit susceptible de nuire au repos et à la tranquillité, à la santé et à la sécurité publique.
La Loi n° 2018-036 du 27 juin 2018 fixant les principes de gestion de la faune et de son habitat	Art 1	Les dispositions de la présente loi et de ses textes subséquents s'appliquent à l'ensemble des animaux sauvages, vivant en liberté dans leur milieu naturel ou maintenus en captivité, à l'exception des poissons, des mollusques et des crustacés
Loi n°2017-019 du 12 juin 2017 portant loi d'orientation pour l'Aménagement du Territoire	-	S'applique à toutes les opérations relatives à l'occupation de l'espace, à l'affectation ou à la répartition équilibrée des populations, des activités, des infrastructures, des équipements et des services sur le territoire national
Loi n° 2015-052/ du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives		Cette loi institue des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Elle fixe à 30% les postes électifs et nominatifs qui doivent être attribués au genre.
Loi N°2017-021 portant modification de la loi n°092-020 du 23 septembre 1992 portant code du travail	Art 13	Le contrat individuel de travail est la convention en vertu de laquelle une personne s'engage à mettre son activité professionnelle moyennant rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne appelée employeur.
	Art 62	Un règlement intérieur est obligatoire dans toute entreprise industrielle, commerciale et agricole employant au moins dix (10) salariés.

Références	Exigences
Art 68	Le règlement intérieur entre en vigueur vingt jours après le visa de l'inspecteur du travail, la date et le cachet de l'inspection apposé sur l'original du règlement faisant foi
Art 91	Le tâcheron est un sous-entrepreneur recrutant lui-même la main d'œuvre nécessaire, qui passe avec un entrepreneur un contrat pour l'exécution d'un certain travail ou la fourniture de certains services moyennant un prix forfaitaire. Ce contrat est obligatoirement constaté par écrit. L'entrepreneur est tenu d'en expédier sans délai deux exemplaires à l'inspection du travail régionalement compétente, en indiquant l'emplacement des lieux de travail utilisés.
Art L 26	Tout contrat de travail nécessitant, du fait de l'employeur, l'installation des travailleurs hors de la localité où ils résident au moment de la conclusion du contrat, doit être, après visite médicale de ceux-ci, constaté par écrit et déposé auprès de l'inspection régionale du travail du lieu d'exécution pour avis
Art L142	Le repos hebdomadaire est obligatoire. Il est de 24 heures au minimum. Il a lieu en principe le dimanche et ne peut, en aucun cas, être remplacé par une indemnité compensatrice.
Art 177	Toute entreprise ou tout établissement est tenu d'assurer un service médical ou sanitaire à ses travailleurs.
Art L187	Les enfants ne peuvent être employés dans aucune entreprise, même comme apprentis, avant l'âge de 15 ans, sauf dérogation écrite édictée par arrêté du ministre chargé du travail, compte tenu des circonstances locales et des tâches qui peuvent leur être confiées.
Art 280	<p>Il est créé un comité d'hygiène et de sécurité dans tous les établissements appartenant à l'une des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- établissements industriels occupant d'une façon habituelle 50 salariés au moins,</li> <li>- établissements autres qu'industriels et, quelle que soit leur nature, occupant d'une façon habituelle 100 travailleurs au moins.</li> </ul> <p>Toutefois, l'inspecteur du travail peut imposer la création d'un comité d'hygiène et de sécurité dans les établissements ne comptant pas les effectifs requis, mais qui effectuent des travaux présentant une insécurité particulière du point de vue des accidents du travail ou des maladies professionnelles. Dans ce cas, le délai d'exécution de la mise en demeure est fixé à un mois.</p>

Références		Exigences
Code de prévoyance social Loi N°62-68 ANRM du 9 août 1962 ; -Loi n°03-036 du 30 décembre 2003 et la loi n°06-008 du 23 janvier 2006 modifiant ; -Loi n°99-041 du 12 août 1999 portant Code de prévoyance sociale	Art L 313	Si une main d'œuvre provisoire doit être employée dans une entreprise par le truchement d'une entreprise de travail temporaire, le contrat de mise à disposition est passé entre l'utilisateur et l'entreprise de travail temporaire, laquelle doit être agréée par le ministre chargé du Travail.
	Art 8	La rémunération de l'activité dont le travailleur doit tirer ses moyens normaux d'existence doit être, sauf pour les apprentis liés par contrat, au moins égale à celle du salaire minimum interprofessionnel garanti du lieu d'emploi
	Art 39	Toute entreprise doit assurer à ses travailleurs un service médical et sanitaire
	Art 51	Tout travailleur fait obligatoirement l'objet d'un examen médical avant l'embauchage, ou, au plus tard, avant l'expiration de la période d'essai qui suit l'embauchage, dans les conditions définies par l'arrêté prévu à l'article 40
Loi n°2012-003/du 23 janvier 2012 sur l'interdiction des sachets plastiques non biodégradables	Art 4	Sont interdits la production, la détention, la commercialisation et l'utilisation de sachets plastiques biodégradables et granulés non biodégradables destinés à la fabrication desdits sachets
L'Article 13 de la Constitution du 22 juillet 2023 de la République du Mali dispose que « Le droit de propriété est garanti. Nul ne peut être exproprié que pour cause d'utilité publique et contre une juste et préalable indemnisation ». La procédure d'expropriation est traitée au titre V de l'Ordonnance N°2020 – 014/PT –RM portant loi domaniale et foncière du 24 décembre 2020 (articles 192 à 220).	Section 5	Elle s'applique aux immeubles immatriculés (les Titres Fonciers) et à la purge des droits fonciers coutumiers et théoriquement, ces dispositions de la Loi Domaniale et Foncière excluent du bénéfice de la procédure d'expropriation les occupants de terres non-immatriculées et qui ne sont pas détenteurs de droits coutumiers
Loi n°02-006 du 31-01-2002 Portant code de l'Eau	-	Instrument juridique fixant les règles d'utilisation, de conservation, de protection et de gestion des ressources en eau qui constituent un patrimoine commun, inaliénable, imprescriptible et insaisissable.

Références		Exigences
Loi n°01-004/AN-RM du 27-02-2001 Portant charte pastorale	-	Organisation des activités pastorales, de l'accès à l'eau à usage pastorale, et de la gestion des ressources naturelles ;
Loi n°10-028 du 12 juillet 2010 déterminant les principes de gestion des ressources du domaine forestier national	Art 21	La coupe, l'arrachage, la mutilation ou tout acte de nature à endommager de façon quelconque les arbres plantés ou plants naturels d'espèces énumérées dans la catégorie des essences intégralement protégées sont interdits, sauf dérogation écrite accordée par le service chargé des forêts pour des raisons scientifiques, médicinales, d'intérêt public ou dans les conditions suivantes : défrichement autorisé ; coupe régulière ou d'amélioration effectuée dans le cadre de la mise en œuvre de plan d'aménagement du domaine forestier.
Loi n° 02 – 049 / du 22 juillet 2002 Portant loi d'orientation sur la santé		Cette loi a pour objet de fixer les grandes orientations de la politique nationale de santé. La politique nationale de santé repose sur les principes fondamentaux d'équité, de justice de solidarité, de participation de la population et de la société civile. Les priorités de l'action sanitaire sont réservées à la prévention des maladies, à la promotion sanitaire et au bien-être de la famille en milieu rural et périurbain ainsi qu'à l'amélioration de l'accès des populations les plus pauvres aux soins de santé.
<b>DÉCRETS</b>		
Décret N°02015-0678/P-RM du 20 Octobre, fixant les détails des compétences transférées de l'État aux collectivités territoriales en matière d'éducation.	Art 2	Le présent décret fixe les détails des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités Territoriales en matière d'éducation.
Décret n°01-396 P/RM du 06 sept 2001 (pollution sonore)	Art 12	Tout établissement ou entreprise utilisant des machines et tout appareil sonore doit se conformer aux normes en vigueur.
Décret n°01-397 P/RM du 06 sept 2001 (pollution atmosphérique)	Art 21 (Abats poussières)	Toute personne physique ou morale qui procède à la construction, à la réparation, à l'entretien ou à la démolition d'un bâtiment, d'une route, d'une autogare, d'une gare ferroviaire, aéroportuaire et portuaire doit épandre de l'eau ou un autre abas poussière pour prévenir le soulèvement de poussière.

Références		Exigences
Décret n°01-394 P/RM du 06 sept 2001 (Déchets Solides)	Art 4 (gestion des déchets solides)	Toute personne dont l'activité produit des déchets solides ou qui les détient dans les conditions susceptibles de porter atteinte à la santé humaine ou animale et d'avoir des effets négatifs sur le sol, sur la flore ou sur la faune, de causer la dégradation des sites et des paysages ou de polluer l'air ou l'eau ou d'engendrer des odeurs ou des nuisances visuelles est tenue de les éliminer conformément aux dispositions du présent décret.
Décret n°01-395 P/RM du 06 sept 2001 (Déchets liquides)	Art 10 du chapitre 3	Toute unité industrielle doit être pourvue d'un équipement de traitement des eaux usées
	Art 13 du chapitre 3	Le contrôle du respect des normes de rejet des eaux usées dans les égouts publics ou dans les cours d'eau est effectué par analyse d'échantillon dans des laboratoires agréés par l'administration compétente
Décret N°2017-0326/P-RM Du 11 Avril 2017 Régissant l'hygiène de l'habitat en République du Mali	Art 8	Toute maison d'habitation doit être alimentée à partir d'une source d'eau potable
	Art 19	Toute maison d'habitation doit disposer d'un système individuel d'assainissement (latrines, regard, fosse septique, puisard) ou être connectée à un système collectif d'assainissement. ‘
	Art 30	Il est interdit de déposer les ordures à même le sol ou dans un récipient non conforme, à l'intérieur ou dans l'environnement immédiat de l'habitation
	Art 32	Le brûlage à l'air libre des déchets domestiques est interdit à l'intérieur et à l'extérieur des maisons d'habitation.
Décret n°10-387/P-RM du 26 juillet 2010	Art 2, 3, 4	Listes des espèces partiellement, intégralement protégé seront pris en compte dans le sous-projet.
Décret n°10-388/P-RM du 26 juillet 2010	Section 3	Relatives au permis de coupes
Décret n°99-320/P-RM du 04 Octobre 1999 fixant la procédure de défrichement dans le domaine forestier de l'Etat : Gestion et protection des ressources forestières et de la biodiversité.	Art.9	Tout défrichement dans le domaine forestier de l'Etat est soumis au paiement de la redevance de défrichement
	Art 10	Les taux de redevance perçu à l'occasion de la délivrance des autorisations de défrichement dans le domaine forestier de l'Etat sont fixés par décret pris en conseil de ministres.

Références		Exigences
Décret n°2014-0572/P-RM du 22 juillet 2014 fixant le détail des compétences transférées de l'Etat au Collectivité Territoriale dans le domaine de l'assainissement et de la lutte contre les pollutions et nuisances	-	Le présent décret fixe le détail des compétences transférées de l'Etat aux Communes, Cercles, Régions et au District de Bamako en matière d'assainissement et de la lutte contre les pollutions et nuisances
<b>ARRÊTÉS ET ORDONNANCES</b>		
Arrêté interministériel n°09-0767/MEA-MEIC-MEME-SG du 06 avril 2009	Art1	Le présent arrêté rend obligatoire le respect de la norme MN-03 02/002/ :2006 eaux usées spécifications
Arrêté n°2011-3370/MEALN-SG du 16 août 2011		Cet arrêté a créé les Comités de Gestion scolaire (CGS) et fixé leurs organisations et modalités de fonctionnement. Les CGS sont l'émanation des CT dans les écoles. Les Collectivités territoriales exercent les compétences transférées avec l'appui-conseil des services techniques déconcentrés de l'État que sont les Académies d'Enseignement (AE), les Centres d'Animation Pédagogique (CAP) et les Inspections pédagogiques régionales de l'Enseignement secondaire (IPRES).
Arrêté interministériel n°2013-0256 /MEA.MATDAT du 29 janvier 2013 fixant les modalités de la consultation publique en matière d'étude d'impacts environnemental et social	Art 6 : Les étapes de la consultation publique	La consultation publique se déroule en trois étapes : Etape 1 : Elle consiste à prendre contact avec les autorités, à les informer du démarrage de l'étude sur le projet. Cette première étape comporte : la présentation du projet, l'exposé succinct des impacts potentiels positifs et négatifs du projet. Les outils utilisés sont les moyens de communication approprié (affichage, avis radio diffusé, crieur public, presse,) ; Etape 2 : La consultation publique vise à informer les acteurs concernés du démarrage de l'étude sur les enjeux du projet. Elle consiste à tenir une assemblée générale organisée par le représentant de l'Etat ou le maire (si délégué par le représentant de l'Etat) ; Etape 3 : Elle consiste à restituer les préoccupations de populations concernées, à exposer les actions prévues par le promoteur afin d'atténuer ou de compenser les effets néfastes du projet, à présenter les mesures envisagées pour bonifier les impacts positifs, les actions sociales que le promoteur compte entreprendre éventuellement en faveur des populations. Cette étape est effectuée à la fin de l'étude.

Références		Exigences
Ordonnance n° 2023-006/PT-RM du 10 Février 2023 portant création de la Direction Générale des Eaux et Forêts		La présente ordonnance abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment celle de la loi n° 09-028 du 27 juillet 2009 portant création de la direction nationale des eaux et forêts.
Ordonnance N°02-062/P-RM du 05 juin 2002 portant code de protection de l'enfant.		Tout enfant jouissant de la capacité juridique (émancipé) a le droit de conclure des contrats à conditions égales, sans discrimination fondée sur la race, le lieu d'origine, la couleur, l'origine sociale, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'âge, l'état matrimonial. Tout enfant âgé de quinze ans a droit à un traitement égal en matière d'emploi, sans discrimination fondée sur la race, le lieu d'origine, la couleur, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'âge, l'état matrimonial, l'état familial ou un handicap (Article 30). Tout enfant a le droit d'être à l'abri : a) de sollicitations ou d'avances sexuelles provenant d'une personne en mesure de lui accorder ou de lui refuser un avantage ou une promotion. B) De représailles ou de menaces de représailles pour avoir refusé d'accéder à des sollicitations ou à des avances sexuelles si ces représailles ou menaces proviennent d'une personne en mesure de lui accorder ou de lui refuser un avantage ou une promotion.

### Annexe 3 : Liste des conventions pertinente pour le sous-projet

Tableau: Conventions, Accords et Traités internationaux signés par le Mali et en rapport avec le sous-projet

Libellé du texte	Adoption	Signature par le Mali	Entrée en vigueur	Ratification	Lieu d'adoption	Lien avec le sous-projet
<b>Textes internationaux relatifs à la biodiversité</b>						
La Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique	13-juin-92	22-sept-93	29-sept-94	24/06/1994	Rio de Janeiro	L'emprise de 20 m sur le tronçon nécessitera une affectation de 15012 pieds d'arbres. Il convient d'appliquer cette convention en vue de continuer à maintenir de la diversité faunique et floristique par l'entreprise sous le suivi du projet en se limitant à la coupe des arbres à l'emprise directe du projet.
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	03-mars-1973	18-juil-1994	1 <sup>er</sup> juillet 1975	16-oct-1994	Washington (USA)	
<b>Textes internationaux relatifs à la protection de l'air</b>						
La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	09-mai-92	22-sept-92	21-mars-94	28-déc-94	New York	Les engins de transport des accessoires de matériels dégageront de fumées respectant les normes en vigueur au Mali
Le Protocole de Kyoto à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	11-déc-97	27-janv-99	16-févr-05	11/02/2002	Kyoto	
Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone	22-mars-85	28-oct-94	22-sept-85	29/12/1993	Vienne (Autriche)	
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	16-sept-87	Non définie	1 <sup>er</sup> janvier 1989	29/12/1993	Montréal (Québec)	
<b>Textes internationaux relatifs aux déchets et substances dangereuses</b>						
La Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontaliers en Afrique	31-janv-91	31-janv-91	20-mars-96	21-févr-96	Bamako	Protection de la santé des populations et de l'environnement. L'UNC devra veiller à ce que toute importation de déchets dangereux soit évité par lui et ses sous-traitants
Convention de	22-mars-	15-sept-00	05-mai-	15-sept-00	Bâle	

Libellé du texte	Adoption	Signature par le Mali	Entrée en vigueur	Ratification	Lieu d'adoption	Lien avec le sous-projet
Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination	89		92		(France)	
La Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international	19-sept-1998	-	24-févr-2002	13-nov-2002	Rotterdam	Le sous-projet doit veiller à l'utilisation de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international Et les polluants organiques persistants pour la Protection de la santé des populations et de l'environnement
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	22-mai-2001	23-mai-2001	17-mai-2004	05 septembre 2003	Stockholm (Suède)	
<b>Autres instruments internationaux</b>						
Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	19-nov-72	05-avr-77	17-déc-75	31/08/1973	Paris (France)	Les découvertes fortuites qui pourraient être faites doivent prendre en compte dans la gestion cette convention en plus de la réglementation locale en la matière
Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel	17 oct. 2003	-	-	03/06/2005	Paris (France)	Le respect des US et coutumes des populations bénéficiaires doit se faire conformément à ces conventions, la réglementation locale en la matière et le résultat des consultations menées
Convention sur la protection et la promotion des expressions culturelles, Paris, ratifiée	20 oct. 2005	-	-	09/11/2006	Paris (France)	
Accord de Paris sur le changement climatique adopté le 12/12/2015 par la 21 <sup>ème</sup> session de la COP à la convention cadre sur les changements	12 déc. 2015	22 avril 2016	4-novembr e 2016	15-septembre 2016	Paris	L'utilisation d'engin à Gas-oil pourrait dégager des gaz à effet de serre. Pour cela, il convient de prendre en compte cette convention en utilisant de l'HC sans plomb et des engins avec pot catalytique

Libellé du texte	Adoption	Signature par le Mali	Entrée en vigueur	Ratification	Lieu d'adoption	Lien avec le sous-projet
climatiques et la 11 <sup>ème</sup> session de la COP agissant en tant que réunion des parties au protocole de Kyoto, tenues à Paris du 30/11 au 12/12/2015						

**Source : Recueil des conventions, protocoles, Accords et traités signés par le Mali**

## **Annexe 4 : Mécanisme de gestion des plaintes du PACRIR**

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de développement y compris l'UNC/PACRIR, l'interaction entre les acteurs et les bénéficiaires directs et indirects des activités programmées ne se fait pas toujours sans heurts.

De ce fait, il est nécessaire d'instaurer, au départ, des conditions de transparence indispensables à l'établissement d'un climat de confiance et de respects réciproques entre le Programme et les bénéficiaires de ses actions. Pour cela, il est proposé la mise en place d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) qui s'appuie sur : (i) les Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque Mondiale déclenchées dans le cadre de ce programme, (ii) le mécanisme existant de l'UNC dont l'évaluation était satisfaite. (iii) les expériences de certains projets de la Banque Mondiale et iv) les recommandations des parties prenantes lors des différentes consultations tenues dans les zones d'intervention du PACRIR.

### **1. Objectifs du Mécanisme de Gestion des Plaintes – MGP**

La finalité du MGP est de renforcer la responsabilisation de l'UNC/PACRIR vis-à-vis des communautés locales riveraines. Ainsi, l'objectif global du présent mécanisme de gestion des plaintes est de s'assurer que les préoccupations, plaintes/réclamations, doléances et suggestions venant des communautés ou autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de ce programme soient promptement écoutées, analysées, traitées dans le but de détecter les causes et prendre des actions correctives et/ou préventives afin d'éviter une aggravation qui pourrait aller au-delà du contrôle du programme. Spécifiquement, le MGP vise à :

- Etablir et maintenir un cadre de dialogue et de réflexion avec les communautés et autres parties prenantes ;
- Prévenir et traiter les problèmes ou conflits avant qu'ils ne deviennent importants et rectifier les malentendus qui peuvent déboucher sur des rumeurs néfastes pour l'image de l'UNC/PACRIR ;
- Eviter les procédures longues et onéreuses pour déposer une plainte (faciliter le dépôt et le traitement des plaintes dans un délai consensuel) ;
- Prendre en compte les doléances des bénéficiaires dans le cadre de la redevabilité ;
- Préserver la réputation du Programme dans ses zones d'interventions.

### **2. Parties prenantes concernées par le Mécanisme de Gestion des Plaintes – MGP**

Les parties prenantes concernées par le MGP sont constituées de : tout individu, groupe d'individus ou structures affectés directement ou indirectement par les activités du programme ainsi que ceux qui peuvent avoir des intérêts dans une activité ou la capacité d'en influencer les résultats.

Ceci peut comprendre les populations riveraines, les autorités locales ou traditionnelles, ou les autres services de l'Etat, la société civile locale ou nationale, les consultants (individuels et firmes), les entreprises du secteur privé, les organisations socioprofessionnelles dont les activités se verraient affectées par les activités du Programme, les employés mobilisés dans le cadre du programme.

En effet, lors des entretiens, les consultations publiques et focus group organisés dans les communes, les localités riveraines, les participants ont recommandé la mise en place des Comités de Gestion des Plaintes (CGP) ou comités de médiation qui seront très efficaces pour une gestion à l'amiable.

### **3. Organisation et fonctionnement du MGP**

#### **3.1. Dispositif du mécanisme de gestion des plaintes**

### **3.1.1. Plaintes non liées aux VBG/EAS/HS**

Sur la base des informations collectées et des propositions faites par les parties prenantes pendant les consultations, le mécanisme de gestion des plaintes devrait reposer sur deux (02) niveaux de recours à l'amiable (niveau village ou quartiers et commune). Le but est de le rendre accessible et en adéquation avec les réalités sociales et culturelles locales. Toutefois le cas échéant en cas de non-résolution des plaintes, les plaignants peuvent faire un recours judiciaire.

#### **➤ Niveau 1 : Village**

A ce niveau, il s'agira d'un Comité Restreint (CR) composé d'un point focal désigné par le chef de village/Quartier appuyé par deux (02) autres membres : une représentante des femmes et un représentant des jeunes, tous du village ou quartier concerné par les travaux.

Ce comité restreint se chargera de collecter et traiter les griefs et réclamations qui émaneront éventuellement des activités du PACRIR. Ce premier niveau offre l'avantage d'être facilement accessible et éventuellement éloigné des chefs-lieux de communes. Ce dispositif local a fortement été recommandé par les parties prenantes communautaires lors des consultations. Si les griefs enregistrés ne sont pas résolus par ce premier niveau, ils seront référencés au 2<sup>ème</sup> niveau c'est-à-dire au niveau du comité de gestion des plaintes de la commune.

Selon la typologie et la complexité des plaintes, ce comité pourra se faire assister par toute personne ressource désignée par le Chef de village/quartier sur proposition du Comité Restreint.

#### **➤ Niveau 2 : Commune**

Il s'agira d'installer un comité de gestion des plaintes dans chacune des communes concernées par les activités de l'UNC/PACRIR.

Les principes fondamentaux du MGP devront être respectés dans le traitement des plaintes notamment :

- Permettre une variété de points de soumission des plaintes (physique, email, téléphone, fax, site web, etc.) ;
- Assurer la confidentialité (pour les plaintes VBG/EAS/HS) ;
- Fournir des options aux plaignants mécontents, gestion des différends selon le mécanisme du Gestion des plaintes opérationnel au niveau local et la gestion selon la voie administrative /judiciaire) ;
- Disposer d'un registre des plaintes qui peut servir en même temps d'archives des plaintes ;
- Elargir la diffusion du mécanisme de gestion des plaintes en vue de faciliter sa connaissance par toutes les parties prenantes (diffusion des messages par les radios de proximité) ;
- Assurer la transparence dans le traitement des plaintes ;
- Offrir aux plaignants, la possibilité de faire appels de leurs plaintes en cas d'insatisfaction.

Ce comité au niveau de la commune sera composé de/d'/du :

- Maire de la commune ou son représentant (*Président*) ;
- Un (01) Représentant des chefs de villages concernés par les aménagements ;
- Deux (02) représentants des PAP dont un (01) homme et une (01) femme ;

- Un (01) représentant des personnes vulnérables ;
- Un (01) représentant des personnes en situation de handicap ; ;
- Un (01) représentant de l'Association des jeunes ;
- Un (01) représentant des religieux ;
- Un (01) point focal du programme au niveau communautaire et VGB/EAS/HS.

***Ce comité est chargé de traiter la plainte au préalable avant de la transmettre au programme qui doit également la traiter avec les membres de ce comité***

### ***3.1.2. Procédure de gestion des plaintes***

La Figure 2 ci-dessous présente concrètement les principales étapes du processus de gestion des plaintes pour ce programme :

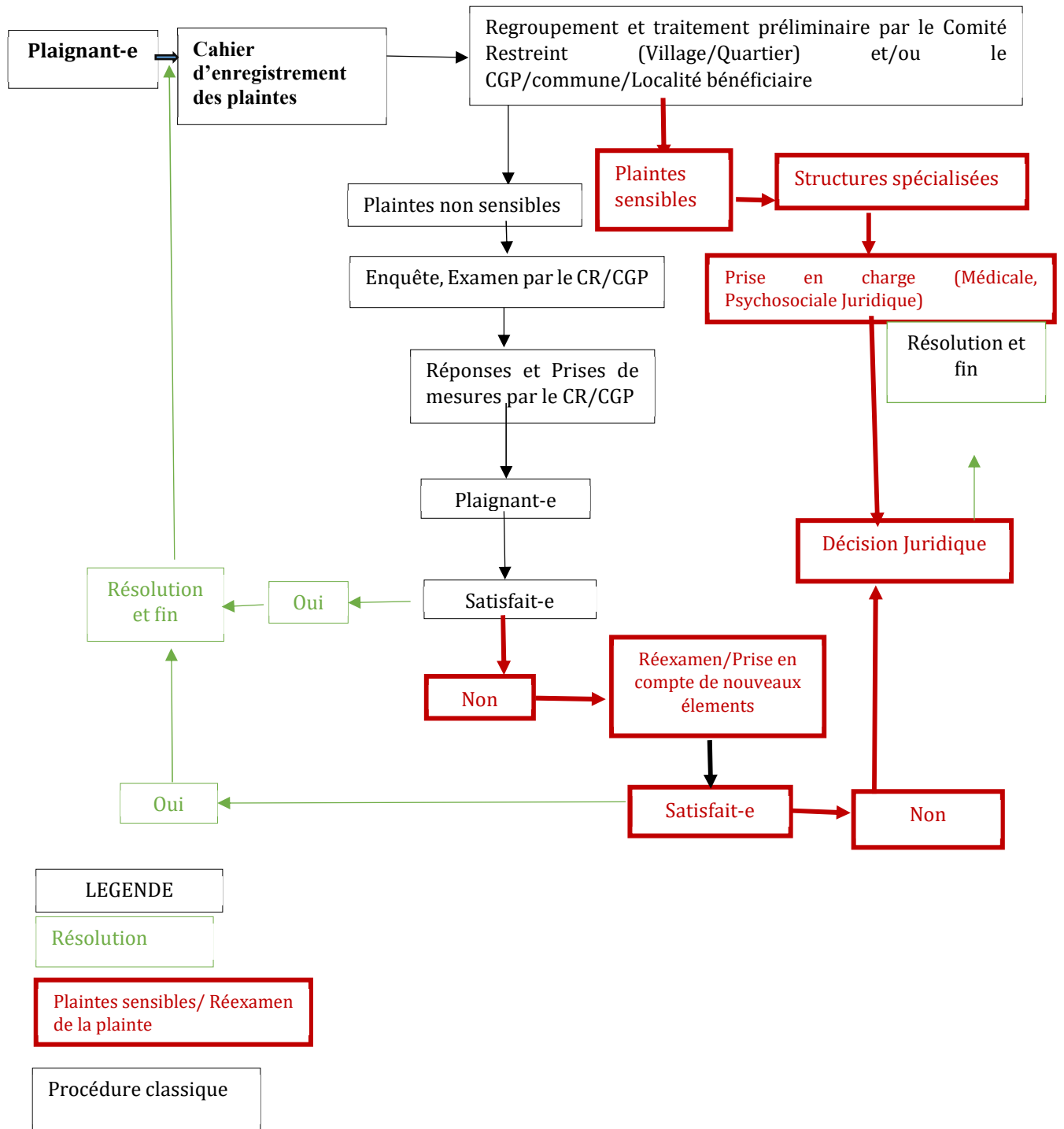


Figure 2 : Procédures de gestion des plaintes par le CR et le CGP/commune

### 3.2. Description du Mécanisme de Gestion des Plaintes

La procédure de traitement des plaintes dans le cadre du PACRIR fait appel aux principales étapes décrites dans le tableau ci-dessous :

Tableau : Etapes du Mécanisme de Gestion des Plaintes

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
<p><b>Structure de mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes</b></p>	<p><b>☐ Plaintes non liées aux VBG/EAS/HS</b>                      Sur la base des informations collectées et des propositions faites par les parties prenantes pendant les consultations, le mécanisme de gestion des plaintes devrait reposer sur deux (02) niveaux de recours à l'amiable (niveau village et commune). Le but est de le rendre accessible et en adéquation avec les réalités sociales et culturelles locales. Toutefois le cas échéant en cas de non-résolution des plaintes, les plaignants peuvent faire un recours judiciaire.</p> <p><b>Niveau 1 : Village</b>                      A ce niveau, il s'agira d'un Comité Restreint (CR) composé d'un point focal désigné par le chef de village et appuyé par deux (02) autres membres : une représentante des femmes et un représentant des jeunes, tous du village ou quartier concerné par les travaux et des environs.</p> <p>Si les griefs enregistrés ne sont pas résolus par ce premier niveau, ils seront référencés au 2<sup>ème</sup> niveau c'est-à-dire au niveau du comité de gestion des plaintes de la commune.</p> <p><b>Niveau 2 : Communes</b>                      Il s'agira d'installer un comité de gestion des plaintes dans chacune des communes concernées par les activités de l'UNC/PACRIR.</p> <p>Ce comité restreint se chargera de collecter et traiter les griefs et réclamations qui émaneront éventuellement des activités du Programme.</p> <p>Toutes les parties prenantes y seront représentées</p>	<p>Dès l'approbation du MGP</p>	<p>UNC/PACRIR</p>
<p><b>Enregistrement des plaintes</b></p>	<p>Plusieurs voies et différents formats pour la présentation et/ou enregistrement de plaintes notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une boîte à plainte surtout au niveau du programme, de la base chantier de l'entreprise et des chefs de village.</li> <li>- Courrier formel transmis à l'UNC/PACRIR par le biais de la Mairie ou directement au programme ;</li> <li>- Envoi d'un SMS au programme ou aux spécialistes en sauvegarde ;</li> </ul>	<p>Immédiatement</p>	<p>Comité Restreint                      Comité local de Gestion des Plaintes                      Point focal VBG/EAS/HS</p>

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
	- Courrier électronique transmis au programme aux spécialistes en sauvegarde /Genre /engagement citoyen ; et Contact via l'adresse e-mail de l'UNC/PACRIR.		
<b>Tri, traitement</b>	Toute plainte reçue est transmise au CGP/local, enregistrée dans le registre de gestion des plaintes et classée selon les types de plaintes suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaintes non sensibles</li> <li>- Plaintes sensibles non liées aux EAS/HS</li> <li>- Plaintes liées aux EAS/HS (son accès sera strictement limité afin de préserver sa confidentialité).</li> </ul>	Dès réception de la plainte	Points focaux locaux pour les plaintes Points focaux VBG/EAS/HS
<b>Accusé de réception et suivi</b>	Le plaignant reçoit un accusé de réception de sa plainte (de préférence au moment du dépôt). Les points focaux locaux y compris le point d'entrée EAS/HS du programme se chargeront de lui expliquer comment la plainte sera traitée et ce qu'il peut attendre du processus.	Dans les deux jours suivant la réception de la plainte. Immédiatement référer pour les cas d'EAS/HS	Points focaux locaux pour les plaintes
<b>Vérification, enquête, action</b>	L'enquête sur la plainte est menée par le CGP local avec implication du plaignant Un projet de résolution est discuté par le comité avec le plaignant pour gérer la plainte non sensible.	Dans un délai de dix jours	Comité des plaintes composé des représentants de toutes les parties prenantes locales Comité restreint pour les cas d'EAS/HS
<b>Suivi et évaluation</b>	Les données relatives aux plaintes sont collectées par le CGP et communiquées à l'UNC/PACRIR tous les mois. Le programme a un délai d'un (1 mois) à partir de la date de réception de plainte pour la traiter à la satisfaction du plaignant.	Mensuel	Points focaux locaux pour les plaintes, UNC/PACRIR
<b>Retour d'informations</b>	Les commentaires des plaignants concernant leur satisfaction à l'égard du règlement des plaintes sont recueillis par le CGP local.	Après la décision du CGP	Points focaux locaux pour les plaintes
<b>Formation</b>	Les besoins en formation du personnel/des consultants de l'UNC/PACRIR, des maîtres d'œuvre et des consultants chargés de la supervision sont les suivants :	Dès la validation du PMPP	UNC/PACRIR

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation sur les procédures de la gestion des plaintes y compris celles liées aux aspects EAS/HS ;</li> <li>- Suivi et surveillance environnemental et social des activités.</li> </ul>		
<b>Le cas échéant, versement de réparations à la suite du règlement de la plainte</b>	<p>Pour les réparations des dommages causés aux plaignants, les mesures suivantes :</p> <p>Remise en état par l'entreprise lorsqu'il s'agit de biens affectés lors des travaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réparation pécuniaire pour les pertes de revenus ou sources de revenus lors de la mise en œuvre du PAR,</li> <li>- Assistance économique dans le cadre de la prise en charge holistique d'éventuelles victimes EAS/HS.</li> </ul>	Dès l'acceptation de la mesure par le plaignant	UNC/PACRIR
<b>Procédure de recours</b>	<p>Lorsque le plaignant n'est pas satisfait de la décision relative à sa requête, il fera recours auprès du comité de gestion des plaintes. Celui est tenu de réexaminer avec le programme, le dossier en proposant de mesures complémentaires jusqu'à la satisfaction du plaignant.</p> <p>Le cas échéant, le plaignant a la possibilité de recourir au règlement administration c'est-à-dire par voie judiciaire</p>	Dès réception de la requête du plaignant	CGP et UNC/PACRIR

### **3.3. Mécanisme de Gestion des Plaintes des travailleurs**

Pour les travailleurs, la procédure de gestion de leurs plaintes leur sera détaillée à travers les affiches au niveau de la base vie. Il s'agira d'offrir aux travailleurs plusieurs moyens pour déposer leurs plaintes, disposer d'un registre des plaintes pour servir en même temps d'archive, être publié et connu de tous les travailleurs, avoir une procédure transparente de résolution des plaintes et offrir la possibilité au travailleur de faire appel des décisions rendues en cas de non-satisfaction. Les plaintes peuvent être déposées entre autres dans la boîte à suggestion disponible sur les lieux de travail, au droit du responsable Qualité-Sécurité-Hygiène-Environnement (QSHE) se trouvant sur le site pour les plaintes verbales surtout.

Le point focal fait le remplissage du registre des plaintes à son niveau. Ce registre sera acheminé chaque mois au préposé des plaintes de l'UNC/PACRIR. Ce dernier est le spécialiste en sauvegarde sociale/Spécialiste en communication et engagement citoyen du programme. Il aura, dans l'intervalle de deux (02) semaines soit 10 jours ouvrables, la charge de :

- faire une première étude des plaintes en deux jours ;
- préparer le dossier des plaintes en trois jours ;
- convoquer le comité de gestion des plaintes en cinq jours.

### **3.4. Gestion des plaintes pour exploitation et abus sexuels/harcèlement sexuel (EAS/HS)**

Des points focaux seront désignés dans chaque comité pour réceptionner les plaintes VBG/EAS/HS et veiller au référencement des survivantes. Il s'agit de :

#### ***Niveau 1 : Village***

Les femmes issues du comité restreint seront désignées et formées pour réceptionner toutes les plaintes liées aux VBG et référées les survivantes vers les services de prise en charge avec l'accompagnement de l'ONG de mise en œuvre des activités VBG pour le suivi de cas.

#### ***Niveau 2 : Communes***

Deux personnes seront identifiées suivant des critères et formées sur les VBG/EAS/HS, le renseignement des formulaires de signalement des plaintes et le référencement des survivantes. Les critères de choix des points focaux VBG/EAS/HS porteront sur : le sexe (de préférence féminin), le sens de l'écoute, œuvre pour la promotion des droits des femmes, la disponibilité, la capacité d'écrire.

Les points focaux sont chargés de réceptionner toutes les plaintes relatives aux EAS/HS. Ils doivent être accessibles, confidentielles, sûres et fiables. Les plaintes doivent être immédiatement transmises à l'ONG prestataire de service VBG au niveau local pour prise en charge et ou référencement vers d'autres structures de prise en charge et transmission à l'UNC qui informera la Banque mondiale dans les 24h avec les informations suivantes : (i). Date de notification d'incident ; (ii). Date de l'incident ; (iii). Forme de VBG ; (iv). Sexe/Âge du survivant : (par exemple : fille (7 ans)) ; (v). L'auteur présumé employé par la personne physique ou morale XX. Il est actuellement... (sanctions qui ont été prises) ; (vi). Incident lié au programme (selon le mot de la victime / de la famille) ; (vii). Services reçus par la survivante (ou les services que le/la survivant(e) veut...). Il faut préciser ici que la prise en charge dans le processus de traitement de la plainte peut être médicale, psychosociale, judiciaire (sûreté et sécurité).

Il est important de mettre en évidence l'intérêt supérieur de la plaignante dans le cadre de la prise en charge (approche centrée sur le/la survivant(e)). La prise en compte du consentement éclairé de la survivante à chaque étape est nécessaire.

La Figure ci-dessous présente concrètement les principales étapes du processus de gestion des plaintes des survivants pour ce programme.

### Canaux de réception et procédures de gestion des plaintes des VBG/EAS/HS

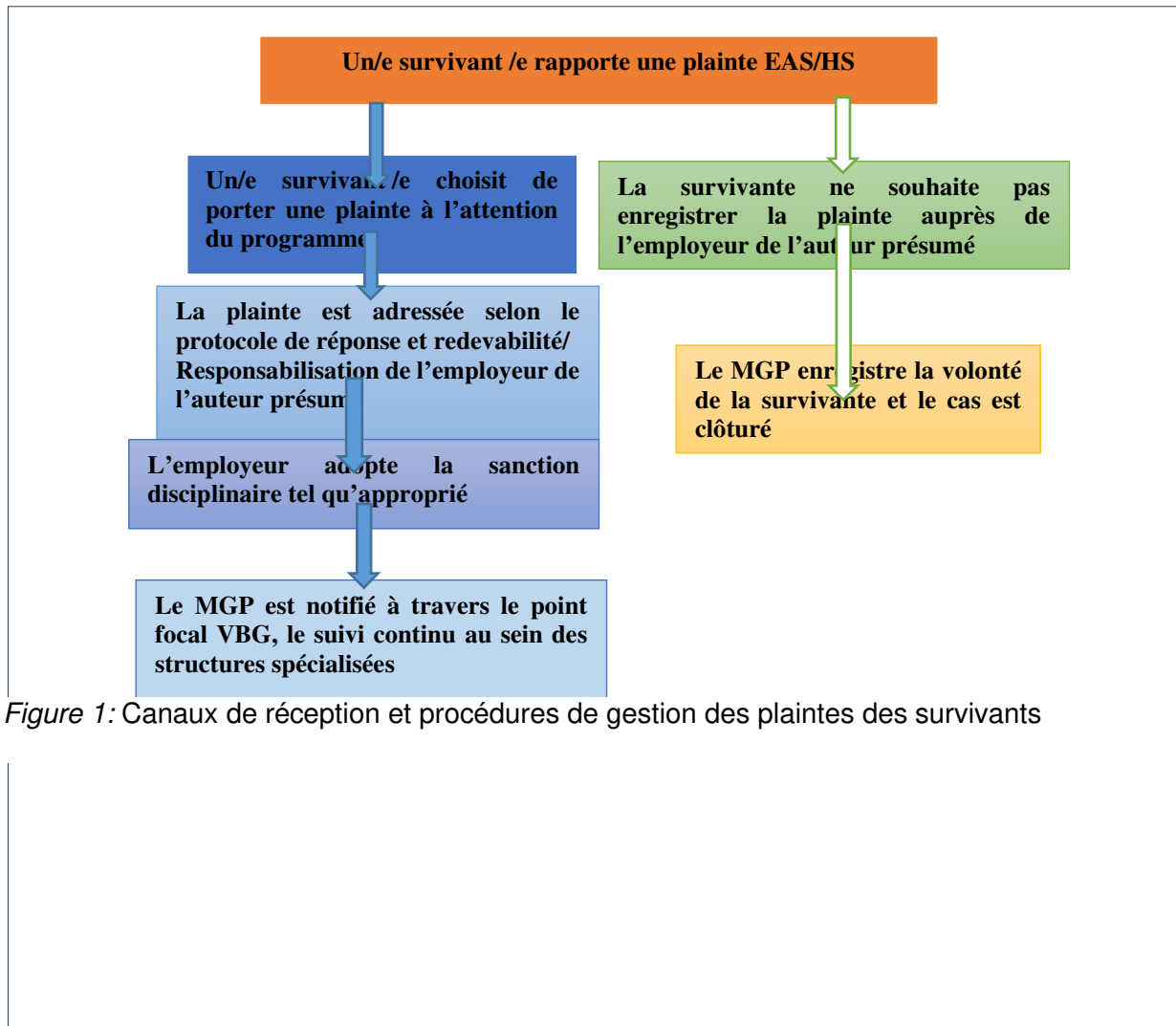


Figure 1: Canaux de réception et procédures de gestion des plaintes des survivants

#### 4. Budget estimatif

Le coût de mise en œuvre du MGP dans les communes d'intervention de l'UNC/PACRIR est estimé à « **Deux cent soixante-quatre millions six cent mille de Francs CFA (264 600 000 F CFA)** ».

Ce coût est détaillé dans le tableau suivant :

Rubrique	Echéance	Nombre	Coût unitaire (F CFA)	Coût total (F CFA)
Mise en place de comités de Gestion des plaintes dans les communes d'intervention	01 fois	15	-	<b>Ne nécessite pas de coûts</b>
Consultation publique Générale d'information et de sensibilisation de la population sur le MGP dans les communes une fois/an pendant 05 ans en raison de 300 000F/Commune (Déplacement, commodités de réunion et communication)	5séances	15	300 000	<b>22 500 000</b>
Organisation d'une session de formation des membres du comité de gestion des plaintes de chaque commune	1 séance	15	1 000 000	<b>15 000 000</b>
Elaboration, reproduction et diffusion du manuel du MGP, des registres des plaintes (y compris les formulaires d'enregistrement et de clôture de plaintes) dans les 15 communes en raison de 500 000F/Commune	1 fois	15	500 000	<b>7 500 000</b>
Campagne d'information, de sensibilisation et de vulgarisation du MGP par an pendant 5 ans via les médias de proximité des 15 communes	5 séances	15	300 000	<b>22 500 000</b>
Renforcement de capacité : Formation des membres de l'UNC/PACRIR et de ses partenaires (DGR, DGT, ANASER, FER-Mali, AGEROUTE, INFP/BTP, CMTR,) sur les VBG/EAS/HS/VCE	1 fois	1	3 000 000	<b>3 000 000</b>
Organisation d'une session de formation par an des membres du comité de gestion des plaintes liées aux aspects VBG/EAS/HS dans les zones d'intervention du programme (Déplacement/Perdiems des participants, Honoraires du formateur, location de salles et supports de formation)	1 fois	15	3 000 000	<b>45 000 000</b>
Campagne d'information de sensibilisation sur les VBG/EAS/HS dans les zones d'intervention du programme au moins une fois/an pendant 5 ans	5 séances	15	500 000	<b>37 500 000</b>

<b>Rubrique</b>	<b>Echéance</b>	<b>Nombre</b>	<b>Coût unitaire (F CFA)</b>	<b>Coût total (F CFA)</b>
Appui mensuel au fonctionnement des comités de gestion des plaintes des 15 communes pour les visites de terrain éventuellement, les commodités de réunion, communication, etc.) pendant 5 ans	60 mois	15	60 000	<b>54 000 000</b>
Suivi et évaluation par semestre du processus de gestion des plaintes dans les 15 CGP en raison de 300 000 F/semestre et par commune pendant 5 ans	10 séances	15	300 000	<b>45 000 000</b>
<b>Sous-total</b>				<b>252 000 000</b>
<b>Contingence (5%)</b>				<b>12 600 000</b>
<b>Total du coût du MGP/UNC/PACRIR pendant 5 ans</b>				<b>264 600 000</b>

#### **6.4.4. Utilisation et mise à jour du manuel de gestion des plaintes**

Le présent manuel opérationnel sert de cadre référentiel en matière de gestion des plaintes. En tant qu'outil, il est destiné spécifiquement aux parties prenantes dans l'exécution des activités de la cellule environnement de l'UNC/PACRIR. Ce manuel pourrait être mis à jour régulièrement au fur et à mesure de l'exécution du PACRIR afin de pouvoir toujours répondre, au mieux, aux réalités et aux besoins des bénéficiaires et des communautés locales (dynamisme du manuel). Il pourrait être enrichi en fonction de l'évolution du contexte de mise en œuvre du programme ainsi que des leçons tirées de son application. Cette mise à jour sera assurée par la cellule environnementale et sociale de l'UNC/PACRIR ou un prestataire recruté pour la circonstance.

**Annexe 6.1. Formulaire de signalement des cas d'exploitation et abus sexuel et de Harèlement sexuel**

**Voie de réception de l'information**

Présentation du /de la survivant(e)

Date (JJ/MM/AA) :

Présentation d'une tierce personne

Code de l'incident :

Autres canaux de réception

Code/Nom du point focal :

**Information sur le/la plaignant(e)**

Code :

Age :

Sexe : F  M

Relation avec la survivante : Ami

parent

Témoin

Autres à préciser :

**Information sur la personne survivante**

Code :

Age : Adulte  enfant- 18 ans  Inconnu

Statut : employé (es)  Inconnu

Autre : à préciser :

Adresse (Commune, village) :

**Information sur l'incident**

Date de l'incident (JJ/MM/AA) :

Type d'incident : Violence  Abus sexuel  sollicitation de sexe transactionnel   
sexe transactionnel

Lieu de l'incident : Chantier  marché

chez la survivante

chez l'auteur

Brousse/Forêt

point d'eau

autre à préciser:

En échange de rapports/ faveurs sexuels la survivante déclare avoir reçu ou promis :

Biens

services

emplois

argents

autres à préciser :

### Description sommaire des faits

### Information sur l'auteur

Age :

Sexe : M  F

Fonction : ouvrier

entrepreneur

Employé

Membre de la communauté

autre à préciser :

## Annexe 6.2. Fiche de référencement

Type d'assistance	Assistance nécessaire	Assistance fournie	Commentaire
Assistance médicale			
Assistance psychosociale			
Prise en charge légale/ juridique			
Sécurité et protection			
Réinsertion économique			
Autres			

### Annexe 6.3. Fiche de consentement

Code incident

Code survivant (e)

**Ce formulaire devrait être lu au/à la bénéficiaire ou à son tuteur dans sa langue maternelle. Il devrait être clairement expliqué au/à la bénéficiaire qu'il/elle peut choisir n'importe laquelle ou aucune des options proposées.**

Je, \_\_\_\_\_, vous autorise à communiquer les informations relatives à l'incident que je lui ai déclaré.

Je comprends qu'en donnant mon autorisation ci-après, je vous autorise de communiquer au(x) prestataire(s) de services que j'ai désignés les informations spécifiquement relatives à mon cas, contenues dans mon constat d'incident, afin de pouvoir bénéficier d'une aide en fonction de mes besoins de sécurité, sanitaires, psychosociaux et/ou juridiques.

Je comprends que les informations communiquées seront traitées en toute confidentialité et avec respect, et ne seront divulguées que si cela s'avère nécessaire pour me permettre de recevoir l'aide que j'ai sollicitée.

Je comprends que la divulgation de ces informations implique qu'un membre de l'organisme ou du service coché ci-dessous puisse venir me parler. J'ai le droit de changer d'avis à tout moment au sujet de la divulgation des informations à l'organisme/la personne contact désignés ci-après.

Je souhaiterais que mes informations soient communiquées à :

Services	Oui	Non
Services de sécurité		
Services psychosociaux		
Services sanitaires / médicaux		
Services d'assistance juridique		
Moyens de subsistance		

**Signature/empreinte de pouce du/de la bénéficiaire :**

*(ou du parent/tuteur si le/la bénéficiaire a moins de 8 ans)* \_\_\_\_\_

**Code du Point focal :** \_\_\_\_\_ **Date :** \_\_\_\_\_

## **Annexe 5 : Cahier des clauses environnementales et sociales à Insérer dans les DAO**

Les présentes clauses sont destinées à aider les personnes en charge de la rédaction de Dossiers d'Appels d'Offres et des marchés d'exécution des travaux (cahiers des prescriptions techniques), afin qu'elles puissent intégrer dans ces documents des prescriptions permettant d'optimiser la protection de l'environnement et du milieu socio-économique. Les clauses sont spécifiques à toutes les activités de chantier pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales. Elles devront être incluses dans les dossiers d'exécution des travaux dont elles constituent une partie intégrante.

Ces prescriptions sont spécifiques à toutes les activités pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales.

### **1. Directives Environnementales pour les Entreprises contractantes**

De façon générale, les entreprises chargées des travaux de construction et de réhabilitation des structures devront respecter les directives environnementales sociales suivantes :

- Disposer des assurances et autorisations nécessaires (permis environnemental) en conformité avec les lois et règlements en vigueur ;
- Etablir un règlement de chantier et code de bonne conduite (ce que l'on permet et l'on ne permet pas dans les chantiers) ;
- Mener une campagne d'information et de sensibilisation des riverains avant et pendant les travaux ;
- Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers ;
- Procéder à la signalisation des travaux ;
- Employer la main d'œuvre locale en priorité ;
- Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux ;
- Protéger les propriétés avoisinantes du chantier ;
- Eviter au maximum la production de poussières et de bruits ;
- Assurer la collecte et l'élimination écologique des déchets issus des travaux ;
- Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA ;
- Impliquer étroitement les services techniques locaux dans le suivi de la mise en œuvre ;
- Veiller au respect des espèces végétales protégées lors des travaux ;
- Fournir et exiger le port des équipements de protection aux travailleurs ;
- Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs d'une part et pour les populations riveraines d'autre part ;
- Mettre en place un mécanisme de prévention et de gestion des violences basées sur le genre ;
- Joindre au PGES chantier les preuves de conformité sur le plan E&S de la carrière d'approvisionnement en matériaux.

### **2. Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires (EHS)**

De façon générale, l'entreprise chargée des travaux devra respecter les dispositions environnementales, sanitaires et sécuritaires (EHS) (World Bank Group EHS guidelines 2007) et les mesures du PGES qui concernent les travaux.

☐ **Environnement**

- Gestion des matières dangereuses
- Gestion des déchets
- Bruit
- Sols contaminés (exemple : en cas de déversement d'hydrocarbures)

☐ **Hygiène et sécurité au travail**

- Communication et formation
- Risques physiques
- Risques chimiques
- Équipements de protection individuelle
- Environnements dangereux
- Suivi

☐ **Santé et sécurité des communautés**

- Sécurité structurelle des infrastructures du projet
- Sécurité anti-incendie
- Sécurité de la circulation
- Transport de matières dangereuses
- Prévention des maladies
- Préparation et interventions en cas d'urgence

☐ **Construction et déclassement**

- Environnement
- Hygiène et sécurité au travail
- Santé et sécurité des communautés

☐ **Directives EHS pour l'extraction des matériaux de construction<sup>1</sup> (2007)**

- Emissions de matières particulaires et poussières
- Nuisances sonores, ainsi que les vibrations principalement provoquées par les tirs de mines
- Consommation d'eau qui peut être importante, et le rejet d'eaux usées contenant des quantités importantes de matières solides en suspension
- Déchets produits par les activités d'extraction (débris de roche et morts-terrains)
- Changement d'affectation des sols dû à la modification de la topographie, des couches superficielles du sol et leur défrichement
- Instabilité de terrain due aux accumulations de déblais, les bassins et les zones où tirs de mines ont été effectués
- Altération du régime des eaux de surface et des eaux souterraines qui sont utilisées par les communautés locales pour s'approvisionner en eau potable, irriguer, abreuver le bétail, ...

---

<sup>1</sup> [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/e1c73d0a-6af5-47c8-b4a6-762e2585b9e9/001\\_Construction%2BMaterials%2BExtraction.pdf?MOD=AJPERES&CACHEID=ROOTWORKSPACE-e1c73d0a-6af5-47c8-b4a6762e2585b9e9-jqevBTQ](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/e1c73d0a-6af5-47c8-b4a6-762e2585b9e9/001_Construction%2BMaterials%2BExtraction.pdf?MOD=AJPERES&CACHEID=ROOTWORKSPACE-e1c73d0a-6af5-47c8-b4a6762e2585b9e9-jqevBTQ)

- Sécurité lors des explosions : les tirs de mines peuvent provoquer des explosions accidentelles et avoir un impact dans les zones d'habitat aux alentours
- Remise en état du site.

### 3. RÈGLES GÉNÉRALES

Le Titulaire du marché devra accepter et appliquer les lois et règlements existants sur l'environnement et en vigueur au Mali. Dans l'organisation journalière de son chantier, il doit prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement en appliquant les prescriptions du contrat et veiller à ce que son personnel, les personnes à charge de celui-ci et ses employés, les respectent et les appliquent également.

#### 3-1 Programme d'exécution

Le Titulaire devra établir et soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre un programme définitif détaillé de gestion environnementale et sociale, comportant les indications suivantes :

##### ■ Plan de Gestion Environnementale et sociale du Chantier (PGES-C)

Dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'attribution du marché, et avant le début de l'installation du chantier, l'Entrepreneur devra établir et soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre un **Plan de gestion environnementale et sociale** du chantier (PGES-C), détaillé et comportant les informations suivantes :

- l'organigramme du personnel dirigeant avec identification claire d'un Chargé de l'environnement, et d'un Chargé de gestion sociale, présentation de leur CV, et définition des rôles et responsabilités de chacun.
- les plans de gestion décrivant les dispositions concrètes retenues par l'Entrepreneur pour mettre en application les obligations environnementales et sociales décrites dans le chapitre précédent. Les plans suivants seront élaborés :
  - un plan de gestion des déchets de chantier (type de déchets prévus, mode de récolte, mode et lieu de stockage, mode et lieu d'élimination) ;
  - un plan de gestion de l'eau (approvisionnement, quantité, système d'épuration prévu pour les eaux sanitaires et industrielles des chantiers, lieu de rejets, type de contrôles prévus) ;
  - un plan de gestion des déversements accidentels ;
  - un plan hygiène, santé et sécurité (dispositions pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs et de la population, fourniture des équipements de sécurité, traitement des urgences, personne à prévenir, etc.) ;
  - un plan de communication (modalités pour l'information et la consultation des populations et des autorités locales, signalisation des déviations de la circulation, recueil des doléances, etc.) ;
  - un plan de gestion des conflits (personne à prévenir, conduite à tenir, etc.) ;
  - un plan de formation.

##### ■ Plan de Protection de l'Environnement du Site (PPES)

Le titulaire est tenu de préparer et de soumettre au maître d'œuvre un Plan de Protection de l'Environnement du Site (PPES) détaillé pour les installations des chantiers (Base vie, Base

technique, site de dépôt de carburant, etc.) et les sites d'extraction de matériaux. Le PPES doit comporter au minimum :

- l'ensemble des mesures de protection du site et programme d'exécution ;
- la localisation et le plan général du site à l'échelle ;
- la description des méthodes d'évitement et de réduction des pollutions, des incendies ; des accidents de la route ;
- les infrastructures sanitaires et accès des populations en cas d'urgence ;
- la réglementation du chantier concernant la protection de l'environnement et la sécurité ;
- le plan prévisionnel d'aménagement du site en fin des travaux.

### **3-2 Sécurité sur le chantier**

Le titulaire sera soumis aux régimes particuliers d'hygiène et de sécurité définis par la réglementation en vigueur au Mali. Il organisera un service médical courant d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de son personnel. De plus, il devra disposer dans son équipe d'un responsable sécurité qui veillera à assurer une sécurité maximum sur le chantier et dans la base-vie, tant pour les travailleurs que pour la population et autres personnes en contact avec le chantier.

### **3-3 Prévention contre les IST/VIH/SIDA et maladies liées aux travaux**

Le Contractant doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés aux IST/VIH/SIDA. Il doit mettre à la disposition du personnel des préservatifs contre les IST/VIH-SIDA. Le Contractant doit prévoir des mesures de prévention suivantes contre les risques de maladie : (i) instaurer le port de masques, d'uniformes et autres chaussures adaptées ; (ii) installer systématiquement des infirmeries et fournir gratuitement au personnel de chantier les médicaments de base nécessaires aux soins d'urgence pour les maladies liées aux travaux. Il doit également prendre en compte les risques de VBG, VCE. A cet effet, il informera et sensibilisera son personnel sur les risques susmentionnés et veillera l'application et au respect du code de conduite et des mesures barrières.

### **3-4 Passerelles piétons et accès riverains**

Le Contractant doit constamment assurer l'accès aux propriétés riveraines et assurer la jouissance des entrées des véhicules et des piétons, par des passerelles provisoires munies de garde-corps, placés au-dessus des tranchées ou autres obstacles créés par les travaux.

### **3-5 Accès aux infrastructures sociocommunitaires**

Après les travaux, le Titulaire devra mettre en œuvre des mesures appropriées pour accompagner les infrastructures sociocommunitaires existantes dans la zone du projet.

### **3-6 Journal du chantier**

Le journal du chantier reprendra en outre tous les relevés des manquants ou accidents ayant donné lieu à une incidence significative sur l'environnement ou à un accident ou incident avec la population et les mesures correctives préconisées.

### **3-7 Responsables Hygiène, Sécurité et Environnement & Social**

Le Titulaire doit disposer d'un responsable Hygiène/Sécurité/Environnement et d'un responsable en charge de l'aspect social qui veilleront à ce que les règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement ainsi que le social soient rigoureusement suivies

par tous et à tous les niveaux d'exécution, tant pour les travailleurs que pour la population et autres personnes en contact avec le chantier. Il doit mettre en place un service médical courant et d'urgence à la base-vie qui orientera au besoin vers les services communaux et nationaux en fonction de la gravité, adapté à l'effectif de son personnel. Le Contractant doit interdire l'accès du chantier au public, le protéger par des balises et des panneaux de signalisation, indiquer les différents accès et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents.

#### **4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

##### **4-1 Réunions de démarrage des travaux**

Les autorités administratives, les collectivités et les populations locales devront être informées sur la consistance des travaux qui seront réalisés et leurs observations ou préoccupations prises en compte. Les informations sur les travaux préciseront aussi bien les itinéraires que les emplacements susceptibles d'être affectés par les travaux et leur durée. Des précisions seront données aux populations sur les conditions et modalités de dédommagement. Des contacts devront être pris avec le service forestier pour définir la date d'une visite des sites pour l'identification des espèces végétales protégées se trouvant dans l'emprise des travaux et la détermination des solutions adéquates.

##### **4-2 Affichage du règlement intérieur et sensibilisation du personnel**

Le Contractant doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations de la base-vie prescrivant spécifiquement : le respect des us et coutumes locales ; la protection contre les IST/VIH/SIDA ; les règles d'hygiène et les mesures de sécurité, l'interdiction ferme de violence sur les femmes, enfant et personne vulnérables. Le Contractant doit sensibiliser son personnel notamment sur le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux et sur les risques des IST et du VIH/SIDA.

Aussi, un code de bonne conduite VBG/VCE doit être bien affiché.

##### **4-3 Permis et autorisations avant les travaux**

Toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives. Avant de commencer les travaux, le Contractant doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux prévus dans le contrat : autorisations délivrées par les collectivités locales, les gestionnaires de réseaux, etc. Avant le démarrage des travaux, le Contractant doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement des chantiers.

##### **4-4 Emploi de la main-d'œuvre locale**

Le Titulaire est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main-d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. Il respectera, autant que faire se peut, l'équité Homme/Femme dans le processus de recrutement. À défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager de la main-d'œuvre à l'extérieur de la zone du projet.

##### **4-5 Respect du droit et des horaires de travail**

Le Titulaire doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Il doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés sauf suivant des dispositions bien précises.

##### **4-6 Choix des sites d'implantation des infrastructures**

Les sites d'implantation des installations de chantier (Base-vie, Base technique, dépôt de carburant, etc.) devront être choisis afin de limiter l'abattage des arbres, la destruction d'habitations. Ils devront être choisis en dehors des zones sensibles.

#### **4-7 Dispositions liées au Plan d'installation de chantier**

Le choix de ces installations portera sur les zones dégagées de toute végétation.

Les installations seront aussi placées à l'écart des agglomérations pour éviter les nuisances telles que les bruits, les odeurs d'hydrocarbures, etc. Le Titulaire évitera aussi les zones inondables.

La base vie sera installée à plus de 200 m des points d'eau de surface, afin de parer à la pollution des eaux.

Les aires de stockage des produits et matériaux de construction devront être aménagées afin d'assurer une protection efficace du sol et du sous-sol. À la fin des travaux, Le Titulaire devra remettre en état l'ensemble des aires utilisées, notamment l'enlèvement des matériaux restants, l'évacuation des déchets, le nivellement des surfaces, le démontage et l'évacuation des installations.

##### **■ Ouverture des déviations, des pistes de servitudes diverses**

Le Titulaire évitera l'ouverture incontrôlée de pistes pour l'approvisionnement des matériaux lorsqu'une même piste peut être utilisée à plusieurs fins.

Les arbres sur ces tracés seront préalablement marqués. L'abattage portera sur les sujets marqués.

##### **■ Débroussaillage**

Au moment du débroussaillage, l'emprise sera également arrosée pour éviter les envols de poussière. Par ailleurs, on évitera de détruire les bornes topographiques et autres ouvrages relevant du cadastre.

##### **■ Travaux de terrassement**

Les consignes d'arrosage des zones de terrassement seront rigoureusement observées. Les chantiers seront arrosés autant que la mission de contrôle l'exigera, surtout les tronçons des pistes traversant les cours d'eau et les agglomérations.

##### **■ Chargement, transport et dépôt des matériaux d'apport**

Lors de l'exécution des travaux, Le Titulaire doit :

- prendre les mesures nécessaires pour limiter la vitesse des véhicules sur le chantier par l'installation de panneaux de signalisation et des porteurs de drapeaux ;
- charger les camions de manière à éviter les pertes de matériaux au cours du transport ;
- arroser régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées ;
- prévoir des déviations par des pistes ou voies existantes dans la mesure du possible ;
- le Titulaire organisera la répartition des tas d'un seul côté de la piste sur des distances restreintes ;
- prendre en compte l'accès aux habitations.

## ■ **Prélèvement d'eau**

Lorsque l'Entreprise envisage de prélever l'eau (à n'envisager que lorsqu'il n'y a pas d'autres alternatives) au niveau des points d'eau à utilisation multiples (activités domestiques, pastorales, etc.), elle devra en demander l'autorisation des différents utilisateurs. Cette concertation permettra de prévenir les conflits liés à l'usage. A préciser que le recours aux sources d'eau utilisées par les populations locales est à éviter autant que possible.

Les motopompes utilisées devront être en bon état de fonctionnement afin d'éviter les fuites de carburant et des huiles susceptibles de polluer l'eau affectée à la consommation humaine et animale.

Il sera formellement interdit tous déversements ou rejets d'eaux usées, d'hydrocarbures et de polluants de toutes natures dans les eaux de surface, les puits, et sur le sol.

## **4-8 Signalisation des travaux**

Le Contractant doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation des chantiers à longue distance (sortie de carrières ou de bases-vie, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur.

## **4-9 Protection des zones et ouvrages agricoles**

Le calendrier des travaux doit être établi afin de limiter les perturbations des activités agricoles. Les principales périodes d'activité agricole (semences, récoltes, séchage, ...) devront en particulier être connues afin d'adapter l'échéancier à ces périodes.

## **4-10 Dispositions relatives à l'ouverture et l'utilisation de carrières**

L'ouverture et l'utilisation des carrières sont réglementées par les lois en vigueur au niveau du pays. Le Titulaire devra demander les autorisations prévues par le code minier et le code forestier et prendre à sa charge tous les frais y afférents, y compris les taxes d'exploitation et les frais de dédommagement éventuels aux propriétaires (cas des terrains privés).

Au moins un mois avant le début de l'exploitation de la carrière, Le Titulaire devra présenter à l'ingénieur un plan de protection environnemental comprenant un programme d'exploitation de la carrière en fonction du volume à extraire pour les travaux.

Les aires de dépôt devront être choisies de manière à ne pas gêner l'écoulement normal des eaux et devront être protégées contre l'érosion. Le Titulaire devra obtenir pour les aires de dépôt l'agrément de l'Ingénieur Conseil.

La surface à découvrir doit être limitée au strict minimum et les arbres de qualité devront être préservés et protégés.

## ■ **Utilisation d'une carrière temporaire**

Le Titulaire exécutera à la fin des travaux, les aménagements nécessaires à la remise en état du site. Ces aménagements comprennent :

- le régalage des matériaux de découverte et ensuite le régalage des terres végétales afin de faciliter la percolation de l'eau, un enherbement et des plantations si prescrits ;
- le rétablissement des écoulements naturels antérieurs ;
- l'aménagement de fossés de garde afin d'éviter l'érosion des terres régalées ;

- l'aménagement des fossés de récupération des eaux de ruissellement et la conservation de la rampe d'accès, si la carrière est déclarée utilisable pour le bétail ou les riverains ou si la carrière peut servir d'ouvrage de protection contre l'érosion ;
- la remise en état de l'environnement autour du site, y compris des plantations prescrites.

Après la remise en état conformément aux prescriptions, un procès-verbal sera dressé.

#### ■ **Utilisation d'une carrière permanente**

Le Titulaire veillera pendant l'exécution des travaux à/aux :

- la préservation des arbres lors du gerbage des matériaux ;
- travaux de drainage nécessaire pour protéger les matériaux mis en dépôt ;
- la préservation des plantations délimitant la carrière.

À la fin des interventions un procès-verbal de l'état des lieux sera dressé.

#### **4-11 Dispositions relatives à l'hygiène, à la propreté des chantiers et de la base vie et à la prévention des pollutions**

Les dispositions utiles seront insérées dans le règlement intérieur de l'Entreprise chargée des travaux. Le règlement interne mentionnera entre autres :

- l'interdiction d'enfourer des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier ;
- l'interdiction d'évacuer des matériaux de rebut ou de matériaux volatils comme les essences minérales et les diluants pour l'huile ou la peinture, en les déversant sur le sol ou dans les cours d'eau ;
- l'obligation d'une collecte régulière des déchets liquides du chantier et de la base vie et leur élimination par des méthodes appropriées et utilisées en la matière ;
- le Titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour éviter que les abords des chantiers, ne soient souillés par la poussière, les boues, les déblais ou matériaux provenant des travaux ;
- le Titulaire est tenu de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail. Toutes les opérations sources de bruit doivent avant d'être entamées, faire l'objet d'un accord avec l'ingénieur, dans la perspective de réduire au minimum les gênes pour les riverains ;
- le contrôle du niveau de bruit de la machinerie lourde et la réalisation des travaux pendant les heures d'activités régulières autorisées par la réglementation du pays ;
- l'exécution sous surveillance de toute manipulation de substances dangereuses ;
- l'entreposage des substances dangereuses dans des récipients étanches, dans des aires d'entreposage sécuritaires, à l'épreuve des intempéries. Le verrouillage des aires d'entreposage et le contrôle de l'inventaire de ces substances ;
- éviter la formation de tas, de monticules qui entravent le ruissellement naturel.

#### **4-12 Dispositions liées à la sécurité des riverains et des travailleurs**

Des dispositions de sécurité seront prises pour les populations riveraines aux sites : les chantiers seront balisés et signalés par un pancartage.

Dans les agglomérations, des barrières seront dressées pour empêcher le public et les personnes étrangères de pénétrer dans les chantiers

Le Titulaire doit munir ses ouvriers des équipements de sécurité nécessaires et adéquats, notamment pour les postes de travail de :

- carrières : avec masques à poussière, casques antibruit, chaussures de sécurité ;
- terrassement : masques à poussière, bottes ;
- ferrailage et soudure : gants, lunettes, bottes.

#### **4-13 Dispositions relatives à la protection de la faune et de la flore**

Le Titulaire doit protéger toute végétation et champ de cultures qui de l'avis de l'Ingénieur, ne gêne pas les travaux. Dans le cas où le Titulaire endommage la végétation hors de la servitude prévue et que la remise en état n'est pas comprise dans les travaux, il doit la remplacer, à ses frais et à la satisfaction de l'Ingénieur.

Bien baliser les espaces à préserver, particulièrement les formations végétales et les écosystèmes à protéger, n'enlever des arbres que dans les zones désignées par l'Ingénieur.

Au cours des travaux d'excavation et de terrassement, protéger les racines des arbres désignées jusqu'à la ligne d'égouttement, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées.

Le Titulaire devra identifier dès le démarrage des chantiers, des repreneurs des dits déchets parmi les populations riveraines (fourrage, bois de service, bois de chauffe, etc.).

Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier ne sont permis qu'avec l'autorisation de l'Ingénieur.

Prendre les mesures nécessaires pour assurer la surveillance et la protection contre les incendies, selon les directives fournies.

En cas de déboisement, les arbres abattus doivent être découpés et stockés à des endroits agréés par le service des eaux et forêts en collaboration par le Maître d'œuvre. Les populations riveraines doivent être informées de la possibilité qu'elles ont de pouvoir disposer de ce bois à leur convenance. Les arbres abattus ne doivent pas être abandonnés sur place, ni brûlés ni enfuis sous les matériaux de terrassement.

#### **4-14 Protection des sites sacrés et des sites archéologiques**

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux et ne pas leur porter atteintes. Pour cela, elle devra s'assurer au préalable de leur typologie et de leur implantation avant le démarrage des travaux. Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique sont découverts, le Contractant doit suivre la procédure suivante : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'œuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction ; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges. Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre.

#### **4-15 Repli du chantier et du matériel**

À la fin des travaux, le Titulaire réalisera tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. Le Titulaire devra replier tout son matériel (engins et matériaux). Il ne pourra abandonner aucun équipement ni matériaux sur le site ni dans les environs. Après le repli du matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site devra être dressé et joint au PV de la réception des travaux.

#### **4-16 Réglementations**

Le titulaire et ses sous-traitants devront demander les autorisations prévues par les textes et règlements en vigueur et prendra à sa charge tous les frais y afférents, y compris les taxes d'exploitation et les frais de dédommagements éventuels aux propriétaires.

Le Titulaire devra procéder à l'arrosage régulier des rampes pour réduire l'envol des poussières.

La surface à découvrir doit être limitée au strict minimum et les arbres de qualité devront être préservés et protégés.

#### **4-17 Notification des constats**

Le Maître d'œuvre notifie par écrit au Contractant tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. Le Contractant doit redresser tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par le Maître d'œuvre. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge du Contractant.

À la fin des travaux, le Titulaire réalisera tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. Il devra replier tout son matériel, engins et matériaux. Il ne pourra abandonner aucun équipement ni matériaux sur le site, ni dans les environs.

#### **4-18 Sanctions et Pénalités**

En application des dispositions contractuelles, le non -respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par le Maître d'œuvre, peut être un motif suspension ou de résiliation du contrat.

### **5. MESURES DU PGES A EXECUTER PAR LES ENTREPRISES**

Les principales mesures d'atténuation, de compensation et de bonification à mettre en œuvre par les entreprises adjudicataires des marchés des travaux sont les suivantes :

- arroser régulièrement les zones poussiéreuses sur le chantier ;
- interdire d'utiliser les plants d'eau existants pour les besoins de travaux ou de consommation
- assurer un entretien régulier des voies de déviation ;
- informer et sensibiliser les riverains sur les activités génératrices de poussières ;
- poser des ralentisseurs à la traversée des agglomérations de la zone du sous-projet ;
- restreindre le débroussaillage et le nettoyage à l'emprise nécessaire aux travaux ;
- aménager un site de confinement autour des aires de stockage, dépotage du carburant et des huiles usagées ;
- aménager des fosses étanches dans la base vie et sur les autres installations pour le stockage des eaux usées ;

- réaliser un reboisement compensatoire de 45 036 pieds d'arbres (soit 3 pieds pour remplacer 1 pied abattu) en compensation des 15012 arbres inventoriés dans l'emprise du sous-projet ;
- éviter toute émission de bruit non indispensable ;
- soumettre le personnel de chantier à une visite médicale d'embauche et périodique ;
- mettre en place une infirmerie de chantier opérationnelle avec un médecin ;
- réaliser des campagnes de sensibilisation sur les risques sanitaires et les maladies transmissibles (IST/VIH/SIDA, grippe, dysenterie, etc.) ;
- signaler tout cas de violences faites à l'encontre de femmes ou d'enfants sur le chantier auprès des autorités judiciaires, du Maître d'ouvrage dans le cadre du MGP sensible au VBG/EAS/HS;
- indemniser les éventuelles pertes conformément au Plan d'action de réinstallation (PAR) ;
- poser des passerelles de franchissement adaptées aux personnes à mobilité réduite ;
- suspendre les travaux du chantier et déclarer immédiatement toute découverte archéologique fortuite ;
- procéder à la reprise du chantier après la réalisation de la saisine archéologique et l'autorisation de l'organisme compétent ;
- élargir le tracé sur le côté droit afin d'éviter le Baobab sacré à N'Gonikoro .

## **Annexe 6 : Termes de référence de l'étude**

**MINISTERE DES TRANSPORTS  
ET DES INFRASTRUCTURES**

**SECRETARIAT GENERAL**

**DIRECTION GENERALE DES ROUTES**

**UNITE NATIONALE DE COORDINATION**

**République du Mali  
Un Peuple - un But- une Foi**



**PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA CONNECTIVITE ET DE  
LA RESILIENCE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES AU MALI  
(PACRIR)  
(P507921)**

### **TERMES DE REFERENCE**

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR  
L'ELABORATION DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL  
ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET DE REHABILITATION DU  
TRONÇON DES ROUTES KOLOKANI-DIDIENI (35 KM) ; DIDIENI-  
DIEMA (180 KM) ; DIEMA-SANDARE (135 KM) ET KAYES-DIBOLI  
(96,5 KM) D'UNE LONGUEUR TOTALE DE 446,5 KM DU CORRIDOR  
BAMAKO-DAKAR PAR LE NORD ET DES AMENAGEMENTS  
CONNEXES A LA ROUTE (POSTE DE PESAGE, PARKING POUR  
POIDS LOURDS, ET VOIRIES URBAINES)**

**Octobre 2024**

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Mali est un pays continental, sans façade maritime. Son économie dépend en grande partie du système de transports terrestres. L'approvisionnement en produits stratégiques, tels que les hydrocarbures, et en biens de consommation et d'équipements (matériaux de construction, intrants agricoles) se fait en majorité par ce corridor Bamako/Dakar. Par ailleurs, la compétitivité des produits d'exportation maliens sur le marché international, notamment le coton fibre, premier produit d'exportation du pays, dépend du fonctionnement efficace des transports terrestres internationaux entre le Mali et ses voisins.

Les transports intérieurs ont également une importance particulière compte tenu de l'immensité du territoire et de la dispersion géographique des activités. Ainsi, la situation actuelle de transport sur cette voie, grève le coût de la plupart des produits de consommation essentiels de 20 à 30%.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la République du Mali, conscient des effets néfastes de l'état actuel de cette route sur l'économie du pays, a accordé une attention particulière à la réhabilitation de ce corridor en vue d'assurer le désenclavement intérieur et extérieur du pays. Cette volonté se retrouve dans tous les documents de politiques et de stratégie élaborés par le Gouvernement, notamment le Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) et le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) mise en œuvre avec l'ensemble des acteurs au développement.

La Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) et son plan d'actions, adoptée par le Gouvernement, en octobre 2015 s'inscrit dans ce cadre. Elle vise notamment à consolider les acquis, à faire contribuer davantage le secteur des transports à la croissance économique et à créer un environnement juridique et institutionnel propice à l'investissement et à une gestion performante du secteur des transports.

Elle permettra également d'assurer l'articulation entre les différentes politiques et stratégies de développement et contribuera au renforcement des capacités afin de mieux répondre aux besoins d'aménagement du territoire.

La PNTITD s'articule autour des axes stratégiques dont le deuxième axe concerne « Entretien et réhabilitation des équipements et infrastructures existants ».

**Le sous-projet de réhabilitation du tronçon des routes Kolokani-Didiéni (35 km) ; Didiéni-Diéma (180 km) ; Diéma-Sandaré (135 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) d'une longueur totale de 446,5 km du corridor Bamako-Dakar par le nord et des aménagements connexes à la route (poste de pesage, parking pour poids lourds, et voiries urbaines) s'inscrit dans ce cadre.**

Le corridor Bamako-Dakar est l'un des corridors les plus importants qui approvisionnent le Mali. Construit entre les années 2001 à 2004 et 2005 à 2007, son état actuel de dégradation varie de passable à très mauvais. En effet, depuis les événements de 2002 en Côte d'Ivoire, une part importante du trafic en direction du port d'Abidjan a été basculée sur ce corridor qui donne accès au port de Dakar. L'insuffisance de l'entretien combinée avec la fréquence du trafic des poids lourds (environ 1000 poids lourds par jour) a favorisé la dégradation du corridor dont l'état actuel nécessite une réhabilitation.

Au plan régional, c'est une route qui favorise l'intégration et les échanges entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. En effet, environ 60% des importations et exportations du Mali passent actuellement par le port de Dakar. Le Corridor traverse trois régions productives du Mali en agriculture et en élevage à savoir, celles de Kayes, Koulikoro et Nioro du Sahel. Sa réhabilitation permettra l'acheminement en toute saison des produits agricoles vers les centres urbains. Mais les travaux de réhabilitation, par leur envergure et leur nature sont susceptibles d'avoir des impacts majeurs sur l'environnement biophysique et humain.

Conformément à la législation malienne, l'Étude d'Impact Environnemental et Social est rendue obligatoire pour toutes activités susceptibles d'apporter des perturbations ou modifications sur l'environnement physique et humain/socioéconomique par le Décret N°2018-0991/ P- RM du 31 décembre 2018. D'après, l'annexe du même Décret, ce projet de catégorie A nécessite alors une EIES.

Le projet a fait l'objet d'Etude d'Impacts Environnemental et Social ainsi que l'élaboration d'un Plan d'action de réinstallation au niveau national sanctionné par un permis.

Conformément au cadre environnementale et social de la banque mondiale et suite à une évaluation des activités, le PACRIR a été classé dans la catégorie de risque élevé.

L'étude d'impacts environnemental et social y compris le Plan de gestion environnemental et social sera élaboré conformément au nouveau cadre environnemental et social de la Banque Mondiale.

Pour ce faire, l'UNC compte faire appel aux services d'un consultant individuel pour l'élaboration de l'EIES intégrant le PGES.

## **II. DESCRIPTION DU PROGRAMME DU PACRIR**

### **2.1. Objectif de développement du PACRIR**

L'objectif du PACRIR est d'améliorer la connectivité et la résilience du réseau routier prioritaire du Mali.

### **2.2. Composantes et sous-composantes du PACRIR**

Le PACRIR, comportera quatre composantes :

#### **Composante 1 : Aménagement Résilient des Corridors**

- Sous-composante 1.1 : Réhabilitation résiliente des tronçons sélectionnés du Corridor Bamako – Dakar (Diéma-Sandaré).
- Sous-composante 1.2 : Réhabilitation résiliente de poste de pesage/péage et parking pour poids lourds
- Sous-composante 1.3 : Développement d'études techniques et d'instruments à préparer selon les exigences NES pour la réhabilitation résiliente du réseau routier du Mali (RN16 et Ségou-Sévaré).

#### **Composante 2 : Aménagement Territorial Intégré**

- Sous-composante 2.1 : Aménagement/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, gares routières, centre pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels / unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour appuyer les femmes.
- *Sous-composante 2.2 : Réhabilitation résiliente des voiries urbaines et des pistes rurales.*

#### **Composante 3 : Renforcement Institutionnel au Secteur Routier et Gestion de Projet**

- Sous-composante 3.1: Renforcement Institutionnel du Secteur Routier
- Sous-composante 3.2: Gestion du Projet
- Sous-composante 3.3: Avance pour la Préparation du Projet

#### **Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence contingente**

### **III. BREVE DESCRIPTION DE LA ZONE D'INTERVENTION DU SOUS -PROJET**

La zone d'intervention est située dans les régions de Kayes, Koulikoro et Nioro respectivement 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> région administrative du Mali suivant le nouveau découpage administratif.

Le sous-projet de réhabilitation du tronçon des routes Kolokani-Didiéni (35 km) ; Didiéni-Diéma (180 km) ; Diéma-Sandaré (135 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) d'une longueur totale de 446,5 km du corridor Bamako-Dakar par le nord et des aménagements connexes à la route (poste de pesage, parking pour poids lourds, et voiries urbaines). Il couvre les cercles de Kolokani (Région de Koulikoro), Diéma et Kayes (Région de Kayes) et Nioro (Région de Nioro).

Le sous-projet traverse 14 communes rurales des régions de Koulikoro, Nioro du Sahel et de Kayes. Le tableau 1 présente les différentes localités traversées par le projet par région.

**Tableau 1: Localités traversées par le projet dans les régions de Koulikoro, Nioro du**

## **Sahel et Kayes**

<b>Région</b>	<b>Cercle</b>	<b>Communes</b>	<b>Localités</b>	
Koulikoro	Kolokani	Kolokani	Kolokani	
		Didiéni	Salikabougou, Diagnokabougou, N'gonkoro, Didiéni, Sabougou, Diatiguibougou, Samakorola, Mintinbougou	
		Sagabala	Niamou, Kwala, Segué, Sirado	
Kayes	Diéma	Gomitradougou,	Sebabougou, Gomitra, Kouloudiengué, Mankanbougou	
		Dioumara	Dioumara, Beniéko	
		Dianguirdé	Torodo	
		Diéma	Diéma, Nafadji, Guémou	
		Diangounté-Camara	Madina, Diangoundé- Camara, Wataga, Bouyanga	
		Lakamané	Dalibera, Tassara, Bougoutintin, Lakamané, Kaniara	
		Dieoura	Tassara	
	Kayes	Liberté Dembaya	Diyalla	
		Samé Diongoma	Darsalam, Samé Oualof, Samé Agricole	
		KéménéTambo	Ambidedi Rive Gauche, Koulounégoté	
		Falémé	Kouloumba, Diboli	
		Nioro	Nioro	Sandaré

### **IV. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS À RÉALISER DANS LE CADRE DU SOUS-PROJET**

La consistance des travaux du sous-projet de réhabilitation du tronçon des routes Kolokani-Didiéni (35 km) ; Didiéni-Diéma (180 km) ; Diéma-Sandaré (135 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) d'une longueur totale de 446,5 km du corridor Bamako-Dakar par le nord et des aménagements connexes à la route (poste de pesage, parking pour poids lourds, et voiries urbaines) se résume comme suit :

- la réhabilitation du Diéma – Sandaré (135 km) du Corridor Bamako-Dakar par le Nord ;
- la réhabilitation résiliente de poste de pesage/péage et parking pour poids lourds ;
- la réhabilitation résiliente des voiries urbaines ;
- la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementale et sociale.

Les caractéristiques géométriques des routes du programme sont définies suivant une vitesse de référence de 80 km/h en rase campagne et 40 km en zone urbaine et sont conformes aux normes CEDEAO (7 m de chaussée et 1,5 m d'accotement de part et d'autre), le tout en béton bitumineux.

Au-delà des travaux de bitumage de ce linéaire très important (446,5km), la consistance des travaux se mesure également avec le nombre et l'envergure d'ouvrages de franchissement et hydrauliques à reconstruire et/ou à construire.

### **V. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE**

#### **5.1 Objectif général**

L'objectif général de l'étude est d'identifier, d'analyser et d'évaluer les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités envisagées dans le cadre de la **réhabilitation du tronçon des routes Kolokani-Didiéni (35 km) ; Didiéni-Diéma (180 km) ;**

**Diéma-Sandaré (135 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) d'une longueur totale de 446,5 km du Corridor Bamako- Dakar par le nord et des aménagements connexes à la route (poste de pesage, parking pour poids lourds, et voiries urbaines)** et de proposer les mesures à mettre en œuvre pour éviter, minimiser, atténuer et/ou compenser les impacts négatifs, et optimiser les impacts positifs.

## **5.2 Objectifs spécifiques des études**

De manière spécifique, conformément à la réglementation nationale en vigueur en République du Mali et au Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale, l'étude d'impact environnemental et social (EIES) doit :

- Aider le maître d'ouvrage (la Direction Générale des Routes) à réaliser des travaux plus respectueux de l'environnement biophysique et des considérations socio-économiques et culturelles du milieu récepteur ;
- Répondre aux obligations réglementaires nationales afin d'obtenir le certificat de conformité environnementale auprès du Ministre en charge de l'Environnement ;
- Satisfaire aux exigences des normes environnementales et sociales de la Banque mondiale pertinentes pour le sous-projet, de même qu'aux directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales et spécifiques au sous-projet de la réhabilitation du tronçon des routes Kolokani-Didiéni (35 km) ; Didiéni-Diéma (180 km) ; Diéma-Sandaré (135 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) d'une longueur totale de 446,5 km du Corridor Bamako- Dakar par le nord et des aménagements connexes à la route (poste de pesage, parking pour poids lourds, et voiries urbaines).

A cet effet, l'étude consistera à :

- Décrire de façon synthétique, en se basant sur les études techniques, l'ensemble des activités prévues dans le cadre de la réhabilitation du tronçon des routes Kolokani-Didiéni (35 km) ; Didiéni-Diéma (180 km) ; Diéma-Sandaré (135 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) d'une longueur totale de 446,5 km du Corridor Bamako- Dakar par le nord et des aménagements connexes à la route (poste de pesage, parking pour poids lourds, et voiries urbaines) et le contexte de sa réalisation (raisons et justifications environnementales, sociales et techniques du choix du sous-projet). Cette description inclura les besoins en matériaux de construction, en eau, et les sites d'approvisionnement ;
- Décrire l'état initial des milieux naturel et humain de la zone du sous-projet et les composantes susceptibles d'être affectées par le sous-projet, les composantes E&S qui peuvent affecter le sous-projet, ainsi que les enjeux environnementaux et sociaux ;
- Décrire le cadre politique, légal et institutionnel national en matière d'évaluation environnementale et sociale pertinent au sous-projet ;
- Décrire les normes E&S (NES) de la Banque mondiale pertinentes au sous-projet, en indiquant les exigences à satisfaire, y compris les directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale ;
- Faire une analyse comparative, sous forme de tableau, des NES de la Banque mondiale et des dispositions nationales et indiquer comment les différences seront comblées dans le cadre de cette EIES
- Réaliser l'analyse multicritère des variantes du sous-projet relatif aux travaux de réhabilitation du tronçon des routes Kolokani-Didiéni (35 km) ; Didiéni-Diéma (180 km) ; Diéma-Sandaré (135 km) et Kayes-Diboli (96,5 km) d'une longueur totale de 446,5 km du Corridor Bamako- Dakar par le nord et des aménagements connexes à la route (poste de pesage, parking pour poids lourds, et voiries urbaines) ;
- Décrire la méthodologie d'évaluation de l'importance des impacts de manière qualitative et/ou quantitative en utilisant, le cas échéant, l'outil d'évaluation économique des dommages environnementaux ;
- Identifier et analyser les risques et impacts potentiels environnementaux et sociaux (positifs et négatifs, directs et indirects, cumulatifs ou associés) des activités du sous-

projet y compris les risques et impacts liés aux violences basées sur le genre (VBG) notamment l'exploitation et abus sexuels (EAS), le harcèlement sexuel (HS), les risques pour la santé et la sécurité au travail et les risques de conflits sociaux (latents ou ouverts) sociaux ainsi que l'emploi des mineurs (travail des enfants). Cette identification/analyse des risques et impacts distinguera les risques et impacts avant les travaux, pendant les travaux, et pendant l'exploitation de la route et des voiries urbaines ;

- Examiner les données existantes sur l'exploitation, les abus et la violence, en particulier les violences contre les femmes et les enfants dans les zones de mise en œuvre du projet ;
- Cartographier et évaluer la qualité des services VBG disponibles dans les zones de mise en œuvre du projet/programme ;
- Analyser l'impact du projet sur l'accès des femmes aux services sociaux de base ;
- Proposer des mesures cohérentes avec le principe de la hiérarchie d'atténuation afin de gérer les risques et impacts environnementaux et sociaux conformément aux dispositions les plus exigeantes des NES ou de la réglementation nationale ;
- Proposer, à travers d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs y inclus des mesures d'indemnisations et la réinstallation des personnes affectées au cas où l'acquisition de terrain et de tous autres biens y inclus la réinstallation économique et physique et la perte des ressources ou moyens de vivre, sont nécessaires ;
- Évaluer les besoins de collectes des déchets solides et dangereux ;
- Proposer une procédure de gestion des ressources culturelles physiques en cas de découvertes fortuites ;
- Proposer un dispositif réaliste de gestion des plaintes spécifique aux travaux du sous-projet (chantier) et connexe au mécanisme général de gestion des plaintes ;
- Réaliser des consultations des parties prenantes au sous-projet (bénéficiaires, personnes affectées par le projet : PAPs, autorités administratives et coutumières, opérateurs économiques, populations, etc.) et produire les procès-verbaux y compris les listes des participants de ces consultations à annexer au rapport de l'EIES ;
- Réaliser les consultations spécifiques des femmes (qui seront facilitées par une femme et qui permettront de discuter des risques des EAS/HS que le projet pourrait exacerber ainsi que les mesures d'atténuation) ;
- Élaborer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ainsi qu'un programme de surveillance et de suivi environnemental et social pour assurer le respect des exigences légales nationales ou des environnementales et sociales, selon les plus exigeantes. Ce PGES devra par ailleurs, décliner les responsabilités institutionnelles de mise en œuvre dudit PGES pendant les différentes phases du sous-projet, évaluer les capacités techniques, matérielles et organisationnelles des acteurs et proposer des mesures de renforcement des capacités y relatives si besoin est ;
- Faire une analyse des risques et dangers et définir un plan de gestion des risques et accidents ;
- Proposer les clauses environnementales et sociales à insérer dans les Dossier d'Appel d'Offre (DAO) ;
- Apprécier le niveau d'acceptabilité et de mobilisation sociale autour du sous-projet ainsi que les mesures de leur renforcement.

## **VI. TACHES DU CONSULTANT**

Dans le cadre de la réalisation de la présente mission, le Consultant réalisera les tâches suivantes, sans nécessairement s'y limiter.

### **6.1 Validation de la méthodologie et du plan de travail avec l'UNC : réunion de cadrage**

La première tâche du Consultant consistera en la réalisation en accord avec l'Unité de Coordination du Projet, d'une réunion de cadrage. Cette réunion permettra de convenir avec le consultant d'une démarche harmonisée pour la mise en œuvre de la mission afin d'assurer l'atteinte des résultats attendus. La séance consistera à analyser la démarche de conduite de la mission proposée par le consultant, à retenir une méthodologie consensuelle qui prend en compte les attentes des différentes parties prenantes et convenir d'un planning détaillé de mise en œuvre de la mission et de transmission des livrables.

### **6.2 Description et Justification du projet**

Le consultant fera une description précise et détaillée des éléments suivants du sous-projet (en faisant référence aux études techniques pertinentes) :

- Description des travaux prévus ;
- Nature et importance des ouvrages d'infrastructure ;
- Activité de pré construction et de construction ;
- Déblais et remblais ;
- Les besoins en matériaux de construction, en eau, et une estimation des volumes
- Autres ouvrages ;
- Le matériel de chantier (indispensable pour la détermination des impacts en phase travaux) ;
- Aménagements, entretiens et investissements hors site nécessaires ;

Cette description doit prendre en compte la présentation du contexte et la justification de la mise en œuvre du sous-projet. La description doit également se faire en tenant compte des différentes phases des travaux notamment celles de préparation/installation, de construction, de fonctionnement et entretien des ouvrages. Elle doit inclure la consistance des travaux avec accent sur les caractéristiques de toutes les activités prévues dans le cadre du projet, et permettant de mieux appréhender les impacts environnementaux et sociaux y relatifs. Les contraintes essentielles (techniques, environnementales, socio-économiques, etc.) liées à la consistance des travaux doivent être prises en compte et décrites.

### **6.3 Description et analyse de la situation socio-économique et environnementale de référence**

Le Consultant définira dans un premier temps la zone d'influence du projet/programme, sur la base des études d'Avant-Projet Sommaire (APS). Ce périmètre doit être suffisamment large pour couvrir aussi bien les zones susceptibles d'être affectées par le sous-projet et par tous ses aspects connexes, ainsi que par les développements imprévus induits par le projet. Les raisons des choix arrêtés sur la délimitation du périmètre de l'étude doivent être expliquées et justifiées, et cette délimitation doit être illustrée sur une carte topographique. Sur cette base, il analysera l'état initial de l'environnement.

Il s'agira pour le consultant de collecter, analyser et présenter les données de base relatives à l'état actuel de l'environnement et les caractéristiques socioéconomiques et démographiques des populations de la zone d'étude.

- **la description analytique de l'environnement naturel concerne notamment** : la cartographie de base, les divers écosystèmes de la zone d'étude, les ressources végétales, la biodiversité, les espèces menacées et/ou endémiques, et les habitats critiques, sensibles et/ou en danger, le réseau des aires protégées, les caractéristiques pédologiques, géomorphologiques, géologiques et bathymétriques, le fonctionnement sédimentaire du site et du littoral avoisinant, la dynamique côtière, le profil pédologique, les menaces et opportunités que présente le contexte des ouvrages sur ces écosystèmes. Cette analyse mettra en exergue les ressources sensibles (rares, menacées, en voie d'extinction, valorisées ou valorisables) en vue d'une meilleure appréciation ultérieure de l'importance des impacts négatifs notamment. Le Consultant rassemblera les données existantes, ainsi que collectera de nouvelles données physiques sur le terrain. Il évaluera la qualité des données disponibles, en fera la comparaison avec celles collectées et identifiera les principales lacunes sur les

données disponibles et les incertitudes liées aux prédictions faites. Il spécifiera les points qui nécessitent un examen complémentaire pour enrichir la fiabilité de l'EIES.

- **la description analytique de l'état social inclus** : les données démographiques et socio-économiques de base, l'analyse de la structure des communautés locales y compris leur organisation sociale et les institutions locales, les rôles des différents groupes sociaux, les systèmes économiques, les liens avec l'économie régionale et locale, les systèmes traditionnels d'accès aux ressources et à la terre, les problèmes de santé y compris le VIH/SIDA et la COVID-19; une cartographie des principaux acteurs concernés par le sous-projet ; les opportunités et risques que présente le contexte post-sous-projet vis-à-vis du bien-être social, culturel et économique des populations vivant dans la zone du sous-projet et de la population Malienne en général. Cette analyse inclut un volet spécial consacré aux groupes sociaux vulnérables ou particulièrement ceux occupant ou dépendant directement des sites de réalisation des travaux de protection. Ce volet inclut : (i) l'identification précise des groupes concernés, avec localisation géographique et estimation de leur population ; (ii) l'identification de la structure communautaire, des liens sociaux avec le reste de la société et, de la dépendance par rapport aux ressources naturelles de la zone ; (iii) l'utilisation des terres ainsi que les droits traditionnels que ces groupes exercent sur les ressources naturelles dans leurs terroirs. Ce travail se base sur la consultation directe des groupes concernés, la récolte de données de terrain, la compilation d'études y relatives existantes.

#### **6.4 Identification et analyse des enjeux majeurs liés à la zone du sous-projet :**

L'analyse du contexte biophysique et socio-économique de la zone d'implantation du sous-projet doit permettre de déterminer les enjeux au plan socio-environnemental, auxquels il faudra accorder une attention particulière lors de la préparation et l'exécution des travaux, mais aussi lors de l'exploitation. La détermination et l'analyse des différents enjeux permettront d'évaluer la sensibilité du milieu récepteur ;

La description de la consistance des travaux du sous-projet et l'analyse de l'état initial de l'environnement biophysique et socio-économique du milieu récepteur et de sa zone d'influence doivent permettre de justifier si un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) est nécessaire ; c'est-à-dire si les activités vont causer l'acquisition de terre, perte des biens ou réinstallation physique ou économique.

#### **6.5 Description du cadre politique, juridique et institutionnel**

Le consultant fera une description succincte du cadre politique, juridique et institutionnel de mise en œuvre du sous-projet. Le consultant décrira le cadre politique, juridique, et institutionnel du pays qui régit : (i) l'environnement, (ii) les Evaluations environnementales (EIES, audit,..), (iii) les accords internationaux pertinents pour le projet auxquels le pays est parti et, (iv) les normes de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale pertinentes au sous-projet, en indiquant les exigences à satisfaire, y compris les Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale. Le consultant analysera les situations de convergence et de divergence entre les normes de sauvegardes de la Banque mondiale et la réglementation nationale du Mali en matière d'évaluation environnementale et sociale.

#### **6.6 Analyse des risques et impacts du sous-projet.**

Le consultant identifiera et évaluera les impacts aussi bien positifs que négatifs de la réalisation du sous-projet qui dévièrent de la situation de référence pendant les phases de préparation/installation, de construction, de fonctionnement et entretien des ouvrages. Il distinguera les impacts et risques directs, indirects, cumulatifs, réversibles et irréversibles, résiduels, et de façon quantitative toutefois que cela est pertinent. Il portera une attention particulière sur les impacts susceptibles d'être irréversibles. L'identification et l'analyse des impacts doivent être effectuées suivant une approche matricielle d'interrelations entre les activités ou composantes du sous-projet (activités sources d'impact) et les composantes

pertinentes de l'environnement (eaux, sols, flore, faune, populations, activités économiques, etc.), pendant les phases de préparation/installation, de construction et d'exploitation/entretien et même démantèlement du chantier. Elle pourrait intégrer les modes de vie locaux et les droits d'accès aux ressources et sur l'égalité d'accès aux opportunités de développement, spécialement pour des groupes qui risquent d'être déplacés. Le consultant identifiera les risques que le sous-projet proposé provoque des déplacements physiques involontaires et/ou économiques, ou diminue l'accès aux ressources, ou altère le mode de vie des populations affectées, par rapport à la situation de départ. Les risques sur le plan de l'Hygiène, de la Santé et de la Sécurité tant pour les travailleurs, les bénéficiaires que les populations riveraines seront analysés. Le consultant prendra aussi en compte la description et les mesures de gestion des risques sociaux autre que la réinstallation involontaire. Les impacts et risques liés aux aspects portant sur i) le genre, ii) la violence basée sur le genre (VBG), l'exploitation et abus sexuels, le harcèlement sexuel, iii) les maladies et infections sexuellement transmissibles (MIST) y compris le VIH/SIDA doivent être analysés. Les risques et impacts seront identifiés, codifiés et classés par source et degré d'importance. L'évaluation de l'importance des impacts doit être basée sur les critères que sont l'intensité, la portée/étendue et la durée sans oublier la fréquence et de la probabilité d'occurrence d'un impact ainsi que de la réversibilité d'un effet.

### **6.7 Description et analyse des alternatives**

Il s'agira d'identifier et de décrire les variantes du sous-projet et de réaliser une analyse qui permettra de cerner les avantages et les inconvénients des variantes du sous-projet en tenant compte de l'environnement global dans lequel il s'inscrit et des enjeux socio-économiques auxquels il est confronté. Elle consistera à démontrer que la variante du sous-projet retenue par le promoteur constitue globalement la meilleure option aux plans technique, économique et environnemental et social. Cet objectif est atteint en comparant entre elles différentes variantes du sous-projet de manière à en faire ressortir les points forts et les points faibles. L'analyse comparative doit être complétée par une démonstration qui met en évidence la variante préférable. Cette étape comprend les éléments suivants : (i) la description des variantes, (ii) l'analyse comparative des variantes et (iii) la justification du choix de la variante préférable. Il s'agit spécifiquement de :

- Comparer systématiquement les alternatives potentielles pour le sous-projet, y compris, les scénarii « sans projet » et « avec projet retardé », du point de vue des impacts potentiels, de la faisabilité de l'atténuation de ces impacts, des coûts d'investissement et de fonctionnement.
- Dans la mesure du possible, quantifier les impacts de chacune des options, et, le cas échéant, leur attribuer une valeur économique.
- Spécifier pourquoi la conception proposée a été retenue.

### **6.8 Développement d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)**

- Le consultant proposera des ajustements éventuels aux composantes et activités du sous-projet, en vue d'éviter et/ou atténuer les impacts (environnementaux et sociaux) négatifs potentiels, d'améliorer leurs impacts sociaux et environnementaux positifs et de prévenir des risques.
- Il proposera des mesures d'atténuation précises aux différentes phases de réalisation des travaux et de mise en service des ouvrages (activités, mesures réglementaires, etc.) à incorporer dans le sous-projet pour finaliser sa conception et la construction. Il fera des propositions relatives :
  1. à la méthodologie et aux techniques de consultations à utiliser pour le zonage de l'ensemble en vue de garantir la prise en compte des intérêts des parties prenantes ;
  2. aux clauses environnement-santé-sécurité (ESS) à insérer dans les dossiers d'appel d'offres et les contrats de construction et d'exploitation, incluant les

sous-plans qui seront requis pendant la construction et le fonctionnement de l'infrastructure (Plan de gestion de la main d'œuvre, etc.) ;

3. au mécanisme de résolution des plaintes sensible aux VBG/EAS/HS pendant la durée de vie du sous-projet : ce mécanisme de gestion des plaintes à mettre en place doit être accessible pour les communautés riveraines susceptibles d'être impactées par le sous-projet et les employés des entreprises et permette de recevoir, archiver, et agir sur les plaintes reçues en utilisant un processus de consultation compréhensible, transparent et approprié sur le plan culturel (les femmes et les filles seront consultées séparément des hommes afin d'avoir leurs feedbacks sur leurs canaux de dépôt de plaintes préférés);
  4. Mesures de prise en compte du genre, de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre, l'exploitation et abus sexuels, le harcèlement sexuel ;
  5. à l'élaboration et au contrôle des plans d'aménagement, des cahiers des charges. Il pourra faire toute proposition visant à renforcer l'impact positif du sous-projet sur la qualité de l'environnement, sur le bien-être social, culturel et économique de la population, sur les écosystèmes et la biodiversité de la zone d'influence.
- Le consultant identifiera ou proposera des stratégies et procédures à mettre en œuvre tout au long de la réalisation et du fonctionnement des ouvrages en vue d'adopter des mesures préventives, de gestion, de surveillance et du suivi environnemental et social pour éviter ou atténuer les impacts négatifs qui surviendraient. Il proposera un système simple de suivi-évaluation des impacts environnementaux et sociaux du sous-projet, avec des indicateurs de suivi ainsi que les procédures et méthodologie d'évaluation correspondantes.
  - Le coût estimatif du PGES devra être évalué pour chaque mesure recommandée ci-dessus. A défaut d'une estimation précise, une méthodologie pour l'évaluation de ces coûts sera proposée.
  - Le cadre institutionnel et organisationnel de mise en œuvre et de suivi-évaluation du PGES sur la base des responsabilités régaliennes des institutions concernées, sera clairement décrit. Le Consultant évaluera la capacité de ces institutions/organisations à jouer leurs rôles et responsabilités et proposera en cas de besoin les mesures nécessaires de renforcement des capacités institutionnelles pour garantir la performance environnementale et sociale du sous-projet.
  - Chaque mesure d'atténuation fera l'objet d'une fiche de projet (intitulé, impact ciblé, objectif, résultats attendus, résultat par activité, budget, responsable de l'exécution de l'activité, responsable du contrôle, responsable du suivi). La synthèse du PGES est présentée sous forme de tableau conforme au format recommandé par les textes en vigueur.
  - Code de conduite : le consultant doit élaborer un code de Conduite qui permettra de s'assurer que tout le personnel du chantier du sous-projet comprenne les valeurs morales du sous-projet, les conduites que tout employé est tenu à suivre et les conséquences des violations de ces valeurs.

## **6.9 Analyse des risques et accidents**

Le consultant devra analyser les principaux risques et accidents et proposer des moyens et mesures de prévention et d'intervention en urgence, en cas de survenue de ces risques et accidents pendant la phase de chantier. La méthodologie à utiliser pourra comporter principalement trois étapes : i) l'identification des dangers et situations dangereuses liées au

travail sur le chantier des travaux de construction de la centrale PV ; ii) l'estimation pour chaque situation dangereuse de la gravité des dommages potentiels et de la fréquence d'exposition ; iii) la hiérarchisation des risques pour déterminer les mesures et les priorités du plan d'action. L'analyse pourra porter sur les risques d'incendie, d'explosion, de noyage ; risque lié aux travaux d'enfouissement ; risque lié aux véhicules lourds, engins, machines et outils ; risque lié au bruit, aux vibrations, aux chutes ; risque lié à la manutention manuelle ; risque lié aux effondrements et aux chutes d'objets ; risque lié aux circulations et aux déplacements ; risques liés aux installations sur les conduites de l'électricité, risques liés aux inondations et/ou cyclones ; etc.

Pour atténuer les risques et dangers liés aux travaux de chantier, le consultant évaluera ces risques et consignera les mesures d'atténuation y relatives dans un instrument approprié notamment un Plan d'Hygiène, Santé, Sécurité et Urgence.

#### **6.10 Vérification de la conformité avec les normes E & S de la Banque mondiale**

Sur la base des analyses et propositions ci-dessus, le consultant conclura sur la faisabilité du sous-projet sur la base des dispositions de la législation nationale et des normes de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale.

#### **6.11 Consultation du public et Concertation avec toutes les parties concernées**

La consultation du public devra se dérouler durant toute la phase de réalisation de l'EIES. Elle doit permettre d'évaluer l'acceptabilité sociale du projet par les principaux acteurs, particulièrement les populations riveraines, et préparer la mise en œuvre d'un plan de communication pour éviter d'éventuels conflits sociaux et faciliter l'acceptation du sous-projet par les populations ; et à ce titre, un accent particulier devra être mis sur le volet information et sensibilisation.

Les consultations devront être basées sur le principe de l'information, Consultation et participation. Pour ce faire, le processus de consultation devra inclure les perspectives des hommes et des femmes à travers des rencontres séparées (spécifiquement, cela permettra aux femmes et aux filles de pouvoir s'exprimer librement). Les consultations spécifiques des femmes et des filles se feront dans des lieux sûrs et accessibles et seront facilitées par une personne de même sexe ( le consultant pourra au besoin s'appuyer sur des femmes leaders de la communauté ayant une expérience sur les VBG pour mener ces discussions). Les femmes et les filles pourront ainsi s'exprimer sur leurs canaux de dépôt de plaintes. Les comptes rendus de réunion doivent inclure les opinions des hommes, des femmes et des jeunes sur les impacts, les mesures d'atténuation et les opportunités. A cet effet, le consultant devra démontrer l'étendue des consultations qu'il a menées en vue de recueillir l'avis de toutes les parties concernées par le projet sur les mesures à prendre.

- Au minimum conduire deux consultations publiques, l'une lors de l'entame de l'étude et la seconde lorsque le projet d'EIES est disponible.
- Documenter les consultations publiques, y compris les inquiétudes et les attentes des personnes affectées par le projet, et indiquer comment leurs avis ont été incorporés dans la conception du projet.

Tout au long de son mandat, le consultant participera à la concertation entre toutes les parties prenantes. La consultation du public sera maintenue durant la réalisation de l'étude, notamment par la publication et la discussion publique avec toutes les parties intéressées sur : (a) le rapport d'étape comprenant au minimum toutes les données de base et les risques et impacts préliminaires analysés (projet de l'EIES); et (b) le rapport final (atelier de validation du rapport de l'EIES) qui comprendra un résumé des consultations, notamment des commentaires, suggestions et recommandations des parties concernées, ainsi que les suggestions et recommandations retenues pour être intégrées dans le sous-projet et le budget. Les PV de ces deux réunions/ateliers de consultation sur le rapport d'étape et sur le rapport provisoire seront annexés au rapport final, de même que les PV de toutes les consultations locales tenues au cours de l'étude, la liste des personnes rencontrées, les lieux, dates, et les photos de ces consultations devront être annexés au rapport.

### **VII. METHODOLOGIE**

L'EIES doit être présentée d'une façon claire et concise et se limiter aux éléments pertinents à la bonne compréhension du sous-projet et de ses impacts. Ce qui peut être schématisé ou cartographié doit l'être, et ce, à des échelles adéquates. Les méthodes et les critères utilisés doivent être présentés et explicités en mentionnant, lorsque cela est possible, leur fiabilité, leur degré de précision et leurs limites d'interprétation. En ce qui concerne les descriptions des milieux biophysique et humain, il sera nécessaire de faire ressortir les éléments permettant d'apprécier leur qualité (localisation des stations d'inventaire et d'échantillonnage, dates d'inventaire, techniques utilisées, limitations...). Les sources de renseignements doivent être données en référence. Aussi, le consultant devra opter pour une démarche participative et transversale notamment au cours de ses investigations. Ainsi, toutes les parties prenantes directement ou indirectement impliquées et les populations (autorités administratives, municipales et traditionnelles, les responsables des services sectoriels et les populations riveraines) doivent être informées et consultées, dans le but d'avoir leur perception, recueillir leurs craintes et leurs attentes vis-à-vis du sous-projet et de ses impacts potentiels sur l'environnement biophysique et humain.

L'étude pourra être réalisée suivant les étapes non exhaustives suivantes :

- Réunion de cadre avec le commanditaire ;
- Revue documentaire : analyse des documents disponibles sur le sous-projet et son site d'implantation ;
- Visites de reconnaissance et d'analyse des composantes biophysiques et humains du site d'accueil du sous-projet ;
- Investigations de terrain : collecte de données (entretien) auprès des différents acteurs et Enquête socio-économique dans la zone du sous-projet (à ce titre, les investigations veilleront à ne pas porter sur l'expérience individuelle de la violence basées sur le genre auprès des acteurs enquêtés) ;
- Analyse des données physiques et biologiques issues des documents scientifiques ;
- Analyse de la prévalence des VBG (voir statistiques officielles, EDS, MICS...)
- Séances de consultations publiques y compris celles spécifiques aux femmes et aux filles ;
- Démarches d'analyse des impacts
  - Identification et analyse des impacts ;
  - Evaluation de l'importance des impacts ;
  - Elaboration des mesures d'optimisation, d'atténuation ou de valorisation ;
  - Evaluation des impacts résiduels
- Production et validation du rapport

### VIII. DUREE DE LA MISSION, CALENDRIER ET LIVRABLES ATTENDUS

La durée de la consultation est de 45 jours ouvrable à partir de la date de signature du contrat. Cette durée est hors délais de revue et validation des rapports par l'UGP et les structures impliquées.

Le consultant produira pendant cette période les documents suivants :

- **Rapports** : Les rapports et tous les documents que le Consultant aura à produire sous support papier seront également présentés sur support informatique et déposés sous forme de :
  - **Un Rapport provisoire** en version électronique.
  - **Un Rapport Définitif** en cinq (05) exemplaires, dans les dix (10) jours qui suivent la réception des observations sur le rapport provisoire. Une version numérique du rapport en version modifiable (Word).

Le rapport d'EIES, incluant les annexes doivent être disponibles en français. Le résumé non technique doit être traduit en anglais.

### IX. CONTENU/STRUCTURE DU RAPPORT

Au terme de l'étude, le rapport d'Etude d'Impact Environnemental et Social approfondie qui sera produit par le consultant comprendra de façon non limitative les points suivants :

- Table des Matières ;
- Liste de Tableaux ;
- Liste des Figures ;
- Liste des acronymes ;
- Résumé exécutif (en Français) ;
- Résumé exécutif (en Anglais)
- Introduction ;
- Description du projet et des activités du sous-projet ;
- Analyse du cadre politique, juridique et institutionnel de l'évaluation environnementale et du projet ;
- Analyse de l'état initial du milieu récepteur (environnement naturel, socio-économique, etc.)
  - y compris l'identification des principaux éléments valorisés de l'environnement ;
  - Description des enjeux environnementaux et sociaux du sous-projet ;
  - Analyse des impacts environnementaux et sociaux du sous-projet (nature, et importance),
    - risques /dangers du sous-projet ;
- Analyse des variantes, y compris les variantes « sans projet » et « avec projet retardé » ;
- Synthèse des impacts du sous-projet et proposition des mesures d'atténuation ou de bonifications ;
- Synthèse des consultations du public (préoccupations clés soulevées et incorporées dans l'analyse des mesures d'atténuation) ;
- Procédure de gestion des biens culturels
- Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) comprenant :
  - Analyse des risques liés à la Violence Basée sur le Genre (VBG), à l'Exploitation et Abus Sexuels/Harcèlement Sexuel (EAS/HS)
  - Plans de mesures d'urgences
  - Plans de gestion des risques (accidents/incidents et urgences),
  - Plans de gestion des déchets,
  - Plans de gestion du flux des travailleurs et du travail des enfants,
  - Participation des parties prenantes ;
  - Plan de gestion des déchets de chantiers ;
  - Les mesures proposées pour éviter, atténuer, annuler ou compenser les impacts négatifs ainsi que les procédures de mise en œuvre, les acteurs impliqués, les besoins en formation et les coûts de mise en œuvre et de suivi ;
  - Les clauses environnementales et sociales des entrepreneurs ;
  - Procédure de résolution des plaintes
  - Cadre organisationnel de mise en œuvre du PGES :
    - Mécanisme de suivi-évaluation du PGES ;
    - Indicateurs de suivi de mise en œuvre du PGES ;
  - Calendrier d'exécution et estimation des coûts
- Conclusion et recommandations ;
- Bibliographie ;
- Annexes :
  - PV des consultations Publiques ;
  - liste des personnes rencontrées ;

- photos des consultations publiques ;
- TDR de la mission ;
- la synthèse du mécanisme de règlement des plaintes du sous-projet ;
- Liste des services de prise en charge des VBG disponibles dans les zones du projet/programme ;
- les clauses environnementales et sociales à intégrer dans le dossier d'appel d'offre des entreprises prestataires de services ;
- code de bonne conduite au niveau des chantiers.

**NB** : Il est notamment attendu du consultant un document de qualité.

#### **X. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES**

Le consultant individuel qui sera recruté pour l'élaboration de l'EIES justifiera un diplôme de formation BAC + 5 en sciences de l'environnement, sociologie ou assimilé.

Il doit avoir au moins dix (10) années d'expériences dans l'élaboration des Etudes d'Impact Environnemental et Social dans la zone du projet ou un environnement similaire dont cinq sur les projets de la Banque mondiale.

#### **XI. LANGUE DE TRAVAIL, DUREE DE LA CONSULTATION ET CALENDRIER DE TRAVAIL**

La durée de la prestation sera de quarante-cinq (45) jours. Le consultant proposera un planning de l'exécution de l'étude. Le rapport final doit être déposé au plus tard une (01) semaine après la réception des derniers commentaires. L'EIES sera rédigé en français avec un résumé exécutif en anglais.